

Avec ce numéro, supplément « Initiatives »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14209 - 5 F

MERCREDI 3 OCTOBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La revanche des croyants en URSS

La loi instaurant la liberté de conscience et de religion a été définitivement adoptée, lundi 1^{er} octobre, par le Soviet suprême de l'Union soviétique. Pour les croyants de ce pays - chrétiens (dont soixante millions d'orthodoxes), juifs, musulmans (quarante-cinq millions environ), adeptes ou Témoins de Jéhovah, - après soixante-dix ans passés dans les catacombes ou, pis, dans les camps, ce texte revêt la même portée, juridique et symbolique, que l'édit de Milan de l'empereur Constantin, accordant la liberté aux premiers chrétiens.

Certes, à l'issue de la discussion parlementaire, les responsables confessionnels, qui réclamaient le droit à l'enseignement religieux dans les écoles et les casernes, n'ont pas eu gain de cause. Mais l'essentiel est fait : cette loi sur la liberté de conscience signifie d'abord la mort de l'« athéocratie » soviétique. Elle met au chômage des milliers de fonctionnaires chargés de gérer l'agonie de la religion. Elle marque enfin le droit, pour toutes les confessions, d'enseigner, de célébrer, de prêcher, de publier, de témoigner : bref, tout simplement d'exister.

Ce n'est pas la « conversion » de la Russie annoncée en 1917 par la Vierge de Fatima, qui a nourri à travers le monde l'imaginaire de générations de fidèles, le système marxiste et athée est cette fois touché au cœur. Il faisait du développement scientifique de l'homme le but suprême de l'humanité. Pour la première fois, il fait place à la foi et à la transcendance.

Les cloches ont sonné il y a quelques jours au Kremlin. Les responsables religieux siègent au Soviet suprême de l'URSS, ce qu'on n'imaginait même pas au Parlement français. L'assassinat récent du prêtre orthodoxe Alexandre Men, d'origine juive - tué à la hache, l'arme des pogroms - a été condamné par M. Gorbatchev, Etienne et par l'ensemble du pays, comme dans une sorte d'exorcisme collectif.

COMMENT gérer cette revanche des croyants en URSS ? La principale inconnue est l'islam, qui a vécu, dissimulé dans ses confessions et même au cœur du Parti communiste, ces soixante-dix années de répression et de persécution. Son intégrisme est sans doute aujourd'hui plus antisoviétique qu'anti-occidental, mais qu'en sera-t-il demain dans les Républiques musulmanes d'Asie centrale ?

Du côté chrétien, les orthodoxes nostalgiques de Nicolas II, qui ont récemment défilé dans les rues de Moscou, sont minoritaires. Mais en Ukraine, en Lituanie, en Russie, la foi chrétienne est devenue l'un des plus puissants ferment de la revendication nationaliste. Une tentation inverse serait, chez les chrétiens orthodoxes, le repli sur ce que le Père Gleb Yakounine, dissident, appelle la « secte liturgique » ou dans une ascese de type monastique. Mais la lecture, désormais possible, des grands philosophes russes du début du siècle (Berdiaev, Boulgakov, Frank), devrait inciter les croyants soviétiques à réconcilier enfin leur foi et la modernité.

Lire nos informations page 14 section B

M 0147 - 1003 0 - 5,00 F



Quarante-cinq ans après la fin de la seconde guerre mondiale

Les Allemands célèbrent l'unification

Mercredi 3 octobre, 0 heure : des milliers d'Allemands devaient célébrer à Berlin l'unité retrouvée de leur pays quarante-cinq ans après la fin de la seconde guerre mondiale.

A New-York, lundi 1^{er} octobre, les ministres des affaires étrangères des puissances victorieuses du nazisme (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Union soviétique) avaient signé une « déclaration » suspendant leurs droits et leurs responsabilités à l'égard de l'Allemagne et de Berlin.

- Le sacre de M. Kohl
- Jour J - 1 à Berlin page 8
- L'Allemagne au singulier (II). Cousins germains face à face page 7



Plus fort que Bismarck

par André Fontaine

La crise du Golfe aidant, et cette étrange tendance que nous avons, dès lors qu'il s'agit de produire, à banaliser l'incroyable, la décolonisation de l'Europe de l'Est semble remonter à la préhistoire. Ainsi s'explique sans doute qu'un événement inouï comme la réunification suscite, en Allemagne comme chez ses voisins, si peu de passion.

Dieu sait pourtant combien étaient rares, il y a un an encore, les originaux qui oseraient soutenir, en bravant les sourires épiques des experts, que les deux moitiés de la patrie de Goethe finiraient bien par se réunir. A plus forte raison ne se trouvait-il personne pour imaginer que l'URSS pourrait y consentir autrement qu'en échange de sa neutralisation. Or le recollage se fait par simple absorption de la petite sœur par la grande, et Gorbatchev s'est résigné à ce que l'ensemble ainsi constitué demeure au sein de l'OTAN.

L'engagement pris par Kohl, en contrepartie, de « dénucléariser » l'ex-RDA et la plateforme à 370 000 hommes des effectifs de la Bundeswehr n'équilibrent évidemment pas ce qui prend, pour l'URSS, les proportions d'une immense reculée.

Lire la suite page 8

Changement de ton dans la crise du Golfe

Le président George Bush établit un lien entre l'évacuation du Koweït par l'Irak et un règlement du conflit israélo-arabe

par Jean-Pierre Langellier

M. Mitterrand ferait-il école ? Deux mois jour pour jour après l'invasion du Koweït, alors que le monde a l'arme au pied, M. George Bush reprend à son compte - sans citer cette formule - la « logique de paix », chère au président français. Son changement de ton est en effet manifeste. Tout en restant ferme sur les principes face à l'agresseur irakien, M. Bush a tenu, lundi 1^{er} octobre, à la tribune des Nations unies, un langage modéré et rassurant.

Non, la mobilisation générale contre l'Irak n'est pas la guerre, a dit en substance M. Bush. Non, le conflit n'est pas inéluctable et le monde n'a franchi aucun point de non-retour. Non, les ressources de

la diplomatie ne sont pas encore épuisées. Oui, la logique de l'embargo peut et doit faire céder le maître de Bagdad. Oui, le blocus anti-irakien reste, comme la guerre, une riposte, mais n'est pas son prétexte. Oui, elle ne sera que l'ultime recours.

M. Bush ne se veut ni impatient ni bouffeur. Il affiche sa confiance dans la détermination de la communauté internationale - une

même ton de M. Saddam Hussein et après plusieurs semaines de surenchères mutuelles. Ils pourraient haïr la « désescalade verbale » entre Washington et Bagdad. C'est M. Mitterrand qui, il y a une semaine - et à cette même tribune de l'ONU - avait donné le ton en pratiquant l'ouverture envers Bagdad. En conséquence, les positions française et américaine n'ont jamais paru si proches qu'aujourd'hui.

Car, sur le fond du problème, M. Bush a fait sien le « lien » établi par M. Mitterrand entre la crise du Golfe et les autres conflits du Proche-Orient, en particulier « celui qui oppose les Arabes à Israël ».

Lire la suite page 2

Lire également

- Le discours de George Bush aux Nations unies.
- Un sondage CSA-Le Monde-FR 3 sur la présence militaire française.
- Un portrait du secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes.
- La tournée du premier ministre japonais dans le Golfe.
- Le conflit entre la Jordanie et l'Arabie saoudite.
- La distribution de masques à gaz en Israël.

pages 2 à 4

Les vilains « affaires » du football

Créée au printemps, dans l'indifférence, la commission nationale de discipline du football français vient de rendre son rapport. Tentatives d'achat des joueurs avant un match décisif, écoutes téléphoniques des adversaires : les sept « sages » font état de « faits graves, précis et concordants », et veulent mener des investigations plus poussées auprès des clubs de Marseille et Bordeaux.

Lire l'article de PHILIPPE BROUSSARD page 14 - section B

Du 4 au 14 octobre

Le Mondial de l'automobile

Dans une conjoncture économique et pétrolière qui tranche avec l'euphorie qu'ont connue les constructeurs depuis quatre ans, le Salon mondial de l'automobile et du transport ouvrira ses portes à Paris, porte de Versailles, du 4 au 14 octobre. Il a lieu tous les deux ans, en alternance avec celui de Francfort.

Lire pages 28 et 29 section C

Gilles Perrault
enquête sur Hassan II

NOTRE AMI
LE ROI
GILLES PERRAULT

le livre qui fait tomber
le masque d'un roi.

au Vif du Sujet
GALLIMARD

Fusillade à Beyrouth

De nombreuses victimes parmi les partisans du général Aoun

page 6

Les épines de la session budgétaire

M. Rocard ne peut compter que sur le soutien des socialistes

page 9

Quelles alliances pour le PS ?

MM. Solson et Lalonde envisagent différemment les relations électorales avec le PCF

page 10

Un nouveau succès pour Airbus

Une compagnie américaine commande quatre-vingt-douze A-320

page 28 - section C

La mort de Michel Leiris

Un écrivain, mais aussi un ethnologue, par Georges Salandier. Un ami des peintres, par Geneviève Brearatta

page 16 - section B

SCIENCES ♦ MÉDECINE

- Toxémobyl : le « sarcophage » n'est pas totalement étanche
- Le savoir-vivre des babouins
- La réanimation des prématurés

pages 19 à 21 - section B

Les offres d'emploi se trouvent pages 30 à 37 - section C et pages XI à XXVIII dans notre supplément « Initiatives »

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Hongrie, 180 HUF ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 180 ESC ; Royaume-Uni, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 SF ; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

مركزنا من الأصل

LA CRISE DU GOLFE

Tout en condamnant fermement « l'agression de l'Irak » devant les Nations unies

M. Bush estime que l'évacuation inconditionnelle du Koweït permettrait de régler « le conflit qui oppose les Arabes à Israël »

Le discours du président Bush devant les Nations unies était particulièrement attendu, lundi 1^{er} octobre. M. Bush avait le choix entre durcir le ton pour signifier à la communauté internationale — et aux alliés des États-Unis — que son pays n'entendait transiger sur aucune des exigences formulées par le Conseil de sécurité pour obtenir la capitulation de l'Irak; ou s'en tenir à un discours plus modéré, en ouvrant prudemment la voie à un éventuel règlement. M. Bush a opté pour la seconde solution en affirmant qu'un retrait irakien du Koweït ouvrirait la voie à un règlement de la question du Proche-Orient dans son ensemble.

NEW-YORK
(Nations unies)

de notre correspondant

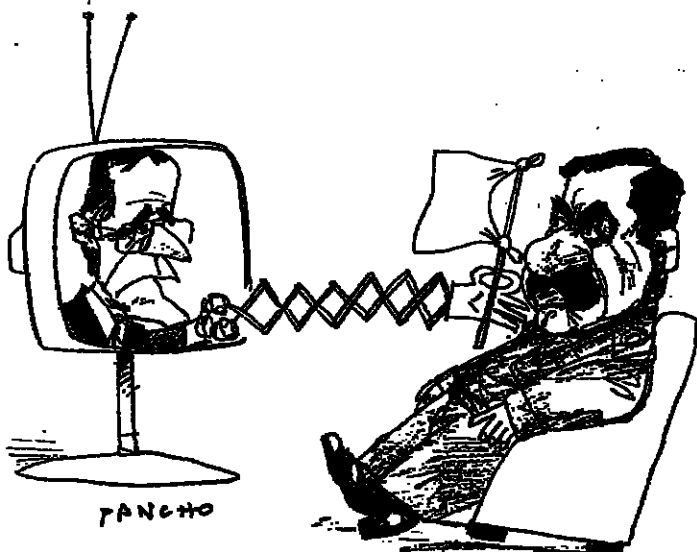
C'est par un hommage appuyé aux mérites des changements intervenus en Union soviétique qui ont permis d'établir de nouvelles relations basées sur une compréhension mutuelle après quarante-cinq ans de méfiance que le président américain a ouvert son discours lundi 1^{er} octobre devant l'Assemblée des Nations unies. Méfiance qui avait notamment empêché les Nations unies de jouer leur rôle, celui d'un instrument de la sécurité collective internationale.

Dans ce contexte de fin de guerre froide est intervenue « l'agression non provoquée » commise par l'Irak, laquelle s'est rapidement heurtée à « l'opposition résolue du Conseil de sécurité » et à « ses huit principales résolutions », a rappelé M. Bush en affirmant une nouvelle fois que l'annexion du Koweït « ne saurait être tolérée ». « Ce n'est pas là seulement l'avis des États-Unis, mais de chaque Koweïti, de la Ligue arabe et des Nations unies. L'Irak fait maintenant face au monde entier. »

Pas de divergence entre la France et les États-Unis

Insistant sur la position de Washington (« Nous ne sommes pas opposés au peuple d'Irak mais au dictateur qui a ordonné l'invasion »), le président américain a assuré que les forces stationnées en Arabie saoudite « ne resteraient pas un jour de plus que nécessaire » avant d'aborder le point-clé de son discours, la recherche de solutions « pacifiques » pour régler la crise du Golfe et ouvrir la voie à un règlement de la question du Proche-Orient dans son ensemble.

« Nous recherchons une issue pacifique, une solution diplomatique », a-t-il déclaré. « À l'issue du départ inconditionnel de l'Irak du territoire koweïtien, je pense sincèrement qu'il peut y avoir des occasions, pour l'Irak et pour le Koweït, de résoudre leurs divergences de façon permanente, pour les États du Golfe ».



eux-mêmes de parvenir à de nouveaux arrangements en vue de la stabilité, et pour tous les États et tous les peuples de la région de résoudre le conflit qui oppose les Arabes à Israël.

Rappelant le sort de « milliers d'Irakiens exécutés pour des motifs politiques ou religieux » ou encore le recours à l'arme chimique contre des villageois kurdes, M. George Bush a souligné les efforts accomplis par les États-Unis et par l'URSS en faveur du désarmement en Europe.

vision française La Cinq, estimait qu'il n'y avait pas de « divergence » entre les positions françaises et américaines : « À huit jours d'intervalle, le président des États-Unis redit à peu près les mêmes choses que le président de la République », déclarait ainsi le ministre des affaires étrangères, ruminant le discours de M. Bush de celui prononcé par M. François Mitterrand, lorsqu'il avait présenté à l'ONU son plan diplomatique en quatre étapes visant à mettre un terme à la crise du Golfe.

Forcing de Jérusalem

Force est de remarquer que sans pratiquer l'amalgame entre la crise du Golfe et le problème des territoires occupés par Israël ou encore du Liban — un amalgame que le chef de l'État français a également refusé d'envisager — M. Bush a évoqué, pour la première fois, la possibilité d'un règlement général et pacifique de l'ensemble des problèmes du Proche-Orient. Au moment même où, paradoxalement, les États-Unis poursuivaient les contacts avec leurs alliés pour envisager une éventuelle résolution du Conseil de sécurité autorisant le recours à la force afin de contraindre l'Irak à évacuer le Koweït.

De quoi perturber Israël, qui fait le forcing auprès du gouvernement américain pour obtenir le renforcement de son dispositif militaire de faire face à une éventuelle attaque de Bagdad. En espérant que Wash-

ington continuera à lui assurer fidélité et protection. « La sécurité d'Israël ne saurait être la raison des résolutions votées par les Nations unies dans l'espoir de protéger leur économie et leur liberté », déclarait le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Levy, dans un discours prononcé peu après l'intervention du président Bush. « Si seulement les pays arabes avaient pris à mettre fin à l'état de guerre et à s'engager sur la voie de la paix, ils contribueraient à la solution du problème palestinien », a assuré M. Levy, appelant « les habitants palestiniens de Jérusalem, de Samarie et de Gaza à être les partenaires et les interlocuteurs d'Israël pour décider de leur avenir et de leur destin ». Un même sujet, mais deux approches désormais différentes.

SERGE MARTI

Le Sénat américain autorise la Maison Blanche à vendre les armes irakiennes. — Le Sénat américain a autorisé la Maison Blanche, lundi 1^{er} octobre, à saisir et à vendre les biens irakiens aux États-Unis pour contribuer au remboursement de la dette de Bagdad, qui s'élève à environ 2,6 milliards de dollars. « L'Irak a saisi les avoirs américains, il est maintenant temps pour les États-Unis d'en faire autant », a estimé M. Max Baucus, sénateur démocrate du Montana, qui a déposé un amendement en ce sens. (Reuters).

La tournée du premier ministre japonais dans la région

La presse nipponne spéculait sur une rencontre de M. Kaifu à Amman avec des émissaires irakiens

Le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, a quitté New-York, mardi 2 octobre, pour une visite de cinq jours en Égypte, en Jordanie, en Turquie, en Arabie saoudite et dans le sultanat d'Oman. M. Kaifu est le premier chef de gouvernement d'une grande puissance à se rendre dans la région depuis le début de la crise.

TOKYO

de notre correspondant

Prévue avant l'invasion irakienne du Koweït, cette première visite depuis douze ans d'un chef de gouvernement japonais au Proche-Orient était fixée pour la fin d'août. Mais Tokyo préféra la différer en

raison de la tension dans la région et surtout des tergiversations sur la contribution japonaise à la crise du Golfe. Cette fois, encore hésitant à intervenir directement, le Japon a pris des engagements financiers substantiels (4 milliards de dollars au total), et le premier ministre nippon aura au moins une aide à proposer à ses interlocuteurs. Il compte surtout leur expliquer la nature de la contribution japonaise.

Cette visite pourrait être l'occasion de contacts, à Amman, avec des dirigeants de Bagdad. En publiant une interview du président de l'Assemblée nationale irakienne qui exprime le souhait d'une rencontre Kaifu-Saddam Hussein, le quotidien *Yomiuri* a relancé les spéculations. Citant des sources diplomatiques dans la capitale jorda-

nienne, l'*Asahi* écrit pour sa part que M. Kaifu devrait avoir une entrevue avec le premier vice-premier ministre irakien, M. Taha Yassin Ramadan. Le cas échéant, le Japon pourrait être amené à jouer un rôle de médiateur entre certains lui reprochant de ne pas avoir assumé plus tôt. Important la majeure partie de son pétrole du Proche-Orient et premier fournisseur d'aide de Bagdad, le Japon serait en position de mener une politique de médiation, à condition, cependant, qu'il se démarque de la position américaine, comme le souhaitent certains.

Débat sur l'envoi de personnel militaire

Cette analyse est poussée à son extrême par des personnalités politiques de droite, tel M. Shinjuro Ishihara (auteur, avec le président de Sony, du livre *Le Japon qui peut dire non*) : sympathisant avec le nationalisme arabe au nom d'une solidarité entre « peuples non-blancs », M. Ishihara est favorable à la fois à un plus grand rôle dévolu aux Nations unies et à l'envoi de forces militaires nipponnes dans le Golfe plutôt qu'au versement d'importantes sommes destinées à l'entretien des troupes qui y sont déployées par les États-Unis.

Outre l'âpre débat que suscite au Japon même l'envoi de personnel militaire, les craintes et les réactions de ses voisins, à commencer par la Chine, incitent les dirigeants japonais à la prudence : Tokyo vient de dépêcher dans toutes les capitales asiatiques des envoyés spéciaux chargés d'expliquer le positionnement du Japon sur la coopération pour la paix. La crise du Golfe s'est surtout traduite pour le Japon par un regain de tension avec Washington. Sous les pressions des États-Unis, dont l'opinion publique et le Congrès sont irrités de l'envoi de GTs pour défendre une région dont le Japon dépend pour 70 % pour ses ravitaillements en pétrole, Tokyo a augmenté de 3 milliards sa contribution initiale à l'effort des pays opposés à l'Irak.

À la suite de ses entretiens avec le président Bush, au cours de ce week-end, M. Kaifu se serait engagé à ne pas attendre mars 1992, date d'expiration de l'accord en vigueur sur le partage du coût financier de l'entretien des bases américaines sur l'archipel, pour relever la part de prise en charge par le Japon (actuellement 40 %, soit 440 milliards de yens). Arguant des contraintes budgétaires, le Japon n'a encore déboursé qu'une partie des 4 milliards de dollars qu'il s'est engagé à verser pour soutenir l'effort de ses alliés dans le Golfe.

PHILIPPE PONS

Changement de ton

Suite de la première page

Certes, le président américain est resté vague dans sa formulation, évoquant « seulement l'éventuelle émergence d'occasions » permettant de « résoudre » les questions régionales. Il n'empêche : le seul fait de mentionner dans le même paragraphe « de possibles nouveaux arrangements en vue de la stabilité » dans le Golfe, notamment entre l'Irak et le Koweït — ce qui paraît exclure un retour systématique au statu quo — est une indéniable marque d'ouverture envers Bagdad.

Lien ne veut pas dire amalgame. Il n'est pas question de confondre les problèmes. Et comme M. Mitterrand, M. Bush a réaffirmé avec force que tout cela suppose — avant toute chose — « le retrait inconditionnel de l'Irak du territoire koweïtien ». De même, s'il existe une convergence entre Paris et Washington, il n'y a pas identité de vues. Première différence : M. Bush reste inflexible sur la nécessité de restaurer le gouvernement légitime du Koweït, c'est-à-dire de remettre au pouvoir l'émir Jaber.

Deuxième différence : M. Bush n'entend pas se contenter, comme son homologue français, d'une promesse irakienne de « retrait ». Troisième différence : M. Bush fait silence — pour ne pas froisser Damas ? — sur le conflit libanais, évoqué par M. Mitterrand.

Ironie de l'évolution internationale : le discours de M. Bush apparaît presque plus modéré non seulement que celui de Mme Thatcher qui s'exprimait elle aussi à l'ONU — mais surtout que les propos tenus la veille par M. Chevardnadze. En haussant le ton envers Bagdad, le chef de la diplomatie soviétique avait au bout du compte paru plus « va-t-en-guerre » que le chef de la Maison Blanche.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Contacts irano-saoudiens sur le pèlerinage de La Mecque

L'Iran et l'Arabie saoudite sont convenus de lever les obstacles empêchant actuellement les pèlerins iraniens de se rendre sur les lieux saints de l'Islam en Arabie saoudite, a-t-on indiqué, lundi 1^{er} octobre, à la mission iranienne auprès de l'ONU. Le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, et son homologue saoudien, M. Saoud Al Faycal, se

sont entretenus de ces questions dimanche en marge du sommet de l'enfance. Les deux pays ont rompu leurs relations diplomatiques à la suite des incidents de La Mecque, en août 1987, qui ont fait plusieurs centaines de morts. Ces incidents ont, en outre, amené Ryad à limiter le nombre de pèlerins iraniens, ce contre quoi Téhéran s'est toujours élevé. (AFP)

Washington et Londres veulent imposer des dommages de guerre à Bagdad

NEW-YORK
(Nations unies)

correspondance

Deux surprises sont intervenues lundi 1^{er} octobre à l'ONU : le ton, qualifié de « très conciliant » par de nombreux diplomates, du discours du président George Bush devant l'Assemblée générale, et la décision des représentants irakiens de ne pas prendre la parole comme prévu l'après-midi même devant ce forum.

Peu de temps avant son intervention, l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Al Anbari, a annoncé que son pays n'interviendrait que mercredi « ou même jeudi ». Aucune explication n'a été donnée par les Irakiens, mais cette décision surprise a donné lieu à quelques spéculations. Quant à l'immeuble des Nations unies, M. Al Anbari a déclaré aux journalistes : « Nous avons constaté quelques subtilités dans le discours du président américain et nous voudrions les examiner. »

Les diplomates notent que la délégation irakienne n'a pas quitté la salle au moment du discours du président Bush. Les diplomates arabes font même état d'un éventuel voyage du ministre des affaires étrangères irakien à New-York, avec, disent-ils, « de nouvelles propo-

sitions ». Le ministre irakien avait annulé son voyage à New-York la semaine dernière en expliquant que les autorités américaines avaient interdit que son avion officiel atterrisse sur leur territoire.

Signes « encourageants »

En dépit de ces signes « encourageants », les cinq membres permanents du Conseil de sécurité « étendent » la possibilité d'une nouvelle résolution du Conseil autorisant explicitement le recours à la force. Washington pourrait demander une dixième résolution évoquant l'article 42 de la charte des Nations unies, qui prévoit l'usage collectif de la force sous l'égide de l'ONU contre un État qui n'applique pas les décisions du Conseil de sécurité.

Les Américains ont notamment sondé les Soviétiques à ce propos et ceux-ci se sont montrés « intéressés ». Dans son discours à l'ONU la semaine dernière, le ministre soviétique des affaires étrangères avait d'ailleurs, pour la première fois, clairement averti l'Irak que l'usage de la force est autorisé par la charte des Nations unies. En revanche, il n'est pas évident que Moscou soit prêt à accepter également une action unilatérale de la part des Américains.

Les Britanniques, par la voix de M^{me} Thatcher présente à New-York, estiment pour leur part que l'article 51 de la charte autorise déjà un recours à une action militaire individuelle. M^{me} Thatcher propose également l'adoption d'une résolution obligeant l'Irak à compenser le Koweït après le « pillage » de l'émirat. Proposition à laquelle se rallie Washington, qui veut imposer des « dommages de guerre » à Bagdad. Quant à la Chine, elle sera, parmi les cinq membres permanents, le pays le plus « réticent » à accepter une telle résolution.

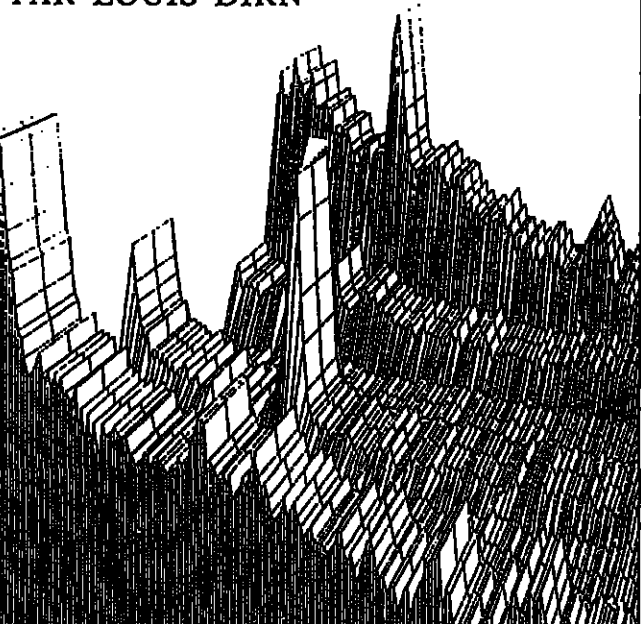
Les diplomates à l'ONU reconnaissent qu'une résolution autorisant le recours à la force donnera « une énorme crédibilité internationale à l'action militaire américaine », qu'elle empêchera, ajoutent ces diplomates, Saddam Hussein de présenter ce conflit comme un affrontement entre Bagdad et Washington.

En revanche, cette caution de l'ONU ne serait pas dépourvue d'inconvénients pour Washington en réintroduisant, notamment, l'idée d'un commandement unifié de l'ONU sur le corps expéditionnaire dans le Golfe. Une perspective à laquelle s'opposent les militaires et le Congrès américain.

AFSANE BASSIR POUR

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE EN TENDANCES

PAR LOUIS DIRN



Dans les 30 dernières années, la France a connu des transformations sociales profondes et nombreuses. Ce livre présente soixante tendances d'évolution, organisées en un tableau cohérent de la société française. Pour tous ceux qui souhaitent disposer d'une vision sociologique exhaustive.

Collection « Sociologie d'aujourd'hui » dirigée par Georges Balandon. 368 pages - 195 F.

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNER LE MONDE

0798130

LA CRISE DU GOLFE

Face aux menaces du président Saddam Hussein

Les autorités israéliennes se sont décidées à distribuer « progressivement » des masques à gaz

Avec d'innombrables précautions pour tenter d'atténuer l'impact psychologique, politique et militaire d'une telle mesure, les autorités israéliennes ont finalement décidé de faire distribuer « progressivement » des masques à gaz à la population.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La décision de distribuer « progressivement » des masques à gaz à la population est la réponse à l'escalade de menaces du président Saddam Hussein à l'encontre d'Israël ; mais c'est aussi, à contre-cœur, la fin d'une politique de profil bas : l'Etat hébreu entre un peu plus dans le conflit du Golfe. La décision a été prise après des semaines d'hésitation, le gouvernement n'ignorant évidemment rien des dangers qu'elle recèle : cela peut aller de la vague de panique dans le pays à une mauvaise interprétation à Bagdad, où l'on risque de conclure qu'Israël se prépare à une action militaire. Et, dès l'annonce de la mesure, lundi 1^{er} octobre, le chef d'Etat-major a voulu rassurer : « Cette décision ne signifie aucunement que nous avons modifié notre dispositif d'alerte militaire ou que nous devons faire face à une situation d'urgence », a dit le général Dan Shomron.

Elle relève, a-t-il poursuivi, de la seule mise en œuvre d'une politique de défense civile arrêtée depuis plusieurs mois déjà. Sur un mode encore plus insistant, un porte-parole militaire a déclaré : « Nous tenons à rassurer tout le monde, y compris l'Irak - nous ne sommes pas en état d'alerte d'urgence. » Comme on lui demandait s'il ne craignait pas que le président Saddam Hussein y voie

l'amorce d'une préparation militaire accrue de la part d'Israël, le porte-parole a observé : « Il a déjà formulé tellement de menaces contre nous que ça ne va pas changer grand-chose à sa perception de la situation. » Quant au public israélien - pour lequel la menace de gaz a une résonance particulièrement terrible - on estime qu'il a fait preuve de calme et d'une extrême maturité tout au long de la crise du Golfe ; les militaires espèrent qu'il ira de même après cette décision.

Mais les autorités n'ont voulu prendre aucun risque et ont « accompagné » leur décision d'une série d'interventions dans les médias : ce fut un festival de déclarations plus apaisantes les unes que les autres pour présenter de la manière la plus anodine possible l'une des plus importantes et des plus spectaculaires dispositions de défense civile jamais prise en Israël.

En cas de malheur

Reste alors à comprendre le « timing » du gouvernement, ce qui a motivé le choix de ce moment-là. A vrai dire, sans doute n'y avait-il pas de « bon » moment pour une décision dont certaines sources disent qu'elle n'a pas les faveurs de l'armée mais qu'elle aurait surtout été prise par les « politiques » : comment l'opinion peut-elle comprendre, font valoir ces derniers, que l'on dénonce sans cesse la menace chimique irakienne sans que l'on prenne les mesures capables d'y parer ? La version officielle veut que la décision de distribuer des masques à gaz à la population ait été envisagée il y a dix-huit mois : l'état-major tirait alors les leçons de la guerre irano-irakienne au cours de

laquelle les troupes de Bagdad ont largement utilisé les gaz.

Israël possède déjà des masques pour toute la population mais ils sont entreposés dans des centres de distribution. Il s'agissait de les installer à domicile. Un premier test, concluant, a été conduit il y a seize mois. Arrivé au ministère de la Défense au printemps dernier, M. Moshe Aron a voulu accélérer le processus, et les mois de décembre et janvier prochains avaient été choisis pour commencer une distribution générale. Entre-temps est intervenue - le 2 août - l'invasion du Koweït par l'Irak qui a posé le problème en des termes stratégiques et politiques autrement plus complexes : distribuer, c'était risquer de faire monter la tension alors que l'Etat hébreu entendait adopter le profil le plus bas possible dans cette affaire ; ne pas distribuer, c'était prendre le risque, en cas de malheur, de se voir reprocher de n'avoir pas fait tout ce qui était nécessaire.

« La décision définitive a été arrêtée il y a deux semaines », a dit un porte-parole de l'armée. Ce n'est pas encore une période trop « chaude » dans le conflit du Golfe, a-t-il laissé entendre, et le public a eu le temps de s'habituer à cette perspective : « Cela va faire partie de ces inconvénients de la vie en terre sainte. » Le même jour, en comité plus restreint, des sources militaires israéliennes faisaient entendre un autre son de cloche. En gros, l'analyse qu'elles développaient est que « la situation a rarement été aussi sombre » dans l'histoire du Golfe, qu'il y a eu un « tournant crucial » lorsque M. Saddam Hussein, le 23 septembre, a menacé d'attaquer de manière préventive s'il se sentait économiquement étranglé et non plus seulement au cas où des hostilités militaires étaient déclenchées

contre lui. Il est de plus en plus isolé, soulignent les mêmes sources, et pourrait estimer qu'il a intérêt à tirer le premier.

La distribution des masques prendra plusieurs semaines, mais pourrait être accélérée en cas de besoin. L'opération commencera la semaine prochaine dans trois petites localités : Yokneam, Kfar-Yona et Ofakim. Elle sera étendue aux grandes villes du pays à partir de la mi-octobre. Les Israéliens recevront, par la poste, des convocations pour se rendre aux centres de distribution - en général des écoles - et y prendre leur matériel après explications et démonstrations ; en cas de besoin, les touristes seront servis dans les hôtels.

S'il y a suffisamment de masques pour les quatre millions et demi d'Israéliens, le gouvernement en achète actuellement à l'étranger pour le million et demi de Palestiniens des territoires occupés. Il s'agit d'un ensemble comprenant un masque, une injection d'atropine (contre les gaz innervants), une « poudre de décontamination » et des explications en hébreu, arabe, russe et anglais - avec interdiction d'ouvrir le paquet avant que la consigne en soit donnée par les autorités. Ce n'est pas gratuit : les Israéliens ont déjà payé par un prélèvement à la source, les Palestiniens devront s'acquitter en espèces (cent dollars).

Avec cette manière très péremptoire qu'ils ont lorsqu'ils s'adressent au *vulgus peccus*, les spécialistes disent que c'est du bon matériel - durée de vie : 15 ans - et qui devrait, « en principe », couvrir toutes les attaques chimiques connues. C'est cet « en principe » que l'on apprécie.

ALAIN FRACHON

Un nouveau pas dans la détérioration des relations entre les deux pays

Les difficultés économiques de la Jordanie sont encore aggravées par son conflit avec l'Arabie saoudite

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Où va s'arrêter la crise désormais ouverte entre Ryad et Amman ? La détérioration des relations entre les deux pays a franchi un nouveau pas, lundi 1^{er} octobre, avec la décision jordanienne d'interdire le passage sur son territoire de tout camion à destination de l'Arabie saoudite, en réponse, souligne-t-on à Amman, au refus de Ryad de laisser entrer les poids lourds transportant les produits jordaniens à destination de l'Arabie saoudite et, aussi, des autres Etats du Golfe. L'Arabie saoudite et les émirats pétroliers dépendent de cette voie terrestre pour nombre de leurs importations.

Cette première mesure de rétorsion jordanienne à l'encontre de sa puissante voisine, qui risque toutefois de gêner tout autant, sinon plus, la Turquie et la Syrie, principaux fournisseurs, et va priver la Jordanie des droits de transit de ces produits sur son territoire, prouve l'exaspération d'Amman face aux mesures déjà prises à son encontre par Ryad - arrêt des livraisons de pétrole, expulsion de diplomates et nombreuses tracasseries - affirme-t-on dans la capitale jordanienne.

Après avoir tenté de temporiser pour éviter une trop grande cassure

des ses relations avec le royaume saoudien, important donateur d'aide à la Jordanie et dans lequel travaillent cent soixante-dix mille Jordaniens, Amman semble ainsi désespérer d'obtenir un *status quo* capable au moins de préserver l'avenir de ses rapports avec les pays du Golfe. Cette mesure va encore aggraver la situation économique désespérée de la Jordanie, qui vient en outre d'avertir les organisations humanitaires que, sans une aide financière immédiate, elle ne serait plus en mesure de payer le transport des réfugiés de la frontière jordanienne-irakienne à l'aéroport d'Amman.

Dramatiquement affectée par l'embargo décrété contre l'Irak, qu'elle respecte *grasso modo* et qui, selon un rapport remis le 25 août dernier au comité des sanctions de l'ONU, lui coûte sur l'année environ 2 milliards de dollars - 50 % de son PIB - la Jordanie attend désespérément des aides dont on parle beaucoup mais dont aucune ne s'est encore concrétisée.

Cessation de paiements

Dans ce contexte, l'arrêt des livraisons de pétrole saoudien se fait durement ressentir et, malgré l'offre jordanienne de régler l'arriéré de factures de 40 millions de dollars,

prétexte invoqué par Ryad pour stopper la livraison, aucun déblocage n'a eu lieu. Sollicités pour servir de médiateurs, Washington et Londres ont, semble-t-il, fait la sourde oreille, et la question qui se pose donc aujourd'hui est : jusqu'où veut-on étrangler la Jordanie ? « L'épreuve de force engagée par Washington pour faire rentrer le roi Hussein dans le rang dépasse, souligne un homme politique, la stricte application des sanctions. »

Le problème demeure toutefois pour Amman que la Jordanie ne peut vivre sans aide extérieure, et la contribution arabe - essentiellement des pays du Golfe - lui était indispensable pour boucler son budget. La Jordanie est aujourd'hui en état vir-

tuel de cessation de paiements et a déjà averti les créanciers du club de Paris et de Londres qu'elle avait interrompu les remboursements savamment ré-échelonnés après le programme d'austérité mis en place par le gouvernement de M. Moudar Badran. Tout le programme établi dans ce cadre avec le FMI a désormais volé en éclats, et le déficit de la balance des paiements courants en 1990, prévu par le FMI de 7 millions de dollars, devrait atteindre 1 milliard 200 millions de dollars. Les réserves de la Banque centrale permettent environ un mois d'importations, et les réserves en produits raffinés sont aussi d'environ un mois.

Les aides attendues par la Jordanie relèvent donc de la survie.

FRANÇOISE CHIPAUX

Une lettre de menaces a précédé l'attentat à Djibouti

Des menaces d'attentat ont été adressées à la France, aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, au nom de la cause irakienne, avant l'attentat qui a causé la mort d'un jeune Français et fait dix-sept blessés, jeudi soir à Djibouti, a-t-on appris, mardi 2 octobre, de source officielle djiboutienne. La lettre de menaces, dont l'AFP a eu connaissance, a été envoyée, le 12 septembre, à la présidence de la République de Djibouti et aux ambassades de France et des Etats-Unis.

Cette lettre déclare notamment : « Dès le commencement de votre prochaine agression contre le peuple frère irakien, nous agirons sur

le terrain. Nous tuons des Français, des Anglais et des Américains qui pourront se trouver isolés à Djibouti. » Elle est signée d'un « comité secret du mouvement de la jeunesse arabe djiboutienne », organisation inconnue des autorités locales.

De son côté, un porte-parole officiel irakien a affirmé, lundi, que son pays n'était pas lié à l'attentat de Djibouti. « L'Irak a comme politique de ne pas encourager le terrorisme », a-t-il affirmé, ajoutant que Bagdad « ne recourt au terrorisme que contre ceux qui utilisent le terrorisme contre l'Irak », ce qui, d'après lui, n'est pas le cas de la France. - (AFP)

Florent DELAY ET AEMENDI roman nrf Le Tourbillon Romanesque.

Selon l'Elysée

La libération de neuf otages français « ne change rien à la situation de fond »

M. Gilles Munier, secrétaire général de l'association des Amitiés franco-irakiennes, devait ramener avec lui à Paris, mercredi 3 octobre, les neuf otages français dont Bagdad a annoncé lundi la libération (le Monde du 2 octobre). Les otages et M. Munier doivent prendre à Amman un vol d'Air France à destination de Paris, a indiqué M. Munier.

L'agence de presse irakienne INA avait annoncé lundi la libération de ces neuf otages, indiquant qu'ils seraient autorisés à quitter l'Irak avec M. Munier, actuellement en visite à Bagdad.

De son côté, le porte-parole de l'Elysée a estimé que la libération de neuf otages français - sur près de quatre cents - ne « change rien à la situation de fond », la France attendant de Bagdad la libération de « tous les otages ». « Neuf personnes qui retrouvent la liberté, qui ne s'en réjouissent pas », a déclaré M. Hubert Védrine à l'Antenne 2. « Mais ça ne change rien à la situation de fond. Ce qui est attendu de l'Irak, c'est la libération de tous les otages - français, étrangers - sans exception », a-t-il poursuivi. M. Védrine a également réaffirmé qu'il n'y avait entre la France et l'Irak « rien qui puisse s'apparenter de près ou de loin à une négociation ».

M. Védrine a précisé que le préalable posé par M. Mitterrand dans son plan proposé à l'ONU - que l'Irak « annonce son intention » d'évacuer le Koweït - « ne débouche

pas sur une négociation » mais sur une « seconde phase » - l'entrée en action du Conseil de sécurité de l'ONU, notamment pour contrôler et garantir l'évacuation des forces militaires. Il est « inexact » de faire un « raccourci » entre ces deux phases, a-t-il précisé.

Huit Allemands enlevés

A peu près au moment où Bagdad annonçait la libération de neuf Français, huit ressortissants de RFA étaient enlevés à leur tour en Irak, ce qui porte à 76 le nombre d'Allemands de l'Ouest déplacés vers des sites stratégiques pour y servir de « boucliers humains » contre une éventuelle attaque.

Par ailleurs, un groupe d'environ trois cents Soviétiques travaillant dans une installation pétrolière civile du sud de l'Irak a lancé, début septembre, un appel à l'aide pour quitter ce pays, dans une lettre adressée au Parlement de Russie qu'a publiée lundi l'hebdomadaire *Arguments et faits*. Le journal rapporte que ces Soviétiques n'ont pratiquement plus de vivres et que, dans les magasins, les Irakiens refusent de les servir. D'autre part, « la vie des ouvriers soviétiques est souvent menacée », notamment par « des adolescents irakiens armés de fusils d'assaut qui dirigent de plus en plus souvent leurs armes contre nos travailleurs », écrit *Arguments et faits*, qui cite le cas d'un Soviétique ainsi blessé. - (AFP, Reuters)

M. Gilles Munier, secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes

Un commis-voyageur émérite

Quand on lui demandait, il y a un mois, de confirmer l'existence d'un « lobby » pro-irakien en France, M. Gilles Munier, quarante-quatre ans, secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes, repoussait la question d'un air presque offensé. « Est-ce que je suis un homme d'influence ? », s'interrogeait-il à voix haute pour aussitôt répondre par la négative.

Quelques semaines plus tard, le voilà à Bagdad, fervent de la « B.A. », négociateur auto-proclamé, éminence pâle reçue avec empressement dans les palais nationaux, socialistes et laïcs dressés sur les bords du Tigre. Venu s'entretenir avec les dirigeants du Baas, le parti unique local, pour évoquer « les relations franco-irakiennes et les développements de la situation dans la région », il reçoit finalement en cadeau neuf otages français. A charge pour lui de gérer au mieux cette dot...

« Gaulliste et indépendant »

Gilles Munier, militant pro-arabe de longue date, ne saurait cependant être pris pour un magicien. Son activisme est trop ancien pour qu'on s'étonne de ces fruits d'aujourd'hui.

Son itinéraire politique commence en Afrique du Nord. Alors adolescent, il subit l'attrait du monde arabe : « J'ai vécu là de huit à vingt-cinq ans, raconte-t-il. Ça marque. En 1962 et 1963, j'étais le seul Français d'un lycée algérien. J'y ai découvert l'islam, le nationalisme arabe et le problème palestinien. » Du coup, il s'engage. Cinq ans plus tard - il a vingt-deux ans - il rédige une série d'articles dans une revue dont le commanditaire, reconnaît-il, est issu du mouvement d'extrême droite Jeune Europe.

Mais qu'on ne le soupçonne pas d'appartenir à une droite nationale obnubilée par les seuls problèmes hexagonaux ! A Alger, il côtoie les dirigeants palestiniens - Abou Jihad, futur numéro deux de l'OLP - jous les initiateurs. Et il découvre de l'intérieur le FLN. Lorsque le général de Gaulle, après la

guerre de six jours en 1967, inaugure sa nouvelle politique arabe, Gilles Munier devient naturellement « gaulliste et indépendant ».

Ce jeune militant n'a pourtant rien d'un premier rôle. Actif, convaincu et effacé, voilà ses vertus. De retour en France, en 1970, il adhère à l'Association de solidarité franco-arabe, fondée par Louis Terrenoire et Lucien Bitterlin, puis devient permanent du journal *France-Pays arabes*. Mais sa proximité avec le régime de Bagdad ne deviendra réelle que dans les années 80, lorsque les thuriféraires du monde arabe seront sommés de choisir entre la Syrie et l'Irak.

« Souffle politique »

Clairement, sans éclat, Gilles Munier se range alors derrière ce dernier pays sur lequel passe, lui semble-t-il, un « souffle politique ». Son action sera tout à la fois commerciale, culturelle et politique. Etabli à Rennes, il s'emploie à favoriser les échanges entre la France et l'Irak. Tel un commis-voyageur émérite, il sillonne la France pour expliquer les possibilités du marché irakien.

Les Industriels et les agriculteurs bretons savent ce qu'ils lui doivent en termes d'exportations vers Bagdad. Mais Gilles Munier entend aussi favoriser un rapprochement culturel entre les deux pays, envoyant gracieusement artistes et intellectuels français sur le site de l'ancienne Babylone et, accessoirement, sur la ligne de front entre l'Irak et l'Iran...

Enfin, en 1984, l'action politique tente de prendre son envol avec la création des Amitiés franco-irakiennes. MM. Jacques Berque, professeur au Collège de France, Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'éducation nationale, Georges Gorse, ancien ministre, député RPR, et quelques autres, fondent cette association dont Gilles Munier sera le pivot. Elle lui donnera l'occasion de se rendre régulièrement à Bagdad et d'y découvrir le président Saddam Hussein, le « Richelleu » irakien, selon son expression.

LAURENT GRELSAMER

Koweït à Israël

Direction : M. Gilles Munier, secrétaire général de l'association des Amitiés franco-irakiennes. Rédaction : M. Gilles Munier, secrétaire général de l'association des Amitiés franco-irakiennes. Adresse : 10, rue de la République, 92100 Nanterre. Téléphone : 1 42 42 42 42. Fax : 1 42 42 42 42. E-mail : gmunier@wanadoo.fr

Autre : M. Gilles Munier, secrétaire général de l'association des Amitiés franco-irakiennes. Adresse : 10, rue de la République, 92100 Nanterre. Téléphone : 1 42 42 42 42. Fax : 1 42 42 42 42. E-mail : gmunier@wanadoo.fr

Le saoudien de La Meca

Le saoudien de La Meca, M. Gilles Munier, secrétaire général de l'association des Amitiés franco-irakiennes, a été arrêté à Bagdad. Il est accusé d'être un agent de la CIA. Il a été libéré après quelques heures de détention.

LA CRISE DU GOLFE

Un sondage CSA-« le Monde »-FR 3 sur la présence militaire française

90 % des Français estiment que la France cherche le respect du droit international mais pour 83 % aucune cause, même juste, ne vaut une guerre

Pour le chef du contingent égyptien

L'ensemble de la force multinationale doit être sous commandement saoudien

Alors que le déploiement des forces multinationales se poursuit en Arabie saoudite, le problème du commandement se pose avec toujours plus d'acuité. Côté britannique, le ministre de la défense, M. Tom King, a indiqué, lundi 1^{er} octobre, qu'une partie des forces britanniques pourrait être sous commandement américain, « où cela sera nécessaire », tandis qu'il est probable que, dans des circonstances « tactiques », des Américains soient placés sous commandement britannique.

YANBU

de notre envoyé spécial

Les soldats égyptiens continuent d'arriver en Arabie saoudite par le même port de Yanbu qu'utilise le contingent français ; une grande partie d'entre eux sont déjà en position près de la frontière irakienne. A leur tête, un vétérinaire – il a participé à la percée des lignes israéliennes dans le Sinaï en 1973, – le général Mohamed Ali Bilal, chef d'état-major de l'armée de terre et commandant de la 3^e division mécanisée. Au cours d'une conférence de presse durant le week-end, il a indiqué que le déploiement de ses troupes serait complété dans deux semaines.

Avec environ 200 chars, des M-60 américains, et une importante artillerie, ses effectifs – au

total 20 000 hommes – représenteront plus de la moitié de ceux de l'ensemble des forces armées saoudiennes. Malgré cela, le général affirme se ranger sous le commandement de celles-ci comme devant le faire, selon lui, tous les chefs des contingents étrangers se trouvant en Arabie saoudite, « y compris les Américains », précise-t-il, même si des doutes persistent à ce sujet. Il n'émet aucune réserve, contrairement aux Français, qui sont aux côtés des Égyptiens sur le front et qui revendiquent une « liberté d'engagement » en cas d'ouverture des hostilités. Alors que beaucoup d'experts militaires égyptiens se sont montrés dernièrement très vindicatifs et partisans d'une offensive contre l'Irak, il dit vouloir respecter le caractère défensif du dispositif saoudien. La général Bilal ajoute cependant que, « si les Saoudiens décident d'aller en Irak, les soldats égyptiens iront aussi », quel que soit le nombre des civils égyptiens actuellement en Irak – beaucoup plus grand que celui des ressortissants occidentaux retenus dans ce pays.

Interrogé sur les risques d'un recours irakien aux armes chimiques et sur l'opportunité, pour l'Arabie saoudite et l'Égypte, d'y riposter par les mêmes armes, il répond simplement : « Aux Saoudiens de décider. »

F. C.

Les Français approuvent massivement, toutes opinions politiques confondues, la position de la France dans la crise du Golfe (71 % contre 22 %). Ils sont 55 % à penser que l'envoi de forces militaires françaises n'est pas symbolique (contre 36 %) et 90 % à estimer qu'il est destiné d'abord à faire respecter le droit international contre l'Irak. Même s'ils souhaitent que la France participe à des opérations militaires contre l'Irak si les pays occidentaux les déclenchent (61 % contre 33 %), ils ne sont pas pour autant « va-t-en-guerre », c'est le moins que puisse dire. Ils sont d'accord, pour 83 % d'entre eux, avec l'idée selon laquelle « aucune cause, même juste, ne vaut une guerre » et qu'il vaut « toujours mieux négocier ou trouver un compromis, même avec un agresseur comme Saddam Hussein ».

Voilà les principaux enseignements – ou plutôt les principales confirmations – du sondage réalisé par CSA pour le Monde et FR 3, les 25 et 26 septembre dernier, juste après l'intervention du président de la République le 24 septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Ce sondage mérite d'être regardé

de près pour ce qu'il révèle de nuances, voire de divergences de fond, entre le discours de certains dirigeants politiques et les réponses qu'apportent leurs sympathisants. Cela concerne notamment le Parti communiste, les Verts et le Front national, dont les chefs de file contestent, à des degrés divers, la ligne définie par M. Mitterrand.

Ainsi, les sympathisants écologistes (67 % contre 30 % d'un avis contraire), ceux du Front national (61 % contre 32 %) et ceux du Parti communiste (49 % contre 40 %) estiment-ils dans leur majorité – mais moins massivement il est vrai que les sympathisants du RPR (85 %), de l'UDF (81 %) ou du PS (75 %) – que les autorités françaises ont eu raison d'envoyer des forces militaires dans le Golfe.

La droite est nettement plus « va-t-en-guerre »

Ce décalage est particulièrement net au Front national, où l'on trouve une large majorité (56 % contre 42 %) pour considérer que « si finalement la seule solution est de bombarder les centres vitaux irakiens, il faudra le faire malgré la présence des otages occidentaux ».

● Pensez-vous que les autorités françaises ont eu raison d'envoyer des forces militaires françaises dans le Golfe ?

OUI.....	71 %
NON.....	22 %
- Ne se prononcent pas...	7 %

● Si les pays occidentaux déclenchent des opérations militaires contre l'Irak, souhaitez-vous que la France participe à ces opérations ?

OUI.....	61 %
NON.....	33 %
- Ne se prononcent pas...	6 %

● A votre avis, la présence de l'armée française dans le Golfe est-elle...

	Oui %	Non %	Ne se prononcent pas %
Un signe de la volonté de la France de faire respecter le droit international..... 100	90	8	2
Un moyen de faire respecter l'embargo contre l'Irak..... 100	80	14	6
Une preuve de la volonté de la France d'attaquer militairement l'Irak..... 100	22	69	9

● Voici plusieurs opinions que nous avons recueillies. Pour chacune d'elles, vous me direz si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord.

	D'accord %	Pas d'accord %	Ne se pro- noncent pas %
Même si les pays occidentaux ont raison, il ne faut en aucun cas intervenir militairement contre l'Irak, parce que cela pourrait dresser les pays du tiers-monde contre les pays riches 100	54	39	7
Aucune cause, même juste, ne vaut une guerre, il vaut toujours mieux négocier et trouver un compromis, même avec un agresseur comme Saddam Hussein 100	83	15	2
Si finalement la seule solution est de bombarder les centres vitaux irakiens, il faudra le faire, malgré la présence des otages occidentaux 100	39	49	12

□ M. Waechter demande le retrait des troupes françaises. – Dans un entretien publié mardi 2 octobre par l'Humanité, M. Antoine Waechter affirme que les Verts sont « tout à fait opposés au règlement des conflits par le recours à la guerre ». Reprochant au président de la République d'avoir « tenu un discours tout à fait pacifique à l'ONU », mais d'adopter, « dans la réalité [...] des comportements contradictoires », le chef de file des Verts estime que le seul moyen, pour la France, de refuser la logique de guerre est de « retirer ses troupes ». Le quotidien du PCF s'interroge, en première page, sur les « prémices d'un dialogue », en

relevant que M. Bush a évoqué « pour la première fois un possible règlement au Proche-Orient ».

□ M. Lajoinie désapprouve l'attitude de l'Union soviétique. – M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, au terme de la journée parlementaire organisée par le PCF lundi 1^{er} octobre à Ivry-sur-Seine, que, au début de la crise du Golfe, l'Union soviétique avait eu « une attitude sage », mais « nous constatons son évolution, a-t-il ajouté, et nous la désapprouvons ». Refusant de voir la France se laisser entraîner dans la guerre, le député de l'Allier a affirmé : « Nous ne devons pas nous attacher au char américain, américain ou russe, d'ailleurs. »

alors que les communistes (33 % contre 61 %) et les écologistes (40 % contre 57 %) y sont hostiles.

Alors même que M. Le Pen recommande le rapatriement des forces françaises, ses sympathisants estiment (52 % contre 41 %) que les troupes occidentales doivent rester dans le Golfe. Alors même qu'il redoute l'hypothèse d'un entraînement de la France dans un conflit par les États-Unis, ses partisans (60 % contre 35 %) souhaitent que la France participe aux opérations si les pays occidentaux le décident. Les écologistes sont dans le même cas (52 % contre 44 %) ; seuls les communistes sont d'un avis contraire (42 % contre 47 %).

La force de conviction de M. Le Pen sur ses partisans reste donc faible : un sondage réalisé il y a un mois par la SOFRES indiquait que 64 % des électeurs du Front national étaient favorables à la participation de la France à une opération militaire déclenchée par les États-Unis et que 50 % d'entre eux étaient hostiles à toute concession à Saddam Hussein même si la vie des otages était en jeu (le Monde, 26-27 août).

Les communistes, d'autre part, expriment une certaine inquiétude

– même si elle n'est pas majoritaire en leur sein – sur l'objectif de la présence française : 38 % estiment que cette présence prouve la volonté de la France d'attaquer militairement l'Irak, ce qui est, et de loin, le taux le plus fort de toutes les catégories de sympathisants partisanes.

Autre remarque : les socialistes ne viennent pas en tête de ceux qui approuvent la position française. Ils se situent au troisième rang (avec 75 % de réponses positives), derrière le RPR (85 %) et l'UDF (81 %) pour donner raison à leurs gouvernants d'avoir envoyé des forces dans le Golfe.

Globalement, la droite est nettement plus « va-t-en-guerre » que la gauche. Si les sympathisants du Front national sont les plus nombreux (56 %) à accepter l'éventualité d'un bombardement malgré la présence d'otages, ils sont suivis de près par ceux du RPR (52 %) et de l'UDF (48 %). Quant aux sympathisants du RPR, ils reviennent au premier rang (75 %), suivis par l'UDF (71 %), puis, à égalité, par le Front national et le PS (60 %), pour souhaiter une participation française à des opérations militaires déclenchées par les Occidentaux.

● Même si les pays occidentaux ont raison, il ne faut en aucun cas intervenir militairement contre l'Irak...

	D'accord %	Pas d'accord %	Ne se prononcent pas %
Total.....	54	39	7
Répartition selon les sympathies politiques			
Parti communiste.....	64	25	11
Parti socialiste.....	55	40	5
Ecologiste.....	56	37	7
UDF.....	56	40	4
RPR.....	48	46	6
Front national.....	67	27	6

● Aucune cause, même juste, ne vaut une guerre, il vaut toujours mieux négocier et trouver un compromis...

	D'accord %	Pas d'accord %	Ne se prononcent pas %
Total.....	83	15	2
Répartition selon les sympathies politiques			
Parti communiste.....	83	17	0
Parti socialiste.....	84	13	3
Ecologiste.....	90	9	1
UDF.....	79	16	5
RPR.....	74	23	3
Front national.....	77	22	1

● Si finalement la seule solution est de bombarder les centres vitaux irakiens, il faudra le faire malgré la présence des otages occidentaux...

	D'accord %	Pas d'accord %	Ne se prononcent pas %
Total.....	39	49	12
Répartition selon les sympathies politiques			
Parti communiste.....	33	61	6
Parti socialiste.....	33	52	15
Ecologiste.....	40	57	3
UDF.....	48	41	11
RPR.....	52	35	13
Front national.....	56	42	2

Fiche technique

Sondage CSA/FR3/le Monde réalisé les 25 et 26 septembre 1990 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 006 personnes âgées de dix-huit ans et plus.

Méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage).

Stratification de l'échantillon par région et taille d'agglomération.



Connaitre et pratiquer avec succès la QUALITÉ TOTALE

Club Qualité Totale®

7 réunions sur l'année de 18h30 à 21h30

1ère réunion : 29 Novembre 1990

Renseignements et inscriptions

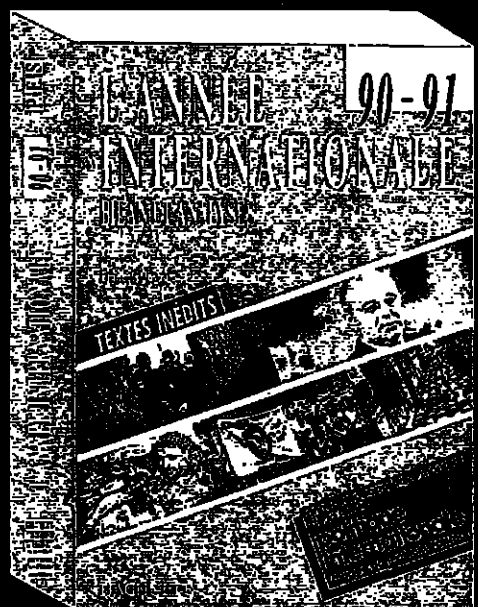
66 rue La Fayette 75008 PARIS - 42 46 89 99

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
Tome II
LES MOISSONS DE LA FRANCE
L'union de la France 3^e République
Résumé, France des 43 pays d'expression française. Droit de la mer : les zones maritimes sont limitées des protections « territoriales » des États côtiers (France : 2^e douane maritime mondiale). Structure des États d'expression française : l'empire, les 10 DOM-TOM, le sud franc, confédération franco-afrique (40 nations), AGT (40 nations) et la puissance UNELF (Union des États de langue française : 43 nations, 250 p., 48 F.). France chez l'étranger : MARTINOT DE PREUIL 49560 NUEL-SUR-LAYON (Tél. 1 90 F. Lit. 2 tomes 140 F. franco).

80 à 90 % de repus dans les classes prépa
MEDECINE PHARMACIE
● Une année de préparation scientifique intensive d'octobre à juin pour les bacheliers D et C
● Également groupes spécialisés de recyclage scientifique pour bacheliers bilingues
CEPES
La première préparation de France depuis 1967
57, rue Charles-Lafitte, 92000 Neuilly, 47.45.03.19 ou 47.22.94.94.

Faut-il craindre l'Allemagne unie ?

Les meilleurs experts vous répondent :



480 pages - relié - 149 F

HACHETTE Supérieur

Pour votre DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

ARTS et SPECTACLES
Le Monde

0551 011147

itaire français
droit international
guerre

même en leur
présence. Il
que cette
de la
militairement
de 1918, le
toutes les
général
Autre
seulement
approuvent
la se
avec 75
territoire
(81 %) pour
gouvernant
forces dans
Global
ment plus
gauche. Si
Front
beaux (54
d'un bon
présence
par
LUDF (45
démocratie
LUDF (45
le Front
pour
français
sont

ONT raison, il re-
contre l'ind

1982	1983
14	22
15	23
16	24
17	25
18	26
19	27
20	28
21	29
22	30
23	31
24	32
25	33
26	34
27	35
28	36
29	37
30	38
31	39
32	40
33	41
34	42
35	43
36	44
37	45
38	46
39	47
40	48
41	49
42	50
43	51
44	52
45	53
46	54
47	55
48	56
49	57
50	58
51	59
52	60
53	61
54	62
55	63
56	64
57	65
58	66
59	67
60	68
61	69
62	70
63	71
64	72
65	73
66	74
67	75
68	76
69	77
70	78
71	79
72	80
73	81
74	82
75	83
76	84
77	85
78	86
79	87
80	88
81	89
82	90
83	91
84	92
85	93
86	94
87	95
88	96
89	97
90	98
91	99
92	100

ne veut une guerre
de guerre

1982	1983
14	22
15	23
16	24
17	25
18	26
19	27
20	28
21	29
22	30
23	31
24	32
25	33
26	34
27	35
28	36
29	37
30	38
31	39
32	40
33	41
34	42
35	43
36	44
37	45
38	46
39	47
40	48
41	49
42	50
43	51
44	52
45	53
46	54
47	55
48	56
49	57
50	58
51	59
52	60
53	61
54	62
55	63
56	64
57	65
58	66
59	67
60	68
61	69
62	70
63	71
64	72
65	73
66	74
67	75
68	76
69	77
70	78
71	79
72	80
73	81
74	82
75	83
76	84
77	85
78	86
79	87
80	88
81	89
82	90
83	91
84	92
85	93
86	94
87	95
88	96
89	97
90	98
91	99
92	100

production
la France

1982	1983
14	22
15	23
16	24
17	25
18	26
19	27
20	28
21	29
22	30
23	31
24	32
25	33
26	34
27	35
28	36
29	37
30	38
31	39
32	40
33	41
34	42
35	43
36	44
37	45
38	46
39	47
40	48
41	49
42	50
43	51
44	52
45	53
46	54
47	55
48	56
49	57
50	58
51	59
52	60
53	61
54	62
55	63
56	64
57	65
58	66
59	67
60	68
61	69
62	70
63	71
64	72
65	73
66	74
67	75
68	76
69	77
70	78
71	79
72	80
73	81
74	82
75	83
76	84
77	85
78	86
79	87
80	88
81	89
82	90
83	91
84	92
85	93
86	94
87	95
88	96
89	97
90	98
91	99
92	100

technique

1982	1983
14	22
15	23
16	24
17	25
18	26
19	27
20	28
21	29
22	30
23	31
24	32
25	33
26	34
27	35
28	36
29	37
30	38
31	39
32	40
33	41
34	42
35	43
36	44
37	45
38	46
39	47
40	48
41	49
42	50
43	51
44	52
45	53
46	54
47	55
48	56
49	57
50	58
51	59
52	60
53	61
54	62
55	63
56	64
57	65
58	66
59	67
60	68
61	69
62	70
63	71
64	72
65	73
66	74
67	75
68	76
69	77
70	78
71	79
72	80
73	81
74	82
75	83
76	84
77	85
78	86
79	87
80	88
81	89
82	90
83	91
84	92
85	93
86	94
87	95
88	96
89	97
90	98
91	99
92	100

QUALITE
Qualite

LA FUSION FAIT LA FORCE... QUAND LES FORCES SE RENFORCENT.

Les forces d'une entreprise, c'est beaucoup de choses. Ce sont les hommes, les territoires géographiques, les ressources financières, les marchés, la qualité des produits...

Dans le projet de fusion PINAULT - CFAO, l'addition des forces est incontestable.

En mettant en commun les ressources financières des 2 groupes, le nouvel ensemble PINAULT - CFAO aura une assise financière élargie et disposera ainsi d'une capacité d'investissement qui lui permettra de saisir de réelles opportunités de développement.

En conjuguant les territoires respectifs des deux sociétés, le nouveau groupe sera présent, et plus fort, dans plus de 30 pays.

En associant enfin leurs capacités et leurs leaderships respectifs, le nouveau groupe PINAULT - CFAO deviendra notamment le premier groupe européen des industries du bois et de la distribution spécialisée.

Toutes ces forces conjuguées iront dans le même sens. Pour la satisfaction de tous. Celle du nouveau groupe. Des hommes qui l'animent. De ses clients. Et de tous ses actionnaires.

PINAULT + CFAO

NOUS FERONS PLUS ENSEMBLE.

LES ACTIONNAIRES CFAO ET LES ACTIONNAIRES PINAULT SERONT INVITÉS A SE RÉUNIR EN ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES.

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Une fusillade fait de nombreuses victimes parmi les partisans du général Aoun

Au quatrième jour du blocus imposé par les autorités légales autour du réduit du général chrétien Michel Aoun, dont la justification est précisément d'éviter l'effusion de sang, un massacre s'est produit, lundi 1^{er} octobre, à l'un des points de passage. Le bilan en est très lourd : en dix minutes, on a dénombré au moins 12 morts

(25 selon certaines sources) et de 36 à 82 blessés. Qu'il y ait eu ou non des militaires «aounistes» infiltrés parmi la foule, comme l'affirment les médias des Forces libanaises (milice chrétienne) — ce que tendrait à prouver la présence de trois officiers parmi les blessés —, les victimes sont en quasi-totalité des civils innocents.

BEYROUTH
de notre correspondant
Tout a commencé par un appel des partisans du général Aoun à une marche de nuit sur les barrières de blocus. Des tirs de semence ont, par-

tout, suffi à faire fuir, sauf à un des barrières, celui de Dora-Nahr-El-Mott, où une brève et meurtrière fusillade a éclaté.

Tous les protagonistes s'en renvoient la responsabilité. Selon le général Aoun, «ce crime odieux a été commis délibérément et avec préméditation par le rassemblement de Taïef (c'est-à-dire le président Hraoui et le gouvernement Hoss) et le commandant des Forces libanaises». Il a appelé les grandes puissances à retirer l'armement qu'elles ont accordé à ses ennemis. Le général Laboud a démenti que ses soldats aient tiré un seul coup de feu. Quant aux Forces libanaises, elles affirment qu'il s'agit d'un coup monté de la part du général Aoun et que ce sont les propres hommes de ce dernier, mêlés à la foule, qui ont ouvert le feu.

Jusqu'à présent en tout cas, le blocus imposé au réduit du général Aoun a ressoudé la population autour de lui plutôt qu'il ne l'en a détachée. Certes, la sortie étant possible, des familles qui en ont les moyens fuient le territoire encerclé, où les carburants sont introuvables (10 F le litre d'essence contre 2 F ailleurs) et les produits alimentaires sont à des prix exorbitants.

Le blocus se durcit, et l'ambassadeur de France, M. René Ala, en a personnellement été victime lundi en revenant d'une visite au président Hraoui jusqu'à ce que, excédé, il traverse le passage du Musée à pied comme le commun des mortels. La même mésaventure est survenue au chargé d'affaires de Belgique, M. Kamps. Sans que l'on puisse en préciser la raison exacte — consultation, protestation, précaution pour ne pas être témoin d'un éventuel assaut contre le général Aoun? — M. Ala a regagné Paris juste après l'incident. Parallèlement, les passeports diplomatiques et officiels de l'administration libanaise ne sont plus visés par l'ambassade de France, dans la mesure où ses voitures ne peuvent plus effectuer librement la navette entre ses deux sièges de Beyrouth-Ouest et de Beyrouth-Est. Des préparatifs militaires étaient perceptibles mardi matin tout autour du réduit du général Aoun.

LUCIEN GEORGE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PECHINEY

RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 1990

Le résultat net consolidé (part du Groupe) est de 3 937 millions de francs au 1^{er} semestre 1990. Si on exclut les plus-values exceptionnelles pour chaque semestre, le résultat net est de 1 249 millions, à comparer à 1 177 millions au 1^{er} semestre 1989.

Les réalisations du 1^{er} semestre 1990 ont été marquées par trois faits principaux :
• une progression importante des résultats du secteur Emballage, qui concrétise la réussite de l'intégration d'American National Can au sein du Groupe ;
• une baisse rapide des prix de l'aluminium au LME durant les premiers mois de l'année, alors que les données fondamentales de ce secteur sont restées bonnes ;
• la dépréciation du dollar (dont le cours de change moyen a été de 5,69 F contre 6,42 F au 1^{er} semestre 1989), qui a surtout pénalisé celles des activités européennes du Groupe dont les prix de vente sont liés à la monnaie américaine.

Les principales données des comptes consolidés semestriels sont résumées ci-après (en millions de francs). Celles du 1^{er} semestre 1989 ont été retraitées, en ce qui concerne les impôts et l'amortissement des écarts d'acquisition, selon des méthodes comptables homogènes avec celles retenues en 1990.

(en millions de francs)	1990 1 ^{er} s.	1989 1 ^{er} s.
Chiffre d'Affaires	40 104	44 891
Marge Opérationnelle	3 488	4 823
Résultat courant	2 121	2 988
Résultat net (part du Groupe)		
avant amortissement des écarts d'acquisition	4 035	1 854
après amortissement des écarts d'acquisition	3 937	1 752
Résultat net (part du Groupe) hors plus-values exceptionnelles	1 249	1 177

Le résultat net du 1^{er} semestre 1990 inclut une plus-value exceptionnelle de 2 688 millions de francs, réalisée lors de la cession de l'immeuble du siège social en février 1990 ; celui des six premiers mois de 1989 comprenait une plus-value de 675 millions résultant de l'ouverture au public de 25 % de Pechiney International. Avant prise en compte de l'incidence de ces opérations, le bénéfice net du 1^{er} semestre 1990, soit 1 249 millions pour la part du Groupe, se compare donc à un bénéfice de 1 177 millions pour la période correspondante de 1989.

La quasi-stabilité de ce résultat recouvre une baisse de la marge opérationnelle (-28 %), compensée par la diminution des frais financiers (de 1 825 millions à 1 367 millions), des charges hors exploitation, des impôts et de la part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées.

La contribution du secteur Emballage à la marge opérationnelle consolidée s'est élevée à 1 116 millions de francs (soit 33 % du total), contre 814 millions au 1^{er} semestre 1989. Cette augmentation de 22 % (qui, exprimée en dollars, atteint 40 %) résulte d'un net redressement des marges de l'activité boisson et d'une nouvelle progression des activités verre et plastique.

Malgré un niveau d'activité soutenu, le secteur Aluminium a subi les effets de la baisse des prix du métal (-27 % au LME), auxquels s'est ajoutée, pour les usines européennes, l'incidence de la baisse du dollar ; sa contribution à la marge opérationnelle du Groupe a été de 1 266 millions, contre 2 390 millions au 1^{er} semestre 1989 (période qui avait bénéficié des niveaux de prix les plus élevés en 1989).

La marge opérationnelle du secteur Composants Industriels s'est élevée à 491 millions de francs, contre 605 millions. Outre l'incidence de la baisse du dollar sur la conversion en francs des comptes de la filiale Howmet Corporation, cette diminution résulte d'une certaine érosion des marges sur les ventes d'ailettes de turbines liées à des contrats antérieurs.

La diminution de la marge opérationnelle des Autres activités industrielles (de 610 millions à 571 millions) résulte pour l'essentiel de l'activité électrometallurgique, qui avait bénéficié d'une conjoncture très favorable au premier semestre 1989.

Quant au secteur Commerce International, ses résultats, bien qu'en retrait (313 millions contre 374 millions), reflètent le maintien d'un bon niveau de rentabilité de l'activité négoce.

Malgré la poursuite de la baisse du dollar, le second semestre se présente de façon favorable, en raison :
• d'une nouvelle progression des résultats du secteur emballage (les réalisations du troisième trimestre, période traditionnellement la plus active pour le boisson, sont supérieures à celles de l'année précédente) ;
• d'une amélioration sensible des marges d'Howmet Corporation ;
• du redressement des cours de l'aluminium depuis la fin du mois de juillet.

Information
sur minitel :
3016 - CLIFF.

PECHINEY

DIPLOMATIE

Réunis pour la première fois à New-York

Trente-cinq ministres européens préparent le sommet de la CSCE en novembre à Paris

Le président George Bush s'est adressé lundi 1^{er} octobre aux ministres des affaires étrangères des pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), réunis pour deux jours à New-York. À l'ordre du jour : la préparation du sommet pan-européen qui rassemblera du 19 au 21 novembre à Paris les chefs d'Etat et de gouvernement de ces pays.

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

Cette réunion de la CSCE à New-York est bien évidemment l'occasion pour tous les ministres, dont aucun ne participera aux cérémonies de l'unification à Berlin, de féliciter le peuple allemand et de célébrer ce que l'événement doit au processus d'Helsinki, et réciproquement.

Son aspect le plus marquant, par ailleurs, est tout simplement le fait qu'elle se tienne à New-York. L'époque n'est pas très ancienne en effet où les ministres critiquaient les Etats-Unis, au minimum pour leur scepticisme, le plus souvent pour leur méfiance à l'égard du processus d'Helsinki, et où la tenue d'une telle réunion sur le sol américain aurait été perçue comme une incongruité. Mais surviennent les révolutions de 1989 : les espoirs, parfois démesurés, que plaçaient en la CSCE les démocraties naissantes de l'Europe centrale, la nécessité aussi pour les Etats-Unis de redéfinir leurs liens avec une Europe où la fin de la guerre froide rendait moins évidente la légitimité de leur présence. L'OTAN, qui qu'on en dise, n'avait plus le vent en poupe ; la CSCE, au sein de laquelle les Etats-Unis sont associés, ainsi que le Canada, à l'ensemble du continent européen, devenait en revanche un élément essentiel de cette redéfinition du lien transatlantique.

Le tournant fut pris en juillet, au sommet de l'OTAN à Londres, où les Américains firent figurer dans la déclaration finale une série de propositions visant à renforcer la CSCE. Ils ne faisaient que représen-

dre des idées lancées par les uns et les autres en ordre dispersé, mais se donnaient le beau rôle, de même qu'à l'alliance atlantique.

Un scénario semblable est en train de se reproduire à New-York, où M. James Baker, dans ses entretiens bilatéraux avec son homologue soviétique, avance sur la voie — largement déblayée par le patient travail des négociateurs de vingt-trois pays des deux alliances à Vienne — d'un accord de désarmement conventionnel. M. Baker et Chevardnadze ont fait état de progrès substantiels après les diverses rencontres qu'ils ont eues la semaine dernière, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Un ultime entretien devrait, si tout se passe bien, lever mercredi les derniers obstacles de principe à la conclusion d'un accord.

Un problème de plafond

On butait à Vienne depuis quelques semaines sur la définition de la proportion maximale que chaque pays est en droit de posséder, dans chaque catégorie d'armement, par rapport au total des membres de son alliance. Les Soviétiques avaient d'abord admis un taux de 30 %, puis, devant les déflections en chaîne de leurs alliés du pacte de Varsovie, ils considéraient que ce n'était plus assez. M. Baker et Chevardnadze se sont entendus sur une proposition émanant de la Hongrie. Le traité stipulera que chaque pays ne doit en principe pas posséder plus du tiers de chaque catégorie d'armes, mais avec quelques distorsions pour certains d'entre elles.

Le principe du tiers est respecté pour les chars, dont le nombre pour chaque alliance est plafonné à 20 000, de même que pour les pièces d'artillerie (20 000) et les véhicules blindés (30 000). Il ne l'est pas tout à fait pour les hélicoptères (2 000), dont l'URSS pourra posséder 35 %. Il risque de l'être encore moins pour l'aviation, les Occidentaux étant prêts à concéder un taux de 37 % à l'URSS, laquelle réclame encore davantage. C'est l'une des questions qui devrait être tranchée mercredi entre M. Baker et Chevardnadze.

Il reste à s'entendre aussi sur un plafond pour les avions de combat, le chiffre proposé par l'URSS étant jugé trop élevé par les Occidentaux, ainsi que sur certains modalités de la vérification, les Soviétiques cherchant encore à atténuer les contraintes qu'elle fera peser sur eux.

Si ces dernières divergences sont résolues mercredi, il ne restera plus aux négociateurs de Vienne qu'un travail (considérable) de mise en forme du traité, qui devrait être signé avant le sommet de Paris.

Les dirigeants américains ont répété lundi, et M. Chevardnadze en est convenu, que la conclusion de ce traité est un préalable au sommet de Paris. Mais personne ne doute plus que cette manifestation, qui doit consacrer l'avènement de l'Europe de l'après-guerre froide, aura bien lieu à la date prévue du 19 novembre.

Les Américains devaient avoir mardi après-midi un échange de vues à huis clos sur la préparation du document final du sommet de Paris. La teneur de ce document est déjà largement arrêtée. Après avoir rappelé les principes d'Helsinki, il prendra acte de l'accord «2 + 4», ainsi que du traité de désarmement conventionnel et d'une déclaration de non-recours à la force entre l'OTAN et le pacte de Varsovie. Ces deux textes auront été signés à la veille du sommet. Puis il définira les nouvelles orientations de processus d'Helsinki, parmi lesquelles le mandat de la deuxième phase des négociations de Vienne, qui devrait s'ouvrir en 1992 et inclure — bien que les Etats-Unis soient toujours réticents — non seulement les membres des deux alliances, mais tous les autres pays européens, y compris peut-être l'Albanie si elle parvient d'ici là à s'insérer dans le processus.

Des institutions permanentes

Enfin, le document final de Paris instituera des rencontres régulières entre les chefs d'Etat et de gouvernement (tous les deux ans par exemple) et entre les ministres des affaires étrangères (deux fois par an au moins). Il dotera aussi la CSCE de quelques institutions permanentes : un secrétariat légal, qui a les meilleures chances d'être installé à Prague, un centre de prévention des conflits (plus modeste que l'espèce de Conseil de sécurité que voulait en faire M. Genscher), un bureau de contrôle des élections, et une assemblée parlementaire.

CLAIRE TRÉAN

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Mort du général LeMay, qui supervisa les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki

Le général Curtis LeMay, qui avait supervisé les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki en 1945, puis organisé le pont aérien de Berlin en 1948, est mort lundi 1^{er} octobre, à l'hôpital de la base aérienne de March (Californie). Le général, qui a été victime d'une crise cardiaque, était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Le général LeMay avait déclaré quelques années après la guerre que les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, respectivement les 6 et 9 août 1945, étaient inutiles pour obtenir la reddition du Japon. « Nous avons lâché les bombes parce que le

président Truman m'a demandé de le faire », avait-il déclaré dans une interview en 1985. Il ajoutait qu'à son avis les Etats-Unis auraient pu vaincre le Japon « en quelques jours » en continuant à lâcher sur les villes japonaises des bombes non nucléaires. Au lendemain de la guerre, le général avait été chargé du commandement des forces aériennes américaines en Europe. C'est à ce titre qu'il avait organisé le pont aérien mis en place en 1948 par les Etats-Unis et leurs alliés pour ravitailler Berlin-Ouest victime du blocus soviétique. — (AFP)

■ ARGENTINE : rejet du mandat d'arrêt contre le capitaine Astiz. — L'Argentine a rejeté samedi 29 septembre le mandat d'arrêt lancé en juillet par la France contre le capitaine de frégate Alfredo Astiz, condamné à Paris à la prison à perpétuité pour avoir enlevé, torturé et fait disparaître deux religieuses françaises en 1977 à Buenos-Aires, sous la dictature militaire. — (AFP)

■ HONDURAS : établissement de relations diplomatiques avec l'URSS. — Le président du Honduras, M. Rafael Callejas, a annoncé lundi 1^{er} octobre que son pays établissait des relations diplomatiques avec l'Union soviétique. La décision a été prise à New-York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, au cours d'une conversation avec le ministre soviétique des relations extérieures, M. Chevardnadze. — (AFP)

BRÉSIL : le scrutin du 3 octobre

Une gauche divisée affronte les élections législatives

Quelque quatre-vingt-quatre millions d'électeurs brésiliens se rendent aux urnes mercredi 3 octobre pour choisir les gouverneurs des vingt-sept Etats, un tiers des sénateurs, et les cinq cent trois députés fédéraux, ainsi que les députés des assemblées législatives locales.

La complexité des modes de scrutin, des bulletins de vote, la multiplicité des partis — il y en a vingt-deux —, leur difficile différenciation idéologique, le nombre élevé de candidats (70 000 pour 1 067 postes à pourvoir) ont contribué à une certaine apathie générale, notée dans tous les sondages.

Les deux principaux courants de la gauche, le Parti démocratique du travail, de M. Leonel Brizola, candidat au poste de gouverneur de Rio, et le Parti des travailleurs (plus radical) de l'ancien candidat présidentiel Luiz Inácio «Lula» da Silva, sont allés à la bataille en s'affrontant.

En l'absence de la polarisation droite-gauche représentée par M. Fernando Collor et Lula au deuxième tour de l'élection présidentielle l'an dernier, les partis traditionnels de la droite devraient remporter une victoire notable, si on en croit les divers sondages. — (AFP)

■ Le chancelier autrichien Franz Vranitzky repart à l'Elysée. — Le chancelier autrichien Franz Vranitzky a été reçu lundi 1^{er} octobre à l'Elysée par le président François Mitterrand, avec lequel il s'est notamment entretenu de la demande autrichienne d'adhésion à la CEE. M. Vranitzky a, par ailleurs, confirmé au chef de l'Etat que son pays était candidat pour accueillir une des futures structures permanentes de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe). — (AFP)

SPÉCIAL NEUBAUER/MONDIAL DE L'AUTO
Reprise conditions Argus + 7000 f*

* Offre valable pour toute commande sur stock livrée avant le 31 octobre, à l'exception des modèles de base et séries limitées de la gamme Peugeot, sur présentation de cette annonce.

NEUBAUER
PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

L'ALLEMAGNE AU SINGULIER

II. - Cousins germains face à face



Nous poursuivons la publication d'une série d'articles consacrés à l'unification allemande, commencée dans nos éditions du 2 octobre par une contribution d'Alfred Grosser.

BERLIN

de notre correspondant

« On me reproche d'avoir un ton trop est-allemand dans mes articles, dit amèrement un jeune critique d'art de Berlin-Est qui tente aujourd'hui de vendre sa plume à la presse de l'Ouest. C'est toujours la même chose. Ce sont eux qui savent tout, même sur la RDA. Jamais ils n'essaient de voir avec nos yeux, de se mettre dans notre peau. » Comme pour beaucoup d'Allemands de l'Est, la disparition de la RDA n'a pas apporté à Günter G. que du plaisir. Entré de plain-pied dans un monde de « liberté », il sait qu'il n'a d'autre choix que d'accepter toutes les règles pour espérer s'en sortir.

Quand on a vingt-huit ans, qu'on accepte l'idée que le changement se paie, on ravale son amertume et on s'efforce d'assimiler les leçons le plus vite possible. Mais beaucoup ne le pourront jamais. Tous les sociologues et historiens commencent à se demander sérieusement sur quoi débouchera à terme le choc culturel que représente l'unification des deux États allemands issus de la dernière guerre. Un an après la chute du mur, on commence seulement à en mesurer toute l'ampleur et à essayer d'en analyser les conséquences pour l'Allemagne et l'Europe. « Unis mais étrangers », titrait ainsi la semaine dernière *Der Spiegel* en dressant le catalogue des incompatibilités.

Le mur est dans les têtes

Une conclusion s'impose : si le mur a disparu physiquement, il n'est pas prêt de disparaître des têtes. Les sociologues mettent en garde contre les sources de conflit en puissance pour l'avenir. La majorité des Allemands de l'Est, quoique conscients des difficultés matérielles que leur promet pour les années à venir le passage du communisme à l'économie de marché, font le dos rond. Tout en déplorant d'être traités comme des citoyens de seconde zone, ils ont abandonné aux Allemands de l'Ouest la direction des affaires. En votant massivement pour le chancelier Helmut Kohl, l'ancienne RDA a choisi, sans trop s'interroger, le remède de cheval de préférence à une médecine plus douce qui aurait peut-être épargné des effets secondaires douloureux. Cette dernière thérapeutique aurait également supposé de se prendre davantage soi-même en main. L'intelligentsia de gauche non communiste, qui aurait souhaité que la RDA assume dès le départ sa part de responsabilité et fasse entendre une voix plus assurée dans les négociations avec la RFA, en a été pour ses frais.

La situation est loin d'être très saine. Si les Allemands de l'Est se voient accusés d'attendre un peu trop que « tout leur tombe tout cuit sur la table », ils se méfient en même temps de tout. De part et d'autre, les griefs s'accumulent. Arrivés avec leurs grosses cylindres, avec la bonne conscience de ceux qui sont persuadés que leur système a fait ses preuves et qu'il n'y a rien à y changer, les « Westies » ont brusquement revêtu les habits des « colonisateurs », taxés d'arrogance et d'insensibilité. Parachutés dans les ministères, les entreprises, où l'on attendait tout d'eux, ils ont eu souvent un mal fou à simplement communiquer, se heurtant à des modes de pensée et de fonctionnement forgés par cinquante ans de totalitarisme et totalement étrangers aux leurs.

L'image de la Helmat

On a brusquement réalisé que les liens familiaux, la communauté de culture et de langue des deux populations n'avaient pas empêché le développement de systèmes de référence complètement différents. Ce fossé avait été longtemps masqué par l'éloignement, l'indifférence ou la mauvaise conscience de l'Ouest à l'égard des prisonniers du mur. L'idée que chacun se faisait de l'autre restait superficielle d'identité, dans cette recherche de retour aux sources déclenchée par la mise en question du modèle américain. La RFA avait découvert ces dernières années en RDA une Allemagne idyllique qui lui renvoyait l'image de la Helmat, du pays. C'était l'époque où *Die Zeit*, le grand heb-

domadaire de la gauche libérale, parlait à la redécouverte de ces villages est-allemands que le retard économique de la RDA avait figés dans le temps, de ces routes solitaires bordées de tilleuls et de frênes centenaires. L'époque aussi où la courageuse opposition de l'Eglise évangélique et des mouvements dissidents - sans jamais cependant prendre l'ampleur de Solidarité ou de la Charte 77 - rassurait sur la capacité, en Allemagne, à mener une action de résistance à la dictature.

Coïncée dans son corset rigide et étiqué, la RDA vivait collée à ses téléviseurs, envieuse d'un luxe occidental d'autant plus idéalisé qu'il paraissait promis à qui tendait la main. Dès que le chemin de la rue fut libre, que les risques de répression furent évanouis, on vit alors le Volk réclamer des deutschemarks et bénir ceux qui lui montraient le plus court chemin pour y parvenir, à savoir la réunification.

On vit alors surgir de Leipzig, de Dresde, de ces villages oubliés par le temps, non plus les héros rassurants des premières manifestations, mais un peuple qui avait souffert, enfermé dans ses traditions petites-bourgeoises, revêche, vivant dans l'obsession de cette Allemagne de l'Ouest riche et repue qui avait tiré le bon numéro après la guerre. *Le Spiegel* estime à une bonne génération la différence de style de vie entre les deux anciennes parties de l'Allemagne. « Le vilain Allemand, rendu bedonnant par les sautes grasses et les saucisses, impoli, parce que pas obligé par l'Etat à l'amabilité, balourd et mal habillé, il existe ! » écrit l'hebdomadaire de Hambourg avec son don pour la nuance.

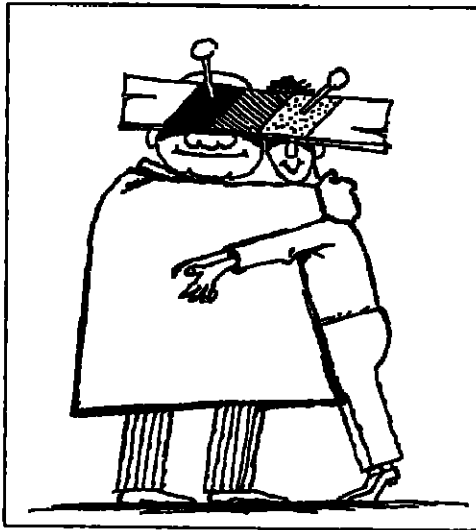
Plus d'un demi-siècle de dictatures, nazie puis communiste, ont imprégné les mentalités. Dans leur manière d'appréhender le rapport à l'autorité, leurs relations avec les gens, dans leur vision du monde centrée sur l'Allemagne, les Allemands de l'Est appartiennent à une autre planète. Forçés par quarante ans de réussite économique, de démocratie pluraliste, de symbiose étroite avec le monde occidental, ceux de l'Ouest manifestent souvent, à leur surprise, plus d'aisance dans leurs relations avec les autres Européens de l'Ouest - lorsque la barrière de la langue n'existe pas. Les jeunes de RFA ont été particulièrement réticents à cette unification conduite au pas de charge qui suscite déjà bien des appréhensions. Non seulement par son coût, mais aussi par l'incertitude qu'elle fait peser sur l'avenir du modèle ouest-allemand.

Coup de balancier à droite

Cette nouvelle Allemagne sera-t-elle une République fédérale réaménagée, élargie, mais dans ses principes et ses objectifs la même que la RFA des chanceliers Adenauer, Brandt, Kohl, fermement ancrée dans un système de valeurs qui a fait ses preuves ces dernières décennies dans les démocraties occidentales, dans la Communauté européenne ? Le débat ne fait que commencer. Sur le plan politique, il n'a pas encore été ébauché. Ce débat, il eût été prématuré tant que les aspects extérieurs de l'unification n'étaient pas réglés, afin de ne pas susciter trop d'inquiétude hors des frontières. Mais tout le monde semble d'accord avec le sociologue Volker Ronge pour estimer qu'une fois passée la première période d'ajustement économique de l'Est à l'Ouest, viendra le temps de la confrontation sur les valeurs et les perspectives du nouvel Etat.

Avec ses seize millions d'habitants, l'ancienne RDA ne pèse pas plus aujourd'hui que la Rhénanie du Nord-Westphalie. Amputé de ses territoires aujourd'hui en Pologne, ce qui reste de l'ancienne Prusse n'a plus dans le bloc allemand l'importance qu'elle avait dans le passé. Mais l'apport des cinq Länder est-allemands crée de fait « une nouvelle constellation », comme le note Markus Meckel, l'ancien ministre des affaires étrangères (social-démocrate) de RDA. Ils vont peser dans les équilibres de pouvoir tant au sein des partis qu'au Parlement. L'unification allemande se traduit déjà aujourd'hui par un coup de balancier à droite. Le 14 octobre, le Parti social-démocrate risque fort de perdre la majorité au Bundestag, qu'il avait péniblement reconquis au printemps dernier.

L'effet de l'éloignement est plus difficile à mesurer à plus long terme. « On ne peut pas rayer d'un coup l'héritage communiste, pas plus que l'influence des traditions prussiennes et luthériennes dans l'ex-RDA », souligne le professeur



Jens Reich, de Neues Forum. On l'a vu sur la question de l'avortement. Bien que chrétien-démocrate, le gouvernement de Lothar de Maizière, ce descendant de

huguenots, a tenu à conserver au moins provisoirement dans l'ex-RDA la législation communiste, plus libérale qu'en RFA. La dictature, la fermeture du pays aux

« Clouer ensemble ce qui fait partie d'un même ensemble. » Extrait de Neues Deutschland, quotidien du Parti démocratique socialiste PDS, ex-PC est-allemand.

influences extérieures ont également favorisé la persistance de comportements politiques ou culturels qui renvoient à une époque de l'Allemagne qu'on croyait révolue. On a assisté ces derniers mois en RDA à l'explosion d'une vague de xénophobie primaire, que le régime communiste avait rendue taboue. Le manque de pratique de la démocratie, de préparation à la discussion a joué un rôle non négligeable dans la désintégration de l'Etat est-allemand. Il peut, en cas de crise économique ou sociale grave, jouer en faveur d'une résurgence de mouvements extrémistes restés sans influence réelle ces dernières années en RFA.

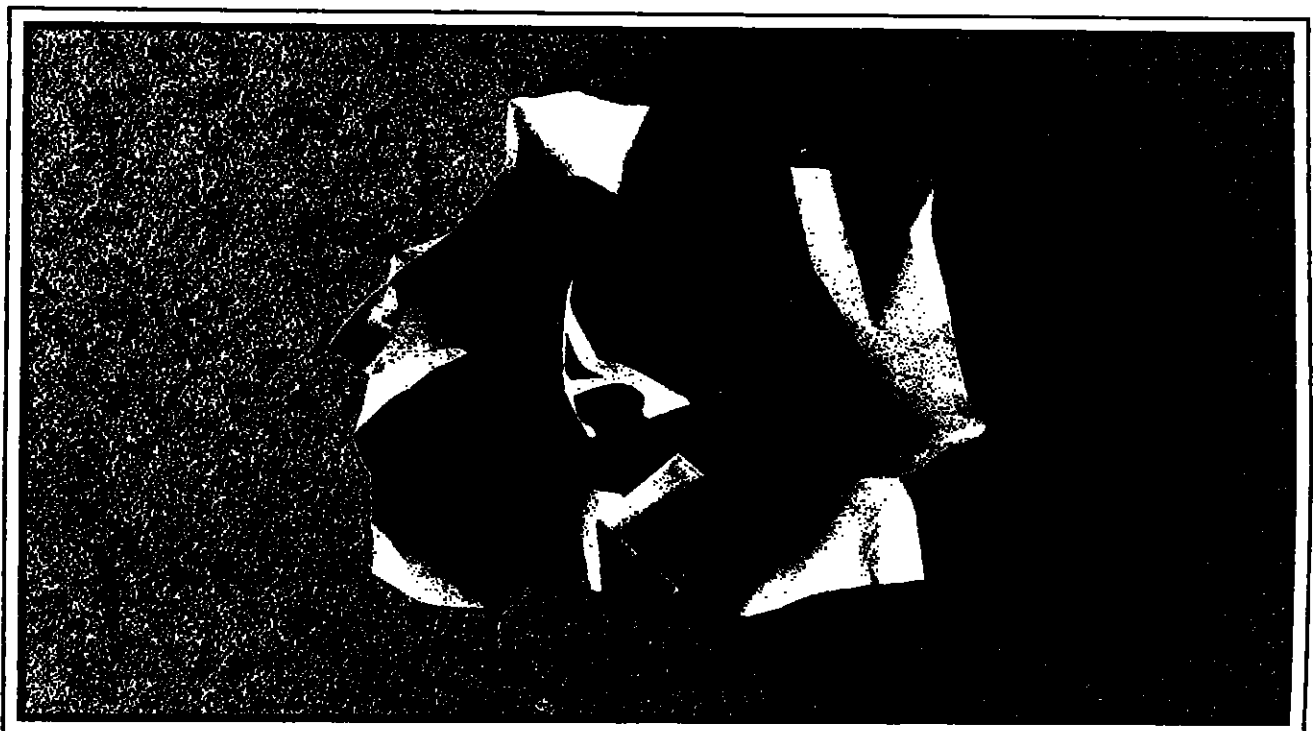
Cette sensibilité « plus teutonique », comme dit Jens Reich, se fait sentir sur la perception du monde extérieur. L'opinion publique de l'Est n'a qu'une idée assez approximative de ce qu'est la communauté européenne et a tendance pour le moment à ne voir l'étranger qu'à travers le prisme allemand.

En RFA, le professeur Wolfgang Mommsen, président de l'Union

des historiens allemands, constatait dans une interview publiée le 25 septembre par *Die Welt* que, « sous la surface du marxisme-léninisme, on trouve en RDA des restes d'une vieille pensée nationaliste dépassée ». Peu conscientes encore de ce que représente l'intégration à la CEE, plus tournées vers l'Est, les élites politiques de l'ex-RDA restent souvent fidèles, elles-mêmes, à la vieille idée de l'Allemagne comme « pont » entre deux mondes. Elles ne manqueront pas d'occasions de faire entendre leurs voix dans le débat que l'unification va inévitablement ouvrir sur le type d'Europe dans laquelle doit s'engager la nouvelle Allemagne.

HENRI DE BRESSON

Prochain article : Un pays achevé, riche et stable, à moins que... par ILLUC ROSENZWEIG



L'IMAGE QUE VOUS AVEZ DE NOUS.

EUROPE

L'unification de la RDA et de la RFA
Jour J - 1 à Berlin

C'est à New-York que l'Allemagne aura été officiellement libérée de la tutelle des quatre puissances victorieuses de la dernière guerre. Les ministres des affaires étrangères américain, soviétique, français et britannique ont signé, lundi 1^{er} octobre, une déclaration dans ce sens, simple formalité devant permettre aux Allemands de célé-

brer sans entrave leur unification mercredi 3 octobre à Berlin. La cérémonie a duré à peine cinq minutes. L'extinction formelle des droits et responsabilités des quatre alliés interviendra seulement après la ratification par les Parlements concernés du traité « 2 + 4 » signé le 12 septembre à Moscou.

D'autre part, le traité germano-soviétique sur le financement du séjour et du retrait des 370 000 soldats de l'armée rouge de l'ex-RDA a été signé, lundi 1^{er} octobre, à Bonn par le secrétaire d'Etat aux finances M. Horst Koehler et l'ambassadeur soviétique M. Vladimir Petrovitch Terechov.

Le traité prévoit notamment une aide alle-

mande de 12 milliards de DM (7,5 milliards de dollars) pour la construction de logements en URSS et un crédit sans intérêt de 3 milliards de DM (1,8 milliard de dollars) de l'Allemagne à l'URSS pour financer la réintégration des soldats dans leur pays.

BERLIN

de notre correspondant

Le compte à rebours de l'unité allemande s'achève, mardi soir, 2 octobre à minuit, par la levée des trois couleurs, rouge, or et noir à Berlin, devant le Reichstag, siège du Parlement allemand jusqu'à son incendie en 1933 par les nazis. Suivi d'un feu d'artifice, la cérémonie devrait donner dans les deux parties de l'Allemagne le signal des réjouissances qui culmineront jeudi par la réunion solennelle dans ce même Reichstag du nouveau Parlement allemand, constitué des membres du Bundestag et de 144 députés élus par la Volkskammer. La mort de l'ancienne République démocratique allemande, constituée par les communistes en 1949, devait être officiellement prononcée, mardi 2 octobre, en fin d'après-midi, lors d'une ultime séance de la Chambre du peuple est-allemande.

Partout l'on ferme. Berlin-Est avait la queue de bois avant d'être réuni-

fiée à l'Ouest. Devant le Palais de la République, théâtre des fastes du régime communiste, fermé depuis deux semaines pour cause de pollution à l'amiante, on achevait mardi d'installer la sonorisation d'un grand chapiteau pour les festivités de la nuit. Tout autour, une chape de silence s'est abattue sur les bâtiments officiels, le Conseil d'Etat, siège de la présidence de l'ex-RDA, le ministère des affaires étrangères, où flottait encore le drapeau est-allemand, frappé du compas et de la faucille.

220 000 fonctionnaires

Mardi à cinq heures, à la fermeture des bureaux, les 220 000 fonctionnaires de l'Etat est-allemand rendaient leur tablier pour de bon, quittant une place doublette pour un avenir incertain. A partir du jeudi, l'ensemble des ministères passent sous le contrôle d'une cellule spéciale, mise en place à Bonn, sous la responsabilité de la chancellerie, pour coordonner la liquidation de l'appareil d'Etat Est-allemand. Après

vingt ans de bons et loyaux services au ministère des affaires étrangères, Ushi, 42 ans, secrétaire, se prépare un dernier café pour tuer le temps. Les couloirs du ministère sont déserts. A l'entrée, un « vopo » déboussonne, la casquette un peu de guingois, laisse passer regardant à peine. Quelques personnes s'agitent encore pour en ne sait quel dernier classement. Lundi, en fin d'après-midi, question de garder le moral, de se tenir les coudes, on est allé entre services boire un dernier verre avec les collègues.

On était également ces derniers jours dans les ambassades accréditées auprès du gouvernement est-allemand. Devenus inutiles, les ambassadeurs faisaient leurs adieux à Berlin, avant de prier bagage le 2 octobre au soir. En attendant de savoir où sera fixé définitivement le siège du gouvernement allemand, les ambassades auprès du nouvel Etat sont à Bonn. Beaucoup de petits pays ont purement et simplement pié bagage. Pour les Grands, comme la France,

l'essentiel des services restent en place pour le moment avec un statut d'annexe diplomatique de Bonn, parfois de consulat général.

Les quatre gouvernements militaires alliés partent aussi. Mardi, ils remettaient officiellement leurs pouvoirs au cours d'une cérémonie à la Kommandatura de Berlin. Des troupes américaines, anglaises et françaises resteront sur place, mais cette fois à l'invitation du nouvel Etat allemand. Jusqu'en 1995, date prévue pour le retrait des soviétiques de l'ex-RDA.

Situation d'attente

La fin du statut allié de Berlin n'arrange pas tout le monde. Berlin était une ville ouverte. Les étrangers pouvaient y résider pendant un mois sans visa. A partir de mercredi, le droit ouest-allemand et communautaire s'applique. Pour presque tous les agents du gouvernement est-allemand, tout s'arrête mardi soir. Il y a un an encore, le ministère des affaires étrangères employait près de 2 800 personnes. Elles étaient encore

mardi 2 100 dont 1 400 à Berlin et le reste dans les postes à l'étranger. A partir du 3 octobre, 1 700 d'entre elles se retrouvent en « situation d'attente », une mise à pied déguisée, qui permet pendant six mois, neuf mois pour les plus de cinquante ans, de toucher encore 70 % de leur salaire.

Des cours de formation professionnelle ont été organisés pour les prochains mois. Beaucoup, comme Ushi, ont fait une demande pour être réembauchés par le ministère des affaires étrangères de Bonn. Il est stipulé dans le traité d'Etat que le gouvernement allemand reprendra du personnel est-allemand « en fonction des nécessités » et dans « un nombre convenable ». Tout cela est vague et tous les prétendants seront bons pour écarter les candidats, dont le passé fera au préalable l'objet d'un examen minutieux. Ushi fait partie des anciens privilégiés du ministère. Elle a été deux fois en poste à l'étranger. Cela lui a donné une certaine assurance et le sentiment de pouvoir se

débrouiller. Mais les places sont chères à Berlin et il n'y en a pas pour tout le monde. Ushi a ses habitudes, maison et petit jardin dans la banlieue sud de la ville. Elle ne souhaite pas en bouger. Son fils, vingt ans, est entré à l'université cette année. Pour le moment le moral est bon. Mais son mari lui aussi est mis à pied. Le salaire d'« attente » va permettre de voir venir, mais après, personne ne veut trop y penser.

« Nous y sommes, l'Allemagne », titre sur toute sa « une », mardi, le quotidien populaire ouest-allemand Bild, tiré aux trois couleurs allemandes et à six millions d'exemplaires. Pour sa part, le grand quotidien des affaires de RFA, Handelsblatt, consacre à l'unité un supplément aux couleurs de la Communauté européenne intitulé « L'Unité vers l'Europe ». A l'Est, la presse de Berlin a l'unification presque discrète. « Beaucoup, commente une fonctionnaire, sont partis et ont laissé Berlin pour aller à la fin ».

HENRI DE BESSON

Le sacre de M. Helmut Kohl
au congrès de la CDU

Après le SPD et les libéraux, les chrétiens-démocrates ont tenu les 1^{er} et 2 octobre leur congrès d'unification, avec l'adhésion solennelle des fédérations CDU des cinq nouveaux Länder de l'ex-RDA. A Hambourg, les mille délégués ont longuement ovationné le chancelier Kohl à l'issue de son discours d'ouverture et de sa réélection comme président du parti par 943 voix sur 957 suffrages exprimés.

BONN

de notre correspondant

Deux mois avant les élections paneuropéennes, les chrétiens-démocrates n'ont ni état d'âme, ni doutes et à peine besoin d'un programme. Ces élections, la CDU compte bien les gagner avec un seul argument : la personne du chancelier Kohl, dont le portrait s'étale maintenant dans tout le pays avec cette simple légende : « Chancelier de l'unité ». Il n'avait donc pas besoin de forcer trop son talent oratoire pour susciter l'enthousiasme de ses partisans et encore moins d'attaquer trop vivement ses adversaires politiques pour mobiliser

ses troupes. Le congrès de Brême l'an dernier, où il dut se battre contre une révolte quasi ouverte des barons du parti, semblait aujourd'hui s'être déroulé sur une autre planète.

Helmut Kohl a reproché au SPD de s'être trop souvent fourvoyé lorsqu'il s'agissait de « questions cruciales pour le destin de la nation ». Il a revendiqué pour son parti un rôle dirigeant pour l'Allemagne dans son ensemble. « Les chrétiens-démocrates reaffirment solennellement le serment qui sert de fondement moral à notre loi fondamentale : « plus jamais la guerre et la violence, plus jamais la dictature et l'injustice », et j'ajoute aujourd'hui : « plus jamais le socialisme ! » a-t-il lancé. Ce passage fut particulièrement bien accueilli par les délégués venus de l'Est, qui semblaient d'ailleurs faire montre d'une dévotion plus fervente à la personne du chancelier que leurs camarades occidentaux.

« Traversée du désert »

Le chancelier a une fois de plus justifié le rythme jugé par certains trop rapide de l'unification : « Nous avons agi, s'est-il déclaré, en fonction des impératifs qu'imposent nos responsabilités envers la patrie (Vaterland). Si nous nous étions comportés autrement des centaines de milliers de personnes auraient tourné le dos à leur pays natal (Heimat). »

Mais, aujourd'hui, il reconnaît que les lendemains de cette unification au pas de charge ne seront pas roses pour tout le monde et qu'une « traversée du désert » s'annonce pour les habitants de l'ex-RDA touchés par le chômage total ou partiel, et par l'écroulement des structures sociales et culturelles de l'ancien régime. « Dans cette phase nous devons être côte à côte », a-t-il ajouté, indiquant : « La solidarité nationale et la justice sociale sont des devoirs élémentaires. »

Avant de repartir dans leurs provinces ou à Berlin pour fêter la nuit de l'unité, les délégués auront dû les instances dirigeantes du parti. M. Lothar Späth, ancien premier ministre de RDA deviendra vice-président unique de la CDU, et le président du parti sera élu à la tête des membres venus de la CDU-Est. M. Lothar Späth, ministre président du Bade-Wurtemberg devra retrouver sa place dans cette instance d'où il avait été éliminé l'an passé comme punition pour avoir comploté contre le chancelier.

LUC ROSENZWEIG

URSS
Les manifestations
se poursuivent
en Ukraine

Pour la seconde journée consécutive (le Monde du 2 octobre), les nationalistes ukrainiens ont défilé lundi 1^{er} octobre dans les rues de Kiev pour protester contre la domination de Moscou sur leur république.

Quelque vingt mille manifestants ont également demandé la démission des dirigeants de la république toujours contrôlée par un Parti communiste ou les conservateurs sont majoritaires.

A Moscou, le Soviet suprême a adopté lundi le principe de la « loi sur les organisations publiques », qui définit les conditions du multipartisme en URSS. L'article 6 de la Constitution, qui affirmait le rôle dirigeant du PCUS, a été aboli en mars dernier par le Congrès des députés. La nouvelle loi doit maintenant être votée article par article avant d'être définitivement adoptée. La loi sur les libertés religieuses a ainsi été finalement adoptée, lundi, après plusieurs modifications.

Par ailleurs, le Parlement de la Fédération de Russie sera « contraint » de repousser d'un mois le démarrage des réformes destinées à introduire l'économie de marché, en raison de la confusion qui règne encore sur ce sujet au Parlement d'URSS, a déclaré lundi le vice-premier ministre russe, M. Guennadi Filichine, à l'agence non officielle Interfax. (AFP, Reuters.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

Suite de la première page

Si l'URSS s'est imposé, depuis près d'un demi-siècle, un énorme effort militaire, n'était-ce pas avant tout pour être sûre de conserver ses conquêtes de la deuxième guerre mondiale, cette « tâche rouge sur la carte » à laquelle, de l'avis de Staline, « l'impérialisme » ne renoncerait jamais ?

Un paradoxe déjà signalé (1) veut que cet effort, finalement, se soit retourné contre elle, dans la mesure où il a contribué à l'appauvrissement, et donc à la révolte, des populations de l'empire. Or c'est de cette révolte, bien plus que de la volonté de la RFA, qu'est née la vague de fond d'où est sortie la réunification.

Non que cette volonté n'ait existé. Willy Brandt et Egon Bahr ne se doutaient probablement pas, lorsqu'ils ont substitué en 1963 la politique du « changement par le rapprochement » (Wandel durch Annäherung) à l'osttracisme qui prévalait jusqu'alors à l'égard de Berlin-Est, à quel point cette décision serait fructueuse. Grâce à elle, la RFA a cessé d'être pour les habitants de la RDA un univers inaccessible : les échanges de personnes et de biens se sont multipliés de part et d'autre du mur, et le régime communiste a commis l'imprudence — mais pouvait-il faire autrement ? — de laisser ses administrés se gaver des images de liberté et d'abondance transmises par les chaînes de TV fédérales.

C'était le supplice de Tantale. Il a suffi que la Hongrie détruise un petit bout du rideau de fer qui la séparait de l'Autriche pour que des milliers de jeunes Allemands de l'Est empruntent ce sas et pour que des foules grandissantes, de Leipzig à Dresde, réclament le droit de les suivre. Le vieux stalinien Honecker, qui n'avait cessé de dénoncer les dangers de la perestroïka, n'avait d'autre choix, pour reprendre la situation en main, que de faire appel à l'armée rouge. En l'envoyant promener, Gorbatchev a signé, sans s'en douter, l'arrêt de mort de la RDA.

Il était fatal en effet qu'une fois disparue la peur du gendarme, une fois détruit le mur, les pensionnaires du régime communiste se précipitent vers l'autre Allemagne comme les papillons vers la flamme. Or l'ampleur de l'exode a vite fait apparaître un double danger : la paralysie de l'économie de l'Est, faute d'assez de bras et de cerveaux pour la faire tourner, le débordement, à l'Ouest, de la capacité d'accueil d'un peuple trop riche pour faire facilement leur place autour de la

table à des parents pauvres. Le seul moyen de limiter l'hémorragie était bien évidemment de convaincre les habitants de la RDA qu'ils pouvaient espérer, tout en restant sur place, rattraper l'écart de niveau de vie de l'Ouest ? Mais comment y arriver sans réunification, économique d'abord, puis politique ?

Le slogan « Deutschland einig Vaterland » (Allemagne patrie unie) n'était brandi au départ que par quelques manifestants isolés. Il a vite submergé ceux qui espéraient maintenir un minimum d'autonomie de la RDA. Kohl s'est engouffré dans l'avenue ainsi ouverte avec une audace et une détermination qui ont surpris chez cet homme dont on avait grandement sous-estimé le sens politique : n'hésitant pas à forcer la main des puissances garantes du statut de l'Allemagne, il a réussi à la réunifier en un rien de temps, sans qu'un seul coup de feu ait été tiré, alors que Bismarck n'y était parvenu, selon la formule qui lui a été tant reprochée, que « par le fer et par le feu ». Accessoirement, il a coupé ainsi l'herbe sous le pied aux républicains, autrement dit à cette formation d'extrême droite qui avait taillé quelques croupières, lors d'élections régionales ou locales, aux candidats de la coalition au pouvoir.

Cela dit, le chancelier n'a pas fini de payer la addition : au moins 500 milliards de deutschmarks en cinq ans pour relever l'économie, 18 milliards à donner à Gorbatchev pour l'aider à rapatrier les troupes actuellement cantonnées dans l'ex-RDA, x autres milliards à verser dans le tonneau des Danaïdes de l'économie soviétique, pour ne pas parler du cadeau promis à la Hongrie pour la remercier de son attitude courageuse au moment des premiers départs vers l'Ouest, ni de la nécessité de faire aussi quelque chose pour la Pologne si l'on veut éviter que n'effluent un jour de chez elle des dizaines de milliers de crève-le-faim.

Kohl, avec une belle audace, a affirmé que tous ces crédits seraient financés sans recours à l'impôt : il n'oublie pas qu'il doit faire face à des élections générales le 2 décembre et que le Parti social-démocrate lui reproche éperdument d'avoir conduit la réunification, au moins sur le plan financier, en dépit du bon sens.

Les chances d'Oskar Lafontaine et de ses amis de l'emporter paraissent réduites, mais c'est un fait qu'avant même l'entrée en vigueur de la réunification 29 % des Allemands de l'Ouest, selon un sondage du Spiegel, s'y déclarent à présent opposés. Nulle part, en tout cas, on ne

sent beaucoup d'enthousiasme : les jours de la destruction du mur sont déjà loin. N'allons pas chercher de grandes explications idéologiques ou géopolitiques à cette attitude qui peut paraître surprenante : imagine-t-on des Français qui feraient la fine bouche, après quarante-cinq ans de présence étrangère sur leur sol, à la réunification de leur patrie ? Ceux qui sont de cet avis craignent seulement de voir remanié en question leur confort et leur niveau de vie.

C'est assez pour se persuader qu'au stade actuel, et tel qu'il est vécu par l'opinion, le retour de l'Allemagne à son unité ne relève guère du romantisme où elle a trop souvent dans le passé puisé la matière de funestes rêves. A preuve, la facilité avec laquelle elle a accepté, à l'exception d'une poignée d'extrêmes, que soient considérées comme « définitives » des frontières orientales qui amputent pourtant le pays d'un bon quart de son territoire traditionnel.

Il est vrai que l'Histoire est riche de promesses définitives qui ont été oubliées ou délibérément violées. « Not kennt kein Gebot », a pu dire jadis un chancelier allemand pour justifier l'irréversible. Cela se dit aussi en français : nécessité n'a pas de loi, comme l'estimait déjà saint Augustin. Rien, certes, ne permet de mettre en doute la sincérité de l'engagement de Helmut Kohl : mais où en sera-t-on dans dix, dans vingt ans, si se développe, comme on a toutes raisons de le craindre, la tendance de l'Europe orientale à la balkanisation ?

Il est au demeurant des engagements qu'il n'est pas nécessaire de transgresser, simplement parce que les faits se sont chargés entre-temps d'en amoindrir la portée. L'une des informations les plus significatives, mais pas assez mise en valeur, de ces derniers jours a trait au vœu exprimé par Moscou de voir l'Allemagne unie recevoir un siège permanent, à côté des cinq titulaires actuels, au conseil de sécurité des Nations unies.

La vieille fascination russe pour la Germanie — tous les tsars ont épousé des Allemandes, et la grande Catherine était l'une d'elles — reprend avec d'autant plus de vigueur que seule la République fédérale est en mesure aujourd'hui d'aider de manière significative l'URSS, dont les dirigeants n'hésitent pas à parler d'elle comme d'une partenaire, voire d'une alliée. Tant et si bien que le risque si souvent évoqué dans le passé de voir nos voisins d'outre-Rhin se jeter dans les bras des sirènes du Kremlin

se transmue dans le risque exactement inverse. C'est là, semble-t-il, une raison suffisante pour aller résolument de l'avant dans la voie de la construction européenne, à laquelle l'opinion d'outre-Rhin demeure très majoritairement attachée, même si Jacques Delors a quelques raisons de se demander si « les Allemands » ne vont dire par là leurs dirigeants — sont vraiment intéressés — à l'union économique et monétaire » et de leur réclamer « des engagements politiques clairs et sans ambiguïté ».

Certes, dire-t-on, mais le poids d'une Allemagne unie au sein de la CEE ne sera-t-il pas tel qu'elle va, en tout état de cause, le dominer ? A en juger par un sondage paru dans le Figaro du 1^{er} octobre, cette crainte serait aujourd'hui largement majoritaire en France. Reste à savoir si l'on conçoit mieux cette puissance en restant à l'écart ou en s'unissant avec elle dans un ensemble économique et politique appelé à débordier quelque jour les frontières des Douze.

Dans son immense majorité, la population allemande d'aujourd'hui est revenue des ambitions conquérantes des générations antérieures : sa répugnance à s'engager dans la crise du Golfe est à cet égard caractéristique. Elle laisse volontiers aux Etats-Unis, qu'elle aide généreusement sur le plan financier, le soin de jouer les gendarmes du monde. Son prosaïsme, son matérialisme sont tels qu'un Günther Grass n'hésite pas à dénoncer le « manque d'âme » dont elle souffrirait.

Il n'est pas assuré que cet état d'esprit durera toujours : la puissance engendre facilement l'arrogance et l'appât de domination, et le sentiment de vide spirituel peut laisser soudain le champ libre à de grandes passions. Mais ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que l'on n'a jamais vu la méfiance ne pas engendrer la méfiance. Tout devrait être fait pour maintenir avec l'Allemagne unie ce miracle historique qui aura été le mariage, conclu par Jean Monnet, Robert Schuman, Adenauer, et confirmé, entre autres, par de Gaulle, Schmidt, François Mitterrand et Kohl, entre deux pays qui, après tout, n'ont été que pendant moins d'un siècle des ennemis « héréditaires ». Et pour que l'intimité croissante des liens communautaires fasse de plus en plus apparaître comme anachroniques les rivalités proprement nationales.

ANDRÉ FONTAINE

(1) « Le tas de bombes », le Monde du 28 juillet 1990.

051 711 44

POLITIQUE

La rentrée parlementaire

L'ombre du Golfe sur la session budgétaire

Députés et sénateurs ont retrouvé mardi 2 octobre le chemin du Parlement, pour une session budgétaire sur laquelle plane l'ombre du Golfe. Ils s'étaient déjà réunis pendant l'été pour une courte session extraordinaire consacrée à la situation au Proche-Orient (le Monde du 19 août). En l'état actuel du projet de loi de finances pour 1991, le premier ministre sera sans doute contraint de recourir à l'engagement de responsabilité (article 49-3) pour faire adopter sans vote un budget dont les fondements et les hypothèses économiques sont contestés par les oppositions.

L'opposition des communistes au projet de loi de finances

« Ce budget va aggraver le transfert de richesse du travail vers le capital », a déclaré le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, lundi 1^{er} octobre à Ivry, où les parlementaires du PCF étaient réunis pour une journée d'études. Le député de l'Allier a réaffirmé qu'en l'état actuel, les communistes voteraient contre le projet de budget de 1991. « L'analyse a été unanime, il n'y a pas eu de contradiction », a précisé M. Lajoinie. Hors la réforme du statut de l'élu, l'ancien candidat à l'élection présidentielle considère que tous les projets inscrits à la session d'automne de l'Assemblée nationale constituent « des dangers pour les travailleurs ».

Le regroupement des élections locales où les arrière-pensées d'une bonne idée

L'Assemblée nationale doit débattre mercredi 3 octobre du projet de M. Pierre Joxe posant le principe d'un regroupement des élections régionales et cantonales, et prévoyant, afin de permettre une mise en œuvre progressive, le report d'un an du renouvellement de la moitié des conseils généraux, prévu normalement pour mars 1991. L'opposition accuse les socialistes de vouloir surtout se donner le temps de préparer une réforme des modes de scrutin.

Les Français votent beaucoup, et surtout ils votent souvent. S'ils n'ont pas fréquenté les urnes cette année, le fait ne devrait pas se reproduire avant 1996 (le Monde du 8 septembre 1988). Alors que, jusqu'en 1958, ils n'avaient à élire que leur député, leurs conseillers généraux et leurs conseillers municipaux, depuis sont venues peu à peu s'ajouter l'élection du président de la République, celle des membres de l'Assemblée européenne et des conseils régionaux, sans parler des référendums.

Faut-il voir dans cette multiplication une des raisons de l'abstention ? Cela est loin d'être assuré. Pourtant, c'est au soir même du scrutin cantonal de septembre 1988 (51,03 % d'abstention) que M. Pierre Joxe avait avancé l'idée d'un regroupement des élections. Pour bien démontrer que cela ne camouflait pas une manœuvre, le ministre de l'Intérieur avait officiellement consulté les groupes parlementaires. Si M. Bernard Pons, pour le RPR, s'était montré fort réticent, si M. André Lajoinie, pour le PC, avait expliqué que cela n'était pas le problème essentiel, M. Jean-Claude Gaudin, pour l'UDF, et M. Pierre Méhaignerie, pour l'UDC, avaient exprimé leur accord avec cette idée (le Monde du 27 septembre 1988).

Malgré cet aval partiel, le projet a été fort difficile à élaborer. Non seulement l'idée est techniquement délicate à mettre en œuvre, mais le serpent de mer d'une réforme des modes de scrutin cantonal et régional, en permanence, interfère avec la préparation de ce projet. Les discussions furent particulièrement délicates entre la présidence de la République, les services du premier ministre, ceux du minis-

trère de la République était intervenu lui-même, il y a quelques semaines, pour rappeler que l'heure était mal choisie pour tenter au ministère de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, un procès en rigueur budgétaire. Cette sorte de réserve, qui pourrait prévaloir pour d'autres projets, comme la contribution sociale généralisée (CSG), laisse certains élus socialistes sur leur faim.

Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, a souligné, lundi, que, en dépit de la crise du Golfe, « le monde salue, qui participe directement aux progrès des entreprises, voit ses intérêts pris en compte ». Interrogé sur l'Europe 1, M. Mermaz a assuré que le PS est bien disposé à aider le gouvernement à faire accepter la facture de la crise du Golfe. « Nous ne voulons pas prendre le retard que les conservateurs avaient pris en 1973 et 1979, quand ils n'avaient pas pris en compte le choc pétrolier, a-t-il dit. On n'en est pas là aujourd'hui, mais il y a nécessité d'ajustement ».

Le résultat sera sans doute inverse

du côté de l'opposition. Contrainte à la solidarité avec le gouvernement dans la crise du Golfe, elle compte bien se rattraper sur tout le reste... La tonalité des journées parlementaires du RPR à Carcassonne était on ne peut plus claire (le Monde du 29 septembre). Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons, a mis en garde ceux qui, dans les rangs de l'opposition, seraient tentés par les sirènes d'une entente plus large avec le gouvernement.

C'est une sorte de cordon sanitaire autour du consensus sur la crise irakienne que le RPR et l'UDF souhaitent mettre en place afin d'éviter une contagion qu'ils ne cessent de combattre (un œil sur M. Michel Rocard, un autre sur les centristes depuis juin 1988). L'opposition sera d'autant plus virulente sur le budget, la CSG, la réforme hospitalière, le projet sur l'intéressement et la participation, le débat agricole (dès le 9 octobre au Sénat), les projets Joxe (statut de la Corse, réorganisation des collectivités locales, etc.), qu'elle se trouve bridée sur le Proche-Orient.

L'opposition a déjà concentré le feu

de ses critiques sur le projet de budget 1991, dont les hypothèses de base (inflation, prix du pétrole - 25 dollars en prévision, pour un baril aujourd'hui proche de 40 dollars, - croissance) sont jugées « trop optimistes » par le député giscardien Michel d'Ornano, voire « fantaisistes » par le sénateur centriste René Monory. Quant aux communistes, ils ont redit, lundi à Ivry, tout le mal qu'ils en pensent. La discussion budgétaire aura lieu du 16 octobre au 16 novembre, et le débat sur le budget du ministère de la défense en sera sans doute l'un des points forts.

Combien de 49-3 ?

Cette troisième session d'automne de la législature s'annonce donc cahoteuse, même si le groupe centriste, avec à sa tête un président, M. Pierre Méhaignerie, réinvesti par vote de la confiance de ses troupes, n'entend pas plus qu'il leur cède à la radicalisation. Compte tenu de l'absence de majorité absolue à l'Assemblée, le premier ministre sera contraint, une nouvelle

fois, de tirer ses bords au plus près en recherchant des majorités à géométrie variable. L'utilisation de l'article 49-3 alinéa 3 de la Constitution (engagement de responsabilité), qui permet au gouvernement de faire adopter sans vote un texte, sauf si une majorité de députés décide de voter la censure, a donc de beaux jours devant lui pour cette session.

Le premier ministre a dit à plusieurs reprises qu'il utilisera sans faiblir en cas de blocage. Pour autant, il n'ignore pas qu'un usage répété de cette procédure contraignant à tous les effets négatifs. M. François Mitterrand y est particulièrement attentif. C'est pour cette raison que M. Rocard souhaitait que la CSG, contestée y compris dans les rangs du PS, pût être incorporée - « noyée », disent certains - dans le projet de budget pour 1991. Il aurait fait, ainsi, l'économie d'un « 49-3 ».

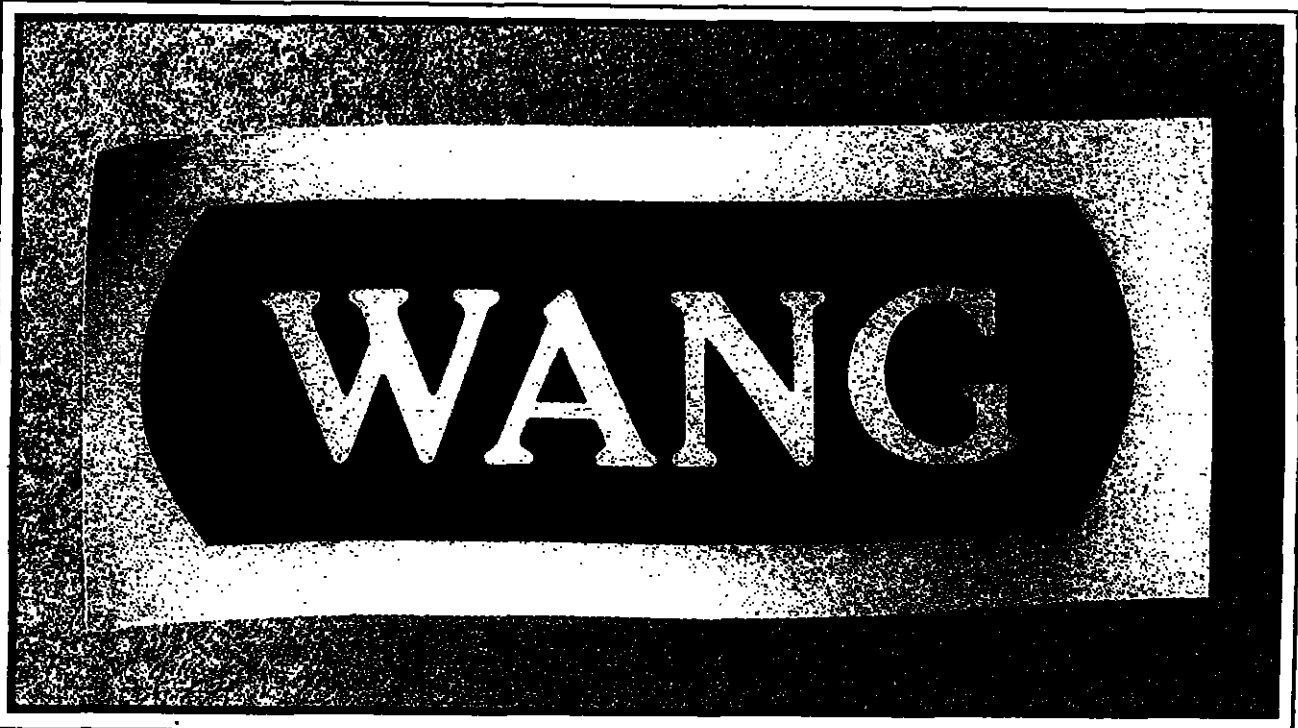
Prudent et circonspect, M. Bérégovoy n'a pas souhaité suivre Matignon. Aussi n'est-il pas impossible que la CSG soit finalement insérée dans le collectif budgétaire qui s'annonce, lui aussi, animé puisqu'il devra faire la

toilette du budget 1990 et nécessiter sans doute, lui aussi, le recours à l'engagement de responsabilité du gouvernement.

La session est chargée, et dès le 3 octobre les députés vont aborder un débat important avec le projet Joxe de regroupement des élections cantonales (prévues en 1991) et régionales en 1992. L'opposition y est théoriquement hostile. Elle a dénoncé à plusieurs reprises la « manœuvre politicienne » du ministre de l'Intérieur. Pourtant, le président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS), demeure serein.

Il est vrai que MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing ne sont pas fondamentalement hostiles à cette idée et prôneraient, en privé, l'abstention. L'Union pour la France (UPF) est encore fragile, et quelques mois de répit lui permettraient de se consolider. Les groupes de droite et du centre devaient prendre position sur cette question, officiellement mardi, ce qui était un premier test de la cohésion de l'Union.

PIERRE SERVANT



L'IMAGE QUE VOUS AUREZ DÉSORMAIS DE NOUS.

On nous disait en difficulté. Morts peut-être. Certains pensaient que nous avions raté l'évolution de l'industrie informatique.

En fait, nous étions les premiers touchés par une crise, cette crise qui ébranle actuellement le monde informatique. Nous devons réagir, vite, et nous redéfinir, surtout par rapport à nos clients et à leurs objectifs. Pour cela, il était essentiel d'opérer une mutation profonde au sein de notre entreprise, avant d'envisager des jours meilleurs. Il fallait se débarrasser de ces vieux réflexes de supériorité, de cette maladie qui s'installe partout, à tous les échelons : la bureaucratie. Et arrêter de mener cette « guéguerre » technologique onéreuse et stérile que se livraient entre eux les titans de l'informatique. Devant cette attitude volontariste, certains ont recommencé à y croire. Vous peut-être. Alors, nous n'y som-

mes pas allés par quatre chemins : nous avons mis 504 millions de \$ sur la table pour nous restructurer. Nous avons défini et mis en place « une nouvelle organisation d'entreprise, pour un meilleur service des clients à tous les niveaux ». Les équipes ont été réduites et, de ce fait, responsabilisées. Le département Recherche et Développement, qui n'a subi aucune diminution d'effectifs ni de moyens, a été orienté vers la recherche de solutions opérationnelles dans le cadre de notre nouvelle stratégie « Innover sur les standards ». Ce qui permet à nos clients de se différencier avec des systèmes améliorant leur productivité et leur fournissant un avantage stratégique dans leur domaine d'activité. Le deuxième aspect de l'offre Wang n'est pas moindre : sa capacité à

intégrer et à gérer l'information sous toutes ses formes en la rendant accessible à tout le monde dans l'entreprise.

Ces mesures drastiques ont été payantes. Wang a diminué ses dépenses annuelles de 455 millions de \$, réduit sa dette à zéro et atteint son objectif d'équilibre opérationnel pour le quatrième trimestre du dernier exercice. Et nous sommes plus qu'heureux de vous annoncer le plus fabuleux contrat de notre histoire : 841 millions de \$, auprès de l'administration américaine.

Evidemment, cela ne fait pas plaisir à tout le monde. Tant pis. Nous, ce qui nous importe, c'est ce que nous allons faire ensemble.

Wang France. Tour Gallieni, 78-80 av. du Général de Gaulle, 93170 Bagnolet. Tél. : (1) 48 97 06 06.

Voilà qui risque d'en froisser plus d'un.

WANG EST PRÉSENT AU SIGED (STAND K 2 L 1) ET AU FIT (STAND A 3 I 3)

THIERRY BRÉHIER

PECHINEY INTERNATIONAL

RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 1990

Le résultat net consolidé de Pechiney International (part du Groupe) s'élève à 402 millions de francs au 1^{er} semestre 1990, à comparer à 674 millions au 1^{er} semestre 1989. Il est de 527 millions avant amortissement des écarts d'acquisition. On ne peut apprécier ce résultat, pour un Groupe dont une part prépondérante des actifs se situe en Amérique du Nord, sans tenir compte de l'importante dépréciation du dollar dont le cours de change moyen a diminué de 11 % au 1^{er} semestre 1990 par rapport au 1^{er} semestre 1989.

C'est pourquoi, les principales données des résultats consolidés semestriels de Pechiney International, présentées ci-après, ont été établies en francs et en dollars, après retraitement des impôts et des écarts d'acquisition sur la base de méthodes comptables homogènes. La conversion en francs des comptes des filiales américaines a été faite aux cours de change moyens de 6,42 et 5,69 respectivement pour 1989 et 1990.

(en millions)	en dollars		en francs	
	1 ^{er} s. 90	1 ^{er} s. 89	1 ^{er} s. 90	1 ^{er} s. 89
Chiffre d'Affaires	3 923	3 838	23 336	24 686
Marge Opérationnelle	196	140	1 116	914
Emballage	66	80	373	513
Composants	48	126	273	808
Aéronautiques	-	(1)	(4)	(9)
Aluminium et Commerce International	310	345	1 738	2 226
Autres	152	181	964	1 189
Résultat courant				
Résultat net				
- avant amortissement des écarts d'acquisition	83	124	527	806
- après amortissement des écarts d'acquisition	71	104	402	674

Compte tenu des prévisions actuelles pour le second semestre, les réalisations au 30 juin 1990 ne traduisent pas l'évolution économique générale de l'ensemble de l'année, qui est favorable :

• La forte progression du secteur Emballage (marge opérationnelle : +10 % en dollars ; +22 % en francs) résulte d'un net redressement des marges de l'activité boîtes boisson et d'une bonne performance des activités verre et plastique ; cette progression se poursuivra durant la seconde partie de l'année, grâce notamment à des réalisations, au troisième trimestre (période traditionnellement la plus active pour le boitage boisson), nettement supérieures à celles de l'année précédente.

• La diminution des résultats de l'ensemble Howmet-Cerast (Composants aéronautiques) au cours du 1^{er} semestre, liée à une certaine érosion des marges sur les ventes d'articles de turbines, sera compensée par un meilleur second semestre, les résultats de l'ensemble de l'exercice devant être proches de ceux de l'année dernière.

• L'activité Aluminium, qui a subi les effets, durant le 1^{er} semestre, de la forte baisse des prix du métal au LME, bénéficie dès maintenant du net redressement des cours mondiaux depuis la fin du mois de juillet.

Globalement, le bénéfice net consolidé 1990 de Pechiney International devrait être, en dollars, proche de celui de 1989. Exprimé en francs, il sera pénalisé par la baisse de la devise américaine.

Information
sur bulletin
3616 - C.I.F.F.

PECHINEY
INTERNATIONAL

A l'occasion de son 10^{ème} anniversaire
le mensuel ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES organise :

un Forum
" RÉINVENTER UNE ALTERNATIVE AU LIBÉRALISME "

avec Jacques DELORS

Jeudi 4 octobre à 18 h 30
Nombre de places limité • Renseignements et inscriptions au 47 53 84 58

POLITIQUE

Le débat sur les alliances du Parti socialiste

Au cours de leur dernier comité directeur, samedi 29 et dimanche 30 septembre, les dirigeants du PS se sont interrogés sur leurs alliances électorales avec les mouvements disposés à se rapprocher d'eux : radicaux de gauche, Génération écologie, France unie... Parlaient de ce dernier mouvement, animé par le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, déclarait, lundi 1^{er} octobre, qu'il « n'était pas question » que France unie

représente pour la majorité « un pont vers la droite ».

M. Soisson devait réunir, mardi 2 octobre à l'Assemblée nationale, députés, sénateurs, parlementaires européens et ministres de sa mouvance pour la mise en place d'une amicale parlementaire. Dans un entretien au Monde, il soutient que pour « être complémentaire » au PS, France unie n'en entend pas moins cultiver « ses différences » pour œuvrer sur le chantier de l'ouverture.

Dans l'immédiat, M. Soisson se déclare hostile à tout désistement automatique en faveur des candidats communistes.

Animateur de Génération écologie, M. Brice Lalonde entend se définir également comme un « allié loyal et indépendant », tout en se déclarant « surpris par l'obstination du PS à faire alliance avec les communistes ». Mais il n'exclut pas des désistements « au cas par cas » avec les communistes.

Un entretien avec M. Jean-Pierre Soisson

« Il faut d'abord que le Parti communiste soit disposé à abandonner la politique du pire », nous déclare l'animateur de France unie

« France unie peut-elle être autre chose que l'association des déçus du socialisme et des déçus de l'opposition ? Peut-elle créer une véritable dynamique ? »

— Les déçus du socialisme ne sont pas notre affaire. Il ne s'agit pas de concurrencer l'action du PS, mais de la compléter. En revanche, les déçus de l'opposition sont appelés à nous rejoindre. Pourquoi ? Parce que la vocation du centre est de s'affirmer en tant que tel, de refuser la dilution dans une confédération de la droite. Parce que la politique conduite de 1986 à 1988 a révélé, de la part de l'UDF comme du RPR, une incapacité profonde à percevoir la sociologie du pays et les aspirations de l'opinion, notamment en faveur d'une plus grande solidarité. Enfin, et surtout, parce que l'union de la droite, telle que l'incarne l'Union pour la France, risque à tout moment de tourner à l'union de toutes les droites. Front national compris, directement ou indirectement, par l'alliance, la collusion clandestine ou la contamination idéologique. Cette évolution, nombreux sont les modérés qui la refusent. France unie leur offre un refuge.

— Vos rapports avec le Parti socialiste sont-ils identiques à ceux que connaissait jadis le

Mouvement des radicaux de gauche avec le Parti socialiste ? Ou vous considérez-vous plutôt comme un ennemi courant du PS ?

— Le Mouvement des radicaux de gauche, que dirige Emile Zuccarelli, est notre composante la plus importante. Il nous a, en effet, ouvert la voie : solidarité et identité. Nous sommes solidaires dans le cadre d'une majorité que nous avons rejointe en adhérant à la démarche du président de la République. Mais nous affirmons notre identité parce que nous ne sommes pas socialistes. Nous sommes complémentaires parce que différents.

— Participerez-vous à l'élaboration du projet socialiste et à une structure de coordination des investitures pour les élections législatives ?

— Distinguons la question du projet de celle des investitures. Le projet socialiste sera le projet du Parti socialiste, il ne sera pas le nôtre. Ce qui n'exclut nullement, bien au contraire, une réflexion programmatique en commun, le moment venu.

— Faut-il une coordination des investitures ? Oui, car c'est la seule façon d'affirmer concrètement la solidarité majoritaire.

— Nous sommes désireux de parvenir avec le PS à un accord politique de fond, qui permette de tra-

ter les trois problèmes électoraux que nous devons ensemble résoudre : l'évolution du Parti communiste, l'affirmation du vote écologiste, la poursuite de l'ouverture.

Une amicale parlementaire

— Où en est votre projet de formation d'un groupe de France unie à l'Assemblée nationale ? Pensez-vous que certaines dissensions chez les centristes puissent vous aider ?

— Nous entendons procéder par étapes. Emile Zuccarelli a proposé la constitution, dès maintenant, d'une amicale parlementaire. Notre perspective est, à plus long terme, la formation d'un groupe. Tous ceux qui acceptent les principes propres à la majorité présidentielle y seront les bienvenus, qu'ils viennent de l'Union du centre ou d'ailleurs.

— Quelle est votre position sur la question du « désistement républicain » ? Plus particulièrement, envisagez-vous qu'un candidat de France unie puisse se désister au second tour pour un candidat du Parti communiste ?

— Il faudrait d'abord que le parti communiste soit disposé à abandonner la politique du pire qu'il conduit à l'encontre de la

majorité, du Parti socialiste et du gouvernement et qu'il accepte de ne plus nous assimiler à la droite.

— Le Parti socialiste vous paraît-il toujours suffisamment mobilisé sur le terrain de l'ouverture au centre ?

— Bien évidemment, je préférerais qu'il le soit davantage. Mais je ne lui fais pas de reproche, car il ne faut pas inverser les rôles. Le PS s'occupe de rassembler la gauche. Nous, d'élargir la majorité. Cette répartition naturelle des tâches est la bonne. Elle permet de nous conforter mutuellement. J'ajoute que la grande leçon du comité directeur de dimanche est la reconnaissance de France unie comme l'interlocuteur valable du PS. C'est ce que je demandais. Que réclamer de plus ?

— L'Union pour la France ne réduit-elle pas à néant les tentatives de France unie ?

— C'est le contraire. Elle incite de nombreux centristes, qui refusent de perdre leur personnalité dans le magma RPF-UDF, à nous rejoindre. La différence entre le CDS et nous, c'est que les partisans du CDS exigent de ce dernier qu'il se fonde dans une organisation unique, alors que le PS ne nous l'a jamais demandé.

Propos recueillis
par DANIEL CARTON

M. Lalonde n'exclut pas des désistements « au cas par cas » en faveur des communistes

Convaincu de toujours bénéficier de la « protection » présidentielle, le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, ne semble pas s'émouvoir outre mesure des orientations prises par le dernier comité directeur du Parti socialiste. « Nous discuterons le moment venu, de formation à la formation, avec notre grand allié pour parvenir à un accord national », affirme-t-il.

Comme il l'avait précisé, le 11 mai dernier, lors du lancement de Génération écologie, son objectif reste la création d'un groupe parlementaire au lendemain des élections législatives de 1993. Il lui faudrait pour cela un minimum de vingt élus.

« Oui, l'écologie peut être conquérante. Sous sa propre bannière, elle peut permettre d'agrandir la majorité présidentielle », affirme M. Lalonde, en soulignant que « le

repli sur soi n'est jamais un signe de bonne santé ». Aux socialistes qui prétendent faire eux-mêmes de l'écologie, il lance avec amusement ce défi : « Eh bien, qu'ils s'y mettent ! », en relevant qu'ils n'ont peut-être que trop tardé. Mais, pour ce qui le concerne, il n'entend pas interrompre son entreprise : Génération écologie organisera ses assises constitutives les 15 et 16 décembre prochain dans la région parisienne.

« Les plus gros bétonneurs »

M. Lalonde s'interroge cependant sur le moment choisi par le Parti socialiste pour rappeler la règle du « désistement républicain » et privilégier en quelque sorte une alliance avec le Parti communiste plutôt qu'avec ses alliés — France unie ou Génération écologie — de la majorité présidentielle.

« Le Parti socialiste a toujours eu du mal à gérer ses alliances. Il hésite toujours entre son souci de les préserver et l'idée de tout faire par lui-même, affirme l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 1981. Je suis d'autre part toujours surpris par l'obstination du PS à faire alliance avec le Parti communiste ».

A la différence des centristes, Génération écologie ne lance pas d'exclusive vis-à-vis du PCF. En

« allié loyal mais indépendant », le mouvement ne rejette pas l'idée de désistements au cas par cas, même si les élus communistes figurent parmi « les plus gros bétonneurs ». Mais pour M. Brice Lalonde, « nous passons progressivement d'une époque dominée, au plan des idées, par le communisme à une autre qui sera dominée par les préoccupations écologiques », et il n'est pas sûr que la majorité des socialistes ait intégré ce tournant.

Génération écologie n'exclut pas davantage d'apporter un soutien à des candidats de France unie, voire à des Verts. Les relations avec les amis de M. Antoine Waechter restent pourtant toujours aussi passionnelles. « Si les Verts se font des hommes pour ne s'intéresser qu'à la survie des castors, il est clair qu'on ne partage pas la même écologie », lance ainsi M. Lalonde.

Les Verts, de leur côté, se réjouissent du raidissement du PS vis-à-vis de l'opération lancée par le secrétaire d'Etat à l'environnement. « Ils commencent peut-être à comprendre que Génération écologie vide davantage leur électoral que le nôtre », estime l'un de leurs porte-parole.

JEAN-LOUIS SAUX

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-66-29-33

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Guibourg
94832 IVRY-CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Ouelmann,
directeur du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : 45-54-04-70. Société filiale
du journal Le Monde et Rigo Press SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composée 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Téléc : 281.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-33-90

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELG., LUXEMB.	AUTRES PAYS non membres CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-54-70

Changements d'adresse détaillés ou préavis : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie : PP-Paris 90

BABYFACE

051 7114

POLITIQUE

La mort d'Augustin Laurent

Résistant, ministre et socialiste

M. Augustin Laurent, ancien maire socialiste de Lille, est décédé lundi matin 1^{er} octobre à Lille (le Monde du 2 octobre). Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Augustin Laurent avait présidé aux destinées de la ville de Lille de 1955 à 1973, avant de céder sa place à M. Pierre Mauroy. Il avait également siégé à l'Assemblée nationale de 1936 à 1940. Nommé ministre des PTT par le général de Gaulle en 1944, il devint ministre d'Etat dans le gouvernement Blum en décembre 1946. Il a présidé le conseil général du Nord de 1946 à 1967.

LILLE

de notre correspondant

Né à Wahagnies (Nord) le 9 septembre 1896, d'une famille de mineurs, Augustin Laurent travailla pendant quatre ans au fond

M. Rocard : « Le militant fidèle ». — Dans un texte adressé à la ville de Lille, le premier ministre a rendu hommage au disparu en ces termes : « Comme Français, je salue un de ceux qui ont su défendre l'honneur de la patrie quand elle a été accablée. Comme premier ministre, je salue l'homme qui pendant vingt années a fait corps avec sa ville et sa région pour qu'elles puissent entrer de plain-pied dans la modernité. Comme socialiste enfin, je salue le militant fidèle qui a parfaitement incarné les vertus du socialisme nordiste à travers les vicissitudes de l'Histoire. »

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS et maire de Lille, a déclaré pour sa part : « Augustin Laurent, ardent défenseur de la République et de la démocratie, faisait partie de cette petite élite d'hommes qui n'ont pas besoin de titres et d'honneurs pour être écoutés et entendus. Il était une grande et belle figure du socialisme. »

avant de s'engager en 1914, à dix-huit ans, pour combattre sur le front pendant quarante-six mois. Après l'armistice, il devient secrétaire de mairie mais bientôt la politique le prend tout entier.

Militant ardent du Parti socialiste, alors la SFIO, il est élu pour la première fois conseiller général en 1931. C'est en 1936, dans la vague du Front populaire, qu'il entre à l'Assemblée nationale où il représente Lille, à côté de Roger Salengro. En 1940, absent au moment du vote, il se solidarise avec les députés qui refuseront les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Dans la foulée, il entre dans la Résistance et fonde deux journaux clandestins, *l'Homme libre* et *IV^e République*. Secrétaire à l'organisation dans le comité directeur du comité politique de libération puis l'un des responsables du réseau « France au combat ». Traqué par la Gestapo, il revient dans le Nord en 1944 et continue son action dans la Résistance. Il est nommé président du comité départemental de libération.

Une majorité de « troisième force »

A ce moment, le général de Gaulle l'appelle comme ministre des PTT dans son gouvernement. Il deviendra en 1946 ministre d'Etat du gouvernement Blum.

Mais c'est surtout dans sa ville, Lille, et dans son département, le Nord, qu'il choisira de donner la pleine mesure de ses moyens, abandonnant son mandat de député dès 1951. Président du conseil général du Nord à partir de 1946, il engagera le département dans une vaste action en faveur de l'adduction d'eau. En 1955, il conquiert la mairie de Lille, l'administrant avec une majorité de « troisième force » et l'engageant dans une politique urbaine qui se concrétise notamment par la rénovation du vieux quartier Saint-Sauveur (l'actuel quartier de la mairie).

Hostile au cumul des mandats, Augustin Laurent abandonne

en 1967 la présidence du conseil général à Albert Denvers pour prendre, deux ans plus tard, la tête de la toute neuve communauté urbaine de Lille. Il suit aussi « décrocher » et assurer le passage des relais : en 1971, il cède la présidence de la communauté urbaine à Arthur Notebart, et en 1973 son fauteuil de maire à son premier adjoint, Pierre Mauroy, qu'il a fait venir quelques années plus tôt du sud du département.

Administrateur et militant, il fut l'un des leaders de la SFIO. Fort écouté de Guy Mollat, il conduisit d'une main ferme la fédération du Nord dont il fut le premier secrétaire de 1945 et 1963. Il apparaissait comme un grand stratège des congrès, jouant de ses silences autant que de ses interventions, mais à Epinay, en 1971, il était absent et Pierre Mauroy apportait le soutien de la fédération du Nord à François Mitterrand.

Ses multiples responsabilités publiques ne l'ont pas empêché de demeurer un homme secret ni d'afficher une certaine méfiance à l'égard de tout ce qu'il considérait comme « battage publicitaire ». Ayant abandonné ses principaux mandats à partir de 1973, il continuait à suivre de près les affaires lilloises, fréquentant régulièrement le bureau qu'il avait conservé sous le beffroi. Il restait attentif également à l'évolution de son parti.

JEAN-RENÉ LORE

Démision du conseil municipal de Grossetto-Prugna. — Afin de protester contre l'assassinat de son maire, M. Charles-Antoine Grossetti, mercredi 26 septembre, l'ensemble du conseil municipal de Grossetto-Prugna (Haute-Corse) a décidé, lundi 1^{er} octobre, de présenter sa démission collective. En signe de protestation, M. François Giacobbi, sénateur MRG de Haute-Corse, a également proposé l'organisation d'une manifestation des élus de Corse à Paris.

En Guadeloupe

Le conseil municipal de Saint-Martin refuse l'installation d'une brigade des douanes

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Le conseil municipal de la partie française de l'île franco-néerlandaise de Saint-Martin, dirigé par M. Albert Fleming (divers droite), s'est prononcé, jeudi 27 septembre, contre le projet gouvernemental d'implantation d'une brigade douanière spécialisée dans la lutte contre le trafic de stupéfiants et le blanchiment de l'argent de la drogue (le Monde du 27 septembre) en « décidant de conduire toutes les actions nécessaires ». Il a attiré l'attention du gouvernement, dans une délibération adoptée par vingt-six voix contre trois, « sur les risques de réaction de la population dont les élus ne sauraient maîtriser les effets ».

La délibération affirme que cette implantation sera « inopérante et inefficace parce qu'aucune mesure n'est corrélativement prévue en zone hollandaise » où « la souplesse de la réglementation bancaire permet l'existence de comptes bancaires à numéros » et estime que l'installation de la douane dans ce port-franc, considéré comme une plaque tournante du trafic de la drogue dans les Caraïbes, crée un « risque grave de déséquilibre économique entre les deux zones de l'île, au préjudice de la partie française ».

Bien qu'absente de l'archipel guadeloupéen, M^{me} Lucette Michaux-Chevry, députée apparentée RPR, est intervenue dans le même sens, vendredi 28 septembre, lors du journal télévisé de RFO. Elle y a estimé « l'attitude du ministre », M. Michel Charasse, « surprenante, parce qu'il n'y a pas de frontière entre la zone française et la zone hollandaise, où huit des treize banques ouvrent des comptes à numéros ». M^{me} Michaux-Chevry a préconisé l'organisation, à l'initiative de la France, d'une « conférence caribéenne pour mettre en place une procédure globale » de lutte contre le trafic de la drogue.

EDDY NEDELJKOVIC



les parisiens sont-ils cinglés ?

- Un sondage CSA, 55% des Parisiens aimeraient quitter la capitale.
- Des portraits de masos, d'accros, de mégalos, de schizos, de rigolos...
- Et la paristocratie mise à nu.

GLOBE

octobre

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

ARTS
Le Monde et SPECTACLES



Nous aurions pu vous montrer toute notre collection.
Nous avons décidé de ne vous présenter qu'un petit échantillon.



Depuis des années, BABYFANT fait la belle vie aux bébés européens. Il était temps que les bébés français en profitent aussi. BABYFANT, c'est aujourd'hui une petite révolution pour les bébés et leurs



parents : 1000 m² qui offrent tout, tout pour les tout-petits à des prix qui vont les faire trépanner. BABYFANT, ça change tellement tout que ça donnerait presque envie de faire d'autres bébés.

BABYFANT. 1000M² rien que pour les bébés.

ORGEVAL ZAC des Quatre-Étoiles, 1000m² de surface commerciale, 1000m² de surface d'exposition. Ouverture le 4 octobre. PONTAULT-COMBAULT ZAC du Petit Noyon, 1000m² de surface commerciale, 1000m² de surface d'exposition. Ouverture le 4 octobre.

L'art de construire : 27 000 logements, l'un des premiers parcs HLM de France.



L'art de vivre : 2,5 milliards de francs pour la rénovation de plus de la moitié des logements.



CONCOURS L'ART HLM

Conditions de participation :
OPDHLM 45 rue Paul-Vaillant-
Couturier 92300 Levallois-Perret
Tél. : (1) 47.57.31.77 postes 3376 -
3380.

"Artistes, réalisez une œuvre
extérieure - sculpture, mur peint,
fontaine - pour un HLM des
Hauts-de-Seine. Envoyez nous
votre candidature avant le 15
octobre 1990 à 16 heures."

Patrick BALKANY
Président de l'Office Départemental
d'HLM des Hauts-de-Seine

L'art de rêver : fontaines, murs peints, sculptures, les Hauts-de-Seine invitent les artistes, le talent, la vie. Pour faire l'ART HLM.

L'ART HLM
C'EST DANS LES HAUTS-DE-SEINE

OFFICE DÉPARTEMENTAL D'HLM

45, rue Paul-Vaillant-Couturier - 92300 Levallois-Perret - Tél. (1) 47.57.31.77

14 Le football français malade des affaires :
La limitation de la vitesse en ville

16 La mort de Michel Leiris
17 Sage Molière

18 Architecture : concours de transparence
19 à 21 Sciences-Médecine

Avant le débat parlementaire sur le « plan vert » de M. Lalonde

Le gouvernement veut créer une agence unique de l'environnement et des économies d'énergie

Le plan national pour l'environnement, qui définit une politique pour les dix prochaines années (le Monde du 16 juin), va faire l'objet d'un débat d'orientation à l'Assemblée nationale le 9 octobre. Mais dès le mercredi 3 octobre au conseil des ministres, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, devait faire une communication sur le projet de création d'une agence unique de l'environnement et des économies d'énergie. Le « plan vert » du gouvernement a aussi prévu la création d'un institut français de l'environnement (IFE), ainsi qu'une réforme du droit de l'eau, dont le projet vient d'être soumis aux différents départements ministériels.

La création de l'Agence française de l'environnement et des économies d'énergie a été précédée, au cours de l'été, par une sérieuse controverse. Inattendu, ce projet avait surgi en plein mois d'août, préparé discrètement par les services de Matignon. Approuvé par le Conseil d'Etat, il surprenait tout le monde, tant au ministère de l'Industrie qu'au secrétariat d'Etat à l'environnement. Et aujourd'hui encore, il inquiète les fonctionnaires de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), l'Agence nationale pour l'élimination et la récupération des déchets (ANRED) et l'Agence pour la qualité de l'air (AQA), que la nouvelle loi devrait fusionner dans cette Agence unique de l'environnement et des économies d'énergie.

Dans les services du ministère de l'environnement, à Neuilly, on ne comprend pas. « Je n'ai jamais vu sortir ainsi en plein mois d'août un projet de loi tout fleuri, avec l'aval du Conseil d'Etat, sans aucune consultation préalable des intéressés », dit un chef de service. Quant à M. Christian Mettelet, directeur de l'ANRED, il ne décolère pas : « C'est insensé de disposer ainsi des gens sans même daigner les aviser ! »

Lui qui, depuis des années, a cherché à imposer une image de marque à son agence — les « Transformateurs » — craint de voir ses efforts anéantis. Menacée de suppression quand M. Alain Carignon (RPR) était ministre responsable de l'environnement, l'ANRED avait refait surface difficilement, malgré le soutien de M. Brice Lalonde. Quant à l'AQA, que M. Carignon avait eu le projet d'installer dans sa ville de Grenoble, elle avait, elle aussi, difficilement surmonté l'épreuve d'un patron « politique », très lié au maire de Grenoble.

Au cabinet de M. Brice Lalonde, on était aussi réservé sur ce projet d'agence unique de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. On reconnaissait certes qu'il y a « une certaine logique à regrouper les trois agences », mais on craignait la main-

mise du ministère de l'Industrie sur les deux organismes qui ne dépendaient que du ministère de l'environnement, l'ANRED et l'AQA.

La logique admet que les économies d'énergie contribuent à réduire la pollution atmosphérique et que l'incinération des déchets, par exemple, permet des économies d'énergie en alimentant le chauffage urbain. Mais la logique « productiviste » du ministère de l'Industrie, en revanche, n'est pas celle du ministère de l'environnement.

Une « co-tutelle » avec l'industrie

Le projet de loi, qui ne comprend que sept articles, est très net. Il dissout les trois agences existantes et les remplace par un organisme unique, qui s'appellera Agence française pour l'environnement et les économies d'énergie, établissement public à caractère industriel et commercial. Cette agence récupère les tâches dévolues aux trois anciennes agences et se voit confier en outre la question de la pollution des sols et celle des nuisances sonores, actuellement prises en charge par les fonctionnaires de la « mission bruit ».

Seule lui échappe la pollution de l'eau, qui reste l'apanage des agences financières de bassin, rebaptisées « agences de l'eau » dans le projet de loi sur l'eau. C'est donc plus que la simple addition des trois agences, mais moins que ce qui avait été envisagé dans la première version du « plan vert », qui prévoyait, dans chaque région, une agence unique, regroupant les missions eau, air, déchets, énergie et bruit.

Mais le problème de la nouvelle Agence française de l'environnement n'est pas tant l'étendue de ses compétences, assez faciles à cerner, que la multiplicité des tutelles qui risquent de peser sur elle. Aux termes du projet tel qu'il a été accepté par le Conseil d'Etat, l'AFEME était placée sous la tutelle de... trois ministères : l'énergie, c'est-à-dire l'Industrie, la recherche et l'environnement.

La double tutelle de l'industrie et de la recherche fonctionnait déjà mal avec l'ancienne Agence française de la maîtrise de l'énergie. On pouvait craindre la pire avec une triple tutelle. Trois tuteurs de poids inégaux au sein du gouvernement, comme sont inégales les trois agences dissoutes. L'AFME compte 370 agents et dispose d'un budget de 470 millions de francs. L'ANRED n'a qu'une centaine de fonctionnaires et un budget de 109 millions de francs et l'AQA une trentaine de personnes, avec un budget de 190 millions de francs. A la suite



d'ultimes navettes entre les ministères concernés et Matignon, il semble qu'un compromis ait été trouvé.

L'idée retenue avant le conseil des ministres du 3 octobre était l'instauration d'une « co-tutelle de l'Industrie et de l'environnement avec prééminence de l'environnement ». Au ministère de M. Lalonde, un certain soulagement est enregistré.

ROGER CANS

Une réforme complète du droit de l'eau

Les nouveaux usages de l'eau, mis en lumière par deux années de sécheresse, ont rendu indispensable une refonte complète du droit qui codifie les différents usages et la police de l'eau. Depuis 1964, en effet, date du dernier texte en la matière instituant les agences financières de bassin, on n'avait pas remis à jour la réglementation, dispersée entre plusieurs codes et une douzaine d'administrations différentes.

Le projet qui sera soumis au Parlement commence donc par

prélèvements ou déversements, qu'ils soient effectués au fil de l'eau ou par des forages en profondeur. Jusqu'à présent, seuls les industriels consommant plus de 8 m³ à l'heure devaient se déclarer. Tous les prélèvements ou déversements, dorénavant, devraient faire l'objet d'une procédure écrite, y compris pour l'irrigation agricole.

Facturation à la consommation

On imposera aussi l'installation de compteurs sur les tuyaux de prise d'eau ou de rejet au fleuve. Enfin, pour que chacun paie réellement en fonction de sa consommation, la pratique du forfait dans la facturation d'eau sera abandonnée.

De même que les communes avaient la responsabilité de la collecte des déchets et de l'adduction d'eau, elles seront désormais chargées de la collecte et du nettoyage des eaux usées. Les communes de plus de 20 000 habitants devront aussi collecter les eaux pluviales et les traiter, car les eaux de pluie constituent une source importante de pollution. Les permis de construire ne pourront être délivrés que si le raccordement au réseau d'assainissement est assuré.

Enfin, les agences financières de bassin, transformées en « agences de l'eau », vont voir leurs compétences étendues et en même temps mieux contrôlées par les élus du Parlement. Ces agences, chargées de percevoir des taxes auprès des gros pollueurs, pourraient collecter aussi les redevances versées par la navigation fluviale, ou d'éventuelles taxes imposées pour l'usage d'engrais chimiques ou de pesticides. Ce qu'on appelle le principe du « guichet unique ».

Ce guichet, le seul en France à percevoir un impôt qui n'est pas voté par le Parlement, va s'ouvrir justement au contrôle des élus. Ceux-ci, représentés désormais dans les comités de bassin, voteront tous les cinq ans le quotient qui permet de définir l'assiette de l'impôt sur l'eau.

R. C.

Un colloque sur le « statut des juifs » de Vichy

Les lois de l'infamie

Le 1^{er} octobre 1940 se tint à Vichy un conseil des ministres peu ordinaire puisqu'il adopta un « statut des juifs ».

Cette loi, datée du 3 octobre, publiée au Journal officiel du 18 octobre, définissait et organisait un régime discriminatoire que devait ultérieurement préciser et aggraver le second statut en date du 2 juin 1941. D'autres textes portant sur les juifs d'Algérie et les ressortissants

étrangers de race juive virent, dès octobre 1940, compléter la lourde législation antisémite de Vichy, qui se révéla lourde de conséquences pour nombre de juifs français ou établis en France.

Organisé par le Centre de documentation juive contemporaine, cinquante ans, jour pour jour, après ce fatal conseil des ministres, un colloque (1), présidé dans

les locaux du Sénat par M. Robert Badinter, a permis d'analyser causes, modalités et effets de ce statut des juifs. Colloque nécessaire, insista le président du Conseil constitutionnel, « à cet instant précis où la mémoire vivante se transforme en Histoire ».

Une Histoire qu'il importe de « mettre à l'abri des entreprises révisionnistes ».

D'où vient ce « statut des juifs de Vichy », cette « infamie », pour citer encore M. Badinter, à l'égard des juifs français qui, tout à coup, deviennent des citoyens de seconde zone ? De loin, si l'on suit l'historien israélien Zeev Sternhell. Pour ce dernier, accablé au pouvoir, en 1940, une tradition politique résolument hostile, depuis la fin du dix-neuvième siècle, à la tradition et aux principes issus de 1789. La « Révolution nationale » contre la Révolution française.

En six mois, le vieux combat contre la démocratie libérale, associée par ses détracteurs à l'individualisme et au matérialisme, tourne à l'avantage de ceux qui s'étaient jurés de jeter à bas l'héritage des Lumières. Le déterminisme biologique et culturel triomphe, porté, comme l'explique M. Sternhell, par une « tradition organiciste » qui privilégie un « nationalisme biologique et racial ».

« Infamie » du pouvoir pétainiste, de ses maîtres d'œuvre, le statut des juifs sera aussi le déshonneur des politiciens-juristes qui l'élaborèrent ou l'appliquèrent puis des spécialistes qui, ensuite, le commentèrent sans sourciller, drapés dans le manteau commode du positivisme juridique. La loi du 3 octobre 1940 est l'œuvre de Raphaël Alibert, garde des sceaux, ancien conseiller d'Etat. Un ancien avocat, Xavier Vallat, premier responsable du Commissariat général aux questions juives

créé en mars 1941, sera l'utilisateur frénétique du statut, toujours à la recherche de « perfectionnements » de la législation antisémite.

Quant aux juridictions, jusqu'à la plus haute, le Conseil d'Etat, elles ne brillèrent pas par leur résistance même discrète, à cette législation antisémite de Vichy, ni par leur passion à protéger leurs membres juifs.

Une sinistre définition

Le statut des juifs, point fort d'une législation antisémite esquissée dès juillet 1940 avec la révision des naturalisations, ne saurait donc être décrit comme marque de l'obéissance aux exigences de l'occupant nazi. Qu'il s'agisse de ses fondements politiques ou du zèle mis à l'appliquer, la législation antisémite française rejoint, et quelquefois précède ou dépasse en rigueur, le modèle allemand.

« Est regardée comme juif pour l'application de la présente loi toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif » : la sinistre définition de l'article premier du statut de 1940 introduit d'amples interdictions d'accès à la fonction publique et aux métiers de la presse écrite, de la radiodiffusion, du cinéma.

Le second statut, plus dur

encore que le premier, renforcera ces interdictions et s'attaquera, comme l'a rappelé M. Denis Peschansky (CNRS), aux domaines économique et financier. Dans ces conditions, le droit et la justice jouent pleinement le rôle de légitimation et de banalisation d'un antisémitisme qui sera ensuite soigneusement relayé et géré par diverses administrations.

M. Louis Joinet, avocat général près la Cour de cassation, a décrit l'étrange voyage qu'il a accompli, il y a quelques années, comme membre de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés, dans l'univers des multiples fichiers engendrés par l'application du statut des juifs. Plus tard, au cours de la guerre, la police n'aura qu'à puiser dans cette manne providentielle pour préparer l'immense rafle du Vélodrome d'hiver au cours de laquelle quelque 12 000 juifs seront arrêtés.

« Régime de ségrégation »

Une partie de ces fichiers naissent de l'application méticuleuse du statut en matière d'interdiction professionnelle puis économique. Ils sont comme la face visible d'une réalité par ailleurs très méconnue, « peut-être la plus ignorée de la persécution », a souligné M. David Douvrette, historien : la spoliation des juifs français. Spoliations légalisées par l'application du statut ou spoliations sauvages : rien ne sera

épargné aux victimes juives de Vichy. Dossier bien difficile à ouvrir aujourd'hui, faute d'accès aux sources, quand elles existent, et parce qu'il contient probablement de bien cruelles révélations.

Au total, c'est un véritable « régime de ségrégation », selon l'expression employée par M. Pierre Truche, procureur général près le cour d'appel de Paris, qu'institue le statut et son cortège de « marquages, parquages, suppressions de droits » en tout genre.

Une fois commencée, l'entreprise qu'engendre le statut des juifs ne s'arrêtera plus. Ils seront, implicitement ou explicitement, considérés d'une valeur humaine qui tend vers zéro, la zéro de la « solution finale », de l'antisémitisme. Un effrayant rappel qui conduit nécessairement à l'ultime question posée par M. Truche : « Où commençant les persécutions qui deviendront des crimes contre l'humanité ? »

MICHEL KAJMAN.

(1) Les actes de ce colloque seront publiés par le Monde juif, revue du Centre de documentation juive contemporaine, qui a d'ores et déjà fait paraître un volume de documents relatifs au statut des juifs de Vichy.

75 représentations exceptionnelles

THEATRE DE L'ATELIER

NICOLE GARCIA
JEAN-PIERRE MARIELLE
DIDIER SANDRE

PARTAGE
DE MIDI

de
PAUL CLAUDEL

Mise en scène BRIGITTE JAKUES

avec

FRANÇOIS BERLEAND

LOCATION 46.06.49.24

SOCIÉTÉ

SPORTS

Un rapport de la commission nationale de discipline

Le football français malade des « affaires »

Manœuvres de déstabilisation, rumeurs de corruption, écoutes téléphoniques... Un rapport remis le 1^{er} octobre aux autorités du football français par la commission nationale de discipline de la ligue nationale évoque divers « faits graves, précis et concordants » qui pourraient conduire à des sanctions à l'encontre de certains joueurs ou dirigeants. La commission soulignerait également des investigations plus poussées auprès des clubs de Marseille et de Bordeaux.

Le football français vit plus que jamais à l'heure des « affaires » et de la rivalité entre l'Olympique de Marseille et M. Bernard Tapie et les Girondins de Bordeaux et M. Claude Beze. Un rapport confidentiel, remis lundi 1^{er} octobre à MM. Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football (FFF), et Jean Sadoul, président de la Ligue nationale de football (LNF), en apporte la confirmation : diverses affaires (manœuvres de déstabilisation, écoutes téléphoniques, accusations de corruption...) qui pourraient donner lieu à des sanctions après avoir déclenché de nouvelles polémiques y sont évoquées.

Ce texte a été rédigé par les sept membres de la commission nationale de discipline (CND) de la ligue nationale. Créée dans une relative indifférence le 23 mars 1990, la CND est composée de personnalités pour la plupart extérieures au milieu du ballon rond, essentiellement des juristes (1). Confrontées à l'époque à la multiplication des accusations et des déclarations injurieuses, les instances du football avaient mis en place cette commission ayant compétence pour instruire les « manquements graves à la morale sportive » et ce « quels qu'en soient les auteurs ».

Après trois mois et demi d'investigation, elle a donc rendu un premier rapport de vingt-trois pages (et... deux cents pages d'annexes) sur diverses affaires. Il en ressort qu'elle se sent désormais à l'étroit dans le rôle qui lui avait été imparti. Elle souhaite poursuivre son travail avec des pouvoirs étendus, surtout en matière disciplinaire car, selon les termes utilisés en conclusion, elle s'est retrouvée confrontée à un « certain nombre de faits graves, précis et concordants de nature à justifier d'investigations poussées et d'écoutes téléphoniques » à l'encontre de certains dirigeants ou joueurs pourrissent déboucher sur des sanctions allant du simple avertissement à la suspension à vie.

Une « petite bourse » pour un pénalty

Tout au long de ce rapport dont chaque mot aura été pesé pour éviter toute contre-attaque juridique, les membres de la commission n'accusent personne, ils précisent ainsi qu'ils n'ont pu constater de « culpabilité » à l'encontre des dirigeants de l'Olympique de Marseille – accusés par M. Beze de tentatives de corruption auprès de joueurs adverses avant des matches de l'OM.

Selon des sources proches du milieu du football, la CND ne disposerait d'ailleurs d'aucune preuve concrète allant dans ce sens. Mais, sur l'ensemble des dossiers, nombre de ses représentants seraient animés

par une intime conviction qui les incite à persévérer. La CND a par ailleurs noté que « les arguments de M. Claude Beze et de M. Bernard Tapie ou de M. Jean-Pierre Bernès (directeur général de l'OM) ont été rarement accompagnés de preuves ou de réfutations décisives et ne correspondent pas toujours aux déclarations de joueurs et de directeurs sportifs entendus ».

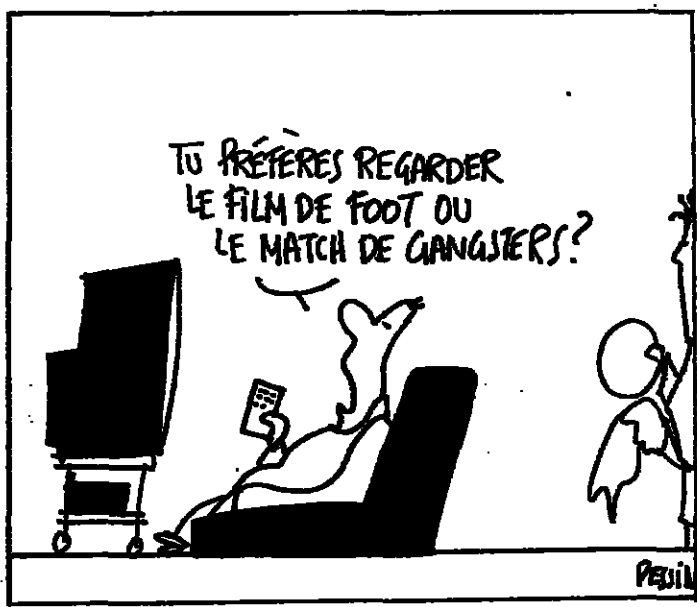
Les deux affaires les plus graves concernent l'Olympique de Marseille dont les dirigeants – MM. Tapie et Bernès – sont accusés par M. Claude Beze d'avoir voulu fausser le championnat 1989-1990 en proposant d'importantes sommes d'argent à des joueurs adverses afin qu'ils favorisent l'OM d'une manière ou d'une autre. Les investigations de la commission ont porté sur trois rencontres.

Première affaire : Bordeaux-Marseille (le 21 octobre 1989, victoire de

die, victoire de Marseille 2-0). Selon M. Beze, les dirigeants marseillais auraient tenté de faire pression sur le gardien de but de Caen, Philippe Montanier, pour qu'il se montre maladroït face à l'OM. Le président girondin assure que la proposition aurait été transmise par un représentant de l'OM à Jean-François Domergue, le manager du club bordelais, mais que, là encore, elle n'aurait pas abouti.

« Tentative de déstabilisation »

Vendredi 13 juillet, devant la commission, M. Domergue a reconnu avoir fait l'objet d'une telle proposition d'abord à l'occasion d'une conversation téléphonique puis, de manière plus précise, lors d'un repas avant le match. Mais il en a atténué la gravité en expliquant qu'il n'avait pas pris cette offre au sérieux : « La



Bordeaux à domicile : 3-0). A en croire Claude Beze, Philippe Verzy, joueur de l'OM, aurait téléphoné au Bordelais Didier Senac – les deux hommes sont amis d'enfance – avant la partie pour qu'il provoque, moyennant une certaine somme d'argent, un pénalty sur le Marseillais Jean-Pierre Papin. Entendu le 4 juillet, Senac a reconnu avoir reçu un appel de son ami lui proposant une « petite bourse » (200 000 francs ou 500 000 francs, il ne se souvenait plus du montant exact). Mais tous les deux ont déclaré qu'il s'agissait uniquement d'une « plaisanterie » comme il leur arrive souvent d'en faire entre eux.

Cette « plaisanterie » n'a pas empêché Didier Senac d'informer son capitaine, Patrick Battiston, lors de la collation d'avant-match. Battiston n'a, semble-t-il, guère apprécié le sens de l'humour de son coéquipier puisqu'il en a aussitôt parlé à son entraîneur, à l'époque le belge Raymond Goethals, ainsi qu'à M. Beze. Le 4 juillet, Patrick Battiston est venu confirmer devant la CND qu'il avait jugé bon d'en référer à son entraîneur. Dans cette affaire, la commission aurait relevé quelques contradictions suffisantes (par exemple le fait que Senac évoque une somme d'argent et que Verzy n'en ait pas cité un chiffre) pour l'inciter à poursuivre son enquête.

Seconde affaire : Caen-Marseille (le 11 novembre 1989 en Norman-

personne qui m'a appelé au téléphone est Jean-Pierre Bernès, qui m'a proposé une somme de 500 000 francs pour Montanier pour qu'il ne soit pas bon mais j'ai pris cela sans y attacher d'importance ». Et Domergue de préciser : « Ces propos énoncés avec assurance ou ironie relevaient plus d'une tentative de déstabilisation ».

Cela ne l'a pourtant pas empêché, quelques semaines plus tard, de relater l'affaire à Alain Giresse qui était à l'époque directeur sportif des Girondins. Également interrogé par la CND, Alain Giresse a confirmé la version de Domergue, assurant, lui aussi, qu'il ne fallait pas accorder une importance excessive à cette manœuvre. Lui-même l'a pourtant estimée suffisamment importante pour avertir le président Beze.

Quant au gardien de but concerné, Philippe Montanier – aujourd'hui à Nantes après avoir été un moment en négociation avec l'Olympique de Marseille – il a nié avoir été contacté par le club marseillais de quelque manière que ce soit. Domergue a pourtant affirmé l'avoir mis au courant aussitôt après le match.

A l'évidence, les preuves manquent et la culpabilité des dirigeants marseillais n'est certainement pas acquise. Mais le flou entourant ce dossier et les multiples contradictions qui ressortent de divers témoignages – la version de Jean-Pierre Bernès est très différente de celle de Domergue puisque le dirigeant de l'OM admet avoir évoqué une somme de 500 000 francs mais uniquement dans le cadre d'une ébauche de négociation en vue d'un transfert – expliqueraient, là encore, l'empressement de la CND à poursuivre son enquête en organisant des confrontations.

Écoutes téléphoniques

Troisième match, Saint-Etienne-Marseille (le 25 avril 1990 au stade Geoffroy-Guichard : 0-0). Interrogé pour la première fois le 7 juin 1990, le président bordelais a fourni une cassette qui contenait, d'après lui, l'enregistrement d'une communication téléphonique entre M. Tapie et M. Bernès. Le 13 juillet, lors d'une seconde confrontation, M. Beze a assuré avoir acheté cette bande – 50 000 francs, payés avec l'argent du

□ AUTOMOBILISME : Nigel Mansell chez Williams-Renault. – Renonçant à prendre sa retraite comme il l'avait envisagé, le pilote anglais de formule 1, Nigel Mansell, actuellement chez Ferrari, a signé, pour la saison 1991, un contrat en faveur de l'équipe Williams-Renault dirigée par son compatriote Frank Williams.

RELIGIONS

Considérée comme un « premier pas »

La loi sur la liberté religieuse en Union soviétique a été adoptée

Le projet de loi sur la « liberté de conscience et des organisations religieuses » a été définitivement adopté, lundi 1^{er} octobre à Moscou, par le Soviet suprême de l'URSS. Les Églises et différentes confessions disposent ainsi pour la première fois depuis la révolution de 1917 d'un texte qui garantit leurs activités.

L'adoption, en seconde lecture, de cette loi a été laborieuse au Parlement soviétique. Mercredi 26 septembre, le vote article par article avait dû être renvoyé au lundi 1^{er} octobre (le Monde du 28 septembre) faute de quorum et d'accord sur la possibilité d'un enseignement confessionnel dans les écoles de l'État, que réclamaient les députés religieux, notamment le patriarche de Moscou Alexis.

Après la création d'un comité de conciliation, le débat a été tranché avec le rejet de cette disposition par une large majorité de députés (303 favorables à ce refus, 46 contre). Les représentants des Églises n'ont pas davantage obtenu gain de cause sur la possibilité d'activités de culte au sein de l'armée, qui leur a aussi été refusée.

Il s'agit en revanche obtenu satisfaction sur la question de l'imposi-

tion des revenus des Églises. Ils jugeaient le texte du projet particulièrement pénalisant, avec l'imposition des entreprises travaillant pour l'Église, puis ensuite l'imposition de l'Église pour ses revenus. Cette double taxation a été supprimée par les députés.

Dans une conférence de presse, jeudi 27 septembre, des responsables religieux orthodoxes et juifs avaient souligné « les insuffisances » de cette loi tout en reconnaissant qu'il s'agissait d'un « premier pas ». Cette loi prévoit notamment la suppression des contributions de l'État aux activités athées, ainsi que la liberté d'ouvrir des écoles religieuses. Elle accorde aux élèves de ces écoles les mêmes droits qu'aux autres.

Cette loi va maintenant devoir être complétée par des textes adoptés par les Parlements de chacune des quinze Républiques soviétiques. Des difficultés pourraient éventuellement surgir dans certaines d'entre elles où une Église est en conflit avec une autre, comme en Ukraine avec la rivalité entre l'Église orthodoxe et l'Église uniate, de rite byzantin, mais sous l'autorité du Vatican. – (AFP).

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Espérant une réduction du nombre des accidents

Le gouvernement veut abaisser à 50 km/h la vitesse maximale dans les agglomérations

Le conseil des ministres devrait adopter, le mercredi 3 octobre, un projet de décret limitant à 50 km/h la vitesse maximale en agglomération, au lieu de 60 km/h actuellement. Cette limitation serait modulée pour tenir compte des aménagements spécifiques ; par exemple, elle pourrait être portée à 70 km/h sur des voies importantes ou réduite à 30 km/h dans les traversées difficiles. On attend de cette mesure une réduction de 550 à 900 tués et de 8 000 à 16 000 blessés par an, notamment parmi les deux-roues et les piétons qui paient le plus fort tribut à la circulation urbaine.

La France rejoint ainsi les pays qui ont choisi de faire rouler, en ville, les voitures à petite vitesse. En Europe, l'Allemagne, le Danemark, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, les Pays Bas, la Suisse, l'Autriche, la Suède, la Norvège, la Finlande et le Royaume Uni l'ont précédée dans cette voie. Les expériences menées dans la CEE se sont révélées concluantes pour la sécurité routière : ainsi, l'abaissement de la vitesse en Suisse avait diminué de 9,3 % le nombre des accidents corporels en 1982 et la même mesure au Danemark, en 1985, avait réduit de 8,7 % le nombre des acci-

dents, de 24 % celui des tués et de 7 % celui des blessés graves.

A Limoges, Strasbourg et Dunkerque, où la vitesse avait été réduite à 50 km/h à titre expérimental depuis le début de l'année, les résultats ont aussi été probants. On a relevé, au total, 18 % de victimes de moins. A Limoges même, le nombre des tués est tombé de quatorze à sept.

Le principal grief qui est adressé à la vitesse de 50 km/h en ville est qu'elle risque de ne pas être plus respectée que la limitation actuelle à 60 km/h. D'après les sondages, en 1989, 37 % des conducteurs de voitures de tourisme respectaient les 60 km/h imposés ; 51 % roulaient entre 60 et 80 km/h et 12 % à plus de 80 km/h.

Les spécialistes font valoir que la réduction de 10 km/h de la vitesse limite obligera l'ensemble des conducteurs, y compris les contrevenants, à en tenir compte, ce qui aura pour effet de réduire de 2 à 5 km/h la vitesse moyenne de la circulation. Les risques et la gravité des accidents s'en trouveront réduits, car le trafic s'homogénéisera en même temps que le nombre de dépassements se réduira.

ALAIN FAUJAS

ESPACE

□ Lancement d'un satellite militaire américain. – Une fusée Delta 2, lancée depuis Cap Canaveral, a mis sur orbite lundi 1^{er} octobre un satellite Navstar d'aide à la navigation militaire. Le lancement avait été reporté à deux reprises en raison du mauvais temps. Ce satellite est le neuvième

Navstar lancé depuis février 1989. Quinze autres doivent être lancés à 1993. Ce réseau est destiné au guidage des navires, avions, et même simples fantassins, grâce à de petits récepteurs radioportables. Il pourrait être étendu à certains usages civils comme la localisation des véhicules. – (Reuters, AFP).

JUSTICE

Déclenché par le projet de budget

L'intersyndicale des magistrats, avocats et fonctionnaires appelle à une journée nationale d'action le 23 octobre

Après plus de cinq heures de débats, lundi 1^{er} octobre, l'intersyndicale des magistrats, avocats et fonctionnaires de justice a annoncé l'organisation, le mardi 23 octobre, d'une journée nationale d'action contre le projet de budget du ministère de la justice. Les neuf syndicats, qui représentent 90 % du monde judiciaire (seule l'Association professionnelle des magistrats, classée à droite, n'en fait pas partie) demandent par ailleurs audience au premier ministre. L'intersyndicale considère, en effet, que le projet de budget, tel qu'il a été annoncé le 19 septembre par la Chancellerie (le Monde du 20 et 22 septembre) est bien loin des promesses qu'avait faites M. Michel Rocard au mois de février lorsqu'il annonçait que la justice serait une

priorité de son gouvernement en 1991. Les syndicats estiment qu'il n'y aura véritablement de « priorité » que si le gouvernement s'engage dans un plan pluriannuel concernant l'emploi, l'amélioration du fonctionnement des juridictions, le renforcement du dialogue social et une vraie politique d'accès au droit.

Certains syndicats avaient envisagé de lancer immédiatement un mot d'ordre de grève nationale, comme les y pousse d'ailleurs leur base. C'est une formule différente qui a fini par être retenue après d'âpres discussions, mais certains ne cachent pas que la journée nationale d'action pourrait conduire au moins pendant une journée, à la paralysie de la machine judiciaire. Si les syndicats se donnent trois semaines avant

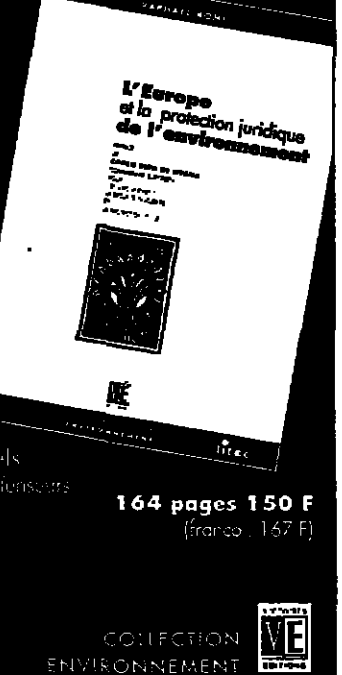
de déclencher leur mouvement, c'est d'abord pour permettre à deux organisations professionnelles qui pèsent lourd dans l'intersyndicale – le Syndicat autonome des fonctionnaires de justice et l'Union syndicale des magistrats – de tenir leur congrès avant le 23 octobre. C'est aussi autour de cette date que devrait démarrer la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.

Enfin, des rumeurs, une nouvelle fois, évoquent le départ prochain de M. Pierre Arpaillange. Bien que l'intersyndicale ait, à plusieurs reprises, insisté pour expliquer que le mouvement n'était pas dirigé contre l'actuel garde des sceaux, la Chancellerie ne semble plus aux yeux des syndicats, être l'interlocuteur capable de désamorcer les mécontentements.

L'EUROPE ET LA PROTECTION JURIDIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

Trop souvent négligée, la dimension européenne apparaît aujourd'hui comme essentielle dans la protection de l'environnement, surtout que les administrations nationales la respectent.

L'auteur, Raphaël BOMI, professeur agrégé de droit, présente la situation actuelle de l'environnement dans ses aspects juridiques, politiques et juridiques, synthétisant, pour les juristes et les défenseurs de la nature, la science comme une



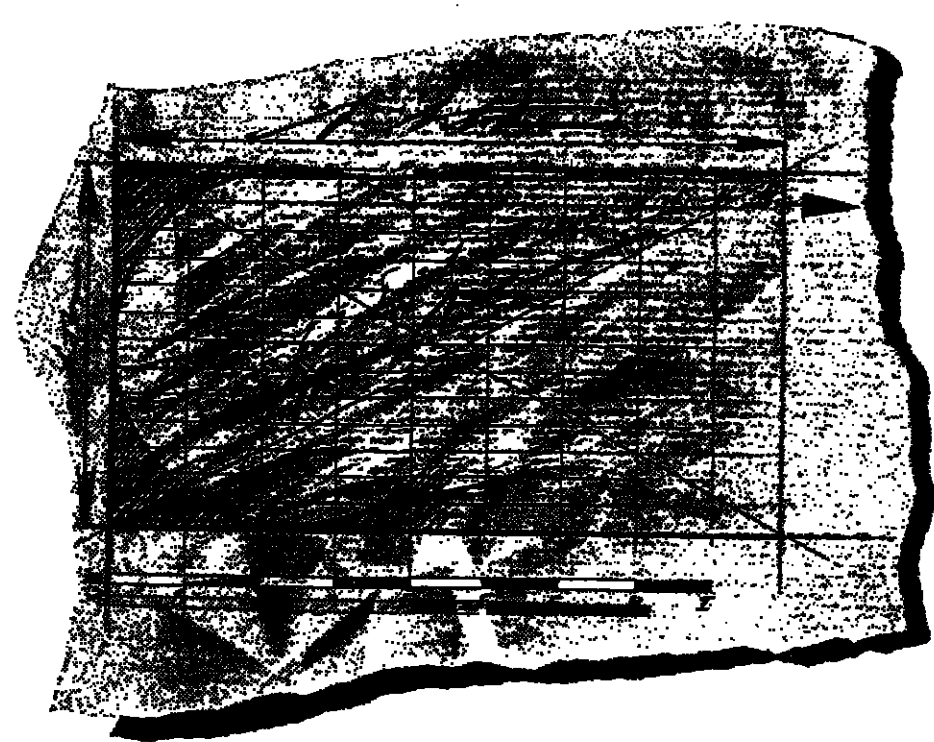
164 pages 150 F (franco 167 F)

COLLECTION ENVIRONNEMENT

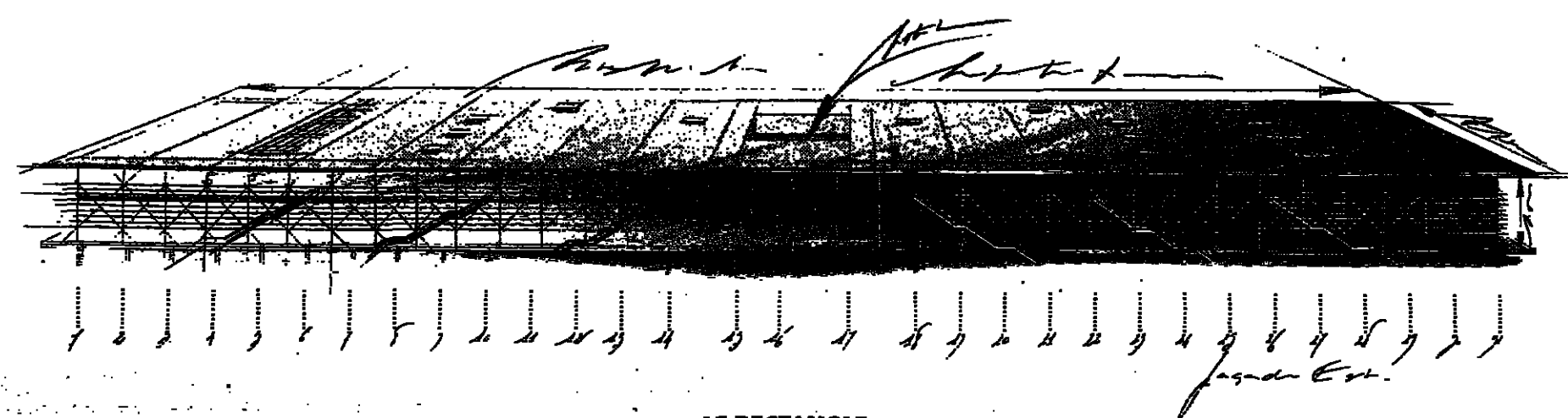
itec Diffusion
27, place Dauphine - 75001 Paris
26, rue Soufflot - 75005 Paris
158, rue Saint-Jacques - 75005 Paris
ou chez votre libraire spécialisé.

0531 07 11 04

JUSQU'A PRESENT,
UN RECTANGLE N'ETAIT QU'UNE FIGURE GEOMETRIQUE A QUATRE ANGLES DROITS.



AUJOURD'HUI
NOUS EN AVONS QUELQUE PEU ENRICHI LA DEFINITION :



LE RECTANGLE.
CENTRE D'EXPOSITION PERMANENT AU SERVICE DE L'EXPORTATION.

UN ATOUT ESSENTIEL
DANS VOTRE STRATEGIE A L'EXPORTATION.

Avec le Rectangle, la société Vitrine de France vous ouvre la porte des grands courants d'échanges et d'affaires internationaux. Le Rectangle est le nom de baptême d'un centre d'exposition permanent de 60 000 m² dans un immeuble conçu par l'architecte Jean Nouvel. Il regroupera les meilleures entreprises, des plus petites aux plus grandes, d'une dizaine de secteurs d'activités. Des stands intelligents équipés de matériel interactif permettront de présenter l'essentiel et le meilleur de vos produits et de provoquer une prise de contact direct. Tous les services communs (responsables sectoriels, centre d'affaires, centre de conférences, AFNOR, interprètes, etc.) contribueront à votre stratégie internationale.

ROISSY CHARLES DE GAULLE,
CARREFOUR D'AFFAIRES
ET DE COMMUNICATION EXCEPTIONNEL

Entre Roissy 1 et Roissy 2, le Rectangle est le lieu idéal

pour les rencontres efficaces entre les entreprises françaises et les hommes d'affaires internationaux. Aujourd'hui, plus de 10 millions de voyageurs d'affaires par an, venus du monde entier, demain plusieurs dizaines de millions. Vous serez au cœur des affaires en Europe.

DYNAMISEZ L'IMAGE
DE VOTRE ENTREPRISE
EN L'ASSOCIANT A UN PROJET
PRESTIGIEUX.

Créé par la société Vitrine de France et bénéficiant du soutien des autorités publiques et de concours bancaires et professionnels importants, le Rectangle est un grand projet national au service des échanges internationaux et de la communication de votre entreprise.

Aux côtés de vos confrères et partenaires, des entreprises les plus dynamiques, saisissez l'occasion d'augmenter encore vos performances.

Pour 120 000 FHT/an*, votre stand intelligent permanent vous attend.

N° VERT 05.39.19.77
APPEL GRATUIT

LE RECTANGLE



LE MONDE DES AFFAIRES
DANS UN RECTANGLE

*rendement annuel pour un stand de base de 60 m², dont l'entrée forcée de 10 000 FHT en sus (jusqu'à 100 000 FHT) - stand intelligent de 12 m² à 105 m² également disponibles. © 1990 Vitrine de France

CULTURE

La mort de Michel Leiris

La reconnaissance de l'autre

L'écrivain Michel Leiris est mort dimanche 30 septembre dans sa maison de Saint-Hilaire (Essonne) à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Proche du groupe surréaliste dans les années 20, il avait mené de front son œuvre littéraire (voir l'article de Pierre Lepape dans le Monde du 2 octobre) et sa carrière d'ethnologue, travaillant au Musée de l'homme jusqu'à sa retraite en 1971. Outre *L'Afrique fantôme*, publié en 1934, ses livres les plus connus sont ses écrits biographiques, notamment *l'Âge d'homme*, en 1939, et les quatre volumes de la *Règle du jeu*. M. Jack Lang, ministre de la culture, a salué en lui « un grand maître d'une infinie modestie », ajoutant : « Il était un homme au savoir universel, au savoir sans frontières, qui pouvait passer de la littérature à l'histoire et de la peinture aux autres formes d'art. » Pour sa part, M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, a rendu hommage au « combat antiraciste et humaniste de toute sa vie d'intellectuel curieux, inlassablement exigeant, constamment ouvert aux idées et aux créations nouvelles. »

Une large part de la vie de Michel Leiris fut indissociable du Musée de l'homme. Il contribua à son établissement, à sa renommée et à son influence. Il y forma des amis, des fidèles. Il y trouva son lieu – un bureau du département de l'Afrique Noire, dans le voisinage de Denise Paulme – qu'il occupa avec une extraordinaire régularité quotidienne jusqu'à ces derniers temps. Il y conservait ses livres, ses signes, ses repères ; il y accomplissait le rite qui gouvernait son travail d'écriture de chaque jour. C'est là que je le rencontrai durant les années quarante et reçus son initiation, à l'Afrique et au métier littéraire.

L'écrivain a fini par masquer l'ethnologue, alors qu'ils restent inséparables. Les écrits savants de Leiris sont des textes, l'œuvre littéraire est nourrie d'une ethnologie retournée vers soi. L'autre, dans sa singularité, et les cultures extérieures, dans leurs différences, reportent nécessairement à l'interrogation personnelle. L'ethnologie de l'autre est aussi une « ethnologie » du Je ; seul Michel Leiris sut reconnaître totalement cette contrainte et s'y soumettre jusqu'à ses conséquences extrêmes. Son célèbre journal ethnographique, *L'Afrique fantôme* (1934), scandaleux par sa vérité et sa sincérité lors de la publication, accompagne d'une certaine façon son autobiographie, *l'Âge d'homme* (1939), livre du dévoilement.

Son œuvre manifeste à quel degré l'ethnologie est un art, un savoir-comprendre et un savoir-dire, tout autant qu'une science formalisée. Décrypteur de cultures extérieures, inconnues ou méconnues, l'ethnologue ne peut se soustraire à la discipline des mots. L'expression de sa connaissance requiert un art littéraire. À ce titre, le livre de Leiris est d'une valeur inestimable. Ses amitiés, car il était homme d'amitié exigeante et non pas de « relations », restaient propices à cette conjugaison – dès la période du compagnonnage surréaliste, et dans la longue familiarité de Georges Bataille.

Au commencement de sa carrière ethnologique, il y a la participation

à l'expédition Dakar-Djibouti (1931-1933), ce recensement transversal de l'Afrique noire dont Griaule fut l'initiateur et le responsable. Deux des ouvrages scientifiques de Leiris ont pour « terrain » les extrêmes de cette traversée, une culture de l'Ouest, une culture de l'Est. Le premier est consacré à l'un des peuples les plus notables par l'effet de l'éclairage ethnologique, les Dogon du Mali. Il traite de leur langue secrète et du système initiatique ; il restitue une culture du langage le plus chargée de sens ; il rend accessibles un savoir réservé et une représentation du monde dont l'ordonnance se précise par l'analyse sémantique (*La Langue secrète des Dogon de Sanga*, 1948).

Le second ouvrage est l'une des plus pénétrantes interprétations de la possession sacrée. À partir du culte éthiopien des génies zar, ces jumeaux invisibles des humains, ces occupants de la personne qui provoquent une transe sauvage et engendrent les maux, s'ils ne sont pas rituellement apaisés. Ce qui est mis en évidence, c'est le caractère de cette communication mystique et, surtout, son expression théâtrale. Le lien ainsi établi et sa révélation sont essentiellement dramatiques (*La Possession et ses aspects théâtraux chez les Éthiopiens de Gondar*, 1958).

Percer les apparences

Deux études, qui manifestent l'obstination de Leiris à percer les apparences, à saisir ce que les cultures et les individus tiennent en profondeur, à accéder aux retraites du sens et des sens. Elles montrent, avec d'autres textes, une certaine fascination pour ce qui relève de la vraie communication – alors qu'il était un homme fermement réservé – ainsi que des pratiques où le cérémoniel, le sacré et la mort sont en jeu. L'ethnologie du religieux est proche de l'*aficionado* qui fait place à l'art tautomachique dans son œuvre.

Plus généralement, il entretient la présence de l'art dans sa vie ; en une proximité que Louise Leiris, Kahnweiler et les peintres (Picasso et



Michel Leiris

Masson, notamment) lui assurent au long des années. Il est l'un de ceux qui rendent possible la reconnaissance de l'art nègre : il en interroge les façons et les formes, les significations et les fonctions ; il lui consacre un ouvrage qui reste la meilleure initiation aux arts négro-africains, à l'esthétique et à la sacralité qu'ils expriment (*L'Afrique noire : la création plastique*, 1967).

Le sacré, Leiris le retrouve dans les espaces de la diaspora noire et des métissages, aux Antilles où Alfred Métraux l'a chargé d'une

des enquêtes de l'UNESCO confrontant le racisme aux diversités culturelles (*Race et civilisation*, 1951, *Contacts de civilisations en Martinique et en Guadeloupe*, 1955). Il découvre le pays de son ami Césaire, en qui s'allient une continuité surréaliste, une négritude revendiquée et un militantisme révolutionnaire. Il se trouve en complète affinité, lui dont l'exigence de vérité et la sincérité ont nourri la dénonciation du colonialisme. Elles ont ainsi fait naître des solidarités

Point final

En 1988, dans *A cor et à cri* (Gallimard), Michel Leiris signait en ces termes sa propre nécrologie :

« En été comme en hiver, au printemps comme à l'automne, faites tremper pendant plusieurs jours dans vos pleurs et sursauts intérieures. Puis séchez, après avoir laissé reposer. Bientôt, une neige apparaîtra, proliférera, et, d'un mouvement vif, vous la battrez. Après floraison, vous n'aurez plus qu'à mettre le point final et à dormir sur vos lauriers jusqu'à ce que la fièvre que vous vouliez juguler revienne. »

« Persévérez dans ce régime d'écueil faisant tourner sa roue, alimentez diversement votre moulin et, au bout de quelques décennies, vous aurez droit – si le sort a été quelque peu votre ami – à votre page nécrologique (avec portrait peut-être) dans le très honorable quotidien du soir le Monde. »

« Une politesse en vaut une autre, aussi est-ce une feuille imprimée qui sera la prime vous récompensant publiquement d'avoir sans parcimonie approvisionné les presses d'imprimerie durant toute votre vie maintenant gelée. »

nouvelles qu'il défendait, avec Sartre, par le truchement des *Temps Modernes* et par l'aide apportée à la fondation de la revue *Présence africaine*. La disparition de Leiris, ethnologue, n'affaiblit pas seulement une discipline – celle qu'illustrèrent encore les *Cinq Études d'ethnologie* (1969). Elle fait taire une voix qui n'a jamais cessé de dénoncer ce qui s'oppose à la reconnaissance de l'autre, à la communication féconde des cultures ; et à la constante interrogation de soi.

GEORGES BALANDIER

Du surréalisme à l'ethnologie

Né à Paris le 20 avril 1901 d'un père fondé de pouvoir auprès d'un agent de change, Michel Leiris, après des études de lettres à la Sorbonne et à l'École pratique des hautes études, se lia au groupe surréaliste : il publie ses premiers textes dans la *Revue surréaliste* en 1925. Il rencontre l'ethnologue Marcel Griaule et participe à la mission Dakar-Djibouti qui, de 1931 à 1933, traverse l'Afrique centrale d'ouest en est : le récit de cette expérience est le sujet de *L'Afrique fantôme*, publié en 1934. Nommé attaché de recherche au CNRS, il entre cette année-là au Musée de l'homme : il y fera toute sa carrière, jusqu'à sa retraite en 1971, comme directeur du département Afrique noire.

Intellectuel engagé, il fut pendant quelques mois membre du PC en 1928, collabora à la *Critique sociale* de Souvarine et à *Documents* de Georges Bataille, avec lequel il créa le Collège de sociologie, fut avec Jean-Paul Sartre l'un des fondateurs des *Temps modernes* en 1945, signa le Manifeste des 121 sur le droit à l'insoumission pendant la guerre d'Algérie, s'associa au mouvement de mai 1968 et présida même, avec Simone de Beauvoir, l'association des amis du journal maoïste la *Cause du peuple*.

Un texte de 1946

« Mon grand-père déjà vieux... »

Les éditions Fourbis (1) publient, le 11 octobre, sous le titre *Jadis*, un récit autobiographique du grand-père de l'écrivain, Jacques-Eugène Leiris. Voici un extrait du portrait de celui-ci, écrit par Michel Leiris et paru dans les *Temps modernes* en avril 1946. Ce texte sert de préface à *Jadis*.

« De mon grand-père paternel, je ne connais que peu de chose. Il y a sa tombe au Père-Lachaise, où mon père est enterré lui aussi : tombe laïque, sans croix ni même le moindre symbole, dont il est le premier occupant. Il y a également un portrait, que je me rappelle avoir vu, durant nombre d'années et de manière quotidienne, accroché au mur, quand je vivais chez mes parents ; œuvre de son fils Jules, frère puîné de mon père et graveur, paraît-il, fort habile, ce portrait représentait mon grand-père déjà vieux, vu de face et assis, le buste pris (je crois) dans une redingote comme il était courant à cette époque, vêtement fait apparemment d'une étoffe grise, évoquée par une foule de menus traits qui en restituaient tous les plis, fruit d'une patience égale à celle qui avait pris pour but le visage sec et hardi, tapi derrière une broussaille de cheveux, de moustache et de favoris blanchis ou blanchissant. »

« Il y a, enfin, un registre assez volumineux et relié de toile noire rugueuse, registre qu'il m'est

advenu de feuilleter deux ou trois fois peut-être, quatre au plus, dans le cours de ma vie. Là, ont été consignés les souvenirs de mon grand-père relatifs à la révolution de 48 et aux fameuses journées de juin qui suivirent la fermeture des ateliers nationaux, relatifs également à sa déportation en Algérie et à Belle-Isle-en-Mer lorsqu'il dut, comme beaucoup de ses compagnons, subir la répression de l'émée à laquelle il avait pris part (...).

« Très instruit dans un institut de la région » (si j'en crois la sœur de mon père, qui fut de son métier institutrice avant d'épouser un entrepreneur de couverture et de plomberie), il appartenait à cette catégorie de Français qui plaçaient la liberté au premier rang de leurs revendications et firent de leur indépendance par rapport aux puissances d'argent un article de la religion.

« Fervent démocrate dont son grand-père, déjà, lui avait montré la voie lorsque, membre de la Convention et patron charpentier qui devait perdre tout son bien lors de la dépréciation des assignats, il équipa ses ouvriers pour lutter contre les Vendéens. Fervent, peut-être, point étranger tout à fait à la colère qui enflamma son père, durant les vilains jours de la fin de l'Empire, et lui fit défenestrer (d'un simple rez-de-chaussée, il est vrai) un Cosaque trop galant vis-à-vis de mon arrière-grand-mère. Fervent, à coup sûr, qui anima mon grand-père jusqu'à son dernier souffle et que n'atténuèrent pas les cinq années d'exil qui furent le prix de son activité d'émeutier. »

« Ayant obtenu, plusieurs années après sa libération, d'être nommé chef de gare dans la localité de Charenton, grâce à l'appui de Drouyn de Lhuys, alors ministre des affaires étrangères, il renouça à exercer cette fonction (qui, pour modeste qu'elle fût, lui aurait du moins assuré sa matérielle), car il eût fallu, pour occuper ce poste, adresser une supplique à Napoléon III, ce qu'il regarda comme incompatible avec sa dignité de républicain. »

(1) Fourbis, BP 425, 75527 Paris Cedex 11, distribution Distique.

L'ami de Picasso et de Giacometti le découvreur de Bacon

Michel Leiris a toujours eu des liens d'amitié solides avec quelques peintres et sculpteurs. André Masson fut l'un des premiers. Il l'avait connu à l'aube du surréalisme, dans l'atelier de la rue Blomet, où se retrouvaient autour de l'artiste, des écrivains et des poètes, dont Bataille et Limbour. Ce lieu aimanté, D. H. Kahnweiler le connaissait, qui cherchait à comprendre et soutenir ces nouvelles forces créatrices, notamment en éditant leurs recueils. Le jeune Leiris fut donc introduit dans le monde du célèbre marchand défenseur des cubistes, dont la galerie porterait un jour son nom. Ou plutôt celui de sa femme, Louise Leiris, qui était la belle-sœur de Kahnweiler. Mais il n'adhéra pas pour autant à tous les choix du grand patron de la galerie.

Leiris connaissait Masson, il connaissait Miro, qui habitait aussi rue Blomet, et dont il appréciait plus particulièrement les débuts, ces petits travaux oniriques des années 1924-26, où il compare l'alchimie lente opérée par le peintre à celle d'un ascète tibétain. Il connut intimement Picasso, le pilier de la galerie, dont il pensait qu'il était, au début des années 30, « le seul à soutenir la peinture ». Puis Giacometti, auquel il consacra, en 1929, dans la revue *Documents*, un premier texte, qu'il ouvre par cette remarque : « Qu'on ne s'attende pas à ce que je parle positivement sculpture. Je préfère DIVAGUER : puis-je les beaux objets que j'ai pu regarder et palper activement en moi la fermentation de souvenirs. »

L'œuvre

L'œuvre de Michel Leiris peut être divisée, assez arbitrairement, en cinq parties :

● La veine autobiographique : *l'Âge d'homme*, la *Règle du jeu* (*Bliffures*, *Fourbis*, *Fibrilles*, *Frères bruits*, le *Ruban au cou d'Olympie*, *A cor et à cri*). Tous parus chez Gallimard.

● La poésie : les poèmes datant de l'époque surréaliste ont été réunis dans *Mots sans mémoire* (Gallimard 1969), la plupart des autres dans *Haut mal* (Gallimard, coll. « Poésie », 1973). Il convient d'y ajouter, bien qu'il ne s'agisse pas de poèmes au sens strict, *Langage tangeage* (Gallimard, 1985).

● Essais critiques : la plupart des articles critiques sont réunis dans *Brisées* (Mercure de France, 1969). Il faut y ajouter deux livres sur Francis Bacon : *Francis Bacon ou la vérité crânée* (Fata Morgana, 1974) et un gros

volume très illustré, *Francis Bacon* (Albin Michel, 1983).

● Roman : Michel Leiris n'a publié qu'un seul roman, dans l'inspiration du surréalisme et surtout de Raymond Roussel, *Aurora*, paru en 1946 chez Gallimard et réédité récemment chez ce même éditeur dans la collection « L'Imaginaire ».

● Ouvrages ethnologiques : *L'Afrique fantôme* (Gallimard, 1934) la *Langue secrète des Dogons de Sanga* (Institut d'Ethnologie, 1948), *Race et civilisation* (UNESCO 1951), la *Possession et ses aspects théâtraux chez les Éthiopiens de Gondar* (Plon, 1958), *Afrique noire*, en collaboration avec Jacqueline Delange, (Gallimard, coll. « L'univers des formes », 1967), *Contacts de civilisation en Martinique et en Guadeloupe*, (UNESCO-Gallimard, 1971).

Leiris qui reconnaît alors dans les sculptures de Giacometti l'aspect et le pouvoir des « fétiches », insiste sur l'état de « crise » qui leur ont donné naissance : « Tout ce qu'il fait est comme la pétrification d'une crise, l'intensité d'une aventure rapidement surprise – et aussitôt figée, la borne kilométrique qui en témoigne. » Plus tard, il y reviendra. L'évolution de l'œuvre, où se manifeste la conscience de la faiblesse du corps menacé d'effritement, qui est « hâte jusqu'au bout avec un réel en fuite » éveillant en lui un intérêt encore plus passionné (Pierres pour Alberto Giacometti, 1951, et *Vivantes Centres*, inconnues, 1961).

« Hasards subjugués »

Enfin Leiris découvrit Bacon, dont il est le premier, en France, à signaler l'importance et la marginalité dans l'art de son temps, à l'occasion d'une exposition à la galerie Maeght, en 1966. Là encore son propos n'est pas de saisir « ce que disent les œuvres à l'historien d'art, mais ce que lui ont dit les peintures ». Là encore, et plus que jamais fasciné par le sujet figuré – la vulnérabilité du corps – il s'interroge sur la façon qu'ont les tableaux de Bacon d'imposer leur présence, cherchant à se situer au plus près, au plus profond des gestes créateurs, faisant la part de la spéculation et des « hasards subjugués », en des textes magnifiques, de haute conscience.

« Pour moi, dira Bacon à propos de Leiris, son œuvre est non seulement un document qui contribue à enrichir notre connaissance de l'homme, mais aussi un témoignage personnel qui me touche profondément. Le désespoir, les moments d'éclat, les chaînes compliquées se déroulent tout au long de cette tragique et merveilleuse corde raide tendue de la naissance à la mort. »

GENEVIÈVE BRIEFRETTE

► Des entretiens entre Michel Leiris et Jean Schuster paraîtront au Terrain Vague, sous le titre *Entres Angures*, à la fin du mois d'octobre.

MCO3
HUBERNY

L'Ecole des Femmes
Molière
Mise en scène Alain Ollivier

25 SEPT - 27 OCT **48 31 11 45**

051 7 11 41

CULTURE

THÉÂTRE

Sage Molière

Quatre comédies pour une rentrée sans risque



Roger Dumas et Emmanuelle Béart dans « Le Misanthrope » : un spectacle rodé

Quatre organismes subventionnés – hors la Comédie-Française, qui est faite pour ça – présentent du Molière dans des décors stylisés nets et propres, mais en costumes d'époque, souvent luxueux. Il fut un temps où on dépeçait Molière, à présent on l'astique.

Avec le Théâtre de Nice, Jacques Weber a repris à la Porte Saint-Martin le *Misanthrope* (le Monde du 29 décembre 1989). Alain Olivier ouvre la saison de la Maison de la culture à Bobigny avec *l'École des femmes* (le Monde du 27 septembre) et Bernard Sobel son Théâtre de Gennevilliers avec *Tartuffe*. Jean-Pierre Vincent inaugure sa direction à Nanterre avec, à partir du 3 octobre, Daniel Auteuil et Mario Gonzales dans *les Fourberies de Scapin*, le grand succès du Festival d'Avignon (le Monde du 12 juillet).

Molière, tout le monde aime, il est « au programme », offre l'occasion d'aller se cultiver, raisonne l'opérateur par des responsables conscients de la nécessité de recettes réjouissantes. Ce n'est heureusement pas l'unique raison. Parmi les classiques tout public, beaucoup choisissent Molière en fonction d'un comédien – eux-mêmes parfois, c'est le cas de Jacques Weber/Alceste, d'Alain Olivier/Arnolphe, parce que Molière a écrit des rôles fantastiques, enrichis par trois siècles d'interprétations multiples et dans lesquels les acteurs peuvent plonger plus profond que le Grand Bleu.

gravure de mode. Les hommes sont laides dans leur brocard, les femmes ne sont pas grâces, pourtant Aude Briant – Mariane – apporte de la vie.

On ne bouscule plus Molière, on l'inscrit dans une sorte d'académisme intelligent, soigné, raffiné, et qui porte. Jacques Weber, lui, est un châteauneuf. Son Alceste n'est pas tant misanthrope que macho, ne supportant aucun homme auprès de Célimène. La première partie boite donc un peu, mais dès que cette jalousie maladroite peut se déployer, l'affrontement devient passionnant entre deux personnes pas trop scrupuleuses, et qui s'aiment à travers leur relation bagarreuse. Emmanuelle Béart donne une Célimène formidable, pas si éloignée de Scarlett O'Hara : elle se défend au jour le jour, encaisse les coups, et demain sera un autre jour.

Au cours des représentations à Nice, les acteurs ont pu affiner leur jeu ensemble, et ceux qui sont arrivés pour Paris se sont insérés dans un spectacle rodé. C'est aussi l'avantage des *Fourberies de Scapin*, donné pendant trois semaines à la Cour d'honneur. Le plateau de Nanterre favorisera sans doute les nuances de jeu. Tout est en place, tout est en ordre, on ne voit pas ce qui pourrait contredire le succès d'Avignon.

COLETTE GODARD

Le vide et trois fauteuils

Au travers de ces stéréotypes devenus des « emplois », tous ont quelque chose à montrer, à exprimer. « Un homme fasciné par un regard d'enfant », dit Alain Olivier à propos d'Arnolphe. Que, par la suite, une fois sur scène, on retrouve un acteur habituellement intense emporté dans sa perruque et ses dentelles, embarrassé d'un texte qu'il module avec des envolées stridentes arrivant ou ne sait pourquoi, c'est le seul risque dont rien ne peut protéger l'acteur en scène, plus rude et son visage, la prochaine fois sera la bonne. Le spectacle a lieu sur la grande scène de Bobigny, devant une petite maison à jardin, le reste est vide. Le *Tartuffe* de Bernard

Sobel se passe dans le salon d'Orgon, superbe décor de Nicky Rietl, colonnes de boiseries peintes et ouvragées, plancher de marqueterie blonde. Et vide si ce n'est, autour, deux fois trois fauteuils bleus. Sur le vide, le personnage vient dire sa tirade. Autour, les autres regardent. Depuis quelque temps, les meubles sont rares, ce qui oblige à prendre la pose, ou à courir d'une sortie à l'autre, quelquefois à se jeter par terre.

C'est autour de deux comédiens que Bernard Sobel a construit son spectacle, Andrzej Seweryn/André Marcon, le couple Orgon/Tartuffe. Le premier est un doux illuminé envoûté, que la vérité casse, transforme en loque. Le second une sorte

de condottiere, plus proche des soldats de Dieu que des contemplatifs et qui impose sa rude santé. A eux deux ils devraient porter toute une charge d'irrationnel, mais le trouble est absent de leur relation. En tout cas, rien ne passe. Autour chuchote la raison raisonnable, même chez le fils chien fou – Dominique Parent, – chez Madame Pernelle – Maria Casarès en perruque blanche surmontée d'une sorte de tiare noire, mais c'est Casarès et elle est magnifique, – chez Dorine la servante – Michèle Hoppener en chignon tiré comme une gouvernante de roman gothique anglais. Et bien entendu chez Elmire – Dominique Reymond, froide et figée comme une

MUSIQUES

Le rocker du Havre

Contre vents et marées, Little Bob Piazza défend en France le seul vrai rock'n'roll : le sien

Little Bob ressemble à Marguerite Duras. Italien du Havre, haut comme trois pommes, c'est un rocker improbable. Comme sont improbables les méandres d'une carrière qui en quinze ans n'a croisé la réussite que par hasard, menée en dépit du bon sens selon les sages du show-business et qui le fait revenir après une absence de trois ans, inchangé, à la tête d'une escouade de musiciens américains honorablement connus dans la profession, prêt à reprendre là où il s'était interrompu : pour chanter du rock'n'roll, aussi bien que les meilleurs de ses contemporains, mieux que la plupart de ses compatriotes.

Roberto Piazza a commencé sa tournée en jouant à domicile, en Normandie, au Havre puis à Evreux. Il a beau avoir des centaines de concerts au compteur, le trac a fait son œuvre : trois heures avant de monter sur scène à Evreux, il était totalement aphone. C'est vrai, l'heure est grave. En démobilisant les troupes de Little Bob Story, il y a trois ans, le chanteur a brisé ses chaînes contre vents et marées un rock qui reliait à l'estuaire de la Seine le lac Michigan et les bords de la Tyne, les rockers de Detroit, Mitch Ryder, les MCS et les bluesmen du nord de l'Angleterre, Eric Burdon ou Joe Cocker.

Même s'il n'y met aucune malice, le purisme de Bob Piazza confine au puritanisme. Il chante en anglais, ce qui – en vertu de sa nationalité – lui interdit l'accès à la facilité, la reprise évidente d'un vieux succès, ou le SOS en direction d'un confectionneur de tubes. De quoi faire le désespoir des maisons de disques. Du coup, on trouve bien du mérite à Musidisc, le label actuel de Little Bob, qui a payé au chanteur un séjour à Los Angeles, temps de studio, chansons sur mesures et musiciens hors pair compris. Le résultat, *Rendez-Vous In Angel City*, est sorti au début de l'année. Un beau disque

de rock américain, avec des ballades tristes et des accélérations brutales, qui ne s'est pour l'instant pas très bien vendu. Les jeunes générations ont oublié le petit Bob et se rendent à peine compte que c'est un pays qui chante comme ça, qui va taquiner Mink De Ville ou John Hiatt sur leur terrain.

La tournée est donc la dernière occasion de remettre les choses à plat. Avec Steve Hunter à la guitare, l'une des bêtes du zoo Lou Reed, à l'époque de *Rock'n'roll Animal*, Kenny Margolis, le clavier de Mink De Ville, la rythmique des Cruzados, groupe intègre de Los Angeles, et pour ne pas trop avoir le mal du pays, Gilles Valet, le guitariste de Little Bob Story. Ce soir-là, à Evreux, la cortisone fait ce qu'elle peut, la voix de Little Bob n'est qu'un écho fêlé de ce qu'elle peut être. En revanche, difficile de s'apercevoir que le groupe (constitué de mercenaires haut de gamme) ne s'est accordé que quatre jours de répétitions. Comme toutes les bonnes machines à quatre temps, ça tourne. Et l'on découvre, au fil du concert, puis plus tard, dans les propos des musiciens, une affection réelle de ces rockers de fortune pour le petit homme du Havre.

Steve Hunter, qui a joué sur l'album, a repris la route pour la première fois depuis longtemps, par sympathie pour Bob avant tout. « Sa musique, c'est autre chose. C'est du rock, bien sûr et les Américains peuvent s'y retrouver. Mais il y a un fil ténu, presque imperceptible, qui fait que c'est du rock français. »

THOMAS SOTINEL

► Le 2 octobre, Paris, Elysée-Montmartre. Le 3, Amiens, Cirque municipal. Le 5, Lille, L'Adro-nef. Le 6, Cognac, Centre d'animation. Le 7, Toulouse, Le Pied. Le 9, Montpellier, Rocktours.

DIAGONALES

Encore lui

Mauriac, encore lui. Vivant, il s'étonnait que tout lui réussisse et lui profite, même la douleur. L'abandon au succès le poursuit dans la mort. Les contemporains aussi importants que lui et qui donnaient à sa génération tant d'éclat, on n'en parle plus guère. A-t-on fêté le centenaire de Jules Romains, d'André Maurois ? A-t-on rappelé que Giono, lui aussi, était mort à l'automne 1970 ?

Les non-dupes de profession proposent, de cette survie, une explication triviale : famille et amis auraient mieux travaillé la pâte du souvenir collectif, par ces mille et une attentions, associations, cahiers, colloques, statues, plaques, films et médailles, qui sont la menuiserie monnaie de la mémoire. Soyons sérieux : la loterie de la popularité dure après le trépas, mais les raisons qu'a une œuvre de toucher le public sont plus ou moins dures, liées aux mœurs et aux mentalités. Répétons-le : d'être adossé à une transcendance, à un univers reconnaissable, à un style puissant, vaut tous les visages pour la postérité.

Au chapitre de la petite monnaie, on a inauguré la semaine dernière une statue de Mauriac sous les fenêtres de l'hôtel Lutetia. Je ne veux pas m'improviser critique d'art ; ce sont les passants qui s'habitueront, ou non, à croiser ce monsieur maigre devant ces pages évanescées par une croix et des sarrments de vigne. Seule certitude subjective : la ressemblance n'est pas là. Il y manque le regard indistinctement requis par la méditation et le sourire. Il est vrai que les yeux doivent poser de rudes problèmes aux statues. De près, les sculptures ne laissent voir que des trous imparfaits, des iris effilochés, une trace de doigt dans la crème. C'est en clignotant soi-même qu'on retrouve l'illusion du regard qu'on aime croiser. J'ai cliqué : en vain.

MOINS compréhensible : l'emplacement choisi par la Ville de Paris pour ce monument. On dirait que les squares encore disponibles sont tirés au hasard. Mauriac n'avait pas d'accolitances avec le sixième arrondissement ; il y avait situé un de ses premiers romans, *l'Enfant chargé de chaînes*, mais il se disait étranger au petit monde étouffé de Saint-Sulpice – il le faisait, d'ailleurs, pour le peindre si bien. Plus tard, il serait, comme Parisien et grand bourgeois, un homme du seizième, sans chauvinisme comme sans honte. La rue de la Source, où il priait, eût mieux convenu.

Où alors, si on tenait au sixième, et à un lieu

de recueillement, il y avait la maison d'étudiants du 104, rue de Vaugirard, fréquentée par Mauriac avant 1914. On aurait attendu que François Mitterrand fût moins occupé, et on lui aurait demandé d'inaugurer l'œuvre d'art, à lui qui fut aussi élève du « 104 », avant 1940. Nous avons perdu l'occasion d'un texte d'anthologie sur l'imprégnation catholique, d'une avant-guerre à l'autre. Pour imaginer ce texte, il suffit de fureter à l'exposition Mauriac de la Bibliothèque historique de Paris. En 1936, dans la *Revue Montaigne*, le futur président de la République parlait de « résonances d'âme » avec le futur prix Nobel. L'expression gagnerait à être mise à jour.

UNE autre commémoration s'imposait, square Alphonse-Deville. Entre l'hôtel Lutetia, dont une simple plaque signale qu'il vit revenir les rescapés de la déportation, et la prison du Cherche-Midi, d'où beaucoup de détenus sont partis pour les camps, et dont des colonnes, à l'angle de la Maison des sciences de l'homme, rappellent trop discrètement qu'elle fut l'antichambre du martyre, il y avait place pour un grand monument au déporté inconnu.

Souvenir : du boulevard Raspail, on apercevait les cellules du Cherche-Midi, avec leurs auvents à l'envers condamnant les prisonniers à ne voir que le ciel par-dessus les toits. Chaque matin, des camions allemands reculaient vers le portail entrouvert. Des sentinelles faisaient la haie. Des hommes en burlesque menaient ou descendaient, menottes aux poignets, souriant aux enfants de passage. *Raus ! Schnell !*... Quelques mois plus tard, des autobus déversaient en face, à Lutetia, les spectres arrivés gare de l'Est, de moins en moins nombreux. Les épouses tendaient des photos aux revenants pour avoir des nouvelles du « leur ». Peine perdue : des joues aussi rondes, les rescapés n'en avaient pas vu « à la bes ». Une nuit, les autobus sont arrivés à vide, devant l'hôtel, et sont repartis dans des grincements d'embrayage. L'étape qu'a franchie l'humanité, ces années-là, d'un côté à l'autre du boulevard Raspail, méritait bien une borne et une explication, à l'usage des générations futures !

Retour à l'exposition Mauriac de la bibliothèque de la Ville. A voir toutes ces lettres, ces

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

dédicaces, ces billets entre les écrivains d'une même époque, on se dit que celle-ci était rudement riche en talents, comme en querelles. Mais on ne mesurera jamais ce que ce foisonnement d'échanges et sa conservation doivent aux moyens de communication du moment. Le répondant n'existe pas, et on se téléphonait peu. Sans l'écrit, l'Histoire aura du mal à s'écrire.

ENTRE Mauriac et ses correspondants rôdait une même inquiétude, sur laquelle s'est penché un colloque au Sorbonne. Glisse l'inquisiteur avait fait de l'inconfort moral un jeu. Ses cadets des années 1918-1945 ont été contraints de prendre ce jeu au sérieux. L'état de la planète justifiait leurs alarmes, et le chancellement des croyances, religieuses ou politiques, ébranlait les âmes.

Contrairement à l'inquiétude des Bernanos, Malraux et Céline, aventuriers doctoreskiens que torture l'existence du Mal universel, le tourment de Mauriac reste à l'abri des confort bourgeois et se nuance de plaisir. Pour en avoir le cœur net, j'ai demandé à la banque de données que possède désormais l'Institut de France, et à son conservateur, M^{me} D. Monachon, de dénombrer, chez Mauriac, la fréquence du mot « inquiétude » et des termes qui l'entourent.

Sur quatorze titres de Mauriac recensés, soit 853 170 mots, la machine, effectuant en quelques secondes ce qu'un thésaur d'autrefois aurait mis des années à accomplir, a relevé 41 fois le mot « inquiétude », presque toujours dans un contexte nullement pénible. Pour Mauriac, le terme n'est pas loin de signifier trouble, émoi, frémissement de la vie, volubilité. Mauriac amoureux de ses ténèbres : il est doux que l'électronique aide ainsi à associer quantitativement des intuitions de lecture.

Il n'est pas désagréable non plus de vérifier que l'ordinateur ne peut pas tout. Cherchant à établir la fréquence de certains rythmes, chez un autre écrivain, je me suis vu répondre par l'appareil miracle que la question manquait de précision. Cet aveu d'incapacité à quelque chose de réjouissant. Nos rapports avec le progrès prennent un tour curieux : après s'être émerveillés de ce que les machines évitent ou permettent à l'esprit, on en vient à saluer leurs limites comme une victoire, fût-ce de retardement.

VENTES

Une profession en état de choc

Le neuvième congrès des commissaires-priseurs aura consommé une rupture avec la chancellerie

DEAUVILLE

de notre envoyée spéciale

« On ne sait plus où on en est », s'exclame M^{re} Lelièvre, de Chartres, tandis que M^{re} Millon, de Paris, réclame énergiquement l'ouverture immédiate d'états généraux pour la profession. En effet, le 4 janvier prochain, les professions réglementées de la Communauté européenne, c'est-à-dire les huissiers, ou les notaires, pourront tenir le marteau en France. Pour couronner le tout, le neuvième congrès des commissaires-priseurs de France, qui se tenait les 28 et 29 septembre à Deauville, aura consommé la rupture entre une chancellerie décidée à jouer le grand jeu avec l'ouverture des frontières européennes en 1993 et la majorité d'une profession qui continue à se barricader derrière des réglementations protectionnistes.

Dans l'entourage du garde des sceaux, le ton conciliant des dernières années s'est visiblement durci. Tandis que les commissaires-priseurs n'en finissent plus de tergiverser sur leur sort, la chancellerie est passée à la vitesse supérieure. Sont désormais sur la sellette certains privilèges des commissaires-priseurs : la compétence nationale – le droit d'un commissaire-priseur français de vendre en dehors de sa résidence, – son monopole de vente et son statut d'officier ministériel.

Pour M. Christian Roehrich, représentant du ministre de la justice, la limitation de la compétence nationale freine toute politique de développement de la profession, qui lui permettrait de faire face à la concurrence étrangère « car, affirme-t-il, elle empêche les commissaires-priseurs les plus entreprenants de se porter sur les lieux où se trouvent les vendeurs et sur les marchés spéculatifs ». Une proposition qui va bien au-delà de celle des professionnels.

Si le représentant de la chancellerie reconnaît bien que le statut d'officier ministériel assure l'indépendance du commissaire-priseur à l'endroit du vendeur et de l'acheteur, « il ne doit pas être assailli de sollicite et de protectionnisme (...). C'est à ce prix que le statut d'officier ministériel n'apparaîtra pas comme un archaïsme en cette fin du vingtième siècle ».

Si certains refusent de se placer sur le plan commercial en invoquant la

déontologie, M^{re} Loudmer ne manque pas de leur rappeler qu'ils ne sont plus uniquement des prestataires de services. « Le marché a évolué », s'exclame-t-il. Nous sommes aussi des commerçants. M. Pierre Castagnou, délégué interministériel aux professions libérales, lui viendra indirectement en aide. « Officiers ministériels, certes, vous l'êtes, dira-t-il, mais exercez votre profession dans un contexte de concurrence toujours plus vive. Vous êtes condamnés à vous armer pour résister en véritables chefs d'entreprise ».

D'ores et déjà, un projet de loi prévoit la possibilité pour l'ensemble des professions libérales – dont les commissaires-priseurs – d'ouvrir leur capital à des bailleurs de fonds étrangers à la profession à hauteur de 25 %. Sont concernées les banques, les assurances, bien sûr, mais aussi les maisons de vente étrangères, Christie's ou Sotheby's, les deux mastodontes anglo-saxons. Ce serait, pour ces derniers, le seul moyen de vendre en France, dans le cas où le monopole des commissaires-priseurs français serait toujours en vigueur. Même si cette solution minimale ne les intéresse guère. Mais « pour l'instant », affirme M^{re} Brigitte Gizardin, chef de la division des professions judiciaires et juridiques à la chancellerie, le gouvernement n'envisage pas de supprimer le monopole. Et pour qu'il disparaisse l'unanimité est requise par la Cour européenne.

Londres peut encore dormir tranquille, la France hésite toujours entre l'ouverture, qui lui permettrait de devenir une capitale mondiale du marché de l'art, et le verrouillage, qui permettrait à la profession des commissaires-priseurs de survivre.

AUDREY SEDAR

Christie's et Sotheby's ouvrent des bureaux à Berlin – Sotheby's ouvrira officiellement le 15 octobre un bureau de représentation à Berlin. Les nouveaux bureaux sont situés dans le palais am Festungsgraben sur l'Unter den Linden, le centre historique de Berlin-Est. L'autre grande firme anglo-saxonne de ventes aux enchères, Christie's, a également décidé de s'installer à Berlin à Fasanenstrasse, dans le quartier du Kur-furstendamm. L'inauguration de ses nouveaux locaux aura lieu le 1^{er} novembre.

OPERA DE PARIS
DIRECTEUR MUSICAL MYUNG-WHUN CHUNG

CONCERTS

MARDI 16 OCTOBRE - 20H30
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DE RADIO FRANCE
Direction musicale Marek Janowski
Dutilleul - Bartok - Schumann

LUNDI 22, MARDI 23, LUNDI 29,
MERCREDI 31 OCTOBRE - 20H
ORCHESTRE NATIONAL DE
L'OPERA DE PARIS
Direction musicale Myung-Whun Chung

Hommage à
Olivier Messiaen (22, 23 oct)
Haydn - Prokofiev (29, 31 oct)

LOCATION : (1) 40 01 16 16
AGENCES AGRÉÉES : FNAC, VIRGIN,
MINITEL 3615 code THEA ET SUR PLACE
RENSEIGNEMENTS : (1) 43 43 96 96

SALLE GAVEAU - VENDREDI 12 OCTOBRE 20h30
UNIQUE RECITAL

SETSUKE IWASAKI

CLAUDE DEBUSSY : 24 préludes 1^{er} et 2^e livre
Location : Salle Gaveau - 45, rue La Boétie, 75008 PARIS
par correspondance 15 jours à l'avance, et par tél. 49 53 05 07

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 2 octobre 20 h 30 (p.a. Valérie Muséoglobe 47 20 26 37)	BACH : VARIATIONS GOLDENBERG Vladimir FELTSMAN Piano	CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Mardi 12 octobre 12 h 45 Vendredi 12 octobre 12 h 45 (p.a. Valérie Muséoglobe 47 20 26 37)	LES MIMES MUSICAUX KUN WOO PAIK Piano SCHEUBERT - PIERRE BERNOLD Frites
FONDACTION ROYAL MONTE (Vol 4000) Samedi 6 octobre 19 h 30-20 h 15 (p.a. Minitel Musique)	HAENDEL 17 h : SUITES POUR CLAVECIN Vladimir FELTSMAN Piano LE GAILLARD 19 h : OPÉRA JEPHTHA CURRIE CONSONT Le FONDAMENTO Lorraine DALL Greta de REYCHERE Dina GROSSBERGER Jean WIKOUET Dina GROSSBERGER	ÉGLISE St-SEVERIN Jeudi 11 octobre 20 h 45 Vendredi 12 octobre 20 h 45 Rens. 741 43-29-21-75 (p.a. Valérie Muséoglobe Living Art)	INAUGURATION DU GRAND ORGUE APRES RESTAURATION Samedi 6 Grand Audit. de Radio France 19 h <i>Frank - List</i> Orgue : François-Henri Houbart 20 h 30 <i>Buxtehude - J.S. Bach</i> Orgue : Marie-Claire Alain 22 h <i>Messiaen - La Nativité du Seigneur</i> Orgue : Susan Landale
SALLE PLEYEL 7 octobre 17 heures Loc. Salle Pleyel (Mogent)	ORCHESTRE ET CHORALE KUENTZ HAENDEL FEUX D'ARTIFICE MOZART REQUIEM	SALLE GAVEAU Mardi 13 octobre 20 h 30 (p.a. Valérie Muséoglobe)	L'ACTION MUSICALE Philippe MORRIS Sofie : Marie ATGER Soprano SCHUBERT HONNIGER CHAUSSEAU - RAVEL
THÉÂTRE de l'OPERA GARNIER Dimanche 7 octobre 19 h 30 Loc. Tél. : 47-42-53-71 Places 30 à 320 F (p.a. Valérie Muséoglobe)	CONCERTS A L'OPERA GARNIER LES SAISONS RAYON La Petite Bande Chœur de l'Opéra Harnand Dir. : S. KULIKEM Avec la soutien de la FONDATION FRANCE TELECOM	SALLE PLEYEL Mardi 18 octobre 20 h 30 Loc. FNAC Salle Virgin (p.a. Valérie Muséoglobe Minitel)	I.S. BACH Orgue Pierre Ménet CONCERTOS pour 2, 3, et 4 PIANOS Sol. : Marc BENSOUSSAN David BRASLAWSKY LE CORRE Françoise WEIGEL avec le soutien de l'ACTION MUSICALE Philippe MORRIS Sofie : Marie Salle donnée au bénéfice de la Croix-Rouge de Valenciennes
SALLE GAVEAU Lundi 9 octobre 20 h 30 (p.a. Valérie Muséoglobe)	J.M.F. Prod. LES LUNDIS MUSICAUX Nadia NOVA GEDDA Piano DUPARC - WOLF MOUSSORGSKI RACHMANINOFF	SALLE PLEYEL Mardi 30 octobre 20 h 30 Loc. FNAC Salle Virgin Salle de la Croix-Rouge de Valenciennes (p.a. Valérie Muséoglobe)	ORCHESTRE PHILHARMONIQUE de VIENNE Dir. : Riccardo MUTI BEETHOVEN - BRAHMS La tournée de l'Orchestre Phil. de Vienne est parrainée par DAINLER-BENZ
GAVEAU Mardi 9 octobre 20 h 30 (p.a. Minitel Musique-Werner)	QUATUOR SINE NOMINE SCHUBERT - CHOSTAKOVITCH MOZART	SALLE GAVEAU Mardi 10 octobre 20 h 30 (p.a. Minitel Musique et Werner)	ORCHESTRE COLONNE Lundi 8 octobre 1990 à 20h30 SALLE PLEYEL BEETHOVEN Triple concerto 3 ^e Symphonie "Héroïque" Klaus WEISE - Trio HENRY Renseignements : 42 33 72 89
SALLE GAVEAU Mardi 10 octobre 20 h 30 (p.a. Minitel Musique et Werner)	J.B. RIMSKY-KORSAKOV Concert exceptionnel à l'occasion du 60 ^e anniversaire de CH. LARDÉ Harpes : Marie-Chère JAMET Violon : Jean ANTOINETTE Alto : Claude TAVEAU Violoncelle : Jean-Marie GUYARD ENSEMBLE ORCHESTRAL de NORMANDIE Directeurs : Jean-Pierre BERLINGER MOZART - DEBUSSY	SALLE GAVEAU Mardi 10 octobre 20 h 30 (p.a. Minitel Musique et Werner)	ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN Direction PIERRE DOULEZ Elizabeth Lemaire, mezzo-soprano Soprano : Boris Isakovic Percussion : Schoenberg Mardi 16 octobre 1990 - 20 h 30 Théâtre du Châtelet 40 28 28 40 En coproduction avec le Châtelet

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

CULTURE

ARCHITECTURE

Concours de transparence

De Marseille à Paris, les jurys hésitent entre le « tout-Saint-Gobain » et le style « Zorclub »

Les concours, ces temps-ci, tombent comme à Gravelotte. Mais sans guère de surprise. C'est que ces concours, lorsqu'il s'agit de consultations fermées, sont organisés, presque toujours, par le même petit nombre de personnalités « compétentes », qui choisissent presque aussi souvent les concurrents dans le même maigre cheptel d'architectes, augmenté d'un ou deux jeunes pouillards, et qui organisent les jurys de façon à laisser le moins de place possible au hasard et à l'inattendu. Lorsqu'il s'agit de compétitions ouvertes, les manipulations sont à peine moins complexes.

Et comme ces temps-ci, la mode est au « tout Saint-Gobain », au verre à tout va, quels que soient le terrain, le climat, la fonction du bâtiment projeté, et le contexte urbain, on comprend que la place du hasard est des plus limitées. Notons ici que cette passion du verre vaut pour l'architecture, mais

non pour l'urbanisme : en ce domaine, la mode, terrible, est celle d'un retour à la brutalité. Brutalité des concepts, brutalité de présentations incompréhensibles pour le commun des mortels.

Persone ne s'est donc étonné qu'après les quatre tours transparentes proposées par Dominique Perrault pour la Bibliothèque de France, ce soient les trois cubes de verre de Francis Soler qui aient été élus pour le Centre de conférence du quai Branly.

Voici un nouveau concours pour le Conseil général des Bouches-du-Rhône, à Marseille, et voici à nouveau, sous ce climat qui avait inspiré le pare-soleil de Le Corbusier, une triple nef de verre vouée aux joies de la transparence. On en doit le projet à William Alsop et John Lyall, deux Britanniques qui ont été préférés à leur compatriote Foster. Comme Perrault, comme Soler, Alsop et Lyall ont donné les « éclair-

cissements » nécessaires sur leur futur système de climatisation. Alsop avait un argument de poids : il avait fait accompagner son projet par un superbe manuscrit. Foster, lui, avait cru suffisant de brandir un dollar de Hongkong où figure la splendide tour qu'il a édifiée dans l'enclave du capital en Chine. Mais il a suffi, selon des indiscretions dignes de foi, que les représentants de la ville de Marseille penchent en faveur d'un des projets pour que les représentants de la région optent pour le second. Ainsi se fait l'architecture.

De pétillants coups de cœur

Cela dit, Marseille aura un projet d'importance, daté pour cent 1990, avec ses formes cubiques, ventrues et aéronautiques dont la conjugaison définit assez exactement le style « Zorclub » : une anatomie composite, de pattes, d'yeux à facettes, de pédoncules et de bulles qu'on dirait sortis de l'imagination de Zorlup, le savant fou et mégalo-mane, l'adversaire de Spirou et Fantasio, inventé par le dessinateur Franquin. Un style pour lequel nombre des projets du récent concours pour la Maison de la culture du Japon à Paris, ont montré une certaine prédilection, que les architectes en soient français, japonais ou autres. Cependant, le jury de ce concours a opté en faveur d'un projet singulièrement et heureusement classique pour le site bisornu qui accueillera le bâtiment : une surface de quelque 1700 mètres carrés, quai Branly, face à l'ambassade d'Australie, et qui se définit actuellement par un grand mur peint, où bataillent les têtes de quelques centaines de célébrités du siècle.

Ce projet est dû à une équipe anglo-japonaise, Yamazaki, Armstrong et Smith, dont les concurrents malchanceux disent le plus grand mal : pas assez japonais, pas assez français, pas assez Zorclub. Le second prix (Suzuki), c'est vrai fait preuve de plus d'imagination dans sa façon de représenter l'actualité du Japon, opposant à la digne rotondité du projet lauréat, toute une gamme de failles et d'escaliers qui aurait promis d'incalculables voyages au centre de la Terre. A l'inverse du troisième prix (Takashi) dont le spectaculaire jeu d'escaliers se rapproche davantage de la lente montée vers l'éternité, telle que l'a filmée Imamura dans la *Ballade de Nanyama*.

Allez savoir pourquoi, le jury s'est ensuite imposé de classer quelques dizaines d'autres projets, répartis en mentions honorables et spéciales, auxquelles se sont ajoutés quelques pétillants coups de cœur, dont la fantaisie aurait laissé pantois Zorclub lui-même. Un tel classement, forcément hasardeux, aura toutefois eu l'intérêt de faciliter la présentation des résultats du concours, au Pavillon de l'Arsenal (1), et peut-être de montrer quels difficiles cheminement empruntent les membres d'un jury qui fait son métier de jury sans les béquilles des manipulations ordinaires.

Les jurys d'architecture ne s'arrêtent pas que pour les projets. Ils décernent aussi des récompenses. Ainsi celui des Prix du Montreux, importante revue professionnelle, est allé au devant de la victoire en décernant l'« Equerre d'argent » à l'hôtel industriel, bâtiment parfaitement transparent de... Dominique Perrault. Mention pour Patrick Berger et pour l'école d'architecture de Rennes, manifeste anti-Zorclub, plein de sensibilité. Prix de la première œuvre, enfin, à l'équipe Avant-Travaux pour l'unité de soins palliatifs de l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif, une équipe Zorclub à 50 % seulement, et qui plaie beaucoup ces temps-ci aux organisateurs de concours.

Et puis, avant la « première œuvre », ou dans la période d'attente qui la suit, il y a le temps des concours pas encore gagnés, des espoirs. Depuis dix ans, la direction de l'architecture au ministère de l'Équipement publie chaque année une collection d'*Albums de la jeune architecture*, qui repère et sélectionne selon des critères vaillamment bécotés, les talents en train de germer, les génies en herbe, les stars de demain. Dix ans, cela se fête : la Maison de l'architecture expose la centaine d'architectes ou d'équipes que les *Albums* ont repérés et qui, pour beaucoup depuis, ont répondu à l'espérance placée en eux (2). A moins que cette convergence de la sélection précoce et de la possibilité de relâche la paresse des maîtres d'ouvrage, trop heureux de pouvoir choisir leurs maîtres d'œuvre sur catalogue, avec la bénédiction de l'Etat.

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) Pavillon de l'Arsenal, 21, bd Montaut, 75004 Paris. Jusqu'au 18 novembre. Catalogue : 230 F.
(2) Maison de l'architecture, 7, rue de Chailot, 75116 Paris. Jusqu'au 20 octobre.

CINÉMA

Festival britannique à Dinard

Le premier Festival du cinéma britannique de Dinard s'est déroulé du 27 au 30 septembre, en présence de vedettes comme Charlotte Rampling, Ben Kingsley, John Hurt ou Roger Moore et de nombreux professionnels, dont Jeremy Thomas, le producteur du *Dernier Empereur*. Une sélection de films inédits due au critique du *Guardian* Derek Malcolm a permis de vérifier le « renouvellement des cadres » d'une cinématographie qui, après avoir été bien malade, connaît dans la deuxième moitié des années 80 un joli surcroît. Des titres comme *Paper Moon*, *Conquest of South Pole* ou *In Fading Light* confirmaient ce renouveau, de même qu'une fort

JEAN-MICHEL FRODON

EN BREF

o Cours d'histoire de l'art. - Les cours d'histoire de l'art, publics et gratuits financés par la Donatien Lannelongue ont repris le lundi 1^{er} octobre. Ils ont lieu : le lundi à 18 h 45 au lycée Edgar-Quinet, 63, rue des Martyrs (9^e) et au CEA-SIL, 4, rue Vigne-Lebrun (15^e) ; le mardi, au collège Saint-Michel, 62, rue de Picpus et au FJT Charonne, 165, rue de Charonne (11^e) ; à 20 h 30, le mercredi, au FJT Didot, 41, rue Didot (14^e) ; à 20 h 30, le jeudi au collège Pierre-Alvise, 88, rue Monge (5^e) ; à 18 h 45 et à la salle Saint-Denis, 68, bis rue de Turenne (3^e), à 19 heures.

o Décès du metteur en scène Louis Thierry. - Le metteur en scène, auteur et décorateur, Louis Thierry, est décédé samedi. Il était âgé de cinquante et un ans. Louis Thierry a notamment mis en scène *l'Enfermement*, *Comédies*, de Robert Pinget, *Histoire d'amour*, d'Yves Navarre, *l'île des chèvres*, de Betti, et *le Bel indifférent*, de Coteau. Il était également auteur de pièces de théâtre comme *la Retraite de Greta Garbo dans l'hôtel*, ou *les Démons de Loulou*. Il avait aussi réalisé les décors de *Bajazet*, de Racine et de *la Pharsienne*, de Beccque à la Comédie-Française.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Naitre

051 71147

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Le savoir-vivre des babouins

Selon une chercheuse américaine, les babouins vivent paisiblement, dans une société régie non par l'agression mais par l'amitié



poloquine américaine confirme ainsi, en beauté, la tendance qui se dessine depuis quelques années parmi les spécialistes du comportement animal. Dans le sillage de Konrad Lorenz, les éthologues ont longtemps considéré l'agression comme une composante essentielle du règne animal, un comportement d'adaptation indispensable à la survie de l'espèce. Mais les primatologues, aujourd'hui, commencent à ajouter de sérieux bémols à cette assertion.

La force de l'affect

Comme Shirley Strum, beaucoup découvrent que le pacifisme, lui aussi, peut revêtir une importance sociale considérable chez certaines populations de singes. Après avoir longtemps observé, au zoo hollandais d'Arnhem, la plus grande colonie de chimpanzés du monde, l'éthologue Frans de Waal (université d'Utrecht) affirme ainsi que la réconciliation et les gestes d'apaisement surviennent après un conflit joué un rôle de tout premier ordre dans les relations sociales des chimpanzés. Et le même phénomène s'observe chez le macaque rhésus, espèce ayant, pourtant, parmi les primates, une solide réputation d'agressivité et de violence. Après dix années d'études en milieu naturel, Shirley Strum va

plus loin encore. « Ses travaux démontrent que la force affective est le principe organisateur du groupe, souligne l'éthologue et psychiatre Boris Cyrulnik. C'est l'affect qui permet le développement des petits, c'est lui qui organise la vie et l'apprentissage des babouins, ainsi que la naissance de la culture du groupe. Bref, chez les babouins comme chez l'être humain, c'est l'affect qui fait le lien... »

Certes, de nos lointains cousins des millions d'années d'évolution et des millénaires de culture nous séparent. Mais si la paléontologie nous a beaucoup appris sur l'anatomie des anthropoïdes et des premiers hominidés, les comportements essentiels des premiers hommes – l'amour maternel, l'accouplement, les relations sociales – ne nous sont accessibles qu'à travers les êtres vivants les plus proches de nous, les primates non humains. Et dans ce domaine, les frontières tracées tant bien que mal entre l'homme et l'animal se révèlent, depuis une trentaine d'années, de plus en plus floues.

CATHERINE VINCENT
Lire la suite page 20

(1) Presque humain, voyage chez les babouins, de Shirley Strum. Éditions Esel.

à Paris

de aussi sur un vions de combat, par l'URSS étant par les Occiden- r certaines mod- tion, les Soviét- acore à atténuer u'elle fera peser

divergences sont il ne restera plus de Vienne qu'un ble) de mise en qui devra être tmer de Paris

américains ont t. Chevardnadze t. la conclusion ne la conclusion au préalable au Mais personne : cette manifesta- muer l'avene- de l'après-guerre lieu à la date pré- bre.

s devaient avoir t un échange de sur la préparation al du sommet de de ce document nt arrêtée. Aprs principis d'Hel- acte de l'accord que du traité de onventionnel et de non-recours à l'AN et le pacte es deux parties s à la veille du définira les nou- s du processus m, lesquelles le quisme phase de

de Vienne, qu en 1993 et inclure États-Unis avec s non seulement s deux d'innce, autres pays com- peut-être l'Alb- et d'Israël à l'ine- sion.

titutions meutes

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

ment final de l'at- tation rapale, tait et le qu'ou- tait et le qu'ou- tait et le qu'ou-

On peut être anthropologue, spécialiste de l'évolution du comportement humain, et décider de quitter le confort californien de l'université de Berkeley pour étudier au cœur du Kenya, une société de babouins. Ce fut le choix de Shirley Strum dans les années 70. Après dix années passées chez les primates, elle est revenue avec des observations toutes neuves qu'elle nous livre aujourd'hui dans un ouvrage étonnant, *Presque humain* (1). Elle y relate son aventure personnelle, et ses conclusions bouleversent bien des idées reçues sur les rapports sociaux de ces lointains cousins de l'homme. A commencer par cette révélation : dans une colonie naturelle de babouins (la variété *Papio anubis*), ce n'est pas l'agression qui prime, mais... l'amitié.

Mais tout d'abord, pourquoi les babouins, plus éloignés de l'homme du point de vue biologique que les chimpanzés ? « Au Kenya et ailleurs en Afrique, on ne considère pas les babouins comme des animaux de valeur qu'il convient de protéger, ils ne font pas partie de la faune noble. Au regard de la loi, ce sont des nuisibles. Mais une chose était sûre, ces animaux étaient d'une importance capitale pour quiconque tentait d'expliquer l'évolution humaine », précise Shirley Strum. Contrairement aux chimpanzés, aux gorilles ou aux orang-outans, ces grands singes figurent en effet parmi les seules espèces de primates à avoir choisi avec succès, comme les premiers hommes, de migrer de la forêt vers la savane. L'une des seules espèces, également, à rechercher sa nourriture en équipe, comme le faisaient vraisemblablement nos ancêtres.

Une stratégie de l'union

Précisant la méthode « naturaliste » de Jane Goodall avec ses chimpanzés de Tanzanie, Shirley Strum, à peine arrivée au Kenya, débarque de son bus Volkswagen pour s'installer au milieu des babouins. A Kikopey, dans le ranch de 20 000 hectares qu'ils ont investi, elle observe mois après mois leur vie quotidienne. Soixante individus – six mâles adultes, dix-sept femelles adultes et trente-sept jeunes – qui deviennent bientôt ses seuls compagnons, mais vis-à-vis desquels elle

s'impose une règle intangible : ne jamais entrer en interaction ou en communication avec eux, rester comme transparente « afin d'éviter autant que possible de troubler le déroulement naturel de leur existence ».

Très vite, l'anthropologue découvre que ses observations ne coïncident pas avec les connaissances acquises à l'université. Les théories en vigueur décrivent une société dominée par les mâles, qui se disputent le pouvoir et l'obtiennent par la force – les femelles, elles, ne pouvant être promues qu'en s'associant à un mâle dominant. Or, dès les premiers mois, Shirley Strum s'aperçoit que ses babouins ne jouent pas le jeu. La compétition et l'agression, certes, font partie de leur univers. Mais la plupart d'entre eux se révèlent avant tout sociables et pacifiques. Les mâles se battent rarement, et il n'y a apparemment ni hiérarchie linéaire ni domi nation stable parmi eux. Loin de constituer le noyau stable du

groupe, ils vont et viennent d'une bande à l'autre. Les femelles, au contraire, passent leur vie entière dans la même bande, et maintiennent l'ordre et la paix des familles.

« Où est la femelle « loi de la jungle » ? Où sont les formidables mâles dominants qui prennent le pouvoir par l'intimidation et la force, qui s'arrogent la première place et soumettent les autres ? », s'interroge Shirley Strum. Dans un premier temps, l'anthropologue craint de s'être trompée. « Quand je chassais mes « lunettes à babouins », je vois un paysage compliqué, peuple d'animaux intelligents, doués d'une bonne mémoire, qui sont « gentils » les uns avec les autres par nécessité, qui tiennent sur la réciprocité sociale. Dans cet univers, mâles et femelles jouent des rôles complémentaires. Quand je chassais mes lunettes d'universitaire, je vois ce que l'on m'a appris à voir, c'est-à-dire quelque chose de très différent », note-t-elle dans ses premiers moments.

A mesure qu'elle affine et recoupe

ses observations, le doute devient certitude. Plus fiables que les lunettes d'universitaire, les lunettes à babouins font voler en éclats les théories admises sur le comportement social de ces primates, pourtant maintes fois étudiés : la domination des mâles est un mythe, les deux sexes n'ont pas des rôles identiques mais complémentaires. Entre les femelles s'instantanément par ailleurs des amitiés durables, parfois même entre mâles et femelles. Surtout, en observant plusieurs années durant de quelle manière deux jeunes mâles tentent de se faire accepter dans une nouvelle bande, Shirley Strum acquiert une nouvelle certitude : l'agression n'est pas chez les babouins un moyen de pénétration sociale efficace, elle n'assure « ni droit d'entrée ni droit de séjour ». Seule paie la stratégie de l'union, et avec elle l'apprentissage de la vie sociale.

Sans être véritablement révolutionnaires, les observations de l'anthro-

Naître ou ne pas naître

Les progrès en matière de réanimation des prématurés sont, depuis les années 60, considérables et les limites de viabilité sans cesse repoussées

On sauve aujourd'hui des bébés dont le poids et l'âge gestationnel, calculé à partir du premier jour des dernières règles, sont de plus en plus faibles. Cette diminution de la mortalité des enfants nés prématurés – c'est-à-dire avant 37 semaines d'âge gestationnel – s'accompagne-t-elle pour autant d'une amélioration de leur qualité de vie ? Cette réanimation de plus en plus précoce ne comporte-t-elle pas au contraire des risques de séquelles plus élevés ? Et quelles sont les limites acceptables du risque de handicap ? C'est sur ces questions liées à l'avenir des prématurés que se sont penchés des néonatalogues à l'occasion des Entretiens de Bichat (1).

On dispose de peu d'études concernant le devenir des prématurés. Du fait de l'immaturité de certains organes, on sait cependant que les risques pour l'enfant à naître sont d'autant plus importants qu'on est loin du terme normal de la naissance. Naître trop tôt comporte non seulement un danger de mort mais des risques de séquelles définitives.

« Les lésions cérébrales du prématuré sont responsables de mortalité mais surtout de séquelles neurologiques à long terme », estime le professeur Jean Messtor, spécialiste de néonatalogie (centre hospitalo-universitaire de Hautepierre, Strasbourg). Ces lésions cérébrales, d'origine ischémique ou hémorragique, peuvent survenir pendant l'accouchement, durant les premiers jours de la vie ou plus rare-

ment in utero. Par ailleurs, « des séquelles d'ordre psychologique pouvant aller jusqu'à l'autisme peuvent être liées à la séparation de l'enfant de sa mère pendant la période d'hospitalisation », ajoute le professeur Salbreux, médecin-directeur du centre d'action médico-sociale précoce (Institut de pédiatrie, Paris).

Une enquête épidémiologique, menée sous la direction du professeur Michel Dehan, néonatalogiste à l'hôpital Antoine-Béclère (Clamart), apporte des éléments intéressants sur le devenir des « grands prématurés » de moins de 33 semaines d'âge gestationnel. Publiée dans le *Journal de gynécologie obstétrique et de biologie de la reproduction* (numéro 19), l'étude, qui s'est déroulée en 1985 à Paris et dans les trois départements de la Petite Couronne, a porté sur 53 430 des 104 618 naissances qui ont eu lieu au total dans la région considérée, soit un échantillon de un sur deux.

Elle a permis d'établir le taux de mortalité de ces grands prématurés et d'évaluer leur devenir psychomoteur et sensoriel à un et deux ans. Seules les naissances entre la 25^e et la 32^e semaine révolue d'arrêt des règles ont été prises en compte. « La définition du prématuré a été établie à partir de l'âge gestationnel et non pas à partir du poids, qui ne coïncide pas forcément avec le degré de maturation biologique », explique le professeur Dehan. La limite inférieure de 25 semaines a été choisie arbitrairement comme limite de viabilité. »

Le taux de prématurité global a été de 4,5 % et celui des naissances à moins de 33 semaines de 1 %, ce qui représente 539 enfants. Chez ces grands prématurés, les taux de mortalité constatés avant ou pendant ou juste après l'accouchement sont très élevés, puisque 70 % seulement d'entre eux ont pu être transférés dans les unités de néonatalogie. Sur les 379 enfants transférés, 63 sont morts au cours de leur séjour hospitalier et 5 % sont décédés après leur sortie au cours de leur première année. A un an, les enfants survivants ne représentaient plus que 57 % du total des naissances, 75 % des naissances vivantes et 82 % des transferts.

Parmi les enfants nés vivants, le taux de survie à un an varie beaucoup en fonction de l'âge gestationnel : celui des prématurés de moins de 27 semaines est faible (31 %), il atteint 53 % des naissances de 28 semaines, et grimpe à 87 % pour les naissances de 32 semaines. « Nous n'avons pas encore les moyens suffisants pour faire survivre les enfants nés à 25-26 semaines d'âge gestationnel et il n'existe pas de thérapeutique adaptée à leur niveau d'immaturité. Tant que nous ne disposons pas de moyens performants, réanimer ces enfants relève de l'expérimentation », estime le professeur Dehan.

Cette question du niveau d'acceptabilité du risque est toutefois très discutée. Certains, comme le professeur Jean Sènechal (CHU Pontchaillou, Rennes), préfèrent mettre en œuvre une réanimation néonatale à partir du moment où

l'enfant est considéré comme né vivant selon les repères proposés par l'Organisation mondiale de la santé, c'est-à-dire qu'il respire et pèse au moins 500 grammes.

Parmi les 291 enfants examinés à un an, 80 % ont été considérés comme normaux sur le plan psychomoteur et sensoriel, 7 % sont suspects d'anomalies et 13 % ont une pathologie psychomotrice. Ce taux de séquelle est presque deux fois et demi plus élevé chez les enfants de moins de 31 semaines (21 %) que chez ceux de 31-32 semaines (8 %).

Un an plus tard, les données sont un peu plus précises et le nombre des enfants suspects a diminué. Parmi les 287 enfants pour lesquels un bilan a été fait à l'âge de deux ans, 83 % sont considérés comme normaux sur le plan psychomoteur et sensoriel, 3 % restent suspects d'anomalies et 14 % sont classés comme pathologiques. Ces derniers peuvent présenter des troubles variés allant de l'infirmité motrice cérébrale à la surdité, ou au retard avec trouble du tonus.

« Au total, considère le professeur Dehan, l'amélioration des taux de mortalité en fonction de l'âge gestationnel ne semble pas se faire au détriment de la qualité de la survie des enfants. »

MARTINE LARONCHE

(1) La table ronde sur « L'avenir du prématuré » était organisée par le Comité national de l'enfance dans le cadre de la Semaine médicale de Paris et des Entretiens de Bichat.

La recherche en français

Pour que ses travaux aient un retentissement international, un chercheur, aujourd'hui, doit publier en anglais. C'est un constat qui désole beaucoup de défenseurs de la langue française. Cela n'empêche pas la revue *La Recherche* de fêter avec éclat ses vingt ans d'existence, et la revue le *Journal du SIDA* (ex *SIDA 90*) de poursuivre son essor.

Avec un tirage de 117 000 exemplaires pour 900 000 lecteurs (estimés) répartis dans 83 pays, et même une édition espagnole, la *Recherche* ne fait pas mauvaise figure parmi l'élite des magazines internationaux d'information scientifique, aux côtés des grandes revues anglo-saxonnes. Vingt ans après sa fondation en 1970 par les éditions du Seuil à partir d'*Atomes* – une revue confidentielle créée en 1945 par des physiciens du Collège de France dont Paul Langevin et Frédéric Joliot-Curie, – la *Recherche* est très vite devenue à la fois « référence scientifique (...), plate-forme d'actualité, mais aussi un vecteur de notre langue », comme l'écrit M. Hubert Curien, ministre de la recherche, fidèle lecteur, dans une introduction au numéro anniversaire qui présente notamment un dossier bilan de l'évolution du

médier de chercheur entre 1970 et 1990.

Le mensuel français s'attache à l'information scientifique de haut niveau, destinée à un public plus large que celui des revues anglo-saxonnes comme *Nature* ou *Science*, qui restent la référence obligée pour la publication de travaux scientifiques.

Dans un domaine plus spécialisé, l'excellente revue de l'association ARCAT-SIDA, *SIDA 90*, change de formule à l'occasion de son vingtième numéro. Elle vient en effet de passer avec l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) un accord portant sur la publication d'un encart mensuel sur les activités de l'agence. Ses responsables en profitent pour modifier sensiblement le titre – qui devient le *Journal du sida* – et la formule de la revue. La communauté francophone sera ainsi, dorénavant, dotée d'un véritable « journal de référence » sur le sida.

Si l'on ajoute à cela la qualité sans cesse croissante de la revue *Médecine Sciences* et le nouveau politique éditoriale des *Comptes rendus de l'Académie des sciences* (le *Monde* du 18 juillet), force est de constater que quelque chose est en train de bouger dans le petit monde de l'édition scientifique francophone.

Conférences du mois

Dans le cadre de l'exposition

VIVE L'EAU

mercredi 10 octobre à 17h

«L'eau qui soigne»

par François Besançon, Pr. à l'Hôtel-Dieu de Paris, René Jean, médecin thermal, Allervard-les-Bains, et René Flurin, médecin consultant ORL, Caunterets. Animation : Liliane Laplaine-Monthéard, «Le Quotidien du Médecin».

mercredi 17 octobre à 17h

«L'eau dans les sociétés humaines»

par Marie-Claude Pingaud, CNRS, et Jean-Pierre Goubert, Ecole des hautes études en sciences sociales. Animation : Hervé Ponchelet, «Le Point».

(accès libre)

pour les séances de la table ronde sur « L'avenir du prématuré » organisée par le Comité national de l'enfance dans le cadre de la Semaine médicale de Paris et des Entretiens de Bichat.

L'édifice construit à la hâte après l'explosion n'est pas totalement étanche

Journal of Management Education 30(6)

CARNET DU Monde

Mariages

M. et M^{me} Michel SOUHAÏTÉ
sont heureux de faire part du mariage
de leur fils.

Antoine,
avec
M^{me} Christine MALANDAIN,

qui sera célébré le samedi 6 octobre
1990, à 16 h 30, en l'église de Bonne-
ville-sur-Touques (Calvados).

74, avenue de Wagram,
75017 Paris.

— Doris MARTINEZ
et Olivier ROBERT

sont heureux de faire part de leur
mariage célébré au prieuré Notre-Dame
des Bois, à Canapperville (Eure), le
29 septembre 1990.

— M^{me} Maurice DAVID,
M^{me} Julien LE CALVEZ,

M. Régis PARANQUE,
inspecteur général des finances,
et M^{me} Régis PARANQUE,

M. et M^{me} Alexis THOMAS,

sont heureux de faire part du mariage
de leurs petits-enfants et enfants.

Marie-Luce et Jean-Michel

qui a été célébré en famille le samedi
29 septembre 1990, en l'église Saint-
Honoré d'Eylau, à Paris.

22, avenue du Président-Wilson,
86100 Châtelleraut,
Route de Gouare,
22570 Laniscat,
75116 Paris,
17, rue de Montmorency,
95330 Domont.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès
de

M^{me} Jacques ALLIER,
née Marie CAUCHY,

qui s'est éteinte, le 30 septembre 1990,
dans sa quatre-vingt-dixième année.

De la part de
M. et M^{me} Philippe Graft,
M. et M^{me} Thierry Schlumberger,
M. et M^{me} Michel Allier,
sont enfants,
Catherine et Pierre Vignal,
Jacques Graft,
Bertrand Graft,
Elizabeth et Mamerto Carrasco,
Eric et France Schlumberger,
François et Catherine Schlumberger,
Laurent et Sophie Schlumberger,
Emmanuel et Pascal Allier,
Irène et Bruno Frachon,
Constance et Philippe de Maleprade,
Sabine Allier,
sont petits-enfants,
Ses vingt arrière-petits-enfants,
Sa famille et ses proches.

« Aimez-vous les uns les autres
[comme je vous ai aimés]. »
Jean XV-12

La cérémonie religieuse aura lieu,
le jeudi 4 octobre, à 14 heures, en l'église
réformée de l'Oratoire du Louvre,
145, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

34, rue Guyancier,
75006 Paris.

— M^{me} Marie-Louise Barbaroux,
M. et M^{me} André Barbaroux,
et leurs enfants,
et leur enfant,
Le docteur et M^{me} Claude Bergeron,
et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Barbaroux,
et leurs enfants,
M. et M^{me} Joseph Vanni,
M^{me} Marie et Henriette Vanni,
leurs parents et alliés,
très touchés par les marques de sym-
pathie et d'amitié, remercient très sincè-
rement toutes les personnes qui se sont
associées à leur douleur lors du décès

M. Henri BARBAROUX.

— M^{me} Sylvie Le Bon de Beauvoir,
M^{me} Madeleine Laffaurie,
M. et M^{me} Claire Bost,
M. et M^{me} Charles Bost,
M. et M^{me} Annette Warnod,
M. et M^{me} Pierre Samson,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Gabus, Seltz, Cuinat,
Simon et Coqy,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques-Laurent BOST,

survenu le 21 septembre 1990, dans sa
soixante-quatorzième année.

— Les amis de

Aristide CAILLAUD,
peintre,

ont la tristesse de faire part de son
décès, survenu dans sa quatre-vingt-
neuvième année, le 26 septembre, à
Jauy-Clan.

106, Grand-Rue,
86130 Jauy-Clan.

Remerciements

— M^{me} Yves Pougnet,
Ses enfants,
Sa famille et ses amis,
remercient tous ceux qui, par leur pré-
sence ou leur message, se sont associés
à leur peine, lors du rappel à Dieu de

Yves POUGET,

survenu le 19 septembre 1990.

Services religieux

— Le secrétaire perpétuel
Et les membres de l'Académie fran-
çaise,
font annoncer qu'un service religieux
sera célébré au temple de l'Oratoire du
Louvre, 145, rue Saint-Honoré,
Paris-1^{er}, le mercredi 10 octobre 1990,
à 11 heures, à la mémoire de

M. Jacques SOUSTELLE,

de l'Académie française,
ancien ministre,
commandeur de la Légion d'honneur,
décédé le 6 août 1990.

Anniversaires

— Le 2 octobre 1960,

Boris LEBOVIC

nous quittait, terrassé brutalement par
une crise cardiaque à l'âge de cin-
quante-huit ans.

C'était un homme au grand cœur
généreux, plein d'énergie, d'optimisme
et aimant la vie...

Rocher de Saulx-les-Chartreux.

CARNET DU MONDE

Renseignements :
40-85-29-84 ou 40-85-29-86

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MEME

à nos services avant 9 h
du matin du jour même.

15, rue Faidherbe, 75015 Paris
Tél. : 206 806 6

Télécopieur : 45-56-77-13
Taux de la ligne H.T.

Tous les renseignements : 92 F
Abonnés et actionnaires : 80 F
Communications diverses : 95 F

Les lignes en capitales grasses sont
taillées sur la base de deux lignes.
Les lignes en minuscules sont obligatoires
et taillées. Minimum 10 lignes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5360

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

I. De quoi se faire bien attraper.

II. Qui ne peuvent donc plus battre.

III. Fait chanter certaines personnes.

IV. On peut aller après avoir fait ses paquets.

V. Rasse mine même s'il est souvent à table. Préfixe. Est pyré-

néen. — VI. Faisait l'accord. Se prend

en sape. — VII. Quelqu'un qui a des

bottes à ses pieds. Article. —

VIII. Sont plutôt gonflés. —

IX. Endroit où l'on fait des courses.

X. Fait avoir des mots avec autrui.

Est rouge. — XI. Bien faits. Qui ne

sont donc plus à recueillir.

VERTICALEMENT

I. Peut aider ceux qui se font du

mauvais sang. — II. Chute qui n'est

jamais mortelle. Qui ne saurait aller se

faire voir. — III. Aime les fournaies.

Fait sortir. — IV. Fait rendre ce que l'on

a pris. — V. Donnes des noms. Bien

soigné. — VI. Pronom. Qui en ont ou

per-dessus la tête. — VII. Chasse dans

l'eau. On la fait aller et venir. —

8. Conjonction. Vieil accord. Paroles

et musique. — 9. Ont besoin d'es-

pace.

Solution du problème n° 5359

Horizontalement

I. Bridgeur. — II. Autruches. —

III. Ouille. — IV. Abus. Aa. — V. Dé.

Pince. — VI. Engourdis. — VII. Uj. Aa.

Es. — VIII. Serong. La. — IX. Emeuses.

X. Sif. Air. — XI. Assise.

Verticalement

1. Baladeuses. — 2. Ru. Benjamin. —

3. Irou. Giral. — 4. Orus. Ou. — 5. Gui.

Puentes. — 6. Eclairage. — 7. Uhlend.

Sat. — 8. Réa. Ciel. Is. — 9. Passeire.

GUY BROUTY

SCIENCES ET MEDECINE

POINT DE VUE

La mauvaise santé du système américain

par le professeur Michel Manciaux

L'EFFONDREMENT du « modèle » de planification centralisée qui régnait la vie de millions de per-
sonnes en Europe centrale et orientale n'a certes pas épargné le secteur de la santé. Les signes avant-coureurs étaient d'ailleurs patents : depuis plusieurs années, l'URSS avait cessé de publier des statistiques de mortalité. Et si, dans les instances internationales, les collègues des pays de l'Est n'avaient qu'il existait chez eux des problèmes d'alcoolisme, de drogue, de délinquance, de sida — ou simplement des difficultés d'accès aux soins de santé — les contacts privés et, a fortiori, les missions sur place démentaient ces discours de commande.

Avec la glasnost, les Soviétiques ont commencé à lever le voile sur l'importance d'un certain nombre de problèmes de santé liés à un fonctionnement social défectueux et à des modes de vie nocifs : alcoolisme en premier lieu, mais aussi maladies mentales, maladies professionnelles, comportements sociaux et, plus récemment, risques liés à une pollution environnementale incontrôlée. Depuis les récents événements, cette transpa-
rence s'est accrue : elle a culminé lors de la réunion, en septembre, du comité régional de l'OMS pour l'Europe : les délégués des pays de l'Est y ont brossé un tableau sans complaisance de leur situation sanitaire, demandant l'aide de l'OMS et du reste de l'Europe pour essayer d'y remédier.

Faibles taux de vaccination

Devant ces révélations, la tenta-
tion est grande de condamner en bloc le système qui a conduit à ces échecs et de célébrer, a contrario, les réussites occidentales. En matière de santé, il est tentant d'opposer les avancées remarquables de la médecine libérale — pour ne pas dire libérale — et la faillite des systèmes de santé nationalisés et centralisés. Sous l'influence de certains organes d'information, nombre de nos concitoyens font volontiers cette analyse manichéenne. Les choses ne sont pas si simples.

Tout d'abord — et nos collègues de l'Europe de l'Est ont insisté sur ce point — tout n'est pas mauvais chez eux, tout n'est pas parfait chez nous. Mais surtout le système sanitaire libéral décentralisé, dont le prototype achevé est le « modèle » américain, est certes capable de prodiges en matière de technologie médicale, mais il est loin d'être aussi performant dans le domaine de la santé publique.

J'ai eu l'occasion de passer trois mois aux Etats-Unis en 1983, à l'époque où l'American Public Health Association étudiait les répercussions, en termes de détérioration de la santé — en particulier des enfants — de la réduction massive, par l'administration Reagan, des crédits fédéraux pour la santé et la protection sociale. J'ai eu surtout le privilège de participer à Washington, en mars dernier, à une réunion des responsables de l'American Academy of Pediatrics avec un certain nombre de politiciens américains : étaient invités cinq « experts » étrangers de pays comparables aux Etats-Unis par leur niveau socio-économique, mais différents par leur organisation sanitaire et sociale, et j'y représentais la France. Après deux jours de réunion fermée, où nous avons eu accès aux statistiques les plus récentes et les plus détaillées, nous avons, individuellement et en groupe, témoigné devant la commission Children, Youth and Families, commission mixte du Sénat et de la Chambre des représentants, au cours d'un de ces hearings qui sont une des caractéristiques de la démocratie américaine.

Des statistiques présentées à cette occasion par les Centers for Disease Control d'Atlanta, on peut retenir, en ce qui concerne la santé des enfants et des jeunes, celles qui ont trait à trois secteurs universellement considérés comme sensibles : la mortalité infantile, les vaccinations, la mortalité violente.

La mortalité infantile (taux de décès pendant la première année pour 1 000 naissances vivantes) est plus élevée aux Etats-Unis que dans la plupart des pays de niveau comparable. Avec un taux de 10,1 pour 1 000, les Etats-Unis occupent le 22^e rang mondial, loin derrière les champions du monde que sont la Suède et le Japon. Pour la mortalité post-néonatale (du 28^e jour à 1 an), particulièrement liée aux conditions socio-économiques — on l'appelle parfois, à la suite de Bourgeois-Pichat, mortalité exogène — les Etats-

Unis, qui occupaient la 3^e place en 1980, sont tombés à la 16^e en 1988. L'explication souvent avancée est la surmortalité des enfants dans les minorités ethniques : elle est partiellement exacte. Mais la mortalité des nourissons américains blancs est supérieure à celle de onze pays, dont le nôtre.

Environ 95 % des enfants américains d'âge scolaire sont correctement vaccinés, y compris contre la rougeole — ce qui n'est pas encore le cas en France pour cette maladie. Mais beaucoup d'entre eux le sont seulement à l'âge de l'obligation scolaire, donc plus tardivement que chez nous : avant cet âge, les taux de vaccination sont en moyenne de 40 % plus faibles que dans la plupart des pays industrialisés... et que dans certains pays en développement. Cette couverture vaccinale tardive explique une morbidité infectieuse (épidémies de rougeole, cas de coqueluche, voire de diphtérie) plus élevée que dans ces pays, morbidité qui touche surtout les enfants pauvres, dont un tiers ne sont pas vaccinés avant l'école. Un programme national mis en place dans les années 70 a vu son succès compromis par l'augmentation massive du prix d'une vaccination complète, passé de 7 dollars en 1982 à 70 dollars en 1990, du fait de la diminution des subventions fédérales et du coût exorbitant des assurances contre les risques vaccinaux que doivent souscrire les fabricants de vaccins. Une loi récente tente d'y remédier.

La mortalité violente des enfants et des jeunes couvre les décès par accident, suicide et homicide chez les moins de 15 ans : on y associe souvent les 15-24 ans. C'est — on le sait — un problème majeur de santé publique. Là encore, la situation est préoccupante aux Etats-Unis. Les décès dus aux accidents de la circulation y sont proportionnellement plus fréquents, pour presque tous les groupes d'âge et pour les deux sexes, que dans les pays de l'Europe de l'Ouest. Pour les jeunes de 15 à 19 ans, les taux sont de 20 % à 50 % supérieurs aux taux européens. Plus sérieuse encore est la mortalité par homicide, qui est accrue de 30 %, pour tous les groupes d'âge, entre 1970 et 1980. En 1985, le taux d'homicides chez les garçons de 15 à 19 ans a été en moyenne dix-neuf fois plus élevé aux Etats-Unis que dans les pays européens. La vente libre des armes à feu est la grande responsable, et le président de l'American Academy of Pediatrics a écrit : « On ne peut prétendre se soucier de la santé et du bien-être des enfants si l'on ne s'attaque pas au problème des armes à feu. » Il y a urgence : si les tendances actuelles se maintiennent, 1 nouveau-né américain noir de sexe masculin sur 28 mourra, plus ou moins tôt, de mort violente.

Sous le seuil de pauvreté

On pourrait continuer en utilisant d'autres indicateurs qui révèlent des situations tout aussi alarmantes : Les handicaps, particulièrement fréquents chez les enfants pauvres : par exemple, 600 000 écoliers auraient besoin de lunettes n'en ont pas ; 100 000 jeunes malentendants ne sont pas appareillés ; Les grossesses à l'adolescence : en 1982, 10 % des filles de 15 à 19 ans sont devenues enceintes, pour 1 % au Japon. A la différence des autres pays développés, le taux de grossesses chez les adolescentes reste élevé aux Etats-Unis, avec un recours important à l'avortement.

D'une façon plus synthétique, le président de la commission Children, Youth and Families écrit : « Des voix autorisées nous mettent en garde : notre pays perd plus de 20 % de ses enfants du fait de la pauvreté, d'une mauvaise santé, de la malnutrition, des handicaps et de l'échec scolaire. Comment en est-on arrivé là ? »

Ce n'est certainement pas par manque de ressources. Une étude de l'OCDE a montré, en 1987, que les Etats-Unis étaient, de tous les pays de l'Organisation, celui qui consacrait le plus fort pourcentage de son produit national brut aux dépenses de santé : 10,7 %. Mais les dépenses publiques de santé ne représentaient que 41 % du budget de la santé, taux le plus bas de tous les pays de l'OCDE. En fait, les Américains dépensent beaucoup pour leur santé, mais surtout dans le secteur privé et de façon très inégale.

Un enfant américain sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté. En 1987, 12 millions d'enfants n'étaient couverts par aucune assu-

rance-maladie, chiffre en augmentation de 14 % depuis 1981. Ces enfants pauvres non assurés sont à plus grand risque de maladie, de handicap, de mortalité. Et — fait encore plus préoccupant — 100 000 jeunes américains n'ont pas de toit et dorment dans les rues, les églises, le métro, les chantiers : c'est le sort de 10 000 enfants new-yorkais. Les enfants des rues ne sont pas le triste apanage des mégapoles des pays en développement : « En 1990, écrit G. Miller, les enfants constituent la fraction la plus pauvre de la société américaine. »

Un accès plus égalitaire aux soins de santé, garanti par un système d'assurance-maladie généralisée, représente sans nul doute un élément majeur de solution. Le Canada, qui en était dépourvu jusqu'en 1961 et avait à l'époque des taux de décès équivalents à ceux de son grand voisin, a vu, après s'en être doté, des progrès plus substantiels que ceux de l'ensemble des pays de l'OCDE pour tous les indicateurs sanitaires.

Le désengagement du pouvoir fédéral

Mais les Etats-Unis hésitent ; leurs gouvernements successifs répètent que c'est à chaque citoyen de prendre ses responsabilités, y compris en matière de santé et d'assurances sociales. Les Etats ne compensent pas — il s'en faut — le désengagement croissant du pouvoir fédéral. Pourtant, « un pays qui a été capable d'envoyer des hommes sur la Lune a les moyens de résoudre les problèmes de santé et de bien-être de ses enfants » (G. Miller). Encore faudrait-il qu'il le veuille. Jusqu'à présent — pour des raisons de philosophie politique, de respect de la liberté individuelle, de l'autonomie des Etats — cette volonté ne s'est pas exprimée, bien au contraire, au niveau fédéral.

La santé de plusieurs générations est en jeu, et devant l'intensité croissante de la compétition internationale — où comptent toujours plus la santé, l'éducation, les performances des jeunes qui arrivent sur le marché du travail — il y a là un handicap dont les économistes et les chefs d'entreprise commencent à s'inquiéter sérieusement : certains employeurs mettent en place des systèmes d'assurance-maladie, de garde, voire d'éducation pour les enfants de leurs employés. L'argument économique l'emportera-t-il où les professionnels de la santé n'ont pas réussi à sensibiliser les responsables au plus haut niveau ?

Entre les échecs de l'Europe de l'Est et les insuffisances des Etats-Unis, le système français de santé et de protection sociale fait plutôt bonne figure. Mais il est fragile, menacé par les crises et déficits idéologiques de la Sécurité sociale, par une démographie médicale trop longtemps incontrôlée, par l'usage irrationnel que font de la médecine et des médicaments nombre de nos concitoyens et, surtout, par la pauvreté et la marginalisation grandissantes d'une fraction importante de la population : comment accepter qu'en 1990, en France, on soit amené à ouvrir nos dispensaires de soins gratuits pour les exclus, les laissés-pour-compte de la croissance économique ?

Les échecs européens nous font aussi obligation de raisonner au-delà de l'hexagone : il est grand temps de se concerter pour définir et préparer en commun — en communauté — de véritables et audacieuses politiques de santé et de protection sociale pour le vingt et unième siècle.

Et que dire du niveau mondial, sinon que la solidarité est plus que jamais nécessaire, spécialement dans le domaine de la santé : le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, qui vient d'avoir lieu à New-York à l'initiative de l'UNICEF, fournit l'occasion de la réaffirmer, et surtout de la mettre davantage en pratique. Le professeur Robert Debré, grand pédiatre et grand humaniste, longtemps représentant de la France au conseil exécutif de l'UNICEF, nous a laissé, quelques jours avant sa mort, ce message plus que jamais politique : « De quel côté que nous nous tournions, le sort de l'enfant est en jeu : il nous faut définir le sens de nos efforts pour l'améliorer. »

► Michel Manciaux est professeur de santé publique à l'université de Nancy.

Le Monde

Le Monde

AGENDA

CINÉMAS

Programmes du mercredi 3 au mardi 9 octobre

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

MERCREDI

L'Or et l'Amour (1956, v.o. s.t.), de Jacques Tourneur, 16 h : la Caravane vers l'Ouest (1924), de James Cruze, 19 h : Two Fingers West (1950, v.o.), de Robert Wise, 21 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU
SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Passages de l'image : Die Distanz (1983), de Marcel Odenbach, Drole de finnoise (1986, v.o. s.t.), de Stanley Donen, 14 h 30 : Film (1985), d'Alain Scheider et Samuel Beckett, la Machine à tuer les méchants (1948), de Roberto Rossellini, 17 h 30 : Conversation in Vermont (1989, v.o. s.t.), de Robert Frank, Fury (1936, v.o. s.t.), de Fritz Lang, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

MERCREDI

En voiture, Paris 1 : Jeune public : Champions juniors (1954) de Pierre Blonchy, Monsieur Tati (1952) de André Hunebelle, 14 h 30 : Actualités anciennes : Eclair journal, 16 h 30 : Carte blanche : Bertrand van Effenterre, 18 h 30 : Aventure-évasion : la Glace à trois faces (1927) de Jean Epstein, A bout de souffle (1959) de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyonnais, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

AFFAIRES PRIVÉES (A. v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
LES AFFRANCHIS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-56-31) ; Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Matifort, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 (43-20-89-52) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8 (45-62-41-48) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Max Linder, 15 (43-27-84-50) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Matifort, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 (43-20-89-52) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94).
L'AUTRICHIENNE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-56-31) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Saint-André-Arts I, 8 (43-26-48-18) ; George V, 8 (45-62-41-46).
BAD INFLUENCE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (45-63-97-77) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

BIENVENUE AU PARADIS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; UGC Lyonnais, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-94-95) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; 48-60 : Escorial, 13 (47-07-28-04).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).CHARLIE (A. v.f.) : Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A. v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).
COMME UN OISEAU SUR LA BRANCHE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyonnais, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).AFFAIRES PRIVÉES (A. v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
LES AFFRANCHIS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-56-31) ; Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Matifort, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 (43-20-89-52) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Le Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93).
DADDY NOSTALGIE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Paris Ciné 1, 10 (47-70-10-41) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 8 (42-27-57-97) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyonnais, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).EXTRÊMES LIMITES (A.) : La Gédé, 18 (46-42-13-13).
FAUX ET USAGE DE FAUX (Fr.) : Le Triomphe, 6 (45-74-94-94).
LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champillon, 5 (43-26-84-65).LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champillon, 5 (43-26-84-65).
FULL CONTACT (A. v.f.) : UGC Opéra, 9 (47-42-56-31).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 8 (42-27-57-97) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyonnais, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).
GREMLINS 2 (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

HALFAUQUE (Fr.-Tun., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Saint-André-Arts II, 8 (43-26-80-25) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-94-95) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A. v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).
LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-84-65).MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A. v.o.) : UGC Ermitage, 8 (45-63-18-18).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

LES FILMS NOUVEAUX

58 MINUTES POUR VIVRE. Film américain de Renny Harlin, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Forum Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyonnais, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).
DETROIT. Film américain d'Edgar George Ulmer, v.o. : Action Christine, 6 (43-29-11-81).
MADO POSTE RESTANTE. Film

français d'Alexandre Adabachian : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyonnais, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).
NON OU LA VAINTE GLOIRE DE COMMANDER (Por., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-25-59-83).
NUIT D'ÉTÉ EN VILLE (Fr.) : Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).L'ORCHIDE SAUVAGE (A. v.o.) : UGC Ermitage, 8 (45-63-18-18).
PLEIN FER (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88).
LE PRÉDESTINÉ (It., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A. v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).
48 HEURES DE PLUS (A. v.o.) : UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-84-65) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).
REVES (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-25-59-83) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33).
ROBOCOP 2 (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ; Paris Ciné 1, 10 (47-70-10-41) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).S'EN VA LA MORT (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).
LE SIXIÈME DOIGT (Fr.-Noirien) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).
BUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).TATIE DANIELLE (Fr.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).
LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
TORCH SONG TRILOGY (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).TOUT POUR RÉUSSIR (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92).
TROIS ANNÉES (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20).
TU MI TURBI (It., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Le Triomphe, 6 (45-74-94-94).
UN WEEK-END SUR DEUX (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27).
VOIR L'ÉLÉPHANT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Ég., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) mer., sam., lun. 12 h 15.
ALOUETTES, LE FIL À LA PATTE (Italien, v.o.) : Studio 28, 18 (46-06-36-07) mer., jeu. à 19 h 25 h.
BACH ET BOTTINE (Can.) : Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55) mer. 15 h, sam. 18 h.
BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mer., dim., lun. mar. 20 h, jeu., ven. 16 h, sam. 18 h.LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) mer. 21 h, sam. 18 h 45.
LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-25-59-83) mer. à 14 h, 16 h 10, 19 h 50, 22 h film 10 mn après.
LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOKTERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-25-59-83) mer., avec.DUNE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 21 h 30.
E.T. L'EXTRATERRESTRE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 15 h 15, ven. 13 h 30, sam. 15 h, dim. 13 h 15.L'ÉCLIPSE (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) mer., sam. 12 h 05.
EMMANUELLE (Fr., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

FANTASIA (A. v.f.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 10 h, 14 h, 16 h 10, ven. 17 h 30, sam., dim. 14 h 15, lun. 20 h.

FIVE EASY PIECES (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) mer. 18 h 45, ven. 16 h 30, lun. 17 h, mar. 19 h.

LA FLÛTE À SIX SCHTROUPELLES (Bel., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) mer. 13 h 40.
L'HISTOIRE SANS FIN (Ail., v.f.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 18 h 30, sam. 15 h.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h.

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer., ven., lun., mar. 22 h 20, sam. 22 h.

LE LOCATAIRE (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) mer. 21 h, dim. 21 h 15.

LE MAÎTRE DE MUSIQUE (Bel., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 20 h, jeu. 13 h 45, dim. 16 h 30.

MARY POPPINS (A. v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer., sam., dim. 15 h 30.

MERLIN L'ENCHANTEUR (A. v.f.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-84-65) mer., dim. 14 h 15, mer. 14 h, 15 h 45 ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer., sam. 14 h ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 13 h 30, 15 h ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) mer., sam. 15 h 15, dim. 10 h 30 (25 F), lun. 13 h 40.

LE MIROIR (Sov., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 20 h, lun. 14 h, 16 h 10, ven. 17 h 30, sam., dim. 14 h 15.

LE MONDE SELON GARY (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. 11 h 40 T.U. : 20 F.

MYSTERY TRAIN (A. v.o.) : Utopia Champillon, 5 (43-26-84-65) mer., ven., dim. 25 F.

NOUVEAU BLANCHE (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 18 h 15, ven. 14 h, lun. 21 h.

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer. 19 h 40, ven. 17 h 40, dim. 22 h 10, lun. 14 h.

LA NUIT BÉNEVOLE (Fr., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55) mer. 21 h, sam. 19 h 45.

LES NUITS BLANCHES (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) mer., lun. 12 h.

OLIVER ET COMPAGNIE (A. v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) mer., dim. 15 h 15, lun. 13 h 40.

PEAU D'ÂNE (Fr.) : Escorial, 13 (47-07-28-04) (copie neuve) mer., sam., dim. 10 h Pl. : 15 F pour les moins de 14 ans.

PERFORMANCE (Brit., v.o.) : Accente, 6 (46-33-98-88) mer. 21 h 20, ven. 18 h 20, lun. 19 h 30.

LA PETITE BANDE (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) mer., sam., dim. 10 h Enfants : 15 F, adultes 22 F.

QUAND LA VILLE DORT (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. 12 h T.U. : 20 F.

LA REINE DES NEIGES (Sov., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55) mer. 14 h, sam. dim. 15 h.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-25-59-83) mer., sam., dim. 14 h, 15 h 45 (15 F pour les - de 14 ans).

SEX, MENSONGES ET VIDÉO (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40).

« L'Arche de la Défense et son quartier », 14 h 15, hall du RER Défense, sortie L (Tourisme culture).
« Du canal Saint-Martin à l'église Saint-Laurent », 14 h 30, métro

RECEIVED
JAN 10 1964
U.S. DEPT. OF JUSTICE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D.C.



Duke University Press

051 111 041

26 Étranger : le Brésil redécouvre les vertus de l'alcool carburant

26 Affaires : « contrat du siècle » pour Airbus - Social : le gouvernement et l'assurance-maladie

27 Les courses de galop jouent la crise 38 Marchés financiers

Les marchés réagissent favorablement au discours de M. Bush à l'ONU et à l'accord sur le budget fédéral

Surréactions

Alors que la valeur des actions des sociétés cotées s'effondrait sur toutes les grandes places financières, M. François Mitterrand avait qualifié d'« irrationnel » le comportement des marchés (le Monde du 23 août). Aujourd'hui, l'envolée spectaculaire de la Bourse de Tokyo (+13,2 %) l'inciterait, à n'en pas douter, à renouveler sa critique.

Dans le « yoyo » quotidien de tous les marchés - celui des actions, du pétrole ou des monnaies - il y a certes des mécanismes qui favorisent des « surréactions ». Chacun anticipe sur les anticipations des autres. Mais les évolutions parfois brutales traduisent aussi une certaine rationalité. Même s'il y a des exagérations.

Après avoir, pendant plusieurs semaines, broyé du noir, les hommes de marché voient brusquement depuis quelques jours l'horizon s'éclaircir. Des otages libérés, un accord budgétaire aux États-Unis, des discours plus conciliants des chefs des deux camps dans la crise du Golfe, des mesures de soutien au marché financier par le gouvernement japonais... La tension semble se réduire. Les marchés ne pouvaient que s'en satisfaire.

Que leur joie s'exprime avec excès, cela est incontestable. Ces quelques signes ne vont pas changer radicalement la situation, ni de l'économie mondiale ni de celle des entreprises. Ils ne justifient pas, à Tokyo, une augmentation subite de la valeur « réelle » des sociétés cotées de 13 % - elles avaient perdu 48 % de leur valeur depuis le début de l'année.

L'accord sur la réduction du déficit budgétaire américain n'est pas encore adopté par le Congrès. Il est assis sur des hypothèses économiques optimistes. L'instabilité des finances japonaises et américaines subsiste. La récession s'installe outre-Atlantique et outre-Manche. Malgré les propos de M. Hussein et Bush, la logique de guerre n'est pas encore écartée.

On peut regretter ces mouvements, dans un sens comme dans l'autre, sur des variables économiques aussi importantes que le prix du pétrole, celui des monnaies ou de l'argent et la valeur des entreprises. Leurs fortes variations sont peut-être le prix à payer des mécanismes de marché. Et l'on sait que l'on n'a pour l'instant rien trouvé de mieux que le marché pour assurer le fonctionnement d'une économie. Même si celui-ci mérite parfois d'être régulé.

New-York retrouve l'optimisme

Un succès d'estime, en dépit du score (+2,58 %), c'est ainsi que l'on peut qualifier la réaction des milieux d'affaires, via les marchés financiers, à la perspective, à terme, d'une reprise de la production d'or noir dans une région qui, est vrai, géographiquement et politiquement, ne sera plus jamais comme avant. Pour les boursiers de Manhattan, l'éventuel retour à une situation moins tendue sur le marché pétrolier implique une réduction de l'inflation importée et la possibilité d'éviter peut-être la récession économique dans laquelle les États-Unis menacent de sombrer. Stimulé par la perspective de pouvoir contenir la hausse des prix, nul par l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt - le président Bush s'est d'ailleurs exprimé d'appeler la Réserve fédérale à faire preuve d'un peu de civisme en ce sens - le marché obligataire a bien réagi aux informations en provenance du pétrolier de la Maison Blanche et du bunker iranien. Les obligations du Trésor à trente ans, lesquelles servent de référence au marché, ont aussitôt gagné 28/32 de point, entraînant mathématiquement une baisse de leur rendement - et, donc, de leur coût - à 8,86 % contre 8,94 %.

Déjà, de nombreux familiers du Big Board se hâtaient à pronostiquer une remontée du Dow Jones vers les 3 000 points tout en s'inquiétant des faiblesses de la Bourse de Tokyo. Les financiers américains craignent en effet que les moins-values à répétition subies sur leur place d'origine ne diminuent la capacité des investisseurs japonais. Or, le budget américain a encore bien besoin des capitaux nippons. Même en tenant compte de la réduction de 40 milliards de dollars du déficit budgétaire décidé pour l'année 1991 commencent depuis quarante-huit heures, le « trou » qu'il faut combler s'élève à 253,6 milliards de dollars, contre 218,5 milliards pour le précédent exercice fiscal. Sans compter le coût du « Vietnam financier » que constitue le scandale des caisses d'épargne. Jusqu'à présent, le chiffre communément admis était de 300 milliards de dollars sur trente ans. En attendant les derniers propos de M. William Seidman, car à chaque fois que le président du Federal Deposit Insurance

Corp., l'organisme chargé de gérer cet épouvantable dossier, ouvre la bouche, ce sont 50 milliards de plus qu'il faut trouver pour colmater la gigantesque brèche. Samedi 29 septembre, ça n'a pas raté. M. Seidman était l'invité de la chaîne de télévision CNN. Quand il a quitté le plateau, le passif des Savings and Loans avait encore augmenté : 600 milliards de dollars, 100 milliards de plus en vingt minutes d'antenne!

Or le compromis annoncé en matière de fiscalité de l'État fédéral est encore provisoire. Il doit être voté le 19 octobre prochain par les deux Chambres du Congrès pour avoir force de loi. Les conservateurs du Parti républicain ont déjà déclenché le tir de barrage contre « ce budget à la Yalta » qui, selon eux, comporte trop d'augmentations d'impôts, même indirectes. Le premier test aura lieu le 3 octobre lorsque la Chambre des représentants, à majorité démocrate, devra défaire le paquet-cadeau budgétaire offert par la Maison Blanche et les négociateurs désignés par le Congrès. La guerre aux amendements est ouverte.

SERGE MARTI

Tokyo gagne 13,2 %

Après cinq jours de chute, la Bourse de Tokyo a enregistré, mardi 2 octobre, une hausse historique de 13,2 % en une séance. Ce rebond résulte en grande partie des mesures de soutien au marché décidées, lundi, par le ministre japonais des finances (lire page 38.)

TOKYO

de notre correspondant

Cette reprise spectaculaire, la plus forte hausse enregistrée en une seule journée, a surpris les opérateurs, qui aujourd'hui avaient peine à suivre les cours tant leur remontée était rapide. Le volume des transactions est cependant demeuré faible (550 millions de titres ont été échangés). On anticipe une poursuite de la hausse au cours des deux prochains jours.

Cette « évolution sauvage », selon l'expression d'un spécialiste, s'explique pour plusieurs raisons. Le mouvement semble avoir été déclenché par les ordres d'achat placés par les investisseurs étrangers qui estiment

que le marché de Tokyo est toujours attractif et qu'il est temps de prendre, ou de consolider, des positions à la faveur de la baisse des cours. Les investisseurs institutionnels paraissent en outre avoir participé activement au mouvement de redressement des cours, notamment les compagnies d'assurances.

Le second facteur a été le train de mesures annoncées, lundi à la suite de l'effondrement des cours, par le ministre des finances, M. Hashimoto. Sans modifier la politique de resserrement du crédit poursuivie par les autorités monétaires, M. Hashimoto a annoncé un ajustement des clauses de garantie, donnant ainsi un peu d'oxygène aux petits porteurs qui, pris à la gorge par la chute des cours, se portaient vendeurs, accentuant le mouvement à la baisse : le coefficient de garantie est passé de 70 à 80 % du prix des titres, l'augmentation la plus élevée depuis 1965. Il faudra cependant trois ou quatre jours avant que cette mesure soit effective. La baisse des prix du pétrole et le mouvement de hausse sur les autres marchés ont également influencé les investisseurs.

Ph. P.

Les prix du pétrole retombent

Suivant l'apaisement des tensions politiques dans le Golfe, les cours du pétrole sont retombés d'un peu plus de 2 dollars lundi 1^{er} octobre. A New-York le brut de référence, qui avait frôlé la barre des 40 dollars la semaine dernière, a perdu 2,42 dollars en une séance pour revenir à 37,09 dollars par baril. A Londres les cours du brut ont également baissé d'un peu plus de 2 dollars, à 38,50 dollars par baril pour une livraison immédiate. La semaine dernière, les marchés s'étaient affolés à la perspective d'une guerre imminente dans le Golfe.

L'apaisement des tensions politiques a en outre coïncidé avec plusieurs nouvelles favorables du point de vue strictement pétrolier. Ainsi l'Arabie saoudite a confirmé,

par la voix de son ministre du pétrole, qu'elle avait bien augmenté sa production d'un peu plus de 2 millions de barils/jour, afin de compenser en partie la perte des bruts koweïtiens et irakiens (4,8 millions de barils/jour). De plus, le ministre saoudien a annoncé que le royaume « augmentera dans un proche avenir cette production de manière à ne pas porter atteinte à l'exportation », c'est-à-dire de manière progressive, afin de ne pas gêner des pays.

Ces chiffres confirment les estimations publiées, vendredi 28 septembre, par l'Agence internationale de l'énergie, qui estimait la production saoudienne en septembre à 7,3 millions de barils/jour (contre 5,6 millions en août). Au

total, selon l'Agence, l'OPEP a produit 22 millions de barils/jour le mois dernier (contre 19,9 millions en août et 23,3 millions en juillet). Un niveau certes inférieur à la demande, mais néanmoins suffisant pour équilibrer à peu près le marché, du moins tant que la hausse saisonnière de la consommation ne se fait pas encore sentir.

La détermination montrée par le conseil de l'AIE, qui a assuré qu'il était prêt, si un nouveau déficit apparaissait sur le marché, à déclencher aussitôt des mécanismes d'urgence, a également rassuré les opérateurs. La menace d'une nouvelle et grave rupture d'approvisionnement s'éloignant, les anticipations à la hausse des prix se sont donc, pour le moment, calmées.

V. M.

Le déficit budgétaire américain restera important

La douche apparaîtra glacée aux Américains. Des taxes supplémentaires, un allourdissement de l'impôt sur le revenu des gros contribuables, vont être nécessaires pour limiter un déficit budgétaire qui n'avait pourtant cessé de se réduire depuis 1985 mais qui prend maintenant des allures d'incendie.

Les chiffres sont inquiétants, même pour les esprits les plus blasés. Le déficit budgétaire, qui avait culminé en 1986 à 221 milliards de dollars (1) pour être revenu en 1989 à 152 milliards de dollars, pourrait atteindre 195 milliards de dollars (1 000 milliards de francs environ) cette année et, dans le pire des cas, 294 milliards l'année prochaine. Cela en dépit de la

loi votée en 1986 puis modifiée en 1987, connue sous le nom de loi Gramm-Rudman-Hollings, qui fixait pour objectif un déficit de 100 milliards en 1991. Rapportée à la richesse nationale, la situation apparaît un peu moins sombre : le déficit, qui représentait 6,2 % du produit national brut (PNB) en 1985 et encore 5,4 % en 1989, reviendrait à 3,9 % en 1991 après 3,5 % en 1990.

Un piège mortel se dissimule pourtant sous ces chiffres. L'essentiel du déséquilibre des comptes de l'État a pour origine les intérêts à payer chaque année sur une énorme dette publique accumulée à partir de 1982, avec l'apparition de déficits considérables. Il a fallu financer par des emprunts croissants. Alors qu'en 1979-1980, c'est-à-dire à la fin de la présidence Carter, le déficit fédéral était inférieur à 60 milliards de dollars par an, il atteignait 128 milliards en 1982, 208 milliards en 1983, 185 milliards en 1984 et 212 milliards en 1985.

Le piège se referme

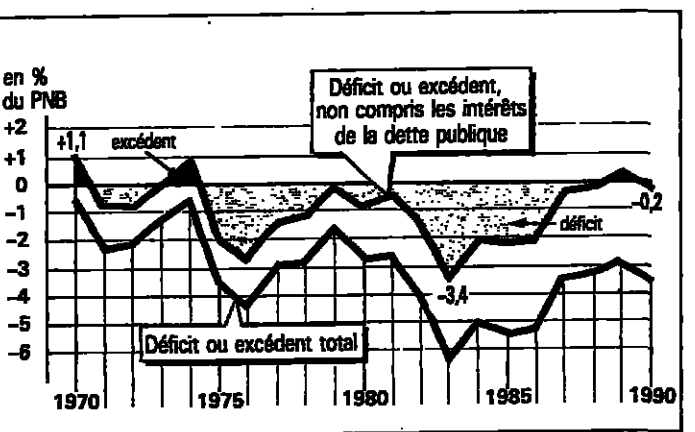
Il faut voir là les effets de la grave récession qui frappe les États-Unis en 1981 et 1982 puis le monde tout entier. Les recettes fiscales se tarissent parce que l'activité recule et que le pays s'appauvrit. Mais il faut y voir aussi les retombées de la politique menée tambour battant par M. Ronald Reagan dès son arrivée à la Maison Blanche. C'est en effet dès février 1981 qu'est présenté au Congrès un plan visant à réduire surtout les impôts de l'État et les charges publiques, à l'exception des dépenses militaires : le déficit budgétaire devait disparaître dès 1984. En même temps, une politique monétaire très dure était menée par la Réserve fédérale.

Au lieu d'augmenter de 9 % par an comme prévu entre 1982 et 1985, les recettes fiscales ne croissent que de 6 % alors que, dans le même temps, les dépenses progressent de 9 % l'an au lieu des 6,5 % prévus. Le déficit des comptes de l'État s'envoie.

On a pu parler à l'époque de cet échec parce que les États-Unis com-

mençaient à savourer la prospérité retrouvée. Il n'empêche que s'accumula alors une énorme dette d'État qui, en 1985, finit par atteindre 43 % de la richesse nationale (exprimée en termes de PNB) contre 26 % en 1981. C'est cette dette, ou plutôt les intérêts de cette dette, qui pèsent maintenant très lourd chaque année sur le budget, d'autant plus lourd que le loyer de l'argent est élevé.

Et c'est là que le piège se referme.



Au-delà de 3,3 % du PNB, le déficit budgétaire annuel alourdit le stock de la dette par rapport à la richesse nationale et, en retour, aggrave les intérêts supportés chaque année par le budget.

C'est cet enchevêtrement catastrophique qui rend presque vains les efforts faits pour réduire les charges publiques, les dépenses militaires notamment, qui n'ont cessé de diminuer depuis cinq ans en pourcentage du PNB. On n'a pas assez remarqué (voir graphique) que si l'on ne prend pas en compte les intérêts de la dette publique, le budget des États-Unis est quasiment équilibré depuis 1987. Cette course à la dégradation des comptes publics cesserait dès lors que le déficit budgétaire ne dépasserait pas 3,3 % de la richesse nationale. Or, cette année, ce pourcentage aura été dépassé et l'au-

lourd sur les évolutions à venir que les prévisions gouvernementales, en peinant par optimisme, sous-estiment largement l'ampleur des déséquilibres entre dépenses et recettes publiques.

Le coût du sauvetage

Sans doute l'aggravation subite du déficit budgétaire a-t-elle quelque chose d'un peu artificiel dans la mesure où elle est en partie provoquée par la faillite des caisses d'épargne et la nécessité de les renflouer. Le déficit des comptes de l'État en aura été alourdi dans le budget de 35 milliards cette année, passant ainsi de 160 à 195 milliards de dollars. Le supplément à payer atteindra encore 65 milliards de dollars l'année prochaine, le déficit prévision-

nel passant à quelque 294 milliards de dollars. Le coût du sauvetage s'alourdit progressivement, au cours des exercices 1992, 1993, 1994.

Dans la mesure où l'État fédéral assume la responsabilité d'assurer un niveau de vie dans le pays, il doit accepter de devenir le principal créancier de l'opération de renflouement des caisses d'épargne. Artificiel ou non, les chiffres du déficit budgétaire traduisent bien une réalité peu brillante. Réalité d'autant moins brillante que les soldes budgétaires avancés par la Maison Blanche prennent systématiquement en compte les excédents du système de sécurité sociale, excédents qui ne cessent de croître (59 milliards de dollars en 1990, 73 milliards en 1991, 83 en 1992...) depuis qu'a été votée, en 1983, une loi qui avait transformé un système fonctionnant sur le principe de la répartition en un système basé sur une semi-capitalisation, en même temps que s'allourdissaient les prélèvements opérés sur les salaires.

Si ces excédents sont économiquement consacrés au financement des dépenses publiques actuelles, on peut dire qu'ils ne pourront pas financer les futures retraites des générations issues du « baby boom » de l'après-guerre. Ou bien alors la présentation actuelle des comptes publics minimiserait fortement le déficit réel qui, sans les excédents de la Sécurité sociale, atteindrait 300 milliards de dollars par an... Il y a tout de même à un sérieux problème d'attribution et de comptage.

La loi Gramm-Rudman-Hollings, qui prévoit maintenant le retour à l'équilibre budgétaire en 1996, après l'avoir fixé à 1991 puis 1993, est probablement encore beaucoup trop optimiste. Malgré l'allourdissement des taxes et impôts et malgré les économies de dépenses...

ALAIN VERNHOLLES

(1) L'année budgétaire américaine se termine en septembre. Quand on parle du budget de 1986, il s'agit de l'exercice allant d'octobre 1985 à septembre 1986.

Résignation et mécontentement dans les milieux politiques

WASHINGTON Correspondance

Les leaders des deux partis se sont officiellement félicités du compromis qui est intervenu sur le projet de budget américain. Les républicains se réjouissent d'avoir évité une hausse des taux d'imposition. Les démocrates se vantent d'avoir empêché la réduction de l'impôt sur les superbénéficiaires, recommandée à cor et à cri par le président Bush. Mais dans les milieux politiques les réactions vont en fait, à un mois des prochaines élections au Congrès, de la résignation à la déception jusqu'au mécontentement.

Démocrates ou républicains, les candidats ne peuvent ignorer, le mécontentement des électeurs, dont un organisme de

sondage a ainsi résumé la réaction : « Nous n'avons pas créé le déficit budgétaire, nous n'en avons pas profité (...), il est injuste que le fardeau de régler ce problème nous soit imposé. » Au Sénat, les dirigeants devraient réussir à rallier leurs troupes.

A la Chambre, le camp républicain est au bord de la rébellion, reprochant à M. Bush d'avoir payé trop cher (d'abord en augmentant les impôts) ce consensus. Pour M. Gingrich, numéro deux de la hiérarchie républicaine, « ce budget va supprimer des emplois, affaiblir l'économie, augmenter l'impôt sans contre-productive ». « Ce n'est pas un projet que je peux soutenir », a-t-il ajouté.

H. P.

ÉTRANGER

Afin de réduire sa facture énergétique

Le Brésil redécouvre les vertus de l'alcool carburant

Lancé officiellement en 1975, peu après le premier choc pétrolier, le Programme national d'alcool devait permettre au Brésil de réduire sa facture énergétique. L'utilisation de l'alcool de canne comme substitut à l'essence s'est cependant heurtée à une conjoncture plus défavorable par la suite, en grande partie due à la baisse des prix du baril. La crise du Golfe vient de donner une nouvelle impulsion à ce plan original.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Dans les grandes villes brésiliennes, il n'est pas rare d'observer des voitures à l'aspect étrange. L'alcool de canne, utilisé dans le pays depuis une dizaine d'années comme substitut à l'essence, défraye à nouveau la chronique. En ces temps d'incertitudes pétrolières, le « Plan alcool », est redevenu d'actualité.

Présenté lors de son lancement comme la panacée pour un Brésil alors presque entièrement dépendant de l'étranger pour ses approvisionnements pétroliers, le plan qui débuta concrètement en 1979 — quatre ans après son lancement officiel — est victime depuis 1986, comme l'explique le ministre de l'Infrastructure, M. Ozires Silva, « de la baisse des prix du baril, et de la concurrence, en ce qui concerne les véhicules industriels — camions et tracteurs — du gaz-oil ».

Au début de cette année, personne ne parait sur son avenir et si ce n'était le problème des huit cent mille travailleurs qui s'y rattachent de près ou de loin, le programme semblait voué à une mort lente. Pourtant le coût d'un litre à la pompe revient au consommateur 33,60 cruzeiros (environ 2,20 francs, soit près de 80 centimes de moins que l'essence). Les voitures utilisant ce carburant — moins polluant, mais plus corrosif pour les moteurs — font l'objet d'une production particulière, et constituent le tiers du parc automobile actuel. Des incitations finan-

cières permettent d'abaisser le coût d'un modèle neuf d'environ 10 %. Mais cet ensemble de subventions directes ou indirectes finissent par coûter très cher à un gouvernement aujourd'hui avant tout soucieux de liberté des prix et de privatisation.

De plus, la production d'alcool arrive de moins en moins à satisfaire la demande, et stagne depuis 1985 à environ 12 milliards de litres (1). Au début de l'année un commencement de pénurie a contraint les automobilistes à des queues kilométriques à la pompe. L'alcool, qui devait constituer toujours selon M. Ozires Silva, « un substitut, non pas au pétrole mais à l'essence », est alors victime d'une conjoncture défavorable en raison de la baisse du prix du baril qui le rend moins concurrentiel. Lors de sa prise de fonctions il y a six mois, le président Fernando Collor déclarait qu'il ne voyait pas « l'utilité des voitures à alcool » et que lui-même « n'achèterait plus que des voitures à essence ». La production de ce type de véhicules chute en conséquence au point de ne plus représenter qu'une petite moitié des ventes actuelles, contre 85 % au plus fort du plan en 1985.

Mais, crise du Golfe oblige, beaucoup d'experts se demandent aujourd'hui si l'on n'a pas enterré un peu vite ce programme. La bataille au sein du gouvernement à ce propos a été rude. Au point que le ministre de l'Infrastructure — qui fut président de la firme nationale Petrobras — a admis publiquement avoir eu des divergences avec le président, et que des membres de son cabinet ont fait les frais de cette passe d'armes. Revenant sur ses déclarations du début de l'année, M. Fernando Collor a en effet souhaité la réactivation du Plan alcool en fixant comme but un accroissement de 25 % de la production dans un délai de quatre ans. En précisant que cette augmentation devait être obtenue par « une augmentation du rendement » et non pas par un accroissement des surfaces cultivées.

De manière plus ambitieuse encore, le gouvernement étudie la possibilité d'adopter à certaines des trois cents usines productrices d'alcool dans le pays, des centrales électriques, fonctionnant aux résidus de cannes. Avec des investissements peu coûteux, ces équipements pourraient permettre de produire l'équivalent

d'une turbine du barrage hydro-électrique d'Itaipu, soit 750 mégawatts. Une étude est aussi menée dans ce même cadre pour utiliser ces déchets comme fertilisants.

Les adversaires du programme et de son extension restent toutefois nombreux. Ils soulignent les aberrations de subventions ruineuses, et les gaspillages auxquels conduit le programme, principalement en raison des surfaces consacrées à cette culture — au détriment de produits alimentaires — et surtout des dépenses énergétiques annexes qu'il induit. Récolte et transports sur les points de vente sont ainsi effectués par des milliers de camions qui consomment, eux, du gaz-oil, et livrent parfois à des distances très éloignées un carburant, rendu ainsi très cher, à proximité de raffineries pétrolières. De toute manière, cette réactivation du Plan alcool ne pourra pas produire d'effets immédiats. Les nouvelles plantations ne commenceront qu'au mois de janvier prochain et le cycle complet demande un délai d'environ un an et demi. D'ici là, le prix du baril de pétrole a encore le temps de jouer au yo-yo.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) Selon Petrobras les consommations mensuelles des trois principaux produits s'établissent, au mois de juillet 1990, à 2,2 milliards de litres pour le gaz-oil, 1 milliard de litres pour l'alcool et 0,8 milliard de litres pour l'essence.

□ Petro-Canada va être privatisée. — Le processus de privatisation de Petro-Canada, deuxième plus importante société pétrolière du pays après Imperial Oil (contrôlée par Exxon) est enclenché : le gouvernement canadien a déposé, lundi 1^{er} octobre, un projet de loi devant la Chambre des communes d'Ottawa. Une fois ce texte adopté, la vente au public des actions de Petro-Canada dont les actifs sont évalués à 6,8 milliards de dollars canadiens (30,6 milliards de francs) se fera par tranches. La première, portant sur 15 % du capital, ne sera vraisemblablement pas lancée avant le début de 1991, a estimé M. John McDermid, ministre chargé des privatisations.

AFFAIRES

Nouveau « contrat du siècle »

America West achète 92 Airbus A-320

La compagnie America West a annoncé, le 1^{er} octobre, qu'elle avait commandé quatre-vingt-deux Airbus A-320, soit quarante-huit ferme et quarante-quatre en option.

Ces bi-réacteurs seront équipés de réacteurs V2 500 du consortium IAE (Pratt et Whitney, Rolls-Royce, MTU et un regroupement japonais). Ils seront livrés à partir de 1996 et, pour commencer dès 1991 l'exploitation d'Airbus A-320, America West louera vingt-six appareils au loueur irlandais GPA. Le montant de la commande s'élève à quatre milliards de dollars (environ 21 milliards de francs). America West est la compagnie américaine qui monte. Avec qua-

tre-vingt-dix appareils allant du Boeing 747 au commutateur Dash 8, elle a enregistré, en 1989, le taux de croissance le plus fort de l'aviation commerciale américaine. Elle a passé commande chez Boeing de vingt 737, de dix 757, de deux 747 et de quatre Dash 8. Elle figure à la vingtième place internationale pour le nombre des passagers transportés, derrière le scandiave SAS.

Après la commande de cinquante-deux Airbus A-320 et A-321 par Swissair, ce nouveau succès rapproche le consortium européen de l'équilibre des comptes. Avec six cent quarante-trois A-320 et cent-douze A-321 commandés ferme, les aviateurs français, allemands, britanniques et espagnols qui les construisent peu-

vent espérer approcher le point mort au-delà duquel ils gagneront de l'argent. M. Henri Mantra, PDG de l'Aérospatiale, a déclaré que ce serait chose faite dès cette année pour sa société, sauf aberration de change. En revanche, seule la prise en charge des dettes de Deutsche Airbus par l'Etat allemand permet à MBB de ne pas croquer sous les dettes du programme Airbus.

Cette pluie de commandes et ses conséquences positives sur l'équilibre financier d'Airbus peuvent aussi bien freiner les attaques des Américains, qui accusent les Européens de construire des avions non rentables, que les exaspérer et les amener à relancer leurs plaintes dans le cadre du GATT.

AL F.

Avant l'ouverture du Mondial de l'automobile

Renault s'attend à des résultats en baisse et propose un partenariat à Skoda

« L'année 1990 s'est mal déroulée pour plusieurs raisons », M. Raymond Lévy, PDG de Renault, s'attend à un résultat nettement en baisse pour cette année après les 9,3 milliards de profits l'an passé. Selon nos informations, ce bénéfice pourrait être réduit de moitié. (Lire l'ensemble sur le Mondial de l'automobile pages 28 et 29.) La première raison, a expliqué M. Lévy, est « une détérioration interne », les salariés ayant, sans doute, besoin de souffler après cinq ans d'efforts. La seconde vient des difficultés rencontrées par le groupe en Amérique du Sud et en Espagne.

La troisième raison provient du lancement de la Clio, qui, comme c'est toujours le cas lors d'un changement de modèle, a entraîné des pertes de ventes de RS (puisque les clients attendent) puis de Clio

(dont la production doit monter en puissance). La dernière raison est américaine. Mack, la filiale de camions outre-Atlantique, fait face à un brutal ralentissement des ventes et accusera 180 millions de dollars de pertes cette année.

L'offre publique d'achat lancée cet été, « après avoir beaucoup hésité », selon M. Lévy, sur 100 % du capital de Mack, destinée à se donner la liberté de restructurer entièrement l'entreprise, est finalement revenue. Renault a dû élever son offre à 6,25 dollars par titre (environ 600 millions de francs au total), mais est maintenant propriétaire de 100 % du capital.

M. Lévy a aussi expliqué qu'il avait transmis à Prague un vaste projet d'accord avec le constructeur tchécoslovaque Skoda. Le groupe allemand Volkswagen a déposé un projet concurrent qui

viserait, selon la presse allemande, à doubler la production de Skoda pour la porter à 400 000 voitures par an grâce à des investissements de 5 milliards de deutschemarks. VW prendrait aussi 50 % du capital. « Nos propositions faites conjointement avec Volvo, a précisé M. Lévy, visent à établir des partenariats qui ne se limitent pas à l'automobile, mais concernent les poids lourds et les équipements. Renault pourra prendre une part du capital mais la marque Skoda serait maintenue. Au début la voiture de Skoda, la Favorit, sera mise à niveau, mais nous avons un projet de remplacement. » Pour le PDG de Renault, Skoda est un investissement de long terme, « un pari que j'ai décidé de prendre ».

E. L. B.

SOCIAL

D'ici à la fin 1991

Le gouvernement voudrait économiser 10 milliards de francs sur l'assurance-maladie

Avant même l'adoption, mercredi 5 octobre en conseil des ministres, de la contribution sociale généralisée (CSG) et le débat parlementaire qui suivra, le gouvernement réfléchit aux moyens de réduire de 10 milliards de francs en 1991 les dépenses d'assurance-maladie.

L'enjeu est clair : si elle n'était pas rapidement maîtrisée, la croissance des remboursements maladie (9 % en rythme annuel) combinée au dérapage des prestations de retraite — traités inéluctablement à une hausse des prélèvements obligatoires l'an prochain — alors que la CSG est présentée comme une « opération blanche ». Aussi M. Claude Evin, ministre de la solidarité, s'est-il fixé un objectif et défini une priorité.

Après avoir longtemps cherché à relativiser l'ampleur de la dérive de l'assurance-maladie, le gouvernement aujourd'hui que 10 milliards de francs d'économies devront être impérativement obtenus d'ici à la fin 1991, compte tenu des prévisions de la commission des comptes de la Sécurité sociale (déficit de 6,9 milliards en 1990 et de 8,3 milliards de francs en 1991) et des possibilités d'avance de trésorerie. Quant à la priorité, elle consiste à placer en première ligne les professions de santé. Avenue de Ségur, on continue de penser que le dynamisme de l'offre des soins est à l'origine d'une spirale inflationniste. Il convient donc de rationaliser cette offre en permettant à la Sécurité sociale de récupérer un maximum de gains productifs et en veillant davantage à faire respecter le lien efficacité thérapeutique-remboursement. Les différents acteurs de l'économie de la santé doivent donc s'attendre à un certain nombre de remises en cause.

Les biologistes, qui avaient subi une première modification de leur nomenclature réduisant d'un milliard de francs leur chiffre d'affaires en 1990, sont concernés par deux nouveaux projets. Le premier

porté sur l'instauration d'un forfait biologie pour les établissements privés (économie : 300 millions de francs par an), et le second sur la révision de la nomenclature définissant le remboursement des actes de radio-immunologie (économie : 200 millions de francs). Ces deux réformes seront surtout ressenties par les plus gros laboratoires (onze seulement en France pratiquent la radio-immunologie). Quant aux radiologues, ils vont devoir compter sur la révision du forfait sur les appareils à résonance magnétique nucléaire, le prix de l'acte passant de 2300 à 1800 francs (économie : une trentaine de millions de francs). Les scanners y seront soumis à leur tour en fin d'année.

Des choix difficiles

L'industrie pharmaceutique n'est pas en reste avec le projet, fort contesté par les entreprises, consistant à ne rembourser certaines spécialités que dans le strict cadre de leur autorisation de mise sur le marché après des pourparlers avec la Sécurité sociale. Dans ce cas, les économies ne devraient guère atteindre des sommets.

En ce qui concerne les honoraires médicaux, il paraît de plus en plus évident que leur évolution sera calculée au plus juste et ne suivra que d'assez loin la hausse des prix. La revalorisation de 5 francs des honoraires des médecins fixée au 15 décembre par la dernière convention médicale est moins que jamais assurée d'intervenir. Ce faisant, les pouvoirs publics courent le risque de voir les praticiens multiplier les actes pour maintenir leur chiffre d'affaires. Par ailleurs, le gouvernement réfléchit aux possibilités de reclassement des médecins libéraux qui le souhaiteraient dans des secteurs de médecine non prescriptifs (médecine scolaire, prévention). Chaque médecin quittant le secteur de « prescriptif » procurera à l'assurance-maladie une économie net de un million de francs par an, souligne-t-on au ministère de la solidarité. Chargé d'un rapport sur

la démographie médicale, M. Philippe Lazare devrait rapidement avancer des propositions dans ce sens.

Reste que ces diverses mesures permettraient de dégager au mieux 3,5 à 4 milliards de francs en année pleine. On est, par conséquent, encore loin du compte. Pourtant, M. Evin refuse pour le moment de faire porter l'effort sur les assurés sociaux en réduisant les remboursements, comme durent le faire M. Pierre Bérégovoy en 1983, M^{me} Georgina Dufoix en 1985 ou M. Philippe Séguin en 1987. Pour tenir ce cap, le ministre devra procéder à des choix difficiles, donc faire preuve d'une certaine imagination dans les prochaines semaines. Une chose est sûre : il ne pourra pas hésiter trop longtemps. Augmenter les recettes de l'assurance-maladie le placerait dans une situation délicate. Une revalorisation de la CSG profiterait mécaniquement à la caisse d'assurance-vieillesse et aux allocations familiales, alors qu'une augmentation de la cotisation des actifs traiterait exactement à contre-courant de la philosophie qui a conduit à instaurer la CSG.

JEAN-MICHEL NORMAND

□ La CFTC est opposée à la gestion paritaire de l'UCANSS. — Le renforcement du patronat au sein de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS) « n'est justifié ni moralement, ni techniquement et encore moins socialement », a affirmé M. Roland Gandonnière, administrateur (CFTC) à l'UCANSS, dans une lettre adressée, lundi 1^{er} octobre, à M. Claude Evin. Le vice-président de la CFTC s'est ainsi opposé aux conclusions de M. Jean Lavergne, chargé par le ministre de la santé et de la protection sociale de trouver une issue au blocage de cet organisme, et qui avait proposé de revenir à un mode de gestion paritaire. La CFTC préférait, pour sa part, donner ces trois postes non pas au CNPF, mais à des « personnes qualifiées, compétentes et indépendantes ».



PETROBRAS
PETRÓLEO BRASILEIRO S.A.

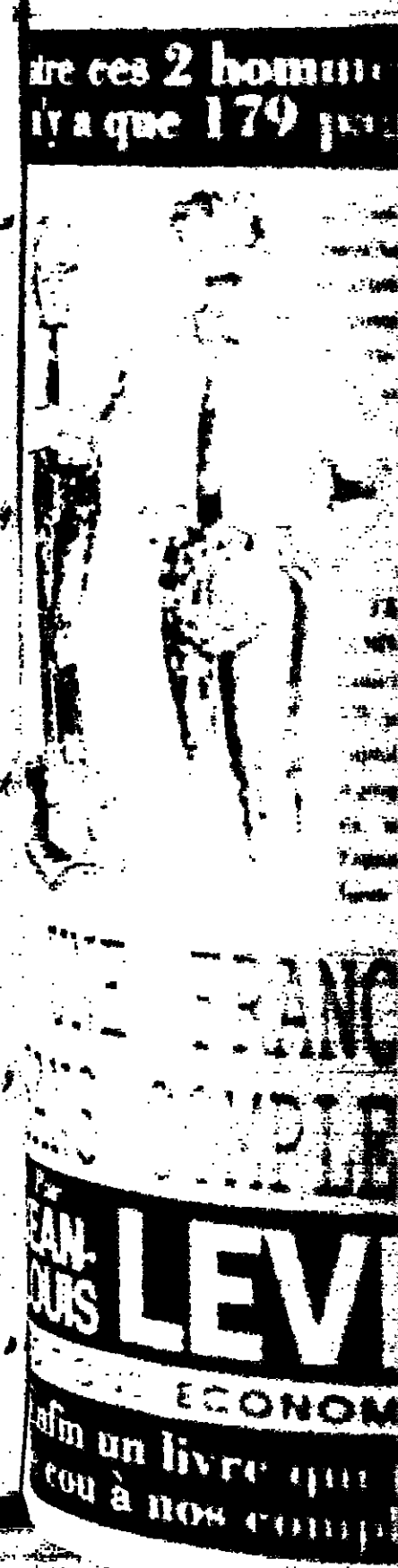
LICITATION PUBLIQUE INTERNATIONALE

PETRÓLEO BRASILEIRO S.A. - PETROBRAS, par l'intermédiaire de son Département d'Ingénierie - Serviço de Engenharia (SEGEN), annonce publiquement la réalisation d'une pré-qualification internationale d'entreprises pour l'engagement (avec financement) en vue de l'amplification de la capacité de distillation de la Raffinerie Landulpho Alves (RLAM), située à Mataripe, dans l'Etat de Bahia, Brésil, qui se compose de:

- Unité de Distillation Atmosphérique et Sous Vide (22.500 m³/jour);
- Parc de Pétrole (3 réservoirs x 550.000 barils);
- Unité de Distillation d'Ammonium (3.058 kg/jour);
- Unité d'Eaux Acides (100 tonnes/h);
- Unité de Refroidissement (8.000 m³);
- Séparateur d'Eau et d'Huile - SEH (420 m³/h);
- Système de Torches;
- Dépôts (11.250 m³);
- Centre Intégré de Contrôle (S.D.C.D.);
- Sous-station Énergétique (69 kV);
- Liaisons entre les Unités.

Les entreprises intéressées devront demander la documentation à propos de la pré-qualification jusqu'au 30/10/90, à PETROBRAS/SEGEN/EMPRESA-NE - Réf. "Edital SEGEN 001/90 - Pré-qualificação de Empresas para Ampliação da RLAM", au moyen du FAC-SIMILÉ [(00) (55) (021) 264-8655], en indiquant l'adresse complète (Fax et Téléx).

PETROBRAS fait savoir que la présentation de la proposition concernant la pré-qualification ne garantira pas aux entreprises leur postérieure invitation à prendre part à l'adjudication.



051 71147

ÉCONOMIE

HIPPISME

Les demandes de compensation des propriétaires

Les courses de galop jouent la crise

Le chiffre d'affaires du PMU progressera au minimum de 8 % cette année par rapport à 1989; et il a été très supérieur à l'inflation depuis cinq ans. Pourtant les propriétaires participant aux courses de galop crient misère. Ils viennent de demander officiellement une aide de 400 millions de francs par an pendant quatre ans aux pouvoirs publics.

Les responsables de l'Union pour le galop, qui centralisent maintenant les dossiers et en partie le pouvoir de décision de ce secteur hippique, ont ces jours-ci présenté à leurs trois ministères de tutelle (agriculture, budget, finances) un document se voulant très alarmiste.

Sous le titre « rapport économique et social sur la crise du galop », ils annoncent - après inventaire précis de tous les coûts par rapport aux recettes - un déficit annuel de 6 millions de francs pour les propriétaires, entraîneurs, éleveurs et jockeys de compétition de plat et d'obstacles. Bons princes, ils expliquent : « Ceux qui font courir par plaisir peuvent supporter de perdre une partie de leurs investissements, 200 millions environ, mais au-delà de ce seuil ce n'est plus tolérable. Pour survivre, rétablir la situation et éviter la dislocation de toute une économie importante et utile, il nous faut donc 400 millions par an au minimum assurés sur les quatre années à venir. »

Comment ? Mais simplement, d'abord, en acceptant de nous retourner - en les gelant au niveau de 1989 - une part des prélèvements PMU revenant à divers attributaires, haras, Jeunesse et sports, adductions d'eau, Ville de Paris, notamment. Cela fera déjà 70 millions. » Pour le reste, ils préconisent la « restitution » de l'arrondi

des centimes (50 millions) ainsi qu'un dégrèvement sur certaines journées de courses de prestige, comme cela se fait pour les grands matches de football (250 millions) en précisant que serait exclue de cette somme la part strictement fiscale qui revient directement à l'Etat. En effet, ils savent jusqu'où il ne faut pas aller trop loin ! Conscients peut-être aussi que dans les circonstances économiques actuelles le Trésor évidemment n'est pas disposé à de grandes libéralités. Ainsi, ils ont appris avec un certain dépit que la baisse du taux de TVA sur les jeux (Loto, PMU), qui va diminuer de 25 % à 22 % à partir de janvier prochain, sera immédiatement compensée intégralement par une augmentation correspondante de droits de timbre. En tout 102 millions qui ne reviendront ni aux parieurs ni aux sociétés organisatrices.

Dindons de la farce

Devant toutes ces revendications, le cabinet du ministère de l'Agriculture, après avoir beaucoup défendu la cause des courses, semble maintenant assez agacé par ces requêtes perpétuelles. Avec une tendance marquée à renvoyer les mandants devant MM. Bérégovoy et Charasse. Mais après avoir auparavant exprimé cette condition : « D'accord pour un principe d'aides lorsqu'il sera possible. Mais aussi lorsque nous saurons exactement où passe l'argent. » Car, contrairement au trot, le pur-sang galopeur reste très élitiste. Moins de cinq entraîneurs sur trois cents se partagent toutes les épreuves les plus riches dotées. Elles réunissent peu de partants avec des prix allant jusqu'à 6 millions de francs. Un quartieron de propriétaires étrangers en est le seul gagnant ou

presque. Les autres deux mille cinq cents petits ou moyens propriétaires ne récoltent que les miettes du festin des allocations (de 50 000 à 200 000 francs), insuffisantes pour équilibrer le prix de pension d'un cheval qui est de l'ordre de 150 000 francs par an en région parisienne.

Or, tant que le circuit de distribution ne sera pas revu, la pompe aspirante fonctionnera toujours dans le même sens. Les subventions tomberont à fonds perdus. La crise, même si elle est grave et profonde, ne sera pas résolue. Les « tuteurs » insistent aussi sur le fait que le PMU, très modernisé, mieux géré, dynamisé, confié maintenant à M. Jean Farge, devrait continuer à progresser encore en chiffre d'affaires (33 milliards sont prévus cette année). Le lancement de nouveaux jeux programmés pour 1991 apportera encore des ressources supplémentaires. « Qu'à cela ne tienne, répliquent-ils lorsqu'on les menace d'une grève du tiercé à Longchamp. Les organisateurs du trot, vos concurrents seront probablement bien disposés à pallier votre défaillance. Chez eux, il n'y a pas de pénurie d'effectifs et on se contente de ses propres recettes. »

Menace redoutable dans le même esprit dissuasif que celle qui avait été proférée il y a quelques années par M. Pierre Muret-Labarthe, conseiller pour les courses de M. Bonnet puis de M. Guillaume, alors ministre de l'Agriculture. Les éleveurs se plaignaient déjà de leurs difficultés d'existence. Ce haut fonctionnaire leur avait rétorqué avec une froide causticité : « Faute de chevaux, nous ferons courir des dindes ou des oies sur les hippodromes... C'est une activité agricole qui mérite également beaucoup d'encouragement. » M. Muret-Labarthe, actuellement conseiller d'Etat, est pressenti comme l'un des favoris pour la présidence du conseil supérieur du cheval, qui va être créé officiellement ces jours-ci. On ne s'ennuiera pas au parlement hippique...

GUY DE LA BROSSE

COMMUNICATION

Pour faire jouer la concurrence

La SPPP veut importer du papier sans taxes et vendre aux magazines

Restructuré depuis trois ans, le système coopératif d'approvisionnement en papier des journaux, fait valoir ses avantages en attaquant de nouveaux marchés.

Le papier journal livré aux éditeurs français a baissé de 12 % en francs constants depuis 1987, estime la Société professionnelle des papiers de presse (SPPP), qui réunit les coopératives d'approvisionnement de la presse quotidienne hebdomadaire et magazine et la Compagnie française des papiers de presse (CFPP, centrale d'achat liée à la SPPP, qui est le principal acheteur européen). Les deux entités assurent donc avoir fait gagner aux éditeurs - les principaux quotidiens français dont le Monde - près de 98 millions de francs en trois ans. Sans compter 60 millions d'excédents versés aux coopérateurs, depuis la restructuration de ces entités.

Pour approvisionnement 55 % à 60 % du marché français (évalué à 780 000 tonnes de papier journal), la CFPP achète sur l'ensemble des marchés mondiaux. Et elle souhaite, pour faire jouer la concurrence, que soient supprimés les quotas d'importation de papiers tiers à la CEE au-delà desquels

les importations supportent une taxe de 9 %. Ces taxes frappent en particulier la production canadienne, mais pas celle des pays nordiques vers la CEE. Or les groupes scandinaves contribuent déjà, avec Chapelle-Darblay, l'essentiel de la production française. Et les futures usines de Golbey et de Stradon dans l'est de l'Hexagone viendront renforcer la prépondérance de ces groupes.

Concurrence oblige toujours, la SPPP compte reprendre pied sur le marché du papier destiné aux magazines (830 000 tonnes annuelles) qu'elle avait abandonné il y a quatre ans. Confirmée dans ses missions de service public (approvisionnement des journaux en cas de crise) par une convention signée avec l'Etat en juillet dernier, la SPPP ne s'inquiète pas

outre mesure des répercussions du conflit du Golfe.

« Dans les usines de papier modernes, le coût de l'énergie ne représente plus que 10 % à 15 % du prix de revient. De plus, cette énergie est de moins en moins d'origine pétrolière, le risque d'un doublement du prix du pétrole en un an, comme en 1974, est donc limité », explique le directeur général M. Jean-Claude Brogniez. Il estime fournir ses clients à des prix parmi les plus bas d'Europe, même si la consommation par habitant de papier journal (13,4 kilos) reste largement inférieure à celle de nos voisins (23,3 kilos en Allemagne, 32,9 kilos en Grande-Bretagne, et plus de 50 kg en Suède ou aux Etats-Unis).

M. C. I.

Le dix-septième Grand Prix de l'affichage

Créativité publicitaire en baisse à l'ombre de la crise

Les publicitaires manient-ils inconsciemment l'humour noir ou leur choix esthétique traduit-il leur crainte d'un conflit mondial et de son effet sur leurs activités ? Le dix-septième Grand Prix de l'affichage, décerné à Porticcio (Corse) samedi 29 septembre, laisse pantois. En pleine crise du Golfe, le jury, formé par vingt-quatre professionnels de la publicité, a distingué pour son Grand Prix l'annonce d'un automobiliste la tête enfouie dans le moteur d'une... Golf et surmontée du mot « parano ». Le jury Volkswagen couronne une

affiche tirée Dialogue de sourds mettant aux prises un camion de dépannage et une Golf.

En dépit de ces cas étonnants involontaires, l'humour des professionnels de la publicité réunis pour ce Grand Prix sous l'égide de l'Union de la publicité extérieure (UPE, qui regroupe soixante sociétés d'affichage) n'est pas au beau fixe. « Nombre des mille neuf cents affiches que nous avons visionnées avant d'accorder les dix prix et les dix-sept mentions 1990 nous ont consternés par la faiblesse de leur créativité, remarque la présidente du jury, M^{me} Marie-Catherine Dupuy (groupe BDDP). Il n'y a pas de réelle innovation et nous avons finalement couronné des campagnes classiques, effaçant, que nous connaissons depuis deux ou trois ans. » Pour les publicitaires, cette faiblesse créative de l'affichage est due à de plus grandes difficultés avec les annonceurs, dont les tests de marketing bident les directeurs de création et leurs équipes et les empêchent de donner leur pleine mesure. Mais aussi à la puissance de séduction du média télévision, qui attire à la fois les annonceurs et les créatifs d'agence.

Cependant, la santé du média affichage reste bonne et les afficheurs refusent de se laisser aller à la morosité. L'activité du premier semestre de l'année se traduit par une hausse de 10 % du chiffre d'affaires. Le second semestre en revanche devrait faire légèrement reculer les résultats du secteur. Les afficheurs ont évoqué la loi sur l'interdiction publicitaire des alcools et du tabac et estimé leur manque à gagner de 6 % à 7 %. Quant aux centrales d'achat, dont le rôle est important puisque selon M. Jacques Dauphin, PDG de la société Dauphin, « les deux tiers du chiffre d'affaires des afficheurs se font, au plan national, avec les quatre plus grandes centrales », il convient de regretter davantage « leur création que leur concentration ». « Le mal a été fait avec la naissance de ces centrales d'achat, mais l'affichage est relativement à l'abri, plus de la moitié du chiffre d'affaires des sociétés d'affichage étant réalisé au plan local. Cela représente pour nous un facteur de sérénité. »

YVES-MARIE LABÉ

Le palmarès

Grand prix : Volkswagen Golf (DDB-Needham) affiche « Parano ».

Prix : Fido (CLM-BBDO), Lu (Bélier WCRS), Yop (Jeen et Montmarin), Kookat (CLM-BBDO), Monoprix « Campagne russe » (CLM-BBDO), Virgin Megastore (BDDP), Volkswagen Golf, affiche « dialogue de sourds » (DDB-Needham), Victor (Alicia), Enfance martyr (Bélier-WCRS).

Entre ces 2 hommes il n'y a que 179 pages...



La France reste fortement handicapée par un triple complexe : complexe d'infériorité industrielle, complexe protectionniste, complexe interventionniste. Après « UNE FRANCE SANS USINES », Jean-Louis Levet ouvre en 179 pages le débat capital des années 90 et propose les clés du succès d'une France lucide et confiante.

UNE FRANCE SANS COMPLEXES

Par JEAN-LOUIS LEVET
EDITIONS ECONOMICA
Enfin un livre qui tord le cou à nos complexes

LA GRANDE JAMAHERIAH LIBYENNE ARABE POPULAIRE SOCIALE

COMITÉ POPULAIRE GÉNÉRAL DE LA CHAMBRE FINANCIÈRE

ANNONCE DE CONSTRUCTION D'UNE STATION D'ÉLECTRICITÉ MELITA

Le comité des donations générales annonce le projet d'établir une station d'électricité - Melita. Toutes les compagnies qualifiées et enregistrées dans la Jamaheriah sont priées de présenter leurs demandes au comité selon les conditions suivantes :

LES CARACTÉRISTIQUES DE LA STATION

- A) 1. Quatre moteurs à vapeur dont la capacité de chacun est de (200x4) MG Watts, et ayant la possibilité d'augmenter de deux unités de (300x4) MG le pouvoir des annexes électriques, mécaniques, des dépôts de fuel et les tubes de gaz naturel.
2. Retirer l'eau de mer en quantité convenable aux unités précitées, plus des unités de filtrage pour une quantité de 80 000 m³ par jour.
3. Deux unités de filtrage de l'eau de mer ayant une capacité productive de 10 000 m³ par jour.
4. Un village de 102 bâtiments publics avec leurs accommodations.
5. Une station de distribution d'un potentiel électrique de 220 KV, en vue de connecter la station aux filiales mères.
- B) 1. Les descriptions signalétiques seront retirées à la compagnie générale d'électricité, adresse : n° 1, avenue Halab, Tripoli, pour une somme de 5 000 dinars libyens par copie, payée à la chambre financière selon un reçu. Ce montant ne sera pas remboursé.
2. Ces descriptions signalétiques seront retirées à partir du 30/10/90 au heures de travail.
3. Les enveloppes envoyées seront décachetées le 15/12/90 à midi.
4. Les soumissions doivent être garanties avec un chèque bancaire d'un montant de 300 000 dinars, conçu comme pré-assurance, valable pour une durée de six mois à dater du jour d'ouverture des enveloppes.

EN BREF

Les éditeurs télématiques se plaignent de la pénurie de Minitel I. - Le Groupement des éditeurs de services télématiques, qui réunit trente-cinq sociétés, a écrit au ministre des postes et télécommunications, M. Paul Quilès, pour dénoncer la « pénurie de terminaux Minitel I ». Selon les éditeurs, « les agences commerciales de France Télécom ne proposent plus, depuis quelques mois, que des Minitel évolués payants » en lieu et place des Minitel I distribués gratuitement. Une attitude qui, selon le Groupement, entraînerait un ralentissement de l'équipement des foyers, « qui ne progresse plus que d'environ 25 000 terminaux par mois, au lieu des 80 000 distribués jusqu'à la fin de 1989 ».

387 000 abonnés aux réseaux câblés. - Selon les chiffres collectés en août par le Service juridique et technique de l'information, les 104 réseaux câblés de télévision en exploitation comptent 387 000 foyers abonnés et raccordés, sur un potentiel de 2,4 millions de prises raccordables. A terme, le parc français sera de plus de 7 millions de prises, et le STI prévoit 500 000 abonnés fin 1990 et 1,3 million fin 1992.

Le 92 Airbus A-320

Le 92 Airbus A-320 est le dernier d'une série de 100 avions de ce type. Ils sont destinés à la compagnie Air France. Le 92 est le premier d'une série de 100 avions de ce type. Ils sont destinés à la compagnie Air France. Le 92 est le premier d'une série de 100 avions de ce type. Ils sont destinés à la compagnie Air France.

Mondial de l'automobile

Les résultats en baisse artenariat à Skoda

Les résultats en baisse artenariat à Skoda. Les résultats en baisse artenariat à Skoda. Les résultats en baisse artenariat à Skoda. Les résultats en baisse artenariat à Skoda. Les résultats en baisse artenariat à Skoda.

voudrait économiser sur l'assurance-maladie

voudrait économiser sur l'assurance-maladie. voudrait économiser sur l'assurance-maladie. voudrait économiser sur l'assurance-maladie. voudrait économiser sur l'assurance-maladie. voudrait économiser sur l'assurance-maladie.

Le Salon de Paris, baptisé désormais « Mondial de l'Automobile » se tient Porte de Versailles du 4 au 14 octobre. Quelque 1500 exposants installés sur 250 000 m² (voitures particulières, véhicules utilitaires, voitures sans permis, voitures anciennes et véhicules d'occasion, équipements) y attendent au moins un million de visiteurs. Cette manifestation très populaire sera une fois encore révélatrice de la bataille que se livrent les constructeurs américains, européens et japonais. Parallèlement se tiendra dans l'enceinte du Parc des expositions le Salon professionnel du transport.

Alors que les bruits de bottes au Proche-Orient ne cessent pas, ce Mondial permettra aussi de faire le point sur les progrès du secteur automobile depuis quelques années en matière de consommation.

Autre sujet, une fois encore d'actualité, la voiture électrique et ses utilisations possibles en milieu urbain. Quand le prix du baril repart à la hausse, l'idée de remplacer l'essence ou le diesel par l'électricité pour propulser les automobiles revient à l'ordre du jour. Mais la faible autonomie des véhicules électriques laisse les constructeurs sceptiques. Tant en Europe qu'au Japon ou aux États-Unis.

Le Mondial de l'automobile qui se tient à Paris du 4 au 14 octobre ne reflète pas, on s'en doute, les craintes que tout individu est en droit d'éprouver aujourd'hui à l'heure d'une crise qui peut tourner du jour au lendemain à l'embrasement apocalyptique. Surchauffe sur la puissance, débâcle de chevaux-vapeur, gonflement des cylindres, concurrence effrénée dans l'exploitation de techniques plus ou moins indispensables et réservées jusqu'à la compétition, luxe tapageur : tout respirera porte de Versailles l'essence du marché et l'insupportable, l'argent facile et, aussi, au passage, pour les admirateurs ébahis de la déesse Auto, l'endettement parfois mal évalué.

Les visiteurs les plus pessimistes, en regardant ces merveilleuses machines à quatre roues, se diront qu'un robinet de pipe-line fermé sans préavis ou une bombe malencontreusement tombée sur un puits en plein désert pourraient bien faire, par les temps qui courent et après quelques jours de disette, de la joyeuse kermesse un beau musée. Les plus confiants diront à l'inverse que l'automobile a connu d'autres menaces, qu'elle n'en est pas morte pour autant, qu'il n'y a pas le feu, qu'il y a des réserves et qu'après tout le moteur à explosion a toujours su, du gazogène à l'alcool de betterave, s'adapter aux circonstances.

De fait, la quasi-totalité des modèles - grands ou petits - présentés cette année au Salon de Paris, comportent c'est vrai, les applications directes des recommandations faites par les pouvoirs publics et les experts voilà dix ans et plus, lors des précédentes alertes pétrolières qui, avec obstination, nous rappellent, régulièrement, à l'ordre. Les solutions étudiées de

Face à une éventuelle crise prolongée du pétrole l'automobile d'aujourd'hui est-elle bien armée ?

longue date, et à ce titre exploitables assez rapidement en série, sont si bien entrées dans l'ordre normal des choses que personne, sous les effets de l'abondance revenue, ne semble plus s'en préoccuper. Elles n'en sont pas moins là.

Il est vrai aussi que les inquiétudes de l'heure se sont portées davantage en quelques années sur la sauvegarde de l'environnement et la sécurité routière que sur la consommation du pétrole.

Des économies spectaculaires

Des préoccupations qui ne cohabitent pas aussi facilement qu'on l'imagine avec les économies de carburant. Quoi qu'il en soit et si l'on écarte les modèles attachés sans réserve, par la volonté d'un constructeur, à un « look » anachronique qui a fait leur gloire et

dont les lignes, comme celles d'un mur, ne sont guère calculées pour l'économie d'énergie, la majorité des véhicules disponibles sur le marché aujourd'hui ont fait des progrès notables dans le domaine de la consommation.

Quatre axes d'étude - toujours les mêmes - avaient été encouragés cet été : ils concernent la résistance au roulement, la lutte contre le poids, le rendement des moteurs, les effets de la pénétration dans l'air. Ces recherches, qui se poursuivent bien entendu, ajoutées au développement de solutions futures bien plus audacieuses (moteur à deux temps, énergie de substitution), ont déjà été payantes. Elles devraient encore, dans un avenir définissable, réduire la consommation d'énergie qu'entraîne la mise en circulation de tout véhicule à moteur. Pneumatiques à profil nouveau, cham-

bres de combustion redessinés, chasse aux frottements, réduction du nombre des composants, allégement des structures, utilisation de matériaux légers, intervention banalisée de l'électronique dans le contrôle de l'allumage et de l'alimentation, lutte contre la résistance de l'air : les gains de consommation ont été spectaculaires.

Des exemples méritent d'être cités. Ainsi la consommation du 954 cm³ monté sur la Visa de Citroën s'établissait-elle il y a cinq ans à 5,5 litres d'essence pour 100 kilomètres, à 90 km/h. Aujourd'hui 3,9 litres suffisent à l'AX de même cylindrée et de même puissance au moteur (45 chevaux) pour parcourir la même distance, à la même vitesse. Une nouvelle conception du groupe, une amélioration de la silhouette, le fameux CxS (qui, plus savamment, correspond au

coefficient de traînée multiplié par la projection frontale du véhicule) ont, pour l'essentiel, permis d'obtenir le résultat : 29 % d'économie. Ainsi un Diesel de 1769 cm³ consommait-il un litre de plus aux 100 km il y a cinq ans, qu'un 1360 cm³ (moins lourd bien sûr) à la même vitesse, aujourd'hui. Chez Renault, la consommation moyenne des voitures vendues en 1981, toutes gammes confondues, s'établissait, toujours à vitesse constante, à 6,9 litres aux 100 km parcourus. En 1989, on a obtenu selon les mêmes critères, 6,4 litre. Les 6 litres aux 100 sont à portée de la main.

Le coût des embouteillages

De belles perspectives si les chiffres d'économie s'appliquent à un parc de plusieurs dizaines de millions de véhicules, mais des progrès toutefois quelque peu contrariés par l'arrivée du carburant sans plomb et du catalyseur. Deux bienfaits pour la nature et l'art de vivre qui réclament malheureusement, pour fournir un même travail, une consommation plus grande.

Aussi encourageants que soient les résultats déjà enregistrés jusqu'ici, il reste que la consommation globale d'un pays surmotorisé dépend aussi des conditions de circulation et de conduite. Il ne semble pas, sous cet aspect des choses, qu'une amélioration soit au rendez-vous. Le chiffre de 30 % de carburant brûlé en France dans les embouteillages, avancé naguère, risque fort de ne pas connaître de si tôt une diminution notable. A moins que, là-bas dans le Golfe...

CLAUDE LAMOTTE



La nouvelle Rolls Royce Spirit II ne manifeste pas de grande préoccupation pour le CX, et donc la consommation, qui sont sans doute pour le propriétaire d'une telle limousine... secondaires.

Du « fordisme » au « toyotisme »

Des perspectives de ventes en Europe en recul cette année de plus de 1 % et en 1991 de près de 5 %, une guerre interne des prix entre les constructeurs qui va rabattre les capacités d'investissement, une considérable pression externe des Japonais pour pénétrer les frontières et, pour arranger le tout, une menace quotidienne de voir le prix du super s'envoler vers les 10 francs du fait de Saddam Hussein : le Salon mondial de l'automobile s'ouvre dans une conjoncture pour le moins dégradée.

Les quatre « années admirables », de 1986 à 1989, qui ont vu les voitures se vendre avant que d'être faites et les constructeurs rouler sur l'or, sont loin dans les rétroviseurs. Peugeot annonce des résultats tout juste égaux à 1989. Chez Fiat, ils seront inférieurs. Chez Renault, ils pourraient être divisés par deux et ramenés à 5 milliards. Seul Volkswagen, grossi de l'appétit est-allemand, devrait bénéficier d'une hausse.

L'indépendance perdue des petits fabricants

Sitôt le gâteau rétréci, une guerre des rabais a été déclenchée par Ford, poursuivie par Fiat et peu ou prou par tous les autres. Offrant une motorisation Diesel au prix de l'essence, la filiale du groupe américain casse les prix de quelque 7 000 francs. En Italie, pour conquérir des clients de Fiat, Ford proposait même des rabais sur la Fiesta allant jusqu'à 20 %. Tous les constructeurs devront à un moment ou à un autre s'engager dans la bataille et prendre sur leurs marges, c'est-à-dire leurs capacités d'investissement.

Cette guerre intestine n'est qu'un

Le Salon

Le Mondial de l'automobile ouvrira ses portes au public à la porte de Versailles, le jeudi 4 octobre à 13 heures. L'exposition se prolongera chaque jour jusqu'à 22 heures avec une ouverture matinale à 10 heures, sauf pour les bâtiments occupés par les véhicules industriels. Le prix d'entrée a été fixé à 35 F.

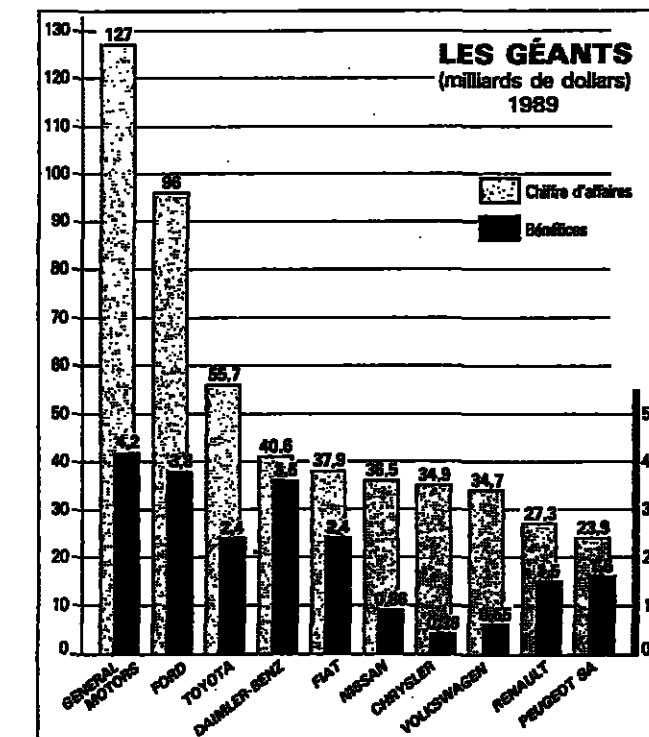
avant-goût de la compétition féroce qui s'annonce pour les années 90. Déjà ces derniers mois ont vu les petits fabricants perdre leur indépendance : Jaguar s'est vendu à Ford, Saab s'est réfugié dans les bras de General Motors et Volvo a épousé Renault. Même les japonais ont été touchés : Fuji doit sa survie à Nissan, et Daihatsu à son grand frère Toyota. Mais les grands risquent de ne pas être épargnés et les regards se sont tournés récemment vers Chrysler, le numéro trois américain, en proie à de nouvelles difficultés et qui s'est approché de Fiat.

Bourrée d'électronique

Ensuite, qui ? A nouveau, comme dans les années 70, la question se pose d'une nouvelle vague de concentrations dans l'industrie automobile. Cause unique de cette férocité : les Japonais. Ils sont devenus l'obsession, le cauchemar des constructeurs occidentaux, à la fois l'ennemi mortel et le modèle à suivre. Partis de zéro il y a trente ans, les constructeurs nippons contrôlent près de 30 % de la production mondiale et poursuivent avec un acharnement poli leur conquête du globe.

Premier front de l'attaque : ils ont réinventé après-guerre la façon de faire les automobiles et, du même coup, toute l'industrie de grande série. De la conception au contrôle permanent sur les chaînes, en passant par le travail en équipe, les cercles de qualité et les livraisons des équipements « juste à temps » : ces idées qui sont peu à peu adoptées dans le monde entier n'ont pas été inventées au Japon, mais elles y ont été mises en œuvre massivement avec une efficacité redoutable. La clé du succès japonais est qu'ils sont « économes en tout », en travail comme en capital, rapporte une récente enquête du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Par exemple, et contrairement à l'idée répandue, l'automatisation y est moins poussée qu'en Europe ou aux États-Unis. La productivité vient moins du nombre de robots que de l'organisation globale.

De 1930 à 1980, l'Amérique a été la référence mondiale d'organisation du travail industriel. Les professeurs sont désormais au Japon. Le « toyotisme » a remplacé



le « fordisme », note un rapport du Plan (2). Et l'on a pas fini d'étudier et de commenter ce basculement majeur.

Le résultat est un avantage moyen de compétitivité de quelque 25 % pour les constructeurs nippons (le Monde du 15 mars). S'y ajoute, depuis deux ans, un taux de change « de combat », le yen étant sous-évalué par rapport au dollar et surtout par rapport au mark et à toutes les monnaies européennes.

Deuxième front ouvert : l'automobile elle-même. « L'individualisme croissant et la diversité de la demande des consommateurs imposent un élargissement de la gamme offerte », note le rapport de la Fédération des constructeurs nippons de la fin 1989 sur « l'avenir de l'industrie automobile japonaise ». « Désormais les investissements vont s'orienter principalement sur les changements de modèles. » C'est déclarer, en termes japonais, un bouleversement de l'automobile. Sans doute la technique a-t-elle énormément

évolué depuis 1970. Une Clio n'a rien à voir avec une R 5. Du moteur aux freins et aux sièges, tout a été revu.

Les maîtres du marketing

Mais les vingt ans qui viennent annoncent des modifications de plus vaste ampleur. On en observe les prémices avec les systèmes d'antidive des freins ou l'arrivée des « concept-cars », ces voitures inventées comme la Renault Espace. Bourrée d'électronique de communication et de sécurité, répondant à tous les besoins et plaisirs de conduite et de parade imaginables, la voiture va se décliner en une multiplication des genres. Retour des cabriolets de sport, micro-voiture de ville, véritable salon pour les autoroutes, les japonais vont impulser une course folle que tous les constructeurs auront du mal à suivre. Peu sauront chanter toutes les octaves.

Si on examine ce qui s'est passé dans les voitures de luxe, il faut craindre que les japonais soient

aussi passés maîtres du marketing. Résolus à attaquer les « belles européennes », Toyota et Nissan ont sorti des modèles complètement neufs, les Lexus et Infiniti. En 1991, 40 000 Infiniti devraient être vendues outre-Atlantique contre 30 000 Mercedes et 60 000 BMW : en moins de deux ans, le succès est éclatant. Les constructeurs allemands, qui avaient jusqu'ici regardé les japonais de haut, commencent à s'émouvoir.

Le tour de l'Europe

Troisième front ouvert, celui-là depuis quelques années : l'extension géographique. Les japonais poursuivent une délocalisation de leurs usines dans le Sud-Est asiatique, aux États-Unis et maintenant en Europe. Toyota dispose de 29 établissements de montage hors du Japon, du Kenya en Australie. En 1989, sa production outre-mer n'a encore représenté que 500 000 véhicules, soit 11 % du total. Mais ce chiffre a doublé et la vitesse acquise est élevée. En 1992, les japonais assembleront 2,3 millions de voitures aux États-Unis, le quart de la production de ce pays. Importations et assemblage local s'additionnent déjà pour gagner une part toujours croissante du marché : 31 % au premier semestre de 1990 contre 21 % trois ans auparavant.

Malgré les milliards de dollars déversés - huit fois les dépenses du programme Apollo (3) -, les « Big Three », General Motors, Ford et Chrysler, reculent. GM a investi 350 milliards de francs dans la décennie 80 pour se mettre à niveau. Apparemment en vain. Ce pays au système éducatif à la dérive pourra-t-il passer du « fordisme », adopté en 1930 pour des ouvriers sans qualification, au « toyotisme », où chacun sur la chaîne doit prendre des initiatives ? La question n'a pas encore trouvé sa réponse. La désagrégation de l'industrie mécanique américaine (4) s'offre pas un contexte favorable. De surcroît, les alliances conclues dans les petits modèles (GM s'est associé avec Toyota, Ford avec Mazda, Chrysler avec Mitsubishi) pourraient prendre le « Big Three » à contre-pied si le marché se retourne durablement vers ces créneaux à la suite de la crise du Golfe. Chrysler pourrait

en mourir. GM et Ford, étant donné leur taille et leur présence en Europe, ont, eux, largement de quoi se redresser. Nissan, Toyota et Honda ont investi près de 20 milliards de francs dans l'implantation d'usines en Grande-Bretagne : voici venu le tour de l'Europe, premier marché du monde avec 13 millions de voitures vendues chaque année à l'Ouest et 3 millions attendues à l'Est pour 1995. La bataille mondiale se jouera probablement là, entre 1995 et 2000. D'ici cette date, les quatre chevaliers européens, VW, Fiat, Peugeot SA et Renault, bénéficieront d'une protection.

Le principe en est acquis, même si on en discute encore les modalités entre les Douze : les japonais devront s'autolimiter jusqu'en 1998 environ, pour ne progresser que lentement de leur niveau actuel de 10 % du marché européen à un seuil qui reste à déterminer. La Commission de Bruxelles a proposé 19 % et les constructeurs veulent maintenir les 10 % actuels, le compromis sera donc entre ces deux bornes. Les japonais ne resteront pas immobiles. Déjà, ils montent des centres de design en Europe pour apprendre les goûts des automobilistes locaux.

Mais le répit est essentiel pour que les Européens achèvent leur convalescence, se mettent à leur tour au « toyotisme », rattrapent leur retard de productivité et raccourcissent leur délai de conception de nouveaux modèles. VW et Fiat mènent une stratégie extensive en prenant pied partout où cela est possible, en particulier à l'Est. Renault s'est allié à Volvo. PSA préfère mener une stratégie intensive d'abaissement de ses coûts. Choix différents mais perspective identique. Les quatre ont quelque huit ans pour se muscler ou nouer des alliances. Ensuite, après 1998, la concurrence devrait être libre.

ERIC LE BOUCHER

(1) Cité par le Financial Times du 17 septembre.

(2) Du fordisme au toyotisme, les voies de la modernisation du système automobile en France et au Japon. Étude et recherche n° 7-8, Bureaux de la Commission générale du Plan. La Documentation française.

(3) Sciences et Vie économie, mai 1989.

(4) Numéro spécial d'Industrie et Technique, sur l'Automobile, Octobre 1990.

Quel avenir pour la voiture électrique?

Les Européens, sceptiques, restent vigilants

Les espoirs déçus du Japon

Comme Phénix, la voiture électrique renaît périodiquement de ses cendres. En 1899, un véhicule baptisé « la Jamais-Contente » avait atteint les 106 km/h, un beau record pour cette fin de siècle qui s'emballe dans la recherche de la vitesse tous azimuts. Aujourd'hui, l'intérêt porté à la voiture électrique est avant tout dicté par des considérations de silence et de propreté, auxquelles s'ajoute la crainte d'une pénurie de pétrole suscitée par toute crise au Proche-Orient.

Allure, propreté, silence, économie d'énergie pétrolière n'éliminent pas le principal handicap de cette technique qui consiste à remplacer le carburant liquide par l'électricité. Ce handicap se situe dans les conditions de stockage de l'énergie mise en jeu.

A titre de comparaison, il faut bien admettre que la fée électrique ne fait pas si bon visage que le poids du pétrole, ou plutôt le fait, mais pas dans le bon sens : ainsi 200 kilos de batteries au plomb, rangées sous un plancher, équivalent en gros à... 1 litre de carburant classique. A 2 litres s'il s'agit de batteries alcalines. Dur!

Aussi le poids, la bête noire des constructeurs d'automobiles, réduit-il, de façon exagérée, les possibilités réelles de ces véhicules qu'une autonomie limitée confine à des tâches urbaines ou à des petites liaisons.

Pour PSA, qui en France, comme Renault, a mis au point et construit en petite série des véhicules électriques, « on ne pourra jamais faire une voiture électrique aérodynamique et performante, elle sera tout simplement inutilisable pratiquement, car si l'on exploite ses performances son autonomie sera ridicule ». Un autre aspect des choses concerne l'indis-

pensable infrastructure que réclame l'automobile électrique pour pouvoir être utilisée à grande échelle. Des travaux importants destinés à implanter les bornes de recharge indispensables sont à eux seuls dissuasifs.

Malgré ces constats peu encourageants depuis 1971 pour PSA et 1973 pour Renault, les constructeurs français peuvent cependant fournir sur contrat (avec EDF, la ville de Châtelleraud, etc.) des véhicules électriques tout à fait fiables. Au Mondial de l'automobile, les deux marques présenteront des modèles utilitaires et notamment, chez PSA, un J5 Peugeot dans lequel un moteur électrique remplace le groupe thermique, mais avec une boîte de vitesses traditionnelle et donc un embrayage conventionnel. Deux véhicules seront, dans le même type d'usage, sur le stand Citroën : un C15 et un C25.

Les avantages de la double motorisation

Les constructeurs allemands, on s'en doute, n'ont pas manqué, eux aussi et depuis des années, de se pencher sur le problème posé par l'autonomie très relative des véhicules électriques. La priorité restant néanmoins à la lutte contre la pollution urbaine, les chercheurs ont imaginé une solution hybride. Elle consisterait à ne pas éliminer totalement le pétrole, appréciable pour ses qualités de performance, tout en utilisant la motorisation électrique pour ses vertus propres.

Volkswagen semble dans l'affaire avoir pris une avance notable en mettant au point une transmission qui associe deux moteurs, l'un thermique et l'autre... électrique. Ainsi les avantages de la motorisation classique seraient-ils conservés (rayon d'action, vitesse)

et ceux de l'électricité (bruit, propreté) exploités au moment voulu. Le moteur thermique agit sur les roues avant, le moteur électrique sur les roues arrière. Traverser une ville avec l'électricité n'empêcherait donc pas de poursuivre ensuite sa route avec du pétrole (super ou gazole). Une Golf ainsi équipée et une Audi 100, baptisée comme il se doit « Duo » ont été récemment présentées au ministère des transports bavarois. Est-ce l'avenir?

Non, diront les irréductibles de la course à la légèreté : associé au poids d'un moteur thermique, celui des batteries ne ferait qu'annuler une partie des résultats recherchés, en demandant au moteur classique un effort supplémentaire. Le débat n'est qu'en-trevu.

C. L.

12 h de La Rochelle

La Rochelle, la ville de l'ancien ministre de l'environnement Michel Crépeau, vient d'organiser ses Douze Heures électriques. En 1987 et en 1989, Bruxelles et Bruges en avaient fait autant.

Ces Douze Heures confiées à l'électricité avaient pour objectif de démontrer qu'il était possible d'utiliser dans la pratique et sans difficulté sur des distances suffisantes et à une vitesse d'exploitation raisonnable des véhicules fonctionnant à ce type d'énergie. Sur un circuit déterminé, les engins présentés, notamment des Voita, construits dans la région, ont démontré leur capacité à remplir tout à fait leur mission.

Les Japonais paraissent insensibles aux échecs. Surtout dans le domaine de l'automobile. Pourtant, leurs espoirs en matière de développement de la voiture électrique restent, pour l'instant, déçus. On ne compte qu'environ 630 véhicules de ce type en circulation au Japon. Or, en 1983, les spécialistes tablèrent sur un parc de 15 000 unités pour l'année 1990. C'est dire l'importance de la désillusion. Pour l'essentiel, les applications actuelles se limitent aux véhicules utilitaires des compagnies électriques et aux camionnettes de livraison de lait et de journaux. Pour trouver des chiffres plus convaincants, il faut descendre au niveau des voitures de golf, dont 1 500 sont en service, et des petits véhicules confinés dans un lieu donné (17 000 unités dans les aéroports, parcs, hôtels, hôpitaux...).

En fait, le chariot élévateur à fourche reste, de loin, le principal adepte de la motorisation électrique. On n'en trouve pas moins de 126 000 dans les usines nipponnes. Si la voiture électrique n'atteint pas encore le grand public, c'est en raison d'une accumulation de problèmes non résolus de façon satisfaisante. Prix de vente très élevé, performances inadéquates à un emploi de longue durée, coût d'entretien prohibitif. Avec, à la clé, une incertitude sur la rapidité des progrès techniques du composant majeur du système : la batterie.

Fidèle à une stratégie éprouvée, le Japon a mis en place des structures particulières pour promouvoir le développement de la voiture électrique. Dès 1976, entre les deux chocs pétroliers, l'Association des constructeurs japonais d'automobiles (JAMA) créait la JEVA, l'Association japonaise du véhicule électrique, sous le patronage de l'incontournable MITI, le ministère du commerce international et de l'industrie. A l'époque, l'essor de la voi-

ture électrique devait essentiellement répondre à la volonté d'économiser l'énergie. Ces dernières années, la lutte contre la pollution était devenue le stimulant essentiel. Elle devait le rester bien que les événements du Golfe puissent réactualiser l'aiguillon énergétique. Malgré la minceur des résultats, la JEVA poursuit sa mission. Elle emploie neuf personnes et ne compte pas moins de soixante-trois membres parmi lesquels on trouve les onze constructeurs nippons d'automobiles, leurs fournisseurs (Nippon Densetsu), de grands industriels (Mitsubishi, Sumitomo, Kobe Steel, Misumi...) et, bien sûr, la majorité des fabricants de batteries. Avant même la création de la JEVA, le MITI avait lancé, en 1971, un programme national de recherche étalé sur six ans et disposant d'un budget de 240 millions de francs. Cet effort servit de rampe de lancement pour les premières voitures électriques. Aujourd'hui, six modèles existent sur le marché japonais. Ils sont produits par cinq constructeurs. Par ordre d'importance : Daihatsu, Mitsubishi, Suzuki, Nissan et Honda.

Une production expérimentale

La JEVA reconnaît que la production reste au stade expérimental. Problème majeur, le prix d'une voiture électrique est trois fois plus élevé que celui d'un modèle équivalent à essence... D'où une faible demande qui entraîne une stagnation du volume de production, principale cause du prix de vente élevé. Un parfait exemple de cercle vicieux dont la JEVA voudrait bien sortir grâce à une stimulation, artificielle au début, de la demande. Pour cela, elle gère depuis 1978 un système de location-vente soutenu par les subventions du gouvernement nippon. L'association

achète elle-même les voitures électriques aux constructeurs. La moitié du prix est fournie par les subventions. L'autre moitié est récupérée auprès des utilisateurs. Les fabricants vendent leurs voitures électriques à la JEVA au prix moyen de 140 000 francs. L'acquéreur les obtient donc pour 70 000 francs qu'il règle par le biais des loyers. Malgré ces conditions avantageuses, en 1989, la JEVA n'a réalisé que 30 locations-ventes et prévoit le même résultat pour 1990. Le système de location-vente, mis en place en douze ans, a conduit à la mise en service de 350 voitures électriques, soit plus de la moitié du parc actuel. Malgré cet effort, la demande demeure confidentielle, et la JEVA estime même que le montant qu'elle règle aux constructeurs est inférieur à leur coût de production. Il faut dire que selon Hiroshi Igarashi, directeur général adjoint de la division recherche, « la plupart des véhicules électriques sont des voitures standards sur lesquelles, en fin de chaîne de montage, le moteur à essence est remplacé manuellement par le système électrique de propulsion ».

La JEVA reconnaît également que la demande est ralentie par les caractéristiques des batteries. Le point noir de la voiture électrique, « Les batteries pèsent par un temps de recharge trop élevé ainsi que par un poids et un encombrement trop importants », admet Hiroshi Igarashi. Le temps de recharge ne peut descendre en dessous de huit heures si l'on veut préserver une durée de vie des accumulateurs d'environ deux ans. Les batteries présentent, en effet, l'inconvénient de s'user plus rapidement que les moteurs à essence, et le coût de leur remplacement est loin d'être négligeable. Hiroshi Igarashi l'estime à environ 16 000 F.

Ainsi, les zones d'ombre s'accumulent.

Côté utilisation pure, les voitures électriques japonaises disposent d'une vitesse maximale de 90 kilomètres/heure avec une autonomie qui varie de 60 kilomètres à 110 kilomètres avant recharge. Les constructeurs sont parfaitement conscients de ces faiblesses. Ainsi, Shin Nippon Steel a développé avec Tokyo Research and Development, un spécialiste de la conception de voitures, un modèle expérimental baptisé NAV (Next Generation Advanced Electric Vehicle). Les performances annoncées constituent un réel progrès : 240 kilomètres d'autonomie à une vitesse constante (sans arrêt) de 40 kilomètres/heure et 100 kilomètres/heure en pointe. Shin Nippon Steel s'est chargé de la réalisation de la carrosserie en plastique renforcé de fibre de carbone.

L'avenir des modèles mixtes

L'entreprise, qui s'est engagée dans le développement d'une voiture électrique en 1986, a investi 13 millions de francs et vise la production de masse avec l'aide d'un partenaire constructeur automobile. La NAV serait alors la concurrente de l'Impact américaine de General Motors. D'autres constructeurs se lancent dans la voie électrique. Toyota a signé, en mai dernier, un accord avec Chubu Electric Power pour développer trois véhicules commerciaux électriques. Son premier modèle dispose d'une autonomie de 160 kilomètres et d'une vitesse maximale de 85 kilomètres/heure. Hino, de son côté, mise sur les bus électriques avec un modèle mixte équipé également d'un moteur diesel conventionnel.

Cette solution qui combine moteur électrique et moteur à explosion semble peu répandue au Japon alors qu'elle tente plusieurs constructeurs européens. Plus complexe du fait du fonctionnement alternatif des deux modes de propulsion (électrique en ville, à essence sur route), elle présente des avantages majeurs. Vitesse, autonomie et certains détails majeurs comme le chauffage de l'habitacle (impossible en électrique pur) sont résolus avec un gain très important sur la pollution. Cela ne supprime pas, néanmoins, le besoin de batteries plus performantes. Le fabricant Japan Storage Battery a présenté récemment une batterie pour voitures électriques qui utilise le couple nickel-cadmium. Par rapport aux accumulateurs classiques au plomb, cette solution fournit une durée de vie doublée avec un temps de recharge inférieur à deux heures. Japan Storage Battery déclare fournir déjà 80 % des batteries utilisées sur les voitures électriques japonaises.

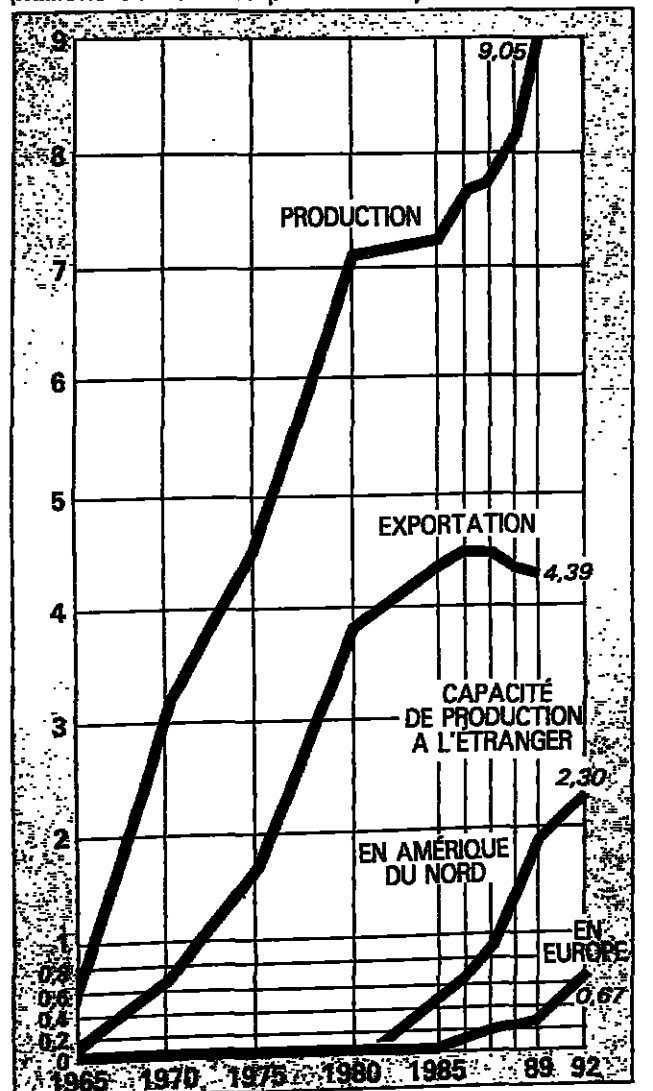
Les efforts soutenus des constructeurs et du gouvernement nippons aussi bien que les progrès des fournisseurs d'accumulateurs semblent confirmer que le Japon croit toujours à la solution électrique. Mais les prévisions de la JEVA sont prudentes et n'envisagent pas le passage à une production de série avant la fin du siècle.

SERGE MARTI

JEAN RIEUX

« La délocalisation » des constructeurs japonais

(millions de voitures particulières)



Source : Industries et Techniques

Le tour du monde des constructeurs

La voiture électrique n'excite guère les consommateurs français. Telle est l'une des conclusions du sondage réalisé par la revue Industries et Techniques et dont les résultats figurent dans son numéro spécial Automobiles, publiés à l'occasion du Mondial de l'automobile. A la question « acheteriez-vous une voiture à moteur électrique, sachant que sa vitesse maximale serait inférieure à 100 km/h, avec la contrainte quotidienne de recharger les batteries? », 81 % des sondés répondent non. Cet intéressant numéro fait également le point des stratégies poursuivies par les constructeurs européens, japonais et américains, et de leurs modes de production. Avec, en ouverture, les photos de leurs prototypes. De quoi rêver!

Industries et Techniques. Automobiles. Le tour du monde des technologies. Ed. CEP. IT. 156 p. Prix : 35 F.

Chrysler, le plus mal en point des trois, se contente pour l'instant de tes-

L'Amérique à petit feu

NEW-YORK

de notre correspondant

« La voiture électrique? C'est une excellente idée, surtout pour permettre à George Bush de faire son parcours de golf devant les caméras pendant la crise du Golfe! », s'esclaffe M. George Peterson. « Pour le reste... Nous en sommes restés un peu au stade du prototype. La voiture électrique dispose d'un rayon d'action encore trop limité et pèse d'un coût d'utilisation trop élevé pour intéresser vraiment le consommateur américain habitué à une essence bon marché », explique plus sérieusement le président d'Auto Pacific Group, un organisme de consultants spécialisé dans l'industrie automobile et installé en Californie. « Même les autres formes d'énergie alternative telles que le méthanol ou l'éthanol, où les travaux sont plus avancés, ne peuvent lutter contre le prix du super à la pompe, y compris compte tenu des récentes augmentations. »

A 0,800,90 dollar par gallon américain (3,8 litres), ce qui était son prix de vente moyen avant que l'Irak organise son raid musclé sur Koweït-City, le raisonnement tenait la route. Mais aujourd'hui, à plus de 1,30 dollar le bidon? Et surtout demain, si le conflit s'étend au pé, le Proche-Orient s'embrase? Pour l'instant, les constructeurs automobiles n'ont pas changé leur fusil d'épaule. Traumatisés par la concurrence des modèles japonais, qui leur ont à présent subtilisé plus de 20 % du premier marché mondial, les trois grands (General Motors, Ford, Chrysler) s'efforcent d'améliorer leur compétitivité et de réduire les nuisances atmosphériques de leurs modèles pour répondre à des normes anti-pollution devenues draconiennes depuis le récent Clean Air Act.

Leurs deux autres objectifs à l'égard des consommateurs devenus plus exigeants consistent à accroître la sécurité - un bon argument de vente - et, plus récemment, à mettre en avant la moindre consommation d'essence des derniers modèles. Face à ces impératifs dictés par l'actualité, la promotion de la voiture électrique semble bien être actuellement le cadet de leurs soucis. Les recherches coûtent très cher et... s'il n'y a pas immédiatement un marché à la clé... Or, comme dans bien d'autres domaines, l'Etat fédéral a fortement diminué les aides consacrées à la recherche de nouvelles formes d'énergie. De 5 milliards de dollars (25 milliards de francs) en 1980, elles se sont effondrées à 1,5 milliard (en dollars constants) cette année. Une misère. Les constructeurs doivent donc financer ces travaux sur leurs propres deniers. Et ils en ont de moins en moins.

Chrysler, le plus mal en point des trois, se contente pour l'instant de tes-

ter un mini-van électrique, le TEVan, équipé d'une batterie nickel-fer dotant le véhicule électrique d'une autonomie de 110 à 120 miles (170 kilomètres environ) à partir d'un recharge de batterie effectuée la veille et sur la base d'une vitesse de 70 miles à l'heure (100 km/h environ), supérieure aux limitations généralement fixées à 55 miles à l'heure sur les routes américaines. Prudemment, la firme ne prévoit pas un éventuel démarrage de production, même à moyenne échelle, la date initialement avancée - 1993-1994 - semble plus ou moins abandonnée. Ford n'a guère avancé depuis l'annonce, en 1988, du lancement de l'ETX II Aerostar, un autre prototype de mini-van électrique. Reste General Motors, le numéro un mondial de l'automobile, qui, à la différence de ses collègues, n'a pas planché sur le mini-van, mais sur une voiture électrique classique dont le lancement a eu lieu, en fin de l'année, au début de l'année à Los Angeles dans la perspective d'une mise en série à une date... à déterminer.

Des utilitaires légers

Néanmoins après, « General Motors n'a toujours pas décidé quand cette voiture électrique entrera en production », admet un porte-parole du géant de Detroit. « Vous comprendrez que nous ne voulons pas donner d'indications aux concurrents. Mais il est clair que GM continue à travailler sur ce modèle. Avec son propre argent », précise-t-il. En avril dernier, le président de l'époque (il a changé cet été), affirmait encore dans un discours prononcé à Washington que son groupe - un moment associé à Peugeot avant de rouler pour son propre compte - voulait être « le premier constructeur automobile à se lancer dans la production en série d'un véhicule électrique individuel égalant les performances des moteurs à combustion interne ».

Équipée de batteries qui lui permettent une autonomie de 180 km à la vitesse moyenne de 80 km/h, l'Impact - c'est le nom du modèle GM - dispose d'une capacité d'accélération de 0 à 90 km/h en l'espace de huit secondes. Mais la consommation électrique, ajoutée au coût de remplacement des batteries (tous les deux ans), risque de grever le budget du consommateur. Un handicap qui, selon M. Roger Smith, obligerait son groupe à escompter une production de 100 000 véhicules avant de parvenir à un prix compétitif avec les modèles traditionnels à essence.

La présentation de l'Impact le 3 janvier dernier en Californie ne devait rien au hasard. Cet Etat est celui qui a l'atmosphère la plus polluée des Etats-Unis en dépit de

normes locales supérieures aux directives fédérales. D'où l'intérêt manifesté par les pouvoirs publics des principales villes de la région, à commencer par Los Angeles, pour tout ce qui permettrait de réduire ces nuisances. Théoriquement, trois modèles de véhicule électrique fabriqués par de petites firmes sont disponibles. Sous réserve de les commander en quantité industrielle pour justifier une mise en production. Il s'agit du G-Van de Vehma (une division de Magna International Inc., une firme canadienne de l'ouest), disposant d'une autonomie de 90 kilomètres à une vitesse de 75 km/h et d'un mini-van fabriqué par Unique Mobility Inc., une société d'Englewood (Colorado) qui a créé ce modèle pouvant pousser sa vitesse jusqu'à 100 km/h.

Le troisième prototype est une voiture pouvant emporter quatre personnes que propose Clean Air Transport, une firme anglo-suédoise. La vitesse de ce véhicule peut atteindre 90 km/h et il dispose d'un rayon d'action de 100 kilomètres, éventuellement porté à 225 kilomètres par l'adjonction d'une unité auxiliaire. Tous ces modèles seront commercialisés - au moins dans un premier temps - sous forme de véhicules utilitaires légers plutôt que de voitures particulières, précise le magazine Nuclear Industry qui les a étudiés de près. L'avantage de ces véhicules industriels est qu'ils peuvent être garés dans un espace central où le recharge de batteries est plus aisé que devant une maison particulière.

Mais l'obstacle économique n'est pas levé pour autant. Tant Vehma que Unique Mobility concèdent qu'il ne leur est pas possible, sans subventions, de produire ces véhicules électriques à moins de 30 000 dollars l'unité, soit le double du prix d'un van classique. Seule une incitation fiscale, accordée par l'Etat - ou par le gouvernement local, désireux d'encourager la « voiture propre », pourrait faire baisser les prix. Mais les finances des collectivités locales sont généralement à sec et l'administration fédérale, empêtrée dans son déficit budgétaire, est plutôt à la recherche d'économies que de dépenses nouvelles. De plus, il faut compter avec les contre-feux que ne manquera pas d'allumer le lobby pétrolier si la menace se faisait trop précise. De tous les agents d'influence ayant leurs entrées au Congrès, les ambassadeurs des grands marchands d'or noir sont certainement les mieux représentés au Capitoll Hill. Voir à la Maison Blanche.

SERGE MARTI



UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidés dans près de 25 % de l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui portent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Gestionnaire du patrimoine immobilier

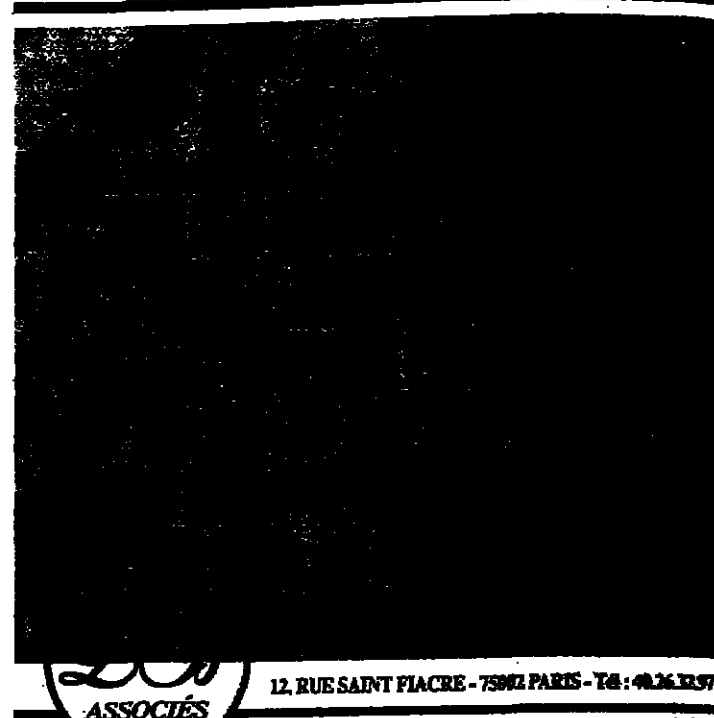
Pour participer à la gestion du patrimoine immobilier des AGF (675 immeubles, 1 763 000 m², 16 000 locations), la Direction Immobilière recherche plusieurs collaborateurs(trices).

- Vous êtes jeune, dynamique, disponible. Vous êtes titulaire d'une maîtrise de droit, d'un DESS de droit immobilier ou d'un diplôme équivalent, ou vous avez déjà acquis une solide expérience de gestion immobilière.

Nous vous proposons plusieurs postes de gestionnaire. Vous serez entièrement responsable, sous tous ses aspects, de la gestion et des résultats d'un groupe d'immeubles situés à Paris ou en région parisienne.

Merci d'adresser lettre, CV et rémunération actuelle, sous réf. M/GI, à Madame EGLER - Département Gestion de l'Emploi - AGF - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



12, RUE SAINT FIACRE - 75002 PARIS - Tél : 01 26 12 57

Ville de Montbéliard

Au cœur d'une agglomération de 120 000 habitants, premier pôle économique de Franche-Comté, la ville de Montbéliard recrute :

CHARGÉ DE MISSION URBANISME OPÉRATIONNEL ET DÉVELOPPEMENT

Rattaché au responsable de l'urbanisme de la ville, il aura pour mission de coordonner plusieurs opérations d'aménagement de grande envergure (habitat, commerce et tertiaire) en centre-ville et en périphérie. A ce titre, il sera l'interlocuteur privilégié des sociétés de conseil chargées du diagnostic et de la programmation des opérations, des sociétés d'aménagement de l'architecte-conseil de la ville et des architectes d'opérations. Il sera également chargé de la commercialisation ainsi que du suivi financier des opérations.

Nous souhaitons rencontrer un candidat doté de réelles capacités de synthèse. Il sera titulaire d'une licence / maîtrise (sciences économiques-gestion) ou d'un diplôme Ecole de commerce complété par une formation de 3^e cycle, Institut d'urbanisme de Paris ou DESS d'urbanisme ou Ingénieur, INSA option urbanisme. Une expérience de 2-3 ans minimum de l'urbanisme opérationnel est nécessaire.

Candidature et C.V. à adresser avant le 30 octobre 1990 à :
Monsieur le Sénateur-Maire - Hôtel de Ville - B.P. 287
25205 MONTBÉLIARD Cedex



LE DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

750 000 habitants - 750 agents - 1800 MF de budget recherche

Un DIRECTEUR DES FINANCES

Membre du Comité de Direction, Responsable de la préparation des budgets, du contrôle de leur exécution, de la liaison avec le payeur, de la gestion de la trésorerie et de la dette, des analyses financières.

Un ADJOINT AU DIRECTEUR DE LA PROTECTION SOCIALE

Chargé auprès du directeur de l'animation des services : Aide Sociale à l'Enfance - Aide et Action Sociales - Service Social Départemental - Prévention Sanitaire. Et plus particulièrement d'assurer la liaison avec les services fonctionnels du Département (finances, personnel, gestion du patrimoine et des moyens, organisation et informatique).

PROFILS : (Pour ces deux postes) expérience de la fonction, aptitudes au management des organisations et à la négociation, maîtrise des outils modernes de gestion (informatique, contrôle de gestion), intérêts pour la stratégie et sa mise en œuvre.

Les candidatures devront être adressées avant le 15 octobre 1990 à : Monsieur le Président du Conseil Général Direction Générale des Services - Hôtel du Département - 42022 SAINT ETIENNE cedex.
Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au Service du Personnel 77 33 42 45 poste 5245.



Jeune Responsable de Programmes Immobilier

NICE

Groupe immobilier européen, 5 000 collaborateurs, 30 filiales, 10 milliards de francs de C.A., le groupe SCIC recrute des cadres de haut niveau pour le développement de ses activités.

Rattaché au Directeur des Programmes de Nice, vous serez chargé de gérer plusieurs opérations de promotion immobilière sous leurs aspects financiers, juridiques et administratifs. Vous coordonnerez l'action des commercialisateurs et des responsables techniques.

De formation supérieure commerciale, financière ou juridique, vous avez une première expérience dans la promotion immobilière. La qualité de votre travail et vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer dans notre Groupe.

Pour ce poste à pourvoir immédiatement à Nice, merci d'adresser lettre manuscrite CV et photo au : G.I.E PROMOTIONS SERVICES I, Cours Michèle Cédex 43 92076 PARIS LA DEFENSE.

GRUPE
SCIC

L'IMMOBILIER EN ACTION

Le meilleur
investissement
pour votre
capital de
compétences



L'un des plus grands de l'Audit et du Conseil Mondial (60 000 personnes dans le monde, 950 en France, 200 à Lyon) recherche pour ses bureaux de Lyon et Paris

Managers responsables du développement

Secteur organisation

Mission : • développer nos services auprès de nos clients PME-PMI en matière d'organisation, • mettre en place et animer une équipe de consultants, • assurer les relations avec les autres équipes du Groupe, • diriger le Secteur Organisation. Réf. M172

Secteur stratégie-management

Mission : • vendre et réaliser des missions de Stratégie et de Management auprès de nos clients et prospects PME-PMI, • mettre en place et animer une équipe de Consultants, • diriger le Secteur Stratégie - Management. Réf. M174
A plus de 30 ans, diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce ou Ingénieur, vous nous apportez votre expérience de manager et de consultant, ainsi que de réelles aptitudes commerciales. Nous vous offrons des opportunités d'évolution, une ambiance stimulante, une rémunération attractive. Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle sous référence à Claude Bodeau, Deloitte & Touche Conseil PMO, 81, boulevard Stalingrad, 69100 Villeurbanne.

Nous sommes un groupe agro-alimentaire de 4.400 personnes et 50 établissements. Nous recherchons

ADJOINT DU RESPONSABLE FORMATION

Après des études commerciales et/ou agronomiques, vous avez acquis une première expérience de la vente et animé des formations. Une connaissance de la distribution et de l'agro-alimentaire serait appréciée.

Nous vous proposons :
• de participer à l'analyse des besoins et à l'élaboration du plan,
• d'assumer la responsabilité d'actions de formation (objectifs, budgets, intervenants, outils pédagogiques, etc.),
• d'animer des séminaires,
• d'appuyer les actions des formateurs des établissements.

Le poste implique des déplacements fréquents et de courte durée (véhicule de service fourni). L'importance et le développement du groupe offrent des perspectives intéressantes d'évolution.

Si cette opportunité de carrière vous intéresse, adressez votre dossier de candidature sous référence ARF/990 à Denis GAUTIER-POMONA - 21 rue Pont Neuf - 75039 PARIS Cedex 01.



Adjoint aujourd'hui, n°1 demain : Responsable des Affaires Sociales

Leader mondial dans les métiers des pompes centrifuges, nous sommes un puissant groupe Européen en forte expansion, organisé en divisions franco-allemandes. Notre société française, leader sur son marché, emploie 1 600 personnes et réalise un C.A. de plus de 1 MdF.

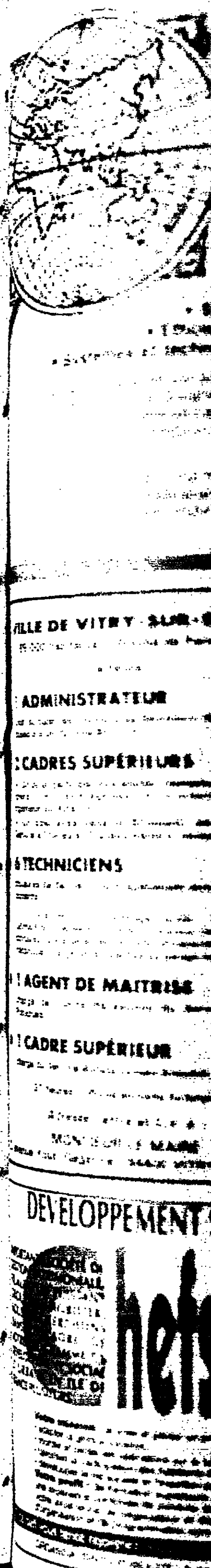
Rattaché au Directeur de l'établissement de Châteauroux, vous prendrez en charge l'intégralité de la fonction Personnel (administration, relations sociales...). Avec créativité et dynamisme, vous participerez à la définition des orientations avec la DRH

centrale et mettez en œuvre une véritable gestion de nos Ressources Humaines au sein de votre établissement.

A 28 ans environ, de formation supérieure, type ESC, IEP, Droit, DESS Sciences Sociales, vous souhaitez valoriser votre expérience acquise depuis 3 ans au moins. Vous maîtrisez l'allemand, alors nous vous offrons de réelles possibilités d'évolution à l'intérieur de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée sous réf. 116-03/M à notre Conseil ARPE 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

POMPES GUINARD



051 711 41

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 3 octobre 1990 31

Le Monde

des
Cadres



Consultants Seniors

COOPERS & LYBRAND un des premiers réseaux internationaux implantés dans plus de 100 pays, avec 60.000 professionnels, dont plus de 5.000 professionnels dans son activité conseil, recherche pour renforcer ses équipes d'intervention à l'étranger, dans les pays en voie de développement et en particulier en AFRIQUE, des Consultants basés à Paris, destinés à réaliser des missions ponctuelles de courte et moyenne durée dans les domaines suivants :

- Diagnostic d'entreprises - Management stratégique,
- Ressources humaines,
- Gestion financière - Contrôle des coûts,
- Systèmes d'informations de gestion,
- Efficience et productivité des organisations,
- Systèmes et technologie de l'information.

Capable d'élaborer une proposition, vous pouvez également assurer la conduite de projets. Nous vous souhaitons diplômé d'études supérieures, école d'Ingénieur ou de Commerce, autonome, imaginatif et astucieux, avec au minimum 5 ans d'expérience acquise de préférence dans un Cabinet Conseil ou dans un poste opérationnel. Bien évidemment, vous êtes disponible pour vous déplacer à tout moment. Anglais courant souhaité.

Alain du CHAXEL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence 1072-M, qui sera traité en toute confidentialité.

Coopers
& Lybrand
consultants

Executive
Selection
3, av. Percier
75008 Paris

C&L

VILLE DE VITRY-SUR-SEINE

85 000 habitants - Proche de Paris-Sud

recherche

- **1 ADMINISTRATEUR**
pour occuper les fonctions de Secrétaire Général Adjoint titulaire d'un diplôme Bac + 4.
 - **2 CADRES SUPÉRIEURS**
 - Un pour participer aux études, réalisation et suivi des opérations d'aménagement et d'urbanisme (niveau Ingénieur ou Attaché).
 - Un spécialisé dans le Bâtiment, sera chargé du Service « Études et Travaux Neufs » (niveau Ingénieur).
 - **6 TECHNICIENS**
titulaires de Bac technique, spécialisés dans les domaines suivants :
 - Voirie et VRD, éclairage public, assainissement, bâtiment pour le service études et travaux neufs, techniques sanitaires pour exercer les fonctions d'inspecteur de salubrité, mécanique, chargé de la Direction du garage municipal.
 - **1 AGENT DE MAÎTRISE**
chargé de l'unité Réceptions du Service Relations Publiques.
 - **1 CADRE SUPÉRIEUR**
chargé du Service Achats (niveau Attaché).
- 37 heures - Prime annuelle forfaitaire.
- Adresser lettre et C.V. à :
- MONSIEUR LE MAIRE**
2, avenue Youri-Gagarine - 94400 VITRY-SUR-SEINE

Responsable des affaires sociales

PECHINEY n 1
mondial de
l'emballage, n 3
mondial de
l'aluminium et
l'un des leaders
des composants
industriels.

Outre une formation supérieure (Sciences Po, Clffop, Droit...), vous avez entre 5 et 10 ans d'expérience et alliez à vos qualités d'animation et d'innovation le sens de la rigueur et de l'organisation. Vous êtes intéressé par un poste en province.

En relation étroite avec le Directeur d'un important établissement, vous mettez en œuvre une véritable politique sociale, élément déterminant de la compétitivité de l'entreprise. Vous intervenez également

dans les relations du travail et l'administration du personnel (droit du travail, recrutement, gestion prévisionnelle, rémunération...).

Homme ou femme de dialogue, vous animez les actions nécessaires à la bonne circulation des informations au sein de votre unité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions), sous référence PY, à PECHINEY-Service Recrutement.

PECHINEY
CEDEX 68
92048 PARIS LA DEFENSE.

PECHINEY

DEVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN

IMPORTANT
GESTION
FILIALE
GROUPE
MOBILIER,
NOUS
MARCHONS
DANS
CADRE DE
NOTRE
COMME DE
DEVELOP
ET URBAIN
FRANCE PLUSIEURS

Chefs de projet

Votre mission : animer et piloter un projet global d'intervention

- adapter la gestion locale,
- monter et piloter les opérations sur le bâti et les espaces publics,
- favoriser la participation des habitants à la vie de leur quartier,
- développer la vie sociale et l'insertion professionnelle.

Votre profil : de formation supérieure (gestion, architecte, urbaniste ou sociologie) vous avez

une expérience confirmée de conduite de Projet et de montage d'opération.

Votre expérience de négociateur et d'animateur d'équipes, votre créativité et votre capacité

d'organisation et de programmation sont des qualités indispensables pour réussir dans le poste.

Si ce défi vous tente rejoignez-nous !

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 16534 à

ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 72001 PARIS qui transmettra.

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

EUROPE DU SUD - 300.000 F +

Classés parmi les Sociétés les plus performantes d'Europe, nous occupons une place de choix sur le marché mondial des Télécommunications. Une vaste gamme de produits et services, une solide réputation et une croissance très impressionnante, en Europe notamment, sont nos principaux atouts.

Nous créons aujourd'hui le poste de RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES pour l'Europe du Sud, dont la vocation est de mettre en place une gestion prévisionnelle du Personnel en ESPAGNE, en FRANCE, en ITALIE et en SUISSE. Placé sous l'autorité du Directeur des Ressources Humaines Europe, vous travaillerez en liaison étroite avec les Responsables opérationnels des pays dont vous aurez la charge. Vos missions principales seront le recrutement, la gestion des carrières et des salaires et la mise en œuvre d'une politique de relations sociales adaptée aux diverses législations concernées.

Cadre diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une expérience (de 3 à 5 ans) de Responsable des Ressources Humaines acquise idéalement dans un groupe international relevant du secteur des Technologies Avancées et vous avez si possible exercé vos activités sur plusieurs pays.

En plus d'une réelle maîtrise de l'Anglais (écrit et parlé), la pratique de l'Espagnol ou de l'Italien constituerait un avantage certain. Ce poste basé à Paris suppose des déplacements fréquents et permet d'envisager des développements de carrière à l'international.

ORHUS - INTERSEARCH en France, vous remercie de lui adresser votre C.V. sous la réf. RH 90 25, rue Michel Salles - 92210 SAINT-CLOUD.

Le Monde des Cadres

**Intégrez une PME Industrielle en pleine expansion.
Découvrez les charmes de notre région...**

Plus 25% par an ! Nous assurons une croissance d'activité et étoifons notre équipe. Si vous souhaitez rejoindre un environnement stimulant, un cadre de travail au cœur d'une région agréable (1 heure Sud de Paris), contactez-nous vite !

Chef du Service Méthodes Bureau d'Etudes

Ingénieur A.M. ou équivalent, expérimenté (BE dans le domaine de la mécanique ou de l'aéronautique), vous serez chargé d'établir les devis, d'étudier les méthodes d'usinage et de contrôle, de participer au choix des équipements de production dans une optique d'optimisation des coûts, de la qualité et de la rentabilité. Votre expérience professionnelle a confirmé vos réelles capacités à manager une équipe. Connaissance de la CFAO et pratique de l'anglais sont indispensables.

Cadre Responsable Commercial Export

A 30 ans environ, de formation BTS/DUT, vous disposez d'une première expérience en BE Mécanique ou Aéronautique, doublée d'un sens des contacts et d'une aptitude aux négociations. Cette double compétence technico-commerciale, ainsi que la pratique de l'anglais et de l'allemand (plus autres langues éventuellement) vous permettront d'assurer le suivi de la clientèle étrangère existante et de conquérir de nouveaux marchés. De courts et fréquents déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo et prétentions) sous la référence 301436 à Havas Régies BP 5329 - 45053 Orléans cedex 01 qui transmettra.

Nous sommes une entreprise de biens d'équipement, spécialisée dans les techniques de pointe. Nous employons 600 personnes, connaissons une forte croissance et souhaitons associer à notre développement un

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

- ▣ Votre mission : rattaché au DRH, vous participez activement à l'évolution de la politique de personnel. Vous en assurez l'orchestration dans l'ensemble des domaines de la gestion des Ressources Humaines : formation, recrutement, gestion des carrières, politique de rémunération, communication interne en vous appuyant sur une équipe opérationnelle de 6 personnes.
- ▣ Votre profil : nous vous imaginons la trentaine avec une formation de type Bac +4. Professionnel de la fonction personnel, vous possédez une solide expérience acquise, si possible, sur le terrain. Véritable force de proposition, votre charisme et votre sens des contacts vous permettent de dialoguer à tous niveaux et d'intégrer un environnement jeune et réactif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous référence LM 0210 au Groupe PANISSOD 109, rue de Turenne 75003 Paris.



Avec 76 élus, au cœur d'un espace de 2,5 millions d'habitants, le Conseil général se veut le premier partenaire du développement du Nord.

En tête de tous les départements de France avec un budget de près de 7 milliards, le Nord consacre près de 60 % de ses crédits à l'action sociale.

Sur plus de 3 000 agents, 1 800 s'investissent chaque jour dans des actions en faveur de la petite enfance, des handicapés, des personnes âgées et de la prévention de la santé.

LE DÉPARTEMENT DU NORD

recrute

UN ADMINISTRATEUR TERRITORIAL OU ÉQUIVALENT

**pour renforcer l'état-major de ses services
de prévention et d'action sociale**

Le recrutement, rendu nécessaire par des vacances consécutives à des promotions, vise à affirmer la structuration en cours de ces services répondant à l'élargissement de leurs tâches (RMI, Loi Besson).

Une expérience de direction de service important est indispensable.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, d'une photographie et de la photocopie du dernier arrêté de promotion d'échelon doivent être adressées avant le 15 OCTOBRE 1990 à :

Monsieur le Président du Conseil Général du Nord
Direction des Services du Personnel - Bureau recrutement
3, rue Jeanne-Maillotte - 59047 LILLE CEDEX.
Tél. : 20-30-56-73



600 MF de CA, 500 personnes, Division en expansion constante du Groupe Schering, nous fabriquons et commercialisons des produits étiologiques et radiodiagnostiques. Nous recherchons notre :

Directeur du personnel Lille

Rendant compte au Directeur Général auprès duquel vous êtes force de proposition, et en liaison avec le Directeur des Affaires Sociales du Groupe, vous êtes membre du Comité de Direction de l'établissement. Vous faites vivre la politique ressources humaines de la Division : plan des effectifs et de la formation (7 à 10 % de la masse salariale), recrutement, gestion prévisionnelle des carrières. Vous êtes responsable de la totalité de la fonction administration du personnel, vous dirigez une équipe de 8 personnes. Conseil de la hiérarchie, vous intervenez pour toute question se rapportant aux problèmes du personnel.

Agé de 32 ans minimum, de formation supérieure : IEP, DESS Gestion du Personnel, vous justifiez d'une expérience réussie de plusieurs années comme Chef du Personnel dans une entreprise comportant de préférence une unité de production. Hauteur de vue, dynamisme, excellent contact humain, sont vos lignes de force. Vous aimez faire plutôt que "faire faire" et désirez vous investir dans un environnement dynamique où l'homme est perçu comme la première richesse de l'entreprise. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Sylvie CATHELAIN, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement, en mentionnant votre niveau de rémunération actuelle, sous référence 9045/LM ou 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 42.89.10.25.

GRP Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

JEUNES RESPONSABLES DE PRODUCTION

Packaging plastique - côte landaise
Performance, qualité, environnement sont les maîtres mots de notre entreprise (500 millions de francs de chiffre d'affaires - 650 salariés). Filiale d'un groupe européen en forte croissance, nous concevons, produisons et commercialisons une gamme complète d'emballages destinés aux plus belles marques de l'industrie alimentaire. Pour renforcer notre croissance, nous offrons aujourd'hui à deux jeunes ingénieurs l'opportunité d'intégrer notre unité de production ultra moderne à Soustons (40). Rattaché au directeur de l'usine, vous recevrez une mission de confiance, comprenant la responsabilité et l'animation

d'un atelier de fabrication avec l'objectif d'assurer l'emploi optimum des facteurs de production (hommes/matériaux). Ingénieur généraliste, mécanicien ou électromécanicien, vous avez déjà 2 à 3 ans d'expérience industrielle et le goût d'encadrer des hommes. Vous pourrez utiliser à ces postes évolutifs toutes vos qualités d'initiative, de rigueur et votre sens des responsabilités. L'anglais est nécessaire. Un programme de formation très riche est prévu. Merci d'adresser à Paul-André FAURE en précisant la référence A/R9734M - PA Consulting Group - 3, rue des Garennes - 92621 NEUILLY Cedex - Tél. 48.88.79.69. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting
Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

CA ANALYSTES LYON FINANCIERS

Notre Grande Banque Régionale (2300 personnes) appartient au premier établissement financier Européen. Nos projets, nos besoins et ceux de nos clients sont nombreux, nous recherchons nos équipes au sein de la DIRECTION DES AFFAIRES en intégrant des hommes PASSIONNÉS et EXPÉRIMENTÉS.

Si vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et si vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans comme analyste financier et gestionnaire d'un portefeuille d'entreprises, venez nous rejoindre.

Votre objectif :
• Développer et gérer un portefeuille d'entreprises en collaboration avec le réseau commercial au sein de notre direction des affaires.
• Votre aptitude à l'évaluation des risques financiers économiques.
• Vos qualités de négociateur de haut niveau et une première expérience sont les conditions de réussite dans cette fonction.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. AFF 10 03 ou : CREDIT AGRICOLE du SUD - EST 69541 CHAMPAGNE au MONT D'OR cedex.

CREDIT AGRICOLE
DU SUD-EST

L'ATELIER D'URBANISME DE L'AGGLOMERATION TOURANGELLE

recrute UN CHEF DE PROJET D.S.Q.

Un candidat expérimenté dans les domaines de l'urbanisme, de la politique de l'habitat, de l'action sociale et des relations avec les collectivités locales, serait particulièrement apprécié.

Rémunération jusqu'à 180 000 F brut.

Adresser, avant le 13 octobre 1990, C.V. au directeur, 3, rue des Minimes, 37032 TOURS CEDEX.



La Direction Générale des Impôts
recrute sur concours

392 Inspecteurs des Impôts

FORMATION EN ECOLE REMUNEREE.

Diplôme exigé : Licence, BTS, DUT ...

Inscriptions jusqu'au 29 octobre 1990.

Renseignements : C.E.P., 17 rue Scribe, 75009 Paris.
Tél. 42.66.93.46 ou 47.42.10.00 ou Directions Départementales des Services Fiscaux.

PARFRANCE

Nous sommes spécialisés dans la publicité de recrutement et recherchons (H/F) pour faire face à notre développement

REDACTEUR CONSEIL Réf. A

CHEF DE PUBLICITE Réf. B

Pour assister et conseiller les directions du personnel des entreprises, pour la réception, le conseil, l'élaboration, la rédaction, la mise en forme et le suivi des annonces, il est nécessaire de posséder une très bonne culture générale, des connaissances graphiques, une facilité de rédaction et le goût des contacts humains. Une expérience dans la profession est indispensable.

Adresser CV, photo et prêt. sous réf. choisie à Guy Benot - 13 rue Charles Lecoq 75018 Paris.

هكذا من الأصل

OSI 171147

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des
Cadres

... Le Monde • Mercredi 3 octobre 1990 33

Avec nous, allez au bout de vos idées...

Tout comme vous, nous avons ressenti un jour en entreprise, le besoin d'avoir plus d'initiative, une écoute plus grande de nos propositions, une vue plus large des choses. Habités par la passion d'entreprendre, nous avons alors choisi le métier de Consultant et rejoint Bernard Julhiet Conseils. Pour faire face à notre important développement, nous recherchons aujourd'hui plusieurs

Consultants "produits industriels"

Véritables "Conseillers opérationnels", vous aiderez les entreprises de ce marché à maîtriser l'évolution de leur environnement et à accroître leurs performances marketing et commerciales. Vous développerez vos actions tant au plan de la réflexion qu'à celui de la mise en œuvre de solutions retenues, à travers étude stratégique, diagnostic commercial marketing, schéma d'organisation et structure, pour favoriser le management des entreprises.

Après des études supérieures techniques ou commerciales, vous avez depuis 5 ans minimum des responsabilités opérationnelles commerciales ou marketing dans une entreprise de produits industriels, vous avez déjà pu en particulier démontrer votre sens de l'autonomie et du résultat.

Si notre message vous a convaincus que le passage de l'entreprise au Conseil est une ouverture séduisante, merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous référence CPGC/M (à noter sur courrier et enveloppe) à l'attention de Marie-Christine Husson 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.



BERNARD JULHIET CONSEILS

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

DEFINIR ET DIRIGER LES ACTIONS DE FORMATION PROFESSIONNELLE

d'un organisme bien connu, en Rhône-Alpes.

Avec nos Dirigeants et nos partenaires, venez définir notre stratégie de formation, organiser les actions qui en découlent et animer les moyens mis en œuvre, notamment les centres de formation existants et à créer.

Ingénieur généraliste, vous avez une solide expérience comme responsable de formation en milieu industriel et du sens stratégique.

Ecrivez à Daniel MARTINON, consultant (réf. 3979 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
96, RUE DE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE
BORDEAUX - LYON - PARIS - NANTES
LILLE - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHÉ...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons, notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidés dont près de 25 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Futur chef de marché

Nous recherchons un futur chef de marché (commerçants, artisans, professions libérales) pour notre Direction des Risques de Particuliers.

Dans un premier temps, vous mènerez des projets marketing pour rapidement prendre la responsabilité du marché des professionnels.

Vous bénéficierez alors d'une large autonomie d'action pour manager toutes les phases des projets sur le segment de marché confié :

- réflexion sur le plan marketing à court et moyen terme

- conception et mise en œuvre des actions marketing.

En étroite relation avec les opérationnels et les fonctionnels de la Direction, vous saurez les faire adhérer à vos projets.

De formation supérieure (école de commerce ou de gestion), vous avez une expérience commerciale ou marketing d'au moins trois ans au contact d'une clientèle de particuliers.

Adresser lettre, curriculum-vitae, rémunération actuelle à Christine LABBE - Département des Ressources Humaines - Secteur Emploi - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS - Réf. M 40.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



JEUNES DIPLOMES

BAC + 5
SCIENTIFIQUE - TECHNIQUE - COMMERCE

Le groupe FITB est l'une des premières SSII françaises : elle est aussi la meilleure "prépa" aux métiers de l'informatique : après trois mois de formation vous participerez à la réalisation de projets.

Dans la grande variété des missions offertes, nous chercherons ensemble celle qui conviendra le mieux.

Autonomie, ouverture, compétence et qualité : c'est cela le groupe FITB. C'est aussi plus de 1400 collaborateurs et une croissance qui n'est pas près de faiblir.

Merci d'envoyer votre candidature sous référence PROMO/1090/M à Gérard PQUEY - Service Recrutement FITB - 137 boulevard Voltaire 75011 PARIS.

FITB votre valeur est à la hausse.

LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



Organise un concours pour le recrutement de :

15 TECHNICIENS DE L'INDUSTRIE ET DES MINES

CONDITIONS :
- être titulaire du baccalauréat ou diplôme équivalent ;
- être âgé au minimum de 18 ans et de 40 ans au plus au 1^{er} janvier 1990.

INSCRIPTIONS JUSQU'AU 15 OCTOBRE 1990, AU :

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
Bureau de Gestion des Ressources Humaines
Secteur Concours

86, rue de Bellechasse - 75700 PARIS
Téléphone : 45-56-20-70 - 45-56-38-88 - 45-56-37-16



Premier groupe agro-alimentaire mondial, Nestlé recrute pour son service Ingénierie

2 Ingénieurs de Projet

• Débutant • Confirmé

Vous intégrerez une équipe d'ingénieurs intervenant sur l'ensemble des 33 usines du Groupe en France dans le cadre de l'amélioration, l'extension ou la création d'installations de production.

Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, vous êtes débutant ou avez 2 à 3 ans d'expérience dans une fonction équivalente. Vos qualités de gestionnaire et de négociateur renforcent vos compétences techniques.

Basé au siège de Nestlé à Courbevoie, vous serez cependant amené à effectuer de nombreux déplacements sur les sites en province.

Votre carrière pourra ultérieurement se poursuivre dans une autre société du Groupe, en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, C.V. et photo, sous référence IBM, à Monique Bertola - Sopad Nestlé - 17, quai Paul Doumer 92414 Courbevoie Cedex.

Sopad
Nestlé

Depuis près de vingt ans nous intervenons pour les industries de haute technologie dans les différents métiers de l'informatique, de la santé, du territoire... soit en Approche Directe soit en Approche Multiple.

1991 : POUR NOUS, L'ANNÉE D'UN FORT DÉVELOPPEMENT

Pour l'accompagner nous cherchons

2 CONSULTANTS CONFIRMES Conseil en Recrutement (PARIS - TOULOUSE)

- De formation supérieure, vous avez une bonne culture générale.
- Une pratique de conseil en recrutement de quelques années, de préférence en cabinet, vous a permis de faire vos preuves en développement de clientèle.
- Enthousiaste, vous avez le sens du travail en équipe et recherchez un environnement de qualité où vous pourrez réaliser vos missions en toute autonomie.

Merci d'adresser votre dossier à Anna STAROSWIECKI - INFORAMA Carrières - 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE
Confidentialité assurée.

INFORAMA
carrières
la technologie par les hommes

GRAND PRIX
DE L'HUMOUR
STRATÉGIQUES 1990— R M B —
RECHERCHE DE CADRESPour notre département Marketing / Merchandising, nous recherchons un(e)
CONSULTANT(E) A FORT POTENTIEL

Pouvant mener à bien des missions diversifiées pour des sociétés de forte notoriété et pour notre département Publicité/Communication. Nous intervenons dans des domaines d'activité divers aux niveaux : • Marketing (audit-studies) • Merchandising • Formation.

Notre futur collaborateur : • Ecole de commerce + 1ère expérience (marketing/merchandising) • Esprit d'analyse et rigueur • Aptitude à la rédaction et à la synthèse • Adaptabilité et créativité • Capacité à animer des réunions et à conduire des entretiens.

La rémunération souhaitée sera à la hauteur de nos exigences.

Merci d'adresser votre dossier (CV + lettre + prétentions), à : Isabelle SERVAIS - RMB - 55, Rue Boussingault - 75013 - Paris

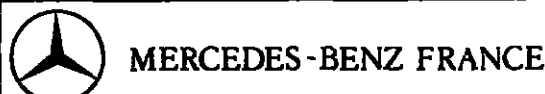
LES EDITIONS NATHAN recherchent
pour leur Département
EDUCATION (PRIMAIRE) un
**RESPONSABLE
D'EDITION H/F**

Votre profil :
- Diplômé de l'enseignement supérieur, vous vous caractérisez surtout par votre ouverture et votre curiosité intellectuelles ;
- Vous avez une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans l'édition ;
- Enfin, vous aimez travailler en équipe et votre solide personnalité vous dispose à prendre de nombreuses responsabilités.

Votre mission :
- De la mise au point du manuscrit avec les auteurs jusqu'au bon à tirer, vous aurez en charge le suivi de fabrication de nombreux ouvrages ;
- Rapidement, vous seconderez la Directrice Editoriale dans l'analyse du marché, la recherche d'auteurs, l'élaboration des budgets et la définition du plan d'édition.

Merci d'adresser sous référence REP, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions aux Editions Nathan - Direction des Ressources Humaines - Laurence Berin - 9, rue Méchain 75014 PARIS.

NATHAN



Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou encore de formation universitaire équivalente, vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction Organisation.

Vous souhaitez continuer de vous investir dans une fonction exigeante de la rigueur, d'excellentes qualités relationnelles, d'analyse et de synthèse.

Dans le cadre de la Direction Organisation et Informatique, vous prendrez en charge, en collaboration avec les Informaticiens et les Responsables Opérationnels, la définition et le recensement des besoins des Directions.

Vous interviendrez dans le choix des moyens (organisation, procédures, outils informatiques) et dans leur mise en place.

Ce poste nécessite des déplacements de courte durée en Allemagne et dans les autres pays de la C.E.E. dans le cadre de projets internationaux. La maîtrise des langues allemande et anglaise est indispensable. Perspectives d'évolution réelles et variées au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 794 à Mme Catherine de la Roche Saint André.

jacques tixier consultants s.a.
7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec

Nous avons
choisi de créer avec
vous un cabinet de conseil en
recrutement des cadres. Rattachés à un grand
groupe industriel multinational, nous démarrons
notre activité avec déjà un portefeuille de clients.

Nous sommes ambitieux, nous souhaitons
pouvoir proposer à nos clients un large
éventail de spécialités, nous engager
sur la qualité des services rendus
et pour cela, nous avons
besoin de vous.

CONSULTANTS SENIORS

De formation supérieure assortie d'une excellente culture générale, vous avez 5 ans d'expérience minimum en entreprise ou en cabinet conseil. Votre mission sera de développer une clientèle à haut niveau d'exigence, diriger, avec l'appui de nos services, les missions de recherche et de sélection qui vous seront confiées et d'être le lien permanent entre les sociétés clientes et notre organisation, tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier complet de
candidature sous Réf. 13520/M à
HCA - 19/21 Boulevard Gambetta
92137 Issy-les-Moulineaux Cedex, qui transmettra.

VILLE DE DIEPPE
SEINE-MARITIME (36 000 habitants)
recrute**CHARGÉ(E) DE MISSION**

ATTRIBUTIONS :

Sous l'autorité du directeur d'une division regroupant Économie, Tourisme, Culture, Sports, Relations publiques et en étroite collaboration avec lui, il (elle) devra :

- contribuer à la définition et à la mise en œuvre des politiques municipales en matière économique et touristique ;
- procéder à des études et analyses ;
- accueillir et conseiller les entreprises et activités dans leurs démarches d'implantation ou de développement ;
- participer à l'animation du tissu économique et touristique local ;
- assurer les relations avec les intervenants locaux : institutionnels et autres ;
- assurer l'interface avec les activités d'animation ;
- suivre et animer la procédure de pôle de développement touristique et sa mise en œuvre.

PROFIL :

- expérience économique et juridique de base (bac + 4) ; sciences éco. ; école de commerce ou équivalent ;
- formation complémentaire ou expérience en matière touristique ;
- capacités relationnelles d'analyse et de synthèse ;
- esprit d'initiative et disponibilité.

Adresser candidature et curriculum vitae à :

M. le Maire de DIEPPE B.P. 226 - 76203 DIEPPE CEDEX

Renseignements sur le poste à fournir : 35-06-80-71.

**ADJOINT AU RESPONSABLE
SERVICES GENERAUX...
AUX DIMENSIONS DU
CREDIT NATIONAL !**

Diplômé d'une Grande Ecole Commerciale, de Gestion ou de l'Université

- vous justifiez d'une expérience de 3 ans minimum dans ce métier avec, si possible, de bonnes connaissances micro-informatiques en environnement image et graphique.
- Vous avez le goût des activités variées et concrètes, de l'encadrement des hommes et le sens de la négociation.

Nous vous offrons de secondier le Responsable des Prestations Internes : Achats, Imprimerie, Reprographie, PAO-DAO, ...

Au sein d'un Groupe en pleine expansion, vous bénéficierez de larges possibilités d'évolution et d'une rémunération compétitive.

Merci d'envoyer votre lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et indication du salaire actuel au CREDIT NATIONAL, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint-Dominique, 75007 PARIS.



Crédit National

LA VILLE DE CHALON-SUR-SAONE

recrute

UN DIRECTEUR**POUR SA FUTURE MAISON DE L'ENVIRONNEMENT**

MISSIONS :

- Animation des différents éléments de cette maison de l'environnement (bureau de la qualité de la vie, centre de documentation et d'exposition, point jardin, brigade verte...)
- Relations et coordination avec les différents services municipaux concernés ;
- Négociation avec les partenaires publics et privés de la future maison de l'environnement.

PROFIL RECHERCHÉ :

- Solides connaissances en matière d'environnement ;
- Sens des relations publiques et de la communication ;
- Capacités d'organisation et de gestion.

FORMATION DE TYPE BAC + 5, EXPERIENCE SOUHAITEE.

Poste à pourvoir le 1^{er} janvier 1991.

Adresser lettre de candidature avec curriculum vitae, photo et prétentions à M. le Chef de cabinet, Hôtel de Ville, B.P. 232, 71321 CHALON-S-SAONE.

Société d'aménagement Paris

recrute

Jeune architecte ou ingénieur

Ayant une première expérience dans le domaine de l'immobilier, pour lui confier le suivi et la coordination d'opérations d'aménagement en cours.

Ce poste nécessite des qualités d'approche globale permettant de prendre en compte l'ensemble des aspects administratifs et techniques d'une opération.

Adressez CV, photo et prétentions sous n° 8066
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

VILLE DE 90 000 habitants,
Préfecture des Hauts de Seine
recherche :**DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES**

Collaborateur direct du Secrétaire Général, il mettra en œuvre la politique du personnel des services municipaux (1800 personnes). Dans le cadre de sa mission, il gèrera notamment les aspects formation et communication interne et sera l'interlocuteur des partenaires sociaux.

Pour ce poste stratégique, nous recherchons de préférence un administrateur territorial ayant acquis une expérience de la fonction à niveau équivalent ou proche, ayant un tempérament d'animateur et le sens du contact. (Réf. 1561)

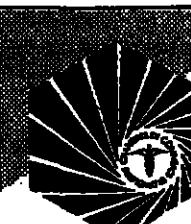
DIRECTEUR FINANCIER

Directement rattaché au Secrétaire Général Adjoint, il encadrera un service important, conduira l'élaboration et supervisera la comptabilité des budgets communaux, associatifs et annexes. Il sera responsable de la gestion financière : trésorerie, gestion de la dette, négociation avec les établissements financiers et mettra en place les outils d'analyse et de contrôle de gestion. De bonnes connaissances des techniques budgétaires et de la comptabilité publique sont nécessaires.

Pour ce poste technique mais aussi prospectif, nous recherchons un cadre A, doté d'un esprit d'analyse, de synthèse et d'innovation. (Réf. 1562)



Merci d'adresser rapidement lettre manuscrite, CV et photo sous référence choisie à notre Conseil LGH-TT - Jean-Noël MERKENERACK - 17-19 rue Jeanne Bracconier 92366 MEUDON LA FORET cedex.

LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE LURE (Haute-Saône),
recherche son**Secrétaire général**

Dirigeant salarié sous l'autorité du Président, vous serez chargé de la Direction et du contrôle des services et assurerez la mise en œuvre des décisions stratégiques, politiques et budgétaires.

Agé de 40/45 ans, vous possédez une formation supérieure économique, commerciale ou financière. Votre goût pour les contacts humains et les relations publiques, fait de vous un homme de terrain, capable d'animer une équipe.

Une très bonne connaissance du milieu des entreprises est indispensable. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Réelle opportunité de carrière ainsi qu'une rémunération motivante pour candidat de valeur.

Ecrire avec cv, photo et prétentions à Bienne FRECHIN,
Vice-Président CCI, B.P. 89, 70204 LURE CEDEX.

**GESTIONNAIRE ACTIF PASSIF (ALM)**

Vous êtes jeune, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (MAGS + 3ème cycle de gestion INGENIEURS ou ESC). Vous possédez de solides connaissances en mathématiques. Vous pratiquez couramment la micro-informatique.

Votre mission : • Travailler sur des modèles économétriques • analyser les résultats des simulations effectuées • suivre l'évolution des ratios bancaires.

Homme ou femme d'étude, votre goût pour la finance, votre créativité et votre sens de la pédagogie sont des atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV, photo et prétentions) sous la référence FIN/10 01 ou CREDIT AGRICOLE DU SUD-EST - 69541 CHAMPAIGNE AU MONT D'OR cedex.

CREDIT AGRICOLE
DU SUD-EST

Société d'Aménagement Urbain

recrute

UN INGENIEUR**TP - Ponts - Centrales ou similaire**

Ayant acquis une première expérience dans le secteur immobilier (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, aménagement urbain).

Rattaché directement au responsable technique de la société, il sera progressivement chargé de la conduite d'opérations d'urbanisme dans PARIS.

Ecrire sous n° 8046 Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy - 75007 PARIS.

UNE FEDERATION
DE CAISSES DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE

recrute

pour renforcer son service d'audit :

**UN AUDITEUR COMPTABLE ET FINANCIER
UN AUDITEUR D'OPERATIONS**

Environ entre 28 et 35 ans.
Diplômés école d'ingénieurs ou de commerce.
Connaissances en informatique générale et première expérience de l'audit ou du conseil associatives.

Envoyer CV + prétentions sous n° 8062,
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

CONSULTAI

Chargé de mission

CREDIT COOPER

RESPONSABLE

LA VILLE D'ALBI

DIRECTEUR

RESPONSABLE DE

051 711 49

Le Monde des Cadres

Nous sommes un Cabinet de Conseil en Recrutement de Cadres et Dirigeants

Notre équipe est constituée de professionnels soucieux du respect de leurs candidats autant que du service de leurs clients. Il faut l'avouer, nous sommes passionnés par ce métier. Nous souhaitons être rejoints par des

CONSULTANTS

animés du même enthousiasme et prêts à souscrire à notre éthique. Nous leur offrons une structure solide au sein de laquelle ils pourront développer leur savoir-faire avec un maximum d'autonomie. Nous désirons accueillir d'autres professionnels, ayant déjà exercé ce métier de conseil en cabinet ou désireux de s'investir maintenant dans cette activité.

Veillez adresser CV + lettre de motivation sous réf. 7708 M (à préciser sur l'enveloppe) à **APPLUENTS - 43, rue du Chemin-Vert 75011 PARIS** - en précisant le nom des cabinets auxquels vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.

GROUPE ESSEC

L'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales, installée à Cergy-Pontoise, près de Paris, l'une des toutes premières institutions européennes d'enseignement supérieur de la gestion, recherche un

PROFESSEUR D'ANGLAIS

pouvant assurer l'animation et la gestion de l'équipe des enseignants d'anglais.

Les candidats devront :

- pouvoir justifier d'une formation universitaire de bon niveau ;
- avoir une expérience d'au moins huit années ;
- être bilingue anglais/français ;
- posséder rigueur, méthode, sens pédagogique, qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. + lettre de motivation) à : **Gérard PIDOUX - Responsable du Département des Langues, ESSEC - B.P. 105 - 95021 CERGY CEDEX (France).**

Filiale d'un Groupe international, nous sommes une société performante et mondialement renommée dans son domaine de technologies avancées.

Responsable gestion du personnel

dans un environnement international high-tech

Rattaché au Responsable du Personnel et des Affaires Sociales, vous mettez en œuvre la politique de l'emploi. A ce titre, vous prenez en charge le recrutement et la gestion des carrières du personnel (1300 personnes dont 650 ingénieurs). Votre expérience du recrutement vous permet d'agir en tant que conseil auprès de nos responsables opérationnels.

Jeune diplômé d'une Grande Ecole (Science Po, Sup de Co ou équivalent), vous êtes un professionnel de la fonction Personnel ayant acquis une expérience de quelques années en milieu industriel. L'utilisation correcte de la langue anglaise et la pratique de la méthode HAY seraient des atouts supplémentaires.

Ce poste, basé sur la Côte d'Azur (06), offre de larges perspectives d'évolution à des candidats ayant un fort potentiel. Votre dossier de candidature sera traité en toute confidentialité.

Merci d'adresser sous référence RGP, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

SM Conseil

17 rue de Lodi - 75001 PARIS

Territoire de Belfort
Conseil général

Chargé de mission auprès de la Direction de la communication

Sous l'autorité et en relation étroite avec le Directeur de la communication, le Chargé de Mission est responsable de la mise en œuvre de la communication du Territoire de Belfort, plaquettes, expositions, audiovisuel, festivals...

Agé de 25 ans au minimum, vous avez une formation supérieure, IEP, Droit, CELSA, complétée par une formation Marketing. Vous pouvez être débiteur.

Vous avez une bonne culture générale, la connaissance du service public est un plus.

Marie-Odile GUELAUD vous remercie de lui écrire (Réf. 8009LM).

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

L'Observatoire de l'Environnement de la Communauté Urbaine de Lille

ouvre un poste de

DIRECTION

Quatre critères essentiels seront retenus :

- Compétences techniques, capacité relationnelle, expérience de montage de dossiers, connaissances des collectivités locales.

Adresser courrier et curriculum vitae à l'intention de **M. GUY HASCOET**, Observatoire Communautaire de l'Environnement 1, rue du Ballon, BP 749, 59034 LILLE Cedex.

CREDIT COOPERATIF

UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Notre siège de Nanterre, recherche pour son département «Back Office Titres» un

RESPONSABLE OPCVM

Encadrant une petite équipe, ce cadre confirmé aura en charge la valorisation et la comptabilisation des SICAV et FCP, la vie juridique et sociale des OPCVM et de notre société de gestion.

De formation comptable, le candidat justifiera d'une expérience d'au moins 5 années dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence BKT à A.F. KEMPENERS, CREDIT COOPERATIF, BP 211, 92002 NANTERRE.

Savoie

L'association Albertville-Expansion a pour but de mettre en valeur l'identité du bassin Albertville/Ugine, de valoriser son image, poursuivre une politique de développement et d'accueil. Le président de l'association recherche son :

Chargé de mission H/F

Agé de plus de 30 ans, vous avez une formation supérieure. Votre expérience a été acquise en entreprise et vous avez une bonne connaissance des relations avec les collectivités. Bon négociateur, persuasif, vous savez convaincre. Vous aimez la région et vous avez envie de vous investir dans une mission passionnante.

Marie-Odile GUELAUD vous remercie de lui écrire (réf. 1221M).

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

AUDITEURS

Notre département Inspection Générale joue un rôle de diagnostic et de conseil au sein de notre entreprise. Nos Auditeurs sont des hommes et des femmes de terrain, ils sont les interlocuteurs privilégiés des managers du réseau commercial et du siège social. Nous proposons aujourd'hui à de jeunes diplômés (Bac + 4 ou 5) à fort potentiel d'intégrer nos équipes sur des postes exigeant un fort investissement personnel.

Votre objectif :

- Apprendre la banque.
- Contribuer à l'évolution de notre organisation et de nos procédures dans les différents secteurs de l'entreprise.
- Chargé(e) de mission par notre Direction Générale, vous mènerez des actions de diagnostic et de conseil.
- La justesse de vos analyses, votre sens de la communication, votre potentiel créatif vous feront évoluer à terme vers des fonctions de management.

Vous vous reconnaissez dans ce profil alors :

Adresser votre dossier de candidature s/réf. ADT 10-04 au **CREDIT AGRICOLE du SUD EST 69541 CHAMPAIGNE AU MONT D'OR.**

CREDIT AGRICOLE DU SUD-EST

LA VILLE D'ALÈS

créée

Le premier établissement d'action culturelle de la région Languedoc-Roussillon «réseau des scènes nationales»

Elle recrute son

DIRECTEUR

Candidats possédant l'expérience de direction d'un établissement de même nature et motivés par l'enjeu de lancement d'une nouvelle structure.

Candidature à adresser respectivement à :

Monsieur le Maire d'Alès, place de l'Hôtel-de-Ville, 30107 ALÈS CEDEX

DRAC Languedoc-Roussillon, 5, rue de la Salle-l'Évêque, BP 2051, 34026 MONTPELLIER CEDEX

MCC, Bureau des établissements culturels, 8, av. Albert-de-Mun, 75116 Paris.

AVANT LE 15 OCTOBRE 1990

La ville de Strasbourg

recrute

UN DIRECTEUR

pour son Conservatoire National de Région

Le candidat devra être titulaire du CA de directeur. Il aura pour mission particulière, outre la direction de l'établissement, de poursuivre la mise en œuvre du nouveau projet pédagogique dont l'application vient de commencer cette année scolaire.

Les candidatures sont à envoyer à la

COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG
Service de la culture - Centre administratif,
1, place de l'Étoile, BP 1049/1050 F
67070 STRASBOURG CEDEX

Centre régional de formation du personnel de la Sécurité sociale à Montpellier

recrute son

RESPONSABLE DE FORMATION

Pour :

- Définir le plan de formation régional
- Conseil-pédagogie-marketing
- Assurer le fonctionnement du centre
- Coordonner la mise en place des sessions

Bonne connaissance de la formation continue. Aptitude à la gestion et à l'encadrement d'une équipe de formateurs-conseils.

Formation universitaire, niveau Bac + 5, 35-45 ans. Rémunération annuelle brute : 190 000 F

Lettre manuscrite + CV + photo à Monsieur le Directeur de l'URFPP 29, cours Gambetta, 34068 Montpellier Cedex 2

Groupe important Paris 16 recherche

CHARGÉ DE FORMATION

Capable de promouvoir, d'organiser et d'animer des sessions de formation destinées aux techniciens et à l'encadrement des entreprises de son réseau.

Formation supérieure agricole et première expérience souhaitée dans fonction similaire.

Poste basé à PARIS avec fréquents déplacements en Province.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 68242 M à : **BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX** qui transmettra

CHEF DU PERSONNEL

Investissez vos compétences

Nous sommes un important groupe international en pleine expansion. En France, nous employons 4 000 personnes et réalisons un C.A. de 2,3 Milliards de Francs. Nous recherchons pour Paris un Chef du Personnel.

Rattaché au Directeur des Relations Humaines, vous aurez la responsabilité directe de la gestion du personnel du siège social et des établissements rattachés (500 collaborateurs).

A 30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur vous êtes un homme de rigueur et de dialogue, vous avez déjà exercé la même fonction depuis au moins 5 ans de préférence au sein d'un établissement industriel. Votre rémunération sera en fonction de votre expérience. De larges possibilités d'évolution au sein du groupe vous seront offertes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence 6949 à

MEDIA PA 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE À PARIS

recherche un(e)

possédant de très bonnes capacités rédactionnelles pour un poste de chargé(e) de mission au sein de son département gestion locative. Il (elle) assurera des missions d'études générales relatives aux évolutions législatives et réglementaires (loyers, aides à la personne, problèmes sociaux) et à l'évolution du patrimoine et de son environnement. Il (elle) sera chargé(e) de la rédaction de notes de synthèse, de leur accompagnement et du suivi de leur mise en œuvre au sein de différents services de la Société.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 033742 à **PREMIER CONTACT 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS PERRET Cedex** ou tenez 3615 PCONTACT.

Le Monde de la Fonction Commerciale

COMPOSER POUR L'AVENIR

Leader mondial dans le domaine des tests et de la mesure, nous renforçons nos équipes de vente.

Tektronix

INGENIEURS COMMERCIAUX

EXPERIMENTES / DEBUTANTS

Professionnels confirmés, vous alliez à une formation électronique, une expérience réussie dans la vente de produits de haute technologie et de solides connaissances en informatique. De plus, vous maîtrisez la langue anglaise. Vos clients, vos prospects, sont des ingénieurs passionnés par leur environnement : votre dynamisme vous permettra de les comprendre et de les convaincre.

Ingénieurs débutants, vos connaissances scientifiques combinées à un goût prononcé pour les relations commerciales vous motivent pour la vente.

Des postes sont à pourvoir en Région Parisienne et en Province.

Rémunération stimulante. Formation en France ou aux USA.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à Tektronix France, Direction des Ressources Humaines et de la Communication, ZAC de Courtabœuf, 4 avenue du Canada, BP 13, 91941 LES ULIS Cedex.

LES EXTREMES SONT FAITS POUR SE RENCONTRER



Notre Société - 850 personnes dont 300 ingénieurs et cadres, 500 MF de CA en 89 - recrute dans le cadre du développement de ses principaux domaines d'activités : Nucléaire, Espace, Défense - Chimie, Agro-Alimentaire, Biotechnologies - Automatique et Informatique Industrielle - Services à l'Industrie.

INGENIEUR COMMERCIAL

35 ans environ, diplômé d'une école d'ingénieur, de Gestion ou de Commerce, vous avez une expérience significative de la négociation commerciale sur les marchés industriels ou agro-alimentaires et vous souhaitez optimiser votre fonction terrain sur les régions NORMANDIE/BRETAGNE.

Votre connaissance en ingénierie et votre pratique de l'anglais seront appréciées. Rémunération motivante (Fixe + variable).

Merci d'adresser votre lettre de motivation, CV, photo, n° de tél sous réf. M/1090/US à notre conseil CABINET GUY SALABERT, 34, Quai Alexandre III - 50100 CHERBOURG.



LA SOCIÉTÉ HOLDING DE CRÉDIT BAIL DU CRÉDIT AGRICOLE CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCÈS AU SEIN DU PREMIER GROUPE BANCAIRE EUROPÉEN : 300 COLLABORATEURS, 20 DÉLÉGATIONS RÉGIONALES



Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

ATTACHE COMMERCIAL JUNIOR H/F

AIX EN PROVENCE

Vous êtes récemment diplômés de l'enseignement supérieur (ESCAE, Sup de Co, Maîtrise de gestion ou de Sciences Economiques), libérés des obligations militaires et mobiles géographiquement.

Nous vous proposons, sous l'autorité du Délégué Régional, de prendre en charge 3 missions principales :

- une mission de réalisation comportant entre autre l'établissement des contrats et le suivi des dossiers jusqu'à leur mise en gestion,
- une mission commerciale : contacts téléphoniques avec les interlocuteurs, puis assistance progressive au Délégué Régional dans ses relations commerciales,
- une mission d'étude de risque, dépouillement des documents comptables et analyse financière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, et prétentions sous référence LAM/4209 à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Direction des Ressources Humaines - BP 48 - 78280 Guyancourt.

HAMAMATSU PHOTONICS FRANCE

Afin de poursuivre et accroître notre développement sur le marché de l'opto-électronique nous recherchons :

ingénieurs technico-commerciaux

Débutants ou 1^{re} expérience

Pour la promotion et la vente de tubes à vide, composants état solide, systèmes d'acquisition et de traitement d'image.

Envoyer C.V. et prétentions à : HAMAMATSU PHOTONICS FRANCE ZA ORLYTECH - 3, Allée du Cdt Mouchotte 91781 WISSOUS CEDEX

Le Monde des Cadres

Chargé de communication interne Traducteur

... et un peu magiciens ?

Au printemps 1992, Euro Disneyland ouvrira ses portes... Dès aujourd'hui, entrez au royaume du rêve : 5 "pays" avec 29 attractions fascinantes, des boutiques, des restaurants, 6 hôtels, de multiples installations sportives... Un véritable univers pour exercer vos talents, mettre votre professionnalisme au service du plaisir, de la surprise et du bien-être de chacun.

CHARGE DE COMMUNICATION INTERNE Intégré à notre équipe, vous userez de votre créativité pour coordonner nos supports rédactionnels : lettres internes, dépliants, communiqués, manuels, annonces d'événements, scripts de vidéo, discours... Vos capacités de communication écrite et orale sauront exprimer notre philosophie d'entreprise. De formation supérieure en communication ou en journalisme, vous avez une expérience de 2 à 3 ans.

De solides connaissances en photo, graphisme, édition, Macintosh sont nécessaires. L'anglais est indispensable. (Réf. ER/0132/M)

TRADUCTEUR Dans un contexte résolument international, vous assurerez, avec autant de facilité en français qu'en anglais, nos traductions dans les domaines aussi diversifiés que la technique, l'architecture, le juridique...

De langue maternelle anglaise, vous possédez un diplôme de traducteur (ou un diplôme universitaire équivalent), ainsi qu'une expérience d'au moins 2 ans en matière de traduction technique et contractuelle. (Réf. AD/0183/M).

Merci d'adresser votre candidature, sous référence choisie à Euro Disneyland, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.

3615 tous nos emplois EURODISNEY



les professionnels de l'imagination

GIPSI INGENIEUR COMMERCIAL

330 KF +

Constructeur informatique Français, GIPSI a réalisé à la mi 90 un CA de plus 35 millions de Francs.

La confiance de grands noms de l'industrie et des services : BULL, CNET, INRIA, ONERA, SONY, nous a permis de réaliser une croissance de 100 %, qui nous amène à renforcer notre équipe commerciale en recherchant un Ingénieur Commercial.

A 25/35 ans, de formation supérieure Bac + 4 + 5 (école d'ingénieurs, université...), vous disposez d'une expérience de 4 à 6 ans acquise dans la vente de services ou de produits informatiques auprès de Grands Comptes en réseaux directs.

Vos qualités relationnelles, votre sens de la négociation nous permettront de vous confier le développement et le suivi d'une clientèle de Grands Comptes, d'Universités et de Centres de Recherches.

Rattaché à notre Direction située en région parisienne, vous serez formé à nos produits et amené à effectuer des déplacements sur l'ensemble de notre territoire.

Pour en savoir plus téléphonez dès maintenant au 16 (1) 47.61.58.80 du mardi au mardi de 9h à 18h30, ou adressez votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à GIPSI - Direction des Ressources Humaines - 2, Bd Vauban - BP 268 78053 ST QUENTIN-EN-YVELINES

APROMESSAGES

JEUNE DIRECTEUR DE CLIENTELE

Communication corporate

PA Advertising SA est l'agence de communication intégrée de PA Consulting Group en France. Forts de notre position de leader européen et à partir de notre savoir-faire en ressources humaines, (le recrutement bien sûr, mais aussi le management développement, l'audit de communication...), nous sommes déterminés à accroître fortement l'activité propre de notre agence (chiffre d'affaires : 30 millions de francs en 1989). Nous souhaitons confier ce rôle à un professionnel de la communication et du développement. Diplômé de l'enseignement

supérieur, il dispose obligatoirement d'une première expérience de 4 à 5 ans comme chef de publicité et se sent l'étoffe nécessaire pour passer à la dimension supérieure. En plus de ses qualités commerciales, il aura les capacités intellectuelles pour apporter aux clients un véritable conseil stratégique en communication corporate. Ecrire à J.A. DENNINGER en précisant la référence A/068M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 48.88.79.79. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

VENDRE LA COMMUNICATION DE RECRUTEMENT

MANUFACTURE DE SYSTEMES PAUL BOYE MFI

SECRETAIRES

MANUFACTURE DE SYSTEMES PAUL BOYE MFI

Secrétaire sténographe

Secrétaire sténographe

Secrétaire sténographe

Secrétaire sténographe

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

Dirigeants prêts à changer

051 11141

Le Monde de la Fonction Commerciale

VENDE LA COMMUNICATION DE RECRUTEMENT

Paris

H/F

C'est ce que nous vous proposons.

Vous intégrerez notre équipe commerciale qui a la charge de gérer et développer une large clientèle (Industrie, Distribution, Services...) et qui intervient auprès de Décideurs de haut niveau : Direction Générale, Marketing, Ressources Humaines, etc.

ESC, CELSA ou équivalent, vous avez une première expérience de vente dans les Services PUB, PRESSE, TRAVAIL TEMPORAIRE... et souhaitez évoluer pour être reconnu comme un véritable professionnel de la Communication.

Totale confidentialité garantie.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + photo sous réf. 5662 LM à notre Conseil ou transmettez-le par Minitel en composant le 3616 Code CV PLUS.

SECRÉTAIRES

MANUFACTURE DE VETEMENTS

PAUL BOYE SETE

recherche

Secrétaire sténodactylo

LANGUE MATERNELLE ARABE CLASSIQUE

FRANÇAIS-ANGLAIS PARLÉ ÉCRIT

Entre à : PH. BOYE

Paul BOYE

53, quai de Boac, BP 112, 34202 Sète

conseils en carrière

Dirigeants prêts à changer

d'activité ou d'entreprise...

DEPUIS 15 ans, plus de 5 000 dirigeants et cadres supérieurs se sont fait conseiller dans leur stratégie d'évolution personnelle et professionnelle par des consultants de Forgeot, Weeks.

La clé du succès ? Une réflexion personnalisée précédant la prospection de la face cachée du marché international qui recouvre généralement plus de 2/3 des opportunités.

Prenez rendez-vous pour un premier entretien confidentiel.

Forgeot, Weeks

PERSONAL CAREER CONSULTANTS

Paris : 3, rue du Fg St Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00

Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.42.52.49

Bureau associé : Londres

FORMATION PROFESSIONNELLE

DIRECTION D'UN CENTRE DE PROFIT

- Séminaire de management général.
- 24 jours en alternance (1 semaine par mois de janvier à mai).
- Une session à LYON et une à PARIS.

CDM

Centre de Développement du Management

23, avenue Guy-de-Collongue

BP 174

69132 ECULLY CEDEX

Groupe ESC Lyon

LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

RENSEIGNEMENTS
PARIS 43.94.16.46
LYON 72.20.25.20

Le Monde des Cadres

La Ligne de l'enseignement

Mission nationale d'action culturelle
recrute pour département(s) français
DÉLÉGUÉS(ES) CULTURELS(ES) DÉPARTEMENTAUX
auprès des Fédérations départementales

- Action culturelle.
- Concept et mise en application projet culturel départemental.
- Médiateur culturel.
- Bonne connaissance des collectivités locales et secteur associatif.
- Recrutement convention ASC : groupe 7 (niveau III, bac + 2, DEFA, BTS + expérience professionnelle).
- Grande disponibilité.

Adresse : CV, lettre manuscrite + photo
à MNAC : 3, rue Récamier, 75341 PARIS CEDEX 07

L'AGENCE D'URBANISME DU TERRITOIRE DE BELFORT

recherche

UN ECONOMISTE

2 à 4 ans d'exp. min. dans le domaine des études d'économie urbaine, connaissances informatiques acquises.

Les fonctions seront à pourvoir immédiatement.

Adresser les candidatures (CV, diplôme et photo) et présentations avant le 10 octobre 80 à : Agence d'urbanisme du TERRITOIRE DE BELFORT 10002 Belfort Cedex

PETITE SOCIÉTÉ DE SERVICE

recherche

1 JEUNE

de formation scientifique, niveau Bac + 2 pour développement et analyses de données.

Connaissances en statistiques indispensables. Formation à l'utilisation d'un logiciel spécialisé assurée par nos soins.

Envoyer CV, à PS2

42, rue du Parc-des-Gardes

93370 CHAVILLE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ECONOMIE NORD DE PARIS

recherche

UN CHEF DE SECTEUR

Aménagement et construct. Bonne expérience professionnelle (10 ans au moins).

Entre sous n° 8080

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson

75007 Paris

Sei opérant avec un groupe financier renommé

2 CADRES DE BANQUE

expérience confirmée

gestion fortune

et patrimoine.

C.V. à M. LAGROSSE

188, chemin de la Justice

92281 CHATELAIN-REY Cedex

CIE DANSE

recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

ADMINISTRATIF

ET COMPTABLE

dactylo et comptabilité indisp. au 9 500 F net.

Adresser C.V. manuscrite : CDDP

7, rue Dumont-d'Urville,

92250 La Garenne.

L'école PERCEVAL

(Cherbourg)

ENSEIGNANT

en histoire-géographie

(bac + 3 ou 4) pour remplacement

centrale A. Poste complet à pourvoir sept. 91

Condition : être prêt à se former à la pédagogie

de l'enseignement de l'histoire-géographie.

Tél. 39-52-16-54.

ECONOMISTE RÉDACTEUR

25 à 30 ans environ.

2 à 5 ans d'expérience professionnelle, formation économique.

ANGLAIS - ITALIEN

connaissances rédactionnelles et de synthèse.

Medial.

C.V. et lettre manuscrite : 125

75, avenue Pasteur

75011 Paris

ORGANISME PROFESSIONNEL ASSURANCES

recherche

CHARGÉ D'ETUDES ÉCONOMIQUES

MISSION : enquêtes, analyses de l'environnement, études statistiques.

Bonnes connaissances statistiques, rigueur, goût des contacts.

Débuts ou première expérience appréciée.

ENSAE, ISUP, ÉCONOMETRIE.

Env. votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et références) à CAPA

Service statistiques

17, rue La Fayette

75009 Paris.

CAL/PACT de Roubaix

recherche

UN (E) CHARGÉ (E) D'OPÉRATIONS

pour mission de réhabilitation dans le cadre d'opérations de développement social urbain.

Formation architecte, urbaniste.

Expérience indispensable.

Poste à pourvoir de suite.

Envoyer C.V., lettre manuscrite + photo à :

CAL/PACT de Roubaix,

25, rue du Lillo, B.P. 375,

59100 Roubaix

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION

diplômé d'enseignement supérieur en économie

ayant une expérience réussie de la formation des adultes

pour un poste de

CHARGÉ D'ETUDES FORMATEUR

Missions :

- conception de supports pédagogiques

- animation d'équipes de concepteurs.

- participation à des actions de formation.

- suivi de la communication et de la pédagogie.

C.V. + photo et présentations sous réf. 033 746 à Premier

Contact, 38, rue de Villiers,

92132 Levallois-Perret Cedex

ou taping 36-15 PCONTACT.

LA VILLE DU MANS

organise le

LUNDI 12 NOVEMBRE 1990

un concours en vue du

recrutement à

l'ÉCOLE RÉGIONALE DES

BEAUX-ARTS d'un

ENSEIGNANT

PLASTICIEN

POLYVALENT

(enseignement, réhabilitation, aménagement).

Adresser candidatures à :

Monsieur le Maire du

Mans, secrétaire général /

direction du personnel

de la Ville 72008

LE MANS Cedex avant le

VENDESDI 12 OCTOBRE

1990, dernier délai.

Conditions d'inscription à

démarches de Direction du

personnel.

Tél. (1) 43-47-36-97.

Pour les renseignements

concernant le poste :

contacter l'E.R.B.A.

5, rue de Montesson,

75000 LE MANS.

Tél. (1) 43-47-43-65.

IMPORTANT SOCIÉTÉ

recherche

ANALYSTE DÉVELOPPEUR FONCIER

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

D'UN TRÈS BON NIVEAU

responsable du montage

opérationnel et financier.

Expérience commerciale et

gestion de dossiers.

Env. sous n° 8085

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson,

75007 Paris.

Ag. 11^{re} rue, NEGOCIATEUR

(TRICE) dynam., sér., bonne

présent. 43-38-04-19.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

Bon niveau de culture générale pour poste à caractère

commercial (pas de porte à

porter).

- Formation assurée (débutants acceptés).

- Rémunération très

avancée pour un mini-

mandat.

- Évolution de carrière

rapide pour candidat de

valeur.

Tél. au 47-54-04-71.

PARIS 1^{re} St Crédit Immobilier

recherche

RESPONSABLES

chargés d'animer une équipe

de 2 à 5 collaborateurs.

Env. C.V. + photo à SMD,

218, r. St-Honoré, 75001 Paris.

RÉSEAU PROFESSIONNEL D'INSERTION SOCIALE

recherche

RESPONSABLE

FORMATION CONTINUE

Compétences : Polyvalence,

Expérience professionnelle.

Env. 180 000/an.

Cadre Paris.

FNARS, 76, rue du

Phg-St-Denis, 75010 Paris

SOCIÉTÉ CENTRE DE PARIS

recherche

DOCUMENTALISTES

pour préparation et tenue à jour annuaires biographiques et monographies sur le secteur économique (formation économique souhaitée) ou de l'administration française.

Dactylographie indispensable.

Envoyer C.V. + photo à :

S.C.P. P.A. n° 2338

13, avenue de l'Opéra

75001 Paris

« Intégrale »

prépare HEC, Sciences po.

recrute

des professeurs d'ECONOMIE

de DROIT

de GESTION

d'INFORMATIQUE

de MATHS

et de PSYCHOLOGIE

Envoyer C.V. au :

ES, av. Paul-Desormes

Paris 19^e

LYCÉE HOTELIER

privé, 90 km est Paris

recherche

PROFESSEUR CUISINE URGENT

Qualification requise :

BTS, Expérience professionnelle

soignée, soignée.

Tél. : 23-83-02-01

CONSTRUCTEUR DE LOGEMENTS

SOCIAUX DE GRANDE

AUX ACTIVITÉS DIVERSES

(construction, réhabilitation, aménagement)

recherche pour préparer

le lancement de

nouvelles opérations

1 ÉCONOMISTE

1 SPÉCIALISTE BATIMENT

L'économiste aura une

formation supérieure (Sc. Eco.,

Sc. Po., IUT, etc.).

Le spécialiste bâtiment aura

une formation architecte,

ingénieur du bâtiment ou

similaire.

Formation complémentaire

assistée et pratique de

promotion.

Adresser candidatures + CV

détailé sous n° 8085

LE MONDE PUBLICITE,

5, rue de Montesson,

75007 Paris.

CABINET RADIOLOGIE

recherche

MANIPULATRICE DIPLOMÉE

Tél. : 93-07-80-81.

secrétaires

URGENT

recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

de haut niveau

niveau valorisant.

Tél. 45-48-78-23.

cours et leçons

COURS D'ARABE

JOURNÉE, SOIR, SAMEDI.

APAC 42-72-20-88

formation professionnelle

Des formations pour

améliorer votre connaissance

institutionnelle :

« CONCEPT ET METTRE

TAUX DES EUROMONNAIES

BE-U.	8 1/16	8 5/16	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
DE-M.	7 7/16	7 1/16	7 7/8	8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
DM	8 1/16	8 3/16	8 3/16	8 3/16	8 1/4	8 3/8	8 1/2	8 1/2	8 1/2
FF-F.	8 1/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 1/2	8 1/2	8 1/2
FF-F (100)	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
FF-F (1000)	7 1/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
FF-F (10000)	14 3/4	15	14 7/8	15	15	15	15	15	15
FF-F	9 3/4	10	9 7/8	10	10	10	10	10	10

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 2 OCTOBRE

Cours relevés à 15 h 48

Réglement mensuel										Cours relevés à 15 h 48													
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS								
Compt.	VALEURS	Cours	Préc.	Dernier	%	Compt.	VALEURS	Cours	Préc.	Dernier	%	Compt.	VALEURS	Cours	Préc.	Dernier	%	Compt.	VALEURS	Cours	Préc.	Dernier	%
3740	CNE 9K	3770	3765	3780	+0.27	1230	Deutsche Bank	1180	1185	1185	+0.42	1290	Deutsche Bank	1180	1185	1185	+0.42	1350	Deutsche Bank	1180	1185	1185	+0.42
380	B.N.P. T.P.	3765	3760	3780	+0.27	1235	Deutsche Bank	1185	1190	1190	+0.42	1305	Deutsche Bank	1185	1190	1190	+0.42	1305	Deutsche Bank	1185	1190	1190	+0.42
1130	C.F.F. T.P.	1140	1140	1140	0.00	1240	Deutsche Bank	1190	1195	1195	+0.42	1310	Deutsche Bank	1190	1195	1195	+0.42	1310	Deutsche Bank	1190	1195	1195	+0.42
1230	C.F.F. T.P.	1230	1230	1230	0.00	1245	Deutsche Bank	1195	1200	1200	+0.42	1315	Deutsche Bank	1195	1200	1200	+0.42	1315	Deutsche Bank	1195	1200	1200	+0.42
1235	C.F.F. T.P.	1235	1235	1235	0.00	1250	Deutsche Bank	1200	1205	1205	+0.42	1320	Deutsche Bank	1200	1205	1205	+0.42	1320	Deutsche Bank	1200	1205	1205	+0.42
1240	C.F.F. T.P.	1240	1240	1240	0.00	1255	Deutsche Bank	1205	1210	1210	+0.42	1325	Deutsche Bank	1205	1210	1210	+0.42	1325	Deutsche Bank	1205	1210	1210	+0.42
1245	C.F.F. T.P.	1245	1245	1245	0.00	1260	Deutsche Bank	1210	1215	1215	+0.42	1330	Deutsche Bank	1210	1215	1215	+0.42	1330	Deutsche Bank	1210	1215	1215	+0.42
1250	C.F.F. T.P.	1250	1250	1250	0.00	1265	Deutsche Bank	1215	1220	1220	+0.42	1335	Deutsche Bank	1215	1220	1220	+0.42	1335	Deutsche Bank	1215	1220	1220	+0.42
1255	C.F.F. T.P.	1255	1255	1255	0.00	1270	Deutsche Bank	1220	1225	1225	+0.42	1340	Deutsche Bank	1220	1225	1225	+0.42	1340	Deutsche Bank	1220	1225	1225	+0.42
1260	C.F.F. T.P.	1260	1260	1260	0.00	1275	Deutsche Bank	1225	1230	1230	+0.42	1345	Deutsche Bank	1225	1230	1230	+0.42	1345	Deutsche Bank	1225	1230	1230	+0.42
1265	C.F.F. T.P.	1265	1265	1265	0.00	1280	Deutsche Bank	1230	1235	1235	+0.42	1350	Deutsche Bank	1230	1235	1235	+0.42	1350	Deutsche Bank	1230	1235	1235	+0.42
1270	C.F.F. T.P.	1270	1270	1270	0.00	1285	Deutsche Bank	1235	1240	1240	+0.42	1355	Deutsche Bank	1235	1240	1240	+0.42	1355	Deutsche Bank	1235	1240	1240	+0.42
1275	C.F.F. T.P.	1275	1275	1275	0.00	1290	Deutsche Bank	1240	1245	1245	+0.42	1360	Deutsche Bank	1240	1245	1245	+0.42	1360	Deutsche Bank	1240	1245	1245	+0.42
1280	C.F.F. T.P.	1280	1280	1280	0.00	1295	Deutsche Bank	1245	1250	1250	+0.42	1365	Deutsche Bank	1245	1250	1250	+0.42	1365	Deutsche Bank	1245	1250	1250	+0.42
1285	C.F.F. T.P.	1285	1285	1285	0.00	1300	Deutsche Bank	1250	1255	1255	+0.42	1370	Deutsche Bank	1250	1255	1255	+0.42	1370	Deutsche Bank	1250	1255	1255	+0.42
1290	C.F.F. T.P.	1290	1290	1290	0.00	1305	Deutsche Bank	1255	1260	1260	+0.42	1375	Deutsche Bank	1255	1260	1260	+0.42	1375	Deutsche Bank	1255	1260	1260	+0.42
1295	C.F.F. T.P.	1295	1295	1295	0.00	1310	Deutsche Bank	1260	1265	1265	+0.42	1380	Deutsche Bank	1260	1265	1265	+0.42	1380	Deutsche Bank	1260	1265	1265	+0.42
1300	C.F.F. T.P.	1300	1300	1300	0.00	1315	Deutsche Bank	1265	1270	1270	+0.42	1385	Deutsche Bank	1265	1270	1270	+0.42	1385	Deutsche Bank	1265	1270	1270	+0.42
1305	C.F.F. T.P.	1305	1305	1305	0.00	1320	Deutsche Bank	1270	1275	1275	+0.42	1390	Deutsche Bank	1270	1275	1275	+0.42	1390	Deutsche Bank	1270	1275	1275	+0.42
1310	C.F.F. T.P.	1310	1310	1310	0.00	1325	Deutsche Bank	1275	1280	1280	+0.42	1395	Deutsche Bank	1275	1280	1280	+0.42	1395	Deutsche Bank	1275	1280	1280	+0.42
1315	C.F.F. T.P.	1315	1315	1315	0.00	1330	Deutsche Bank	1280	1285	1285	+0.42	1400	Deutsche Bank	1280	1285	1285	+0.42	1400	Deutsche Bank	1280	1285	1285	+0.42
1320	C.F.F. T.P.	1320	1320	1320	0.00	1335	Deutsche Bank	1285	1290	1290	+0.42	1405	Deutsche Bank	1285	1290	1290	+0.42	1405	Deutsche Bank	1285	1290	1290	+0.42
1325	C.F.F. T.P.	1325	1325	1325	0.00	1340	Deutsche Bank	1290	1295	1295	+0.42	1410	Deutsche Bank	1290	1295	1295	+0.42	1410	Deutsche Bank	1290	1295	1295	+0.42
1330	C.F.F. T.P.	1330	1330	1330	0.00	1345	Deutsche Bank	1295	1300	1300	+0.42	1415	Deutsche Bank	1295	1300	1300	+0.42	1415	Deutsche Bank	1295	1300	1300	+0.42
1335	C.F.F. T.P.	1335	1335	1335	0.00	1350	Deutsche Bank	1300	1305	1305	+0.42	1420	Deutsche Bank	1300	1305	1305	+0.42	1420	Deutsche Bank	1300	1305	1305	+0.42
1340	C.F.F. T.P.	1340	1340	1340	0.00	1355	Deutsche Bank	1305	1310	1310	+0.42	1425	Deutsche Bank	1305	1310	1310	+0.42	1425	Deutsche Bank	1305	1310	1310	+0.42
1345	C.F.F. T.P.	1345	1345	1345	0.00	1360	Deutsche Bank	1310	1315	1315	+0.42	1430	Deutsche Bank	1310	1315	1315	+0.42	1430	Deutsche Bank	1310	1315	1315	+0.42
1350	C.F.F. T.P.	1350	1350	1350	0.00	1365	Deutsche Bank	1315	1320	1320	+0.42	1435	Deutsche Bank	1315	1320	1320	+0.42	1435	Deutsche Bank	1315	1320	1320	+0.42
1355	C.F.F. T.P.	1355	1355	1355	0.00	1370	Deutsche Bank	1320	1325	1325	+0.42	1440	Deutsche Bank	1320	1325	1325	+0.42	1440	Deutsche Bank	1320	1325	1325	+0.42
1360	C.F.F. T.P.	1360	1360	1360	0.00	1375	Deutsche Bank	1325	1330	1330	+0.42	1445	Deutsche Bank	1325	1330	1330	+0.42	1445	Deutsche Bank	1325	1330	1330	+0.42
1365	C.F.F. T.P.	1365	1365	1365	0.00	1380	Deutsche Bank	1330	1335	1335	+0.42	1450	Deutsche Bank	1330	1335	1335	+0.42	1450	Deutsche Bank	1330	1335	1335	+0.42
1370	C.F.F. T.P.	1370	1370	1370	0.00	1385	Deutsche Bank	1335	1340	1340	+0.42	1455	Deutsche Bank	1335	1340	1340	+0.42	1455	Deutsche Bank	1335	1340	1340	+0.42
1375	C.F.F. T.P.	1375	1375	1375	0.00	1390	Deutsche Bank	1340	1345	1345	+0.42	1460	Deutsche Bank	1340	1345	1345	+0.42	1460	Deutsche Bank	1340	1345	1345	+0.42
1380	C.F.F. T.P.	1380	1380	1380	0.00	1395	Deutsche Bank	1345	1350	1350	+0.42	1465	Deutsche Bank	1345	1350	1350	+0.42	1465	Deutsche Bank	1345	1350	1350	+0.42
1385	C.F.F. T.P.	1385	1385	1385	0.00	1400	Deutsche Bank	1350	1355	1355	+0.42	1470	Deutsche Bank	1350	1355	1355	+0.42	1470	Deutsche Bank	1350	1355	1355	+0.42
1390	C.F.F. T.P.	1390	1390	1390	0.00	1405	Deutsche Bank	1355	1360	1360	+0.42	1475	Deutsche Bank	1355	1360	1360	+0.42	1475	Deutsche Bank	1355	1360	1360	+0.42
1395	C.F.F. T.P.	1395	1395	1395	0.00	1410	Deutsche Bank	1360	1365	1365	+0.42	1480	Deutsche Bank	1360	1365	1365	+0.42	1480	Deutsche Bank	1360	1365	1365	+0.42
1400	C.F.F. T.P.	1400	1400	1400	0.00	1415	Deutsche Bank	1365	1370	1370	+0.42	1485	Deutsche Bank	1365	1370	1370	+0.42	1485	Deutsche Bank	1365	1370	1370	+0.42
1405	C.F.F. T.P.	1405	1405	1405	0.00	1420	Deutsche Bank	1370	1375	1375	+0.42	1490	Deutsche Bank	1370	1375	1375	+0.42	1490	Deutsche Bank	1370	1375	1375	+0.42
1410	C.F.F. T.P.	1410	1410	1410	0.00	1425	Deutsche Bank	1375	1380	1380	+0.42	1495	Deutsche Bank	1375	1380	1380	+0.42	1495	Deutsche Bank	1375	1380	1380	+0.42
1415	C.F.F. T.P.	1415	1415	1415	0.00	1430	Deutsche Bank	1380	1385	1385	+0.42	1500	Deutsche Bank	1380	1385	1385	+0.42	1500	Deutsche Bank	1380	1385	1385	+0.42
1420	C.F.F. T.P.	1420	1420	1420	0.00	1435	Deutsche Bank	1385	1390	1390	+0.42	1505	Deutsche Bank	1385	1390	1390	+0.42	1505	Deutsche Bank	1385	1390	1390	+0.42
1425	C.F.F. T.P.	1425	1425	1425	0.00	1440	Deutsche Bank	1390	1395	1395	+0.42	1510	Deutsche Bank	1390	1395	1395	+0.42	1510	Deutsche Bank	1390	1395	1395	+0.42
1430	C.F.F. T.P.	1430	1430	1430	0.00	1445	Deutsche Bank	1395	1400	1400	+0.42	1515	Deutsche Bank	1395	1400	1400	+0.42	1515	Deutsche Bank	1395	1400	1400	+0.42
1435	C.F.F. T.P.	1435	1435	1435	0.00	1450	Deutsche Bank	1400	1405	1405	+0.42	1520	Deutsche Bank	1400	1405	1405	+0.42	1520	Deutsche Bank	1400	1405	1405	+0.42
1440	C.F.F. T.P.	1440	1440	1440	0.00	1455	Deutsche Bank	1405	1410	1410	+0.42	1525	Deutsche Bank	1405	1410	1410	+0.42	1525	Deutsche Bank	1405	1410	1410	+0.42
1445	C.F.F. T.P.	1445	1445	1445	0.00	1460	Deutsche Bank	1410	1415	1415	+0.42	1530	Deutsche Bank	1410	1415	1415	+0.42	1530	Deutsche Bank	1410	1415	1415	+0.42
1450	C.F.F. T.P.	1450	1450	1450	0.00	1465	Deutsche Bank	1415	1420	1420	+0.42	1535	Deutsche Bank	1415	1420	1420	+0.42	1535	Deutsche Bank	1415	1420	1420	+0.42
1455	C.F.F. T.P.	1455	1455	1455	0.00	1470	Deutsche Bank	1420	1425	1425	+0.42	1540	Deutsche Bank	1420	1425	1425	+0.42	1540	Deutsche Bank	1420	1425	1425	+0.42
1460	C.F.F. T.P.	1460	1460	1460	0.00	1475	Deutsche Bank	1425	1430	1430	+0.42	1545	Deutsche Bank	1425	1430	1430	+0.42	1545	Deutsche Bank	1425	1430	1430	+0.42
1465	C.F.F. T.P.	1465	1465	1465	0.00	1480	Deutsche Bank	1430	1435	1435	+0.42	1550											

GRANDE-BRETAGNE : le congrès travailliste de Blackpool

M. Kinnock à Downing Street d'ici vingt mois ?

Les travaillistes sont réunis depuis le dimanche 30 septembre à Blackpool pour leur vingt-neuvième congrès annuel qui a traditionnellement lieu à l'automne. Le leader du Labour devait prononcer mardi après-midi le principal discours d'orientation générale.

BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

M. Neil Kinnock entend réaffirmer la ligne résolument «moderne» de son parti désormais acquis à la responsabilité financière, l'économie de marché, l'Europe et même la dissuasion nucléaire. Le leader travailliste s'en tient prudemment aux banalités et devrait beaucoup parler d'éducation et de formation. Son souci principal est en effet de ne froisser aucun élément de son électoral potentiel afin d'entrer en douceur, d'ici à vingt mois au plus

tard au 10, Downing Street.

Dernier ou avant-dernier congrès annuel avant la victoire ? La deuxième hypothèse est la plus souvent retenue à Blackpool par les stratèges travaillistes du parti. Ceux-ci ne veulent pas croire en effet que M. Thatcher aura le toupet de convoquer des élections anticipées au printemps 1991 dans la foulée d'une éventuelle action occidentale réussie dans le Golfe. Ils croient toujours à l'échéance normale du printemps 1992 (l'ultime limite est le mois de juin). Ils se jugent gagnants dans tous les cas et les sondages continuent de leur donner raison.

La seule ombre au tableau est que leur avance sur les conservateurs ne cesse de se réduire depuis l'invasion du Koweït. Elle reste encore suffisante pour permettre une victoire nette et la formation d'un gouvernement fort. Mais elle n'est plus ce qu'elle était ce printemps lorsque la révolte des contribuables contre la poll tax, le nouvel impôt local imposé par la «Dame de fer» donnait des ailes au Labour. M. Thatcher avait alors touché le fond de l'impopularité. Les sondages donnaient vingt-deux points d'avance aux travaillistes sur les conservateurs en cas d'élections anticipées.

Croissance négative

Cette époque heureuse est révolue. Il semble que l'écart soit désormais d'environ huit à neuf points. Certains instituts annoncent même une différence représentant seulement 5 % des intentions de vote. Mais, même ce cas de figure, de loin le plus pessimiste, donnerait encore par projection, aux travaillistes, une confort

table majorité de plusieurs dizaines de sièges aux Communes.

Si la crise du Golfe et surtout l'ombre de la guerre est le pire ennemi des travaillistes, l'économie est curieusement leur meilleur atout. M. Thatcher est en effet tenue pour directement responsable de la récession actuelle. On croirait revenir aux années 70. Le mal anglais était alors la «stagflation», la stagnation aggravée par l'inflation. Depuis cet été, la croissance est négative alors que l'inflation atteint 10,6 % et que les taux d'intérêt, à 15 %, sont les plus élevés du monde industrialisé.

M. John Smith, l'habile chancelier de l'Echiquier du «cabinet fantôme», nous a confié lundi après-midi que son premier geste serait, en tant que grand argentier, d'entamer immédiatement des négociations pour faire entrer la Grande-Bretagne dans le mécanisme des échanges du Système monétaire européen. Il procéderait, le jour même de son installation, à une forte réduction qu'il n'a pas chiffrée des taux d'intérêt.

La journée de lundi a été marquée par un incident sans doute mineur qui fait mardi la première page des quotidiens. Le congrès a en effet voté à main levée une motion réclamant une augmentation des pensions de retraite des vieux travailleurs proportionnellement à l'inflation avec rattrapage pour les années perdues. Cette mesure coûterait l'équivalent de 40 milliards de francs. M. Kinnock et Smith avaient fait savoir qu'ils étaient hostiles à cette indexation au nom de la toute nouvelle responsabilité financière du Labour. Mais ils n'ont pas été suivis par les députés de base.

DOMINIQUE DHOMBRES

Normes européennes et droit national

Le Conseil d'Etat réaffirme que les lois françaises ne doivent pas être contraires aux règlements de la CEE

Le Conseil d'Etat est une juridiction logique. Lorsqu'il pose un principe, même si c'est en faisant effectuer un revirement à sa jurisprudence, il l'applique sans réserve. En décembre 1987, dans son arrêt «Danielou», il avait mis les règlements de la Communauté européenne sur le même pied que les traités internationaux. En octobre 1989, dans sa décision «Nicolo», il avait décidé que les lois françaises devaient respecter les traités, fussent-ils antérieurs, autrement dit que le Parlement ne pouvait aller contre une règle internationale acceptée par la France (le Monde du 21 octobre 1989). Tous jours aussi logique avec lui-même, il vient de signifier que la législation nationale ne peut faire obstacle à l'application d'un règlement communautaire.

Cette importante jurisprudence a été décidée, comme souvent, à l'occasion d'une affaire simple. Un agriculteur, M. Maurice Boisdet, contestait la légalité d'un arrêt

ministériel, pris en vertu d'une loi de 1962 modifiée en 1980, qui avait étendu à l'ensemble des producteurs de pommes de douze départements des règles édictées par le comité économique agricole fruits et légumes du Val-de-Loire. Effectivement, un règlement du 12 mai 1972 du Conseil des communautés européennes avait établi des règles communes pour le marché des pommes de table, et, le 25 novembre 1986, la Cour de justice des Communautés avait décidé que cette réglementation ne donnait pas compétence aux Etats nationaux pour étendre à l'ensemble des producteurs toutes les règles posées par un groupement dont ils ne sont pas membres.

Le Conseil d'Etat a donc décidé que la partie de la loi de 1980 en cause était contraire au règlement européen de 1972, l'arrêt ministériel contesté n'avait pas de base légale. La haute juridiction a ainsi mis en application son dernier rapport annuel où elle signifiait aux «franciscains» du droit français qu'ils ne devaient plus oublier les normes européennes (le Monde du 3 juin).

TH. B.

CHINE

Un avion détourné s'écrase après une explosion : 120 morts

PÉKIN

de notre correspondant

Un Boeing-737 de l'aviation civile chinoise s'est écrasé dans la matinée du mardi 2 octobre, sur l'aérodrome de Canton, percutant deux autres avions civils pleins de passagers, après une tentative de détournement survenue à son bord, selon les informations fragmentaires parvenues dans la capitale chinoise en provenance de Canton et de Hongkong. Cent vingt personnes, principalement des Chinois de Taïwan, ont été tués.

L'appareil assurait la liaison entre Xiamen (Amoy), face à Taïwan, et Canton. Plusieurs sources officielles de Canton ont confirmé la version du détournement, mais l'agence Chine nouvelle ne faisait mention, plusieurs heures après le drame, que d'un «accident» d'une nature non précisée. Des témoins auraient rapporté avoir vu une explosion à bord de l'avion alors qu'il s'apprêtait à se poser, une thèse reprise par un agent consulaire américain.

En mai 1988, un avion effectuant la même liaison avait été détourné par deux ouvriers en direction de Taïwan, où les pirates avaient obtenu l'asile politique. En décembre 1989, M. Zhang Zhenhai, un ingénieur se présentant comme persécuté politique, avait contraint un appareil reliant Shanghai aux Etats-Unis à se poser au Japon. Extradé par Tokyo, il a été condamné en juillet à huit ans de prison.

F. D.

EN BREF

■ M. Bush soutient les candidatures des Coréens aux Nations unies. Le président Bush a annoncé, lundi 2 octobre, l'ONU que les Etats-Unis soutiennent les candidatures des Coréens aux Nations unies. Dans son discours, M. Bush a également proposé la création d'une fonction de coordinateur spécial pour l'aide aux élections et d'une commission électorale qui interviendrait dans certains pays, par exemple au Cambodge ou en Haïti. (AFP.)

■ CANADA : reddition d'un chef mohawk. Le chef mohawk Loran Thompson, qui avait échappé aux autorités lors de la reddition des membres de sa tribu (le Monde du 28 septembre), s'est rendu lundi 1^{er} octobre à la police. (AFP.)

■ COTE-D'IVOIRE : une proposition de M. Houphouët-Boigny. M. Félix Houphouët-Boigny a présenté aux militants du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI),

A nos lecteurs

Des mouvements sociaux dans les centres de traitement des Messageries de presse parisienne affectent la mise en vente chez les marchands de journaux des publications mensuelles du Monde pour les numéros datés octobre.

Tout est mis en œuvre pour que la situation redevienne normale et nous demandons à nos lecteurs de nous excuser pour ces retards.

(Publicité)

LES HOMMES S'HABILLENT

Un couple royal : CACHEMIRE ET SUPER 100

L'été, qui n'en finissait pas d'ajouter à la fortune des plages normandes et de ruiner les agriculteurs, a heureusement perdu de ses ardeurs estivales. Ce ne sont pas les mages sur le Golfe, mais plutôt le retour des matières fraîches qui valent à David Shift-Club des Dix de vendre déjà beaucoup de cachemire ; il est vrai qu'il a aussi la réputation (fondée) d'être le magasin de mode masculine de luxe le moins cher de la capitale.

Autre motif qui lui permet d'asseoir sa renommée, un stock désormais fantastique de vestes en cachemire, comme aucun autre magasin de Paris n'en possède, superbes de qualité, coupées dans le prestigieux cachemire militaire de Seabell. Ces merveilles vendues à moitié des prix boutique, il faut donc venir les découvrir dans le cadre du nouveau magasin David Shift-Club des Dix, trois étages d'un hôtel particulier dans la cour du

13, rue Royale. Remuant aussi, le sur sept, de 10 h à 19 h. Autre adresse, 4, rue Marbeuf, Paris (8^e), sauf dimanche.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Sous le mur, les galeries

ROLEMENT décevant, la chasse aux nazis en RFA au cours des dernières années. Très peu de gros gibier, malgré les longues traques et les battues patiemment organisées par un Wiesenthal ou une Kiersfeld. Faut dire, ils étaient un peu lents à la détente, les Allemands. Au lieu de les lever, ils laissaient filer de sacrés lièvres ! Là, ils vont changer leur fusil d'épaule et sonner demain l'alarme à la taupe, animal nuisible, sournois, aux doigts réunis par une membrane en forme de pelle qui lui a permis de creuser des réseaux sous les ailes du pouvoir dans toutes les capitales occidentales.

A commencer par Bonn, où, de tout temps, les chancelliers, poussant la porte de leur secrétariat, obligeaient ces demoiselles à raccrocher précipitamment : Ecoutez, là, je suis dérangée, j'ai encore plein de trucs à te raconter... Des secrets de défense, oui... Je te rappelle à l'heure du déjeuner. Ça sortait d'ailleurs souvent du pool des dactylos pour accéder aux appartements privés et entrer dans les confidences les plus coquines d'un Willy Brandt complètement toqué de son espion venu du froid : Ah ! c'est toi, Guillaume !

Je te cherchais partout... Où t'étais passé ?

C'est précisément la question qu'on se pose aujourd'hui en Allemagne, la grande, la révéfée, la RFA au carré. Où ils ont bien pu se cacher, les Guillaume et autres Markus Wolf, mouchard en chef et en fuite depuis belle lurette. Ils se sentaient à l'abri, planqués derrière leur mur, à Berlin-Est. Mais bon, là, après cette liquidation avant transformation, ils sont allés se terrer dans un des pays ex-frires. Lequel ? On sait pas trop. On parle de Moscou ou de Sofia.

Il y en a qui ont été plus faciles à débusquer. Ils faisaient la pelle queule, hier, sur la Cinq, les diplomates de la RDA, qu'on voyait sortir la queue entre les jambes, d'une ambassade détalée, volets fermés, les bras choqués de valises et de cartons. Qu'est-ce que vous allez devenir ? Vous êtes bons pour l'allocation chômage ? Probable. A moins qu'ils puissent revendre au marché noir certains documents qui valent leur pesant de papier dans la presse à sensation.

Parait même qu'ils s'apprêtent à mettre la nez de m'sieur de Matzibère dans les archives de la Stasi. Pourquoi ? Pour pas qu'il puisse poser ses fesses sur le fauteuil de président du Bundestag. Rapport à cette casserole.

ses hommes ont dû ouvrir le feu après s'être trouvés à court de gaz lacrymogène.

■ Otages : Polémiques entre M. Le Pen et Le Quotidien de Paris. - Le Quotidien de Paris du mardi 2 octobre confirme la traduction de l'entrevue accordée par M. Jean-Marie Le Pen à l'hebdomadaire *Kol-al-Arab* et contesté, lundi, par le président du Front national (le Monde du 2 octobre). M. Le Pen avait démenti certains propos qui lui étaient prêtés, notamment sur les otages. Le Quotidien publie un fac-similé en français du passage incriminé qui est certifié conforme par un expert-traducteur.

Ils seront nus

... si demain ils ne portent pas les dernières créations des grandes griffes parisiennes aux coloris d'automne, costumes, vestes, chemises, parkas, choisis à

LA VOGUE

38, bd des Halles (Près Opéra) et centre commercial Vélizy 2 - Détache à l'exportation

(Publicité)

"Les agriculteurs sont les jardiniers de la nature. Qui souhaite demain trouver un jardin en friches ?"

YVES ROCHER
La Gacilly - Bretagne

L'ESSENTIEL

SECTION A

La crise du Golfe..... 2 à 4

Réunion de la CSCE à New-York..... 6

La préparation du sommet de novembre à Paris..... 6

Elections locales..... 9

L'Assemblée nationale va débattre du projet Joxe..... 9

Le vote du budget..... 9

Un recours à l'article 49-3 est envisagé..... 9

SECTION B

Un colloque..... 13

sur le statut des juifs..... 13

Il y a cinquante ans, Vichy adopte le statut des juifs..... 13

Une journée nationale d'action dans la justice..... 14

Molière revisité..... 17

Quatre metteurs en scène s'attaquent à Molière..... 17

La grogne des commissaires-priseurs..... 17

A Deauville, la profession s'interroge sur son avenir..... 17

Deux concours d'architecture..... 17

La Maison de la culture du Japon, à Paris, et la préfecture des Bouches-du-Rhône, à Marseille..... 17

Diagonales..... 17

La chronique de Bertrand Poirot-Delpech..... 17

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Le savoir-vivre des babouins..... 19 à 21

Naitre ou ne pas naître : les progrès en matière de réanimation des prématurés..... 19 à 21

SECTION C

Les conséquences de la crise du Golfe..... 25

Nouveau «contrat du siècle» pour Airbus..... 26

92 appareils achetés par America West..... 26

Les comptes de la Sécurité sociale..... 26

Le gouvernement voudrait économiser 10 milliards de francs sur l'assurance-maladie..... 26

Mondial de l'automobile..... 26-28

Du 4 au 14 octobre, à la porte de Versailles, 1 500 exposants présentent leurs nouveautés..... 26-28

Services

Abonnements..... 10

Annuaire classé..... 30 à 37

Carnet..... 21

Marchés financiers..... 38-39

Météorologie..... 24

Mots croisés..... 21

Radio-Télévision..... 24

Spectacles..... 22

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 2 octobre 1990 a été tiré à 559 565 exemplaires.

(Publicité)

COOPÉRANTS :

TRANSPORT
OUTRE-MER
DE VOTRE
AUTOMOBILE

TRANSIT AUTO

INTERNATIONAL S.A.

17, avenue de Friedland

75008 PARIS

Tél. : 42-25-64-44

Tél. : 648206

Depuis 1894

DE LA SIMPLE RETOUCHE

AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie

d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE

à partir de 2 490 F

PANTALONS 890 F VESTONS 1 090 F

3 000 tissus

Luxeuses draperies

anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

MANTEAUX et PARDESSUS

UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h